QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11848

41786

– MARDI 1er MARS 1983

Forte baisse de l'or

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

ALGÉRIE

La rencontre de M. Chadli et du roi Hassan II ouvre une série d'entretiens sur le Sahara occidental

Au nom du Maghreb

Attendue depuis la mort de Boumediène, en décembre 1978, préparée par plusieurs négociations secrètes qui échouaient régulièrement, annoncée à maintes reprises par des « fuites » que les faits s'empressaient de démentir, la rencontre entre Hassan II et M. Chadli Bendjedid a enfin eu lieu – est-ce un hasard ? – *le 26 février*, la veille du septième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique et à quelques jours de la fête du Trône à Rabat, le 3 mars.

Cet entretien « ouvre des perspectives très vastes non seulement devant les deux pays frères, mais également pour l'ensemble du Maghreb, et renforce l'action arabe commune dans tous les domaines », a déclaré M. Chedli Klibi. Le secrétaire général de la Ligue arabe ne pouvait mieux résumer le sens et la portée des cinq heures de conversations entre le souverain marocain et le président algérien. Cette rencontre a, en effet, fait tomber le mur de méfiance qui séparait les deux pays, et pourrait être capitale pour l'avenir du Maghreb.

Certes, le conflit saharien ne sera pas réglé comme par enchantement et cette première rencontre – qui en annonce d'autres – comporte une part d'ambiguïté. L'Algérie continue, en effet, d'affirmer qu'elle n'a aucun différend avec le Maroc, que le problème du Sahara occidental est un « problème de décolonisation » qui oppose les « frères marocains » aux « frères sahraouis » et qu'elle est prête à tout mettre en œuvre pour les rapprocher, comme elle l'avait fait en 1979 entre Mauritaniens et Sahraouis. De son côté, le Maroc, qui a refusé jusqu'ici tout contact avec le Polisario, car il équivaudrait à une reconnaissance « de facto », rappelle qu'il a accepté en 1981, au sommet de Nairobi, le principe d'un référendum dans le territoire contesté.

Il n'en demeure pas moins que cette amorce de normalisation entre Rabat et Alger peut *contribuer, dans un premier temps*, à résoudre la crise ouverte au sein de l'O.U.A. par l'admission de « l'Etat du Polisario » en évitant l'éclatement de

Le rapprochement entre Alger et Rabat reflète en tout cas l'inquiétude des deux capitales face aux problèmes auxquels sont confrontés les Arabes : guerre du Golfe, conflit avec Israël, crise du pétrole et des matières premières, inflation mondiale. En outre, le Maroc est en proie à une crise économique et financière sans précédent, tandis que l'Algérie peut appréhender la vague intégriste qui menace l'ensemble du Maghreb. Enfin, les Algériens ne souhaitent plus, comme au début de la brouille, un effondrement de la monarchie marocaine, sachant qu'il infligerait une redoutable secousse à une région déjà menacée par les surenchères du colonel Kadhafi. Toutes ces raisons n'ont pu qu'accélérer la reprise du dialogue.

Alger et Rabat, qui depuis un an ont intensifié leur coopération avec Tunis, ont, de toute évidence, pris conscience que la stabilité régionale – que la France n'a cessé d'appeler de ses vœux – doit l'emporter sur les différends idéologiques et que la recherche d'un compromis est indispensable. Les concessions, de part et d'autre, impliquent notamment que le Polisario limite lui aussi ses ambitions au nom de l'unité maghrébine.

Le roi Hassan II et le président Chadli Bendjedid se sont rencontrés pendant cinq heures samedi 26 février aux confins de la frontière algéro-marocaine, en vue d'améliorer les relations bilatérales, rompues au début du conflit du Sahara occidental, et d'examiner les moyens de mettre fin à la guerre qui oppose le Front Polisario au royaume chérifien depuis l'automne 1975. Selon Alger, d'autres rencontres suivront ce premier entretien.

De notre correspondant

Alger. – C'est seulement dimanche après-midi 27 février que l'agence Algérie Presse Service a annoncé la rencontre du président Chadli Bendjedid et du roi Hassan. Précisant *« l'esprit de cette rencontre »*, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré : *« L'Algérie a toujours affirmé son entière disponibilité à œuvrer pour rapprocher nos frères du Sahara occidental et nos frères du Maroc en vue de trouver une solution conforme au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. »*

Depuis samedi, les responsables se refusaient à *« confirmer ou infirmer »* la nouvelle annoncée par la radio marocaine. Pour expliquer ce silence, on précisait de source officielle qu'on avait d'abord voulu la discrétion *« afin de ne pas donner d'espoir illusoire aux gens »*, et qu'ensuite il avait fallu se concerter au niveau des ministres des affaires étrangères sur l'opportunité de confirmer l'événement, ce qui revient à déplorer implicitement les *« fuites »* de Rabat.

Des contacts à différents niveaux avaient commencé en 1978, notamment par l'intermédiaire de M. Taleb Ibrahimi, alors ministre conseiller à la présidence et, depuis mai 1982, ministre des affaires étrangères. Il semble être le grand artisan de cette amorce de réconciliation. Les ultimes préparatifs ont eu lieu lors d'une rencontre entre le président Chadli et M. Ahmed Bensouda, conseiller du roi Hassan II, venu à Alger à l'occasion du Conseil national palestinien. Le tête-à-tête au sommet a eu lieu en territoire algérien, près de la frontière, dans le *« village socialiste Akid Lotfi »*, du nom d'un colonel *« martyr de la révolution »*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(Lire la suite page 3.)

GRÈCE

Le gouvernement dément une tentative de putsch militaire

De notre correspondant

Des rumeurs sur une tentative de putsch militaire ont couru en Grèce ces dernières quarante-huit heures, en relation avec des exercices d'alerte. Le gouvernement a démenti ces bruits. Ils ont trouvé une certaine audience dans la population en raison des différentes manifestations du malaise de l'armée intervenues à plusieurs reprises depuis l'été 1982.

Athènes. – Des exercices de mise en alerte des forces de sécurité et des unités militaires, notamment dans la région d'Athènes, les 26 et 27 février, ont suscité dans la population des rumeurs sur une tentative de coup d'Etat qui aurait eu lieu dans le nord du pays. Un communiqué officiel laconique, publié dimanche soir, a mis en garde contre toute interprétation erronée.

MARC MARCEAU

(Lire la suite page 7.)

POLOGNE

Le général Jaruzelski dénonce les intellectuels « hostiles » et les communistes « indécis »

Dans un discours prononcé devant l'organisation régionale varsovienne du POUP, et dont la dureté tranchait sur la relative sérénité qu'il s'attache habituellement à montrer, le général Jaruzelski s'en est pris, samedi 26 février, aux intellectuels « hostiles » à son régime ainsi qu'à ceux des militants du parti dont l'« indécision » à s'engager persiste quinze mois après l'instauration de l'état de guerre.

Parallèlement, la Conférence épiscopale a riposté aux attaques lancées par la presse soviétique et par la presse tchécoslovaque contre Jean-Paul II, et a demandé qu'une amnistie soit proclamée avant la visite du pape en Pologne, prévue en juin prochain.

Le « front du refus » auquel les autorités polonaises continuent de se heurter près de quinze mois après l'instauration de l'état de guerre, a amené le général Jaruzelski à hausser brutalement le ton. Dans un discours prononcé samedi 26 février devant une conférence de l'organisation régionale varsovienne du POUP, le président du Comité militaire de salut national a dénoncé dans le même temps les intellectuels « *hostiles* » au pouvoir et ceux des militants du parti dont « *l'indécision* » persiste et qui « *ne sont pas obligés* », a-t-il dit, d'en rester membres.

« *Il est triste*, a déclaré, selon le compte rendu donné dimanche par l'agence PAP, le général Jaruzelski, *que des changements défavorables aient eu lieu ces dernières années dans certains cercles intellectuels* ». Des idées « *anti socialistes, réactionnaires, gênantes parfois, d'unilatéralité primitive se sont enracinées dans une partie de ce milieu* », et le « *nombre de personnes éduquées prenant part à des activités anti-étatiques doit susciter l'inquiétude* ». Il a ajouté que « *les moyens administratifs devaient être un argument vis-à-vis d'une activité ouvertement hostile, aventurière et destructive.* ».

Il ne s'agit pas là de vaines menaces puisque la veille, le comité central avait réuni à son siège une conférence des deux cent soixante-dix écrivains membres du parti, qui semble bien sonner le glas de l'Association des écrivains polonais (Z.L.P.).

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

● ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les programmes économiques des deux grands partis

(Lire page 6 l'article de PHILIPPE LEMAITRE.)

● ESPAGNE

La politique industrielle des socialistes

(Lire page 19 l'entretien de M. MIGUEL BOYER, ministre de l'économie, avec J.-M. QUATREPOINT, et page 44 l'article de THIERRY MALINIAK sur l'affaire Rumasa.)

MÉDECINE ET PRISONS

La bavure des Baumettes

La prison des Baumettes, à Marseille, est sur la sellette. Le 18 janvier, son directeur, M. Clovis Babin, était muté « *dans l'intérêt du service* » à Lille. Le 10 février, le docteur Alain Colombani, médecin-chef à la prison-hôpital, était incarcéré. Deux décisions qui, sans être liées, démontrent que le fonctionnement de cet établissement surpeuplé a des ratés.

La prison-hôpital est dans le collimateur des magistrats marseillais après la découverte de libérations pour des raisons médicales jugées suspectes. Des éléments démontrent l'irrégularité de la mise en liberté d'un trafiquant de drogue, Robert Kechichian, ont été découverts. Mais on se pose la question de savoir si une véritable organisation n'était pas chargée de faire élargir des détenus moyennant finances. Une enquête où l'on reparle de l'assassinat du juge Michel.

De notre envoyé spécial

Marseille. – Le 10 juillet 1981, Robert Kechichian, détenu depuis treize mois, quitte la prison des Baumettes à Marseille. Le juge d'instruction, Pierre Michel, vient de signer sa mise en liberté pour raison médicale. Robert Kechichian, à l'époque âgé de trente-six ans, serait atteint d'un cancer et sa vie serait en danger. Depuis, il coule des jours paisibles quelque part à l'étranger. Le mal dont il est atteint, un sarcome de Darier-Ferrand, n'entraîne que rarement la mort et notamment pas dans son cas. Comment et pourquoi le juge Michel assassiné le 21 octobre 1981, à Marseille, a-t-il pu être trompé ?

C'est ce que tente de comprendre M. Christian Raysseguier, premier juge d'instruction, officiellement chargé depuis le 12 janvier d'éclaircir ce mystère.

Une affaire étonnante, à propos de laquelle le procureur de la République, M. Pierre Truche, déclare : *« Nous irons jusqu'au bout, le plus loin possible, le plus vite possible. »* L'instruction est menée discrètement mais au pas de charge. Le 10 février une première tête est tombée, le docteur Alain Colombani, médecin-chef de la prison hôpital des Baumettes. Les chefs d'inculpation sont lourds : *« Connivence à évasion, corruption, trafic d'influence, fabrication et usage de faux certificats et complicité. »*

Il a été entendu pour la première fois jeudi 24 février pendant plus de sept heures. Quel a été le rôle de ce médecin de trente-sept ans ? Le docteur Colombani était-il l'un des maillons d'une organisation chargée de faire libérer les détenus ayant les moyens de payer ? Voilà ce qu'essaie de savoir M. Raysseguier. De nouvelles inculpations, et non des moindres, sont attendues très prochainement. Le cas Kechichian va-t-il permettre de démonter la filière des libérés médicaux ? Son exploration est en tout cas édifiante.

Inculpé et incarcéré le 7 juin 1980, Robert Kechichian est considéré comme le pourvoyeur de morphine-base du laboratoire de drogue de Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). Le juge Michel le soupçonne alors d'être l'un des rouages importants de la filière franco-italienne avec Orazzio Di Maggio. Son nom est prononcé après la découverte de trois officines en Italie. Un gros bonnet de la drogue ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 10.)

Quatre « Grands Jurys R.T.L.- *le Monde* »

Quatre « Grands Jurys R.T.L.-*le Monde* » exceptionnels seront diffusés de 18 h 15 à 19 h 30 pendant la semaine précédant le premier tour des élections municipales. Ils auront pour invités les dirigeants nationaux des quatre principales formations politiques.

Dirigés par Jacques Chapus de R.T.L. et André Passeron du *Monde*, ces « Grands Jurys » se dérouleront avec la participation des journalistes de quinze grands quotidiens régionaux. Ils auront lieu dans l'ordre suivant :

Mardi 1er mars : M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste.

Mercredi 2 mars : M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F.

Jeudi 3 mars : M. Jacques Chirac, président du R.P.R.

Vendredi 4 mars : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste.

AU JOUR LE JOUR

Big Brother

On va vers une simplification du débat démocratique en France.

L'importance obsessionnelle prise par les variations des indices économiques rend nécessaire une modernisation des procédures électorales.

Un grand ordinateur central calculerait, chaque jour, les indices essentiels. Dans la minute où le seuil du tolérable – fixé par référendum – serait franchi, les dirigeants seraient remplacés par l'opposition.

On se battait pour des idées, on mourra pour des indices.

BRUNO FRAPPAT.

LA LEÇON INAUGURALE DE Mme FRANÇOISE HÉRITIER-AUGÉ AU COLLÈGE DE FRANCE

L'Afrique, enfin

Mme Françoise Héritier-Augé, deuxième femme professeur au Collège de France, après Mme Jacqueline de Romilly, a prononcé vendredi 25 février sa leçon inaugurale. Elle occupe la chaire d'étude comparée des sociétés africaines.

L'Afrique entre enfin de plein droit et *« à part entière »* au Collège de France. Il était donc naturel que celle par qui l'étrangeté de ce retard prend fin s'attardât d'abord dans son propos inaugural sur l'histoire de ce délai. Absent, ce continent ne le fut pas complètement. Dans le passé, plusieurs enseignements ont invoqué ou utilisé à l'occasion des exemples africains. Sans plus.

Une situation propre au Collège de France ? Non. Mme Héritier-Augé souligne *« l'étrange absence de l'Afrique dans les intérêts universitaires et savants autres que naturalistes, en France, avant les années 30 de ce siècle »*. Elle rappelle que *« la naissance d'un « africanisme » à visée scientifique survient en France bien après le déploiement colonial ; de façon générale, les initiatives scientifiques françaises, officielles ou non, sont sensiblement postérieures à celles d'autres pays colonisateurs, et ainsi, l'intérêt porté à l'Afrique sur ce plan souffre, pourrait-on dire, d'un double retard »*. Retard des sociétés savantes : celle des Africanistes n'apparaît qu'en 1931. Retard dans l'enseignement : rien avant la chaire des langues soudanaises (1921) à l'École des langues orientales vivantes.

M. K.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

Politique culturelle

Le *Wall Street Journal*, en décrétant la culture française nulle lors des récentes *Rencontres internationales* de la Sorbonne, a su adroitement utiliser cette manifestation pour le lancement de son édition européenne.
Gilbert Comte a saisi cette occasion pour plaider contre le critère de la rentabilité en matière de création.
Yachar Kemal a dit à Tahar Ben Jelloun que le plus grand danger pour les intellectuels est de s'ignorer les uns les autres.
Michel Deguy dénonce le simplisme de certains Américains.
Enfin Dominique Dhombres souligne que tout ce qui n'est pas traduit outre-Atlantique n'est pas forcément sans intérêt.

Ma tendresse !

par GILBERT COMTE

ALLONS ! un peu de courage, et trois sous de franchise ! Le *Wall Street Journal* ne se trompait peut-être pas, l'autre semaine, lorsqu'il fustigeait l'épuisement des lettres françaises depuis une vingtaine d'années ! Quelques plumes parisiennes en tremblèrent de courroux. En réponse, elles invoquèrent les noms respectés de Blanchot, Gracq, Ponge ou Michaux. Malheureusement pour leur démonstration, aucune de ces carrières n'a débuté depuis 1963. Commencé avec Maillol pour la sculpture, Debussy et Ravel avec la musique, Claudel, Valéry, Barrès et Proust dans les lettres, Bergson en philosophie, Maurras pour la réflexion politique, le vingtième siècle français se traîne maintenant vers l'an 2000 par les méandres d'un vocabulaire sans grâce, dans les hésitations d'une pensée sans force.

Chaque semaine, médias et publicités signalent sans doute l'apparition d'un nouveau génie. Mais leur conviction s'épuise vite, et aucun des petits romans indigènes produits à la pelle rive gauche ne soutient la comparaison avec le colossal *Cent Ans de solitude*, de Garcia Marquez. L'esprit souffle où il veut. C'est-à-dire pas n'importe où, et nécessairement quelque part. Il nous arrive maintenant de Colombie. Tant mieux pour nous. Merci à elle du secours qu'elle nous prête en ce temps de médiocrité.

D'après son statut officiel, la culture française devrait pourtant se porter comme un charme. Finies les saisons de famine où elle crevait de froid au grenier ! Parti l'âge ingrat où elle décampait avec Balzac par la cuisine, dans la terreur des créanciers. Depuis Malraux, elle vit sur un pied plus digne, régente un ministère, engage des employés, contrôle des fonctionnaires, subventionne des projets. Honorée, bichonnée, applaudie, la noble dame tient même salon avec le Monsieur en charge de sa gloire : Jack Lang aujourd'hui ; MM. Maurice Druon, Michel Guy, deux ou trois autres, sous les précédents septennats. Mais une sourde angoisse la poursuit jusqu'au cœur de ses fêtes. Ou plutôt un reproche. Celui du *Wall Street Journal !*

Même comptés par millions de francs lourds, au poids des petits fours, caisses de champagne, consommés dans les cocktails, festivals, prix littéraires ou autres primes à la production, elle n'arrive toujours pas à extraire des cerveaux ce modeste rien de 350 pages, ce mince quelque chose de 400 pages, pareil à *la Cousine Bette*, tel *le Rouge et le Noir*, où les bons esprits admirent aussitôt l'indiscutable chef-d'œuvre. Grincheuse nostalgie du passé ? Mais non ! Elémentaire constat d'une triste évidence. Un Américain nous la jette à la figure. Il a raison !

« Un flot de productions étrangères »

Trois semaines avant lui, M. Michel Guy sonnait aussi l'alarme (1). Sur un registre plus étendu. D'ici peu, avertissait-il, l'audiovisuel par satellites ensevelira notre malheureux pays sous « *un flot de productions étrangères* ». Auprès de cette avalanche, l'actuelle invasion de nos cinémas par les films yanquis rappellera presque un doux protectionnisme. L'ancien collaborateur de M. Valéry Giscard d'Estaing ne perd pourtant pas tout espoir et nous propose quelques médecines : « *L'on peut voir dans ce bouleversement une menace et bâtir une forteresse pour se protéger du vent mauvais venu d'ailleurs, mais les forteresses n'ont jamais arrêté les idées, les chansons ou les modes.* »

Autant, donc, admettre les défis « *dans la liberté* », avec « *l'ouverture de chaînes privées à l'usage d'un public adulte et responsable* ». Car si la « *création audiovisuelle* », où se jouera l'avenir, a « *besoin de liberté* », elle a « *tout autant besoin d'argent* », et les capitaux s'investiraient volontiers dedans si ce ridicule gouvernement socialiste renonçait, une bonne fois, à contrôler « *la distribution des images* ». Dans l'optimiste credo libéral cher à la nouvelle opposition, confions donc la culture générale aux intérêts privés. Avec leur concours évidemment désintéressé, elle affrontera les grandes compétitions planétaires, favorables par nature au succès des meilleurs.

Le refuge monastique

Ces propositions n'émanent pas des créateurs. Elles traduisent plutôt les ambitions d'un petit monde parisien très spécial, où les renommées se lancent comme un amusement, réussissent comme de bonnes affaires. Depuis une vingtaine d'années, justement, ce régime ruine, démoralise la création. Sous un apparent bon sens, le discours de M. Guy grouille encore de contre-vérités dangereuses pour lui. La période sur les « *forteresses* » incapables d'arrêter « *les idées, les chansons ou les modes* » fournit un parfait modèle de ces insidieux sophismes.

Les déferlements de forces matérielles préjudiciables au savoir ne datent pas d'aujourd'hui. Au cinquième siècle, les grandes invasions brisèrent, dispersèrent l'héritage d'Athènes et de Rome, un peu comme l'irruption des techniques nouvelles menace d'anéantir le nôtre. La modernité d'alors, l'irrésistible avenir, avançaient avec les Barbares. Ils n'amenaient pas le progrès, mais la destruction. L'érudition, la science, ne s'abandonnèrent pas au flot. Loin d'accepter les risques d'une honnête concurrence, leurs défenseurs vécurent dans l'imprenable refuge des ordres monastiques. Wisigoths, Burgondes, incendiaient les campagnes, rasaient, pillaient quelques couvents. Il suffisait qu'une élite refuse en son âme la grossière loi du monde, l'arbitraire des vainqueurs, pour confier la connaissance à l'invisible sanctuaire de l'esprit. Devenue dès cet instant insaisissable et invincible, elle se sut promise à une lointaine renaissance qu'aucun de ses premiers champions ne verrait pourtant de ses yeux. Mais ces clercs ne confondaient pas « *les idées* » avec « *les chansons ou les modes* ». Ils ne songeaient même pas qu'elles pussent jamais marcher de pair.

Sensiblement moins scrupuleuse, la société de spectacle mêle sans crainte le penseur et l'amuseur, le fondamental et l'occasionnel, le transcendant et l'éphémère dans un tourbillon où les « *chansons* » de Johnny Hallyday valent toujours les « *idées* » de Karl Marx puisque, en cassettes ou en livres, les unes et les autres se vendent pareillement dans les magasins. Depuis vingt ans, répétons-le, la culture a grandement souffert de se fondre dans le superficiel, et de sa subordination croissante envers l'argent. Pour l'aider, M. Guy et les chantres du giscardo-chiraquisme suggèrent d'accroître cette mortelle dépendance. Loin de la sauver, craignons plutôt qu'ils ne l'achèvent. Mais à l'inverse des justes remarques du *Wall Street Journal*, leurs projets ne suscitent aucune protestation.

Miraculeuse « liberté »

Faut-il, pour autant, refuser sous toutes ses formes l'envahissant audiovisuel ? Les créateurs n'en possèdent pas les moyens. Mais puisque le « *besoin d'argent* » s'impose à tous, les nouveaux clercs peuvent réclamer une définition plus précise de leurs rapports avec la finance. A l'inverse de l'ancien mécénat royal, l'argent moderne ne se dépense plus pour la gloire du prince. Selon une loi bien connue dans les écoles de commerce, il se risque pour obtenir des profits commerciaux. Il ne subventionne plus l'art pour sa valeur propre, mais seulement des projets présumés rentables, et sacrifiera toujours, dans cette logique, le vaste génie aux commodes spectacles de variétés.

En résultat, la libre circulation des capitaux dans la société libre a déjà librement sacrifié sous nos yeux, dans l'indifférence universelle, une poésie nationale florissante depuis plusieurs siècles. Un monde capable de laisser mourir ses poètes garde-t-il un seul droit sur la culture, et d'abord celui d'en parler ? La miraculeuse « *liberté* » promet cependant de suffire à son bonheur. Dans ce cas, pourquoi la littérature, la sculpture, la musique, la peinture s'épanouissent-elles moins dans la démocratie helvétique, dans la permissivité scandinave, qu'à Versailles aux temps de l'absolutisme louis-quatorzien ?

En vérité, la création dépend des créateurs et du respect, de l'attention, qu'ils rencontrent auprès d'élites sociales cultivées. Les nôtres préfèrent ouvertement l'*american way of life*. L'argent qu'elles servent comme seul et unique maître ne voit d'idéal qu'en sa propre prolifération. Évidemment, le *Wall Street Journal* n'évoque pas cette décadence-là, puisqu'elle le sert et accroît ses ventes sur Paris.

Des serviteurs innombrables se pressent décidément autour de notre culture, orgueilleuse, riche et inquiète, comme les prétendants assiégeaient déjà la belle Pénélope. Tandis qu'ils assurent vouloir la servir, tous lorgnent son héritage. Culture, ma chérie ! Culture, ma tendresse ! Oui ! Mais qu'arrive avec son fouet, et pour ta délivrance, l'intrépide Ulysse messager des Dieux !

(1) « La vraie bataille culturelle », *le Monde*, 3 février 1983

Yachar Kemal : une voix d'Asie mineure

par TAHAR BEN JELLOUN

AU récent colloque de la Sorbonne sur la création et le développement, le tiers-monde était aussi présent. Sa voix, enrayée par quelques blessures persistantes, ne fut peut-être pas entendue avec l'attention nécessaire. Mais de ces « *continents d'analphabètes et d'opprimés* » nous parvenaient une grande clameur silencieuse et des visages : Chahine, Hamina, Ki-Zerbo, Boal, Saddiki, Adonis, Breytenbach (1) et un monument, Yacher Kemal. A lui seul, cet écrivain turc est une forêt, un village, une épopée en mouvement. Il a écrit une trentaine d'ouvrages, dont dix-sept romans, et termine actuellement une trilogie, une semi-autobiographie qu'il définit comme « *le roman de l'enfance et du meurtre* ». C'est l'autopsie d'un assassinat — celui de son père — et l'impact de ce drame sur un enfant. Cela s'appellera « *l'Oiseau de pluie* » ; le premier tome devrait paraître l'an prochain en France.

Pour Yacher Kemal, le colloque fut un événement majeur. Lu et très apprécié par François Mitterrand, il dit : « *Si le président Mitterrand et Jack Lang n'étaient pas des hommes de culture, une telle réunion n'aurait pas eu lieu* ». Il constate que plus les moyens de communication sont rapides et efficaces, moins les créateurs se rencontrent et se parlent. Tour a l'air de se passer à travers les médias. Il n'y a plus cette chaleur humaine du contact direct. Il dit : « *Déjà, dans la vie quotidienne, cette chaleur humaine disparaît dans les rapports entre les gens. Avant, un savant traversait toute l'Asie pour aller voir un poète en Égypte. Les intellectuels étaient des voyageurs, comme Ibn Batouta, Avicenne etc. Aujourd'hui, chacun se replie sur lui-même, ferme sa porte et dort dans sa coquille. Un tel colloque a été important ne serait-ce que parce qu'il a brisé des coquilles. Les gens se voient, se parlent, et quand ils repartent chez eux, ils ne peuvent pas ne pas répercuter autour d'eux les acquis de ces rencontres* ». Puis il ajoute : « *Il n'y a pas beaucoup de chefs d'Etat qui soient en même temps hommes de culture. Mitterrand est peut-être le seul ou même le dernier !* »

Yacher Kemal ne comprend pas les réactions négatives d'une partie de la presse américaine : « *C'est ridicule de tenir des propos aussi violents sur la création culturelle de tout le peuple français. Je ne tiendrais pas des propos semblables même sur les Etats-Unis ! Je ne comprends pas cette hargne contre la France. Ces propos ne pèsent pas lourd. Ils sont le signe d'un malaise, quelque chose de malsain. Même en considérant l'état le plus visible de la culture américaine, comme la manie des best-sellers ou du sexe et de la violence dans le roman et au cinéma, ou alors l'absence de création culturelle destinée à l'enfance* (2), *même en prenant l'existence de Dallas, le seul fait que Henri Miller ait existé m'interdit de parler de la culture américaine en disant qu'elle est nulle. Je ne veux pas défendre la France, mais ne serait-ce que dans le domaine de la recherche anthropologique ou même dans un domaine comme celui de la recherche en informatique, la France a produit des travaux grande valeur et en avance sur ce qui se fait ailleurs. Je cite ici quelques noms : Levi-Strauss, Dumézil, Foucault, etc. Cela dit, la réaction de la presse française aux critiques américaines est, elle aussi, exagérée.* »

Un colloque de cette ampleur, avec toutes ses « grosses têtes » réunies, avec son faste et sa solennité, ne changera pas le monde. Il laissera tout au plus des traces. Yacher Kemal en convient. Il espère que l'ensemble des propositions émises au cours de ces deux journées aillent dans le même sens : apprendre à agir ensemble. Et cela malgré les différences. Le tiers-monde était certes présent, mais son discours ne frisait-il pas une certaine complaisance ? C'est évident qu'entre les discours de Chahine et de Coppola, il y a un abîme, qu'entre l'intervention politique bien préparée, minutieusement travaillée, du romancier américain francophone Elie Weisel sur l'antisémitisme et le silence des intellectuels arabes il y a quelque chose de choquant, qu'entre la voix de l'Inde et celle de l'Allemagne il y a peu de chance de rencontre. Malgré tant de volonté politique et de générosité humaine de la part du socialisme, le tiers-monde n'habite-t-il pas encore les faubourgs de l'histoire ? N'est-il pas malgré tout cet « *intrus* » dont parle Octavio Paz, qui arrive au spectacle de la modernité au moment où les lumières vont s'éteindre ? Et la modernité dans le tiers-monde signifie la liberté de créer, de s'exprimer, de circuler et de garantir les droits élémentaires de l'homme.

(1) Créateurs respectivement égyptien, algérien, voltaïque, brésilien, marocain, syro-libanais et suf-africain.

(2) N.D.L.R. : apparemment Y. Kemal considère que Disneyland ou *E.T.* ne sont pas des créations « culturelles » pour les enfants...

Faut-il brûler le drapeau des États-Unis ?

par DOMINIQUE DHOMBRES

A la veille des élections municipales, et dans la foulée d'un raout politico-culturel international tenu à la Sorbonne, sous l'égide de M. Jack Lang avec la participation du président de la République, le débat a donc été lancé. La culture française, version 1983, vaut-elle tripette ? Question subsidiaire : faut-il brûler l'« *impérialisme culturel* » américain, symbolisé par son « *drapeau* », le feuilleton télévisé *Dallas ?*

Tout a commencé, sauf erreur, par un article en date du 9 janvier du correspondant à Paris du *New York Times*, John Vinocur. Celui-ci, avec un geste iconoclaste, s'en prenait aux ambitions culturelles du gouvernement et s'interrogeait sans façon sur « *l'importance de la culture française des années 80* ». Il eut quelques émules, et surtout Raymond Sokolov, responsable de la section « Arts et loisirs » du *Wall Street Journal*. Dans l'édition du 16 février, ce dernier affirmait : « *La France est une nullité dans la culture mondiale contemporaine.* » Rendant compte sans aménité de la manifestation internationale déjà mentionnée, il croyait discerner chez ses participants un « *appétit de contrôle officiel et de censure* ». Bref, reprenant peu ou prou la thèse de son confrère du *New York Times* et développant une idée profondément ancrée dans la conscience américaine, il suggérait à la fois que le socialisme est nécessairement directif, dans les arts comme dans les autres domaines, et que la dénonciation de l'« *impérialisme culturel* » américain est une manœuvre de diversion destinée à faire oublier le piteux état de la culture française. Raymond Sokolov concluait, *in cauda venenum*, que l'intervention de M. Mitterrand à la Sorbonne, devant un parterre de célébrités culturelles internationales généralement bien disposées à son égard, était à usage électoral interne.

Cette dernière remarque relève du procès d'intention, et reste invérifiable, mais les remarques très sévères contenues dans l'article du *Wall Street Journal* méritent réflexion. Elles ont d'ailleurs, tout aussitôt, provoqué une cascade de commentaires et d'éditoriaux dans la presse française, ce qui était le but recherché, le *Wall Street Journal* venant d'inaugurer son édition européenne.

Le *Harrap's* est formel : le terme *nullity* utilisé par le quotidien financier se traduit en français par « nullité, non-valeur, zéro ». C'est sans doute jeter le bouchon un peu loin que de qualifier ainsi, sans autre forme de procès, la culture française contemporaine. Ce qui est excessif est souvent inexact. Le *Wall Street Journal* affirme, en passant, que « *la France n'a produit aucun romancier de réelle importance depuis vingt ans, à l'exception de Michel Tournier* ». *Quid* de Marguerite Duras, d'Alain Robbe-Grillet, de Romain Gary, de J.M.G. Le Clezio ou de Marguerite Yourcenar, pour lancer quelques noms — très divers — au hasard ? Certes, on commence à connaître un peu Tournier aux Etats-Unis parce qu'il y est traduit. Mais tout ce qui n'est pas traduit en anglais, voire en américain, est-il sans importance, voire « *nul* » ?

Le lieu n'est pas ici de faire l'apologie de la littérature française contemporaine, qui n'est probablement pas à la hauteur de celle qu'elle était il y a cinquante ans. Elle ne mérite, en tout cas, ni l'excès d'honneur, dont d'ailleurs le pouvoir socialiste ne la comble pas, ni l'indignité que lui inflige l'éditorialiste du *Wall Street Journal*.

La dénonciation de l'« impérialisme culturel » américain est-elle une manœuvre de diversion ? (le *Wall Street Journal* va plus loin encore puisqu'il écrit que « *l'anti-américanisme, ce mélange de jalousie et de recherche d'un bouc émissaire* », est « *l'antisémitisme de la gauche* »). Oui probablement. A coup sûr, celle-ci marche toujours dans un premier temps. Les réflexes chauvins, qu'ils soient alimentés par la tradition communiste ou gaulliste, jouent à plein. Et puis, on se pose quelques questions. Entre-temps, personne, ou presque, n'a cessé de voir des films américains ou d'écouter du jazz. Même les fanatiques continuent à voir *Dallas*. Pour mieux connaître l'« *impérialisme* » qu'ils fustigent ?

Le socialisme est-il toujours directif en matière culturelle ? Il n'y a que deux précédents. La politique du Front populaire, assez floue, et le « *réalisme socialiste* » de Jdanov, qui ne fait plus guère recette.

La culture de M. Mitterrand, plutôt classique, avec des apports contemporains choisis, ne le pousse pas aux audaces. Le président de la République confiait récemment à une interlocutrice qu'il avait aimé « *les Fous de Bassan* », d'Anne Hébert. Bon exemple de littérature de langue française écrite par une Nord-Américaine...

Totalitarisme

par MICHEL DEGUY (*)

CE qui est excessif est-il insignifiant ? Mieux vaut ne pas le croire. Les insultes d'un nommé R. Solokov, responsable culturel (sic) au *Wall Street Journal*, sont outrancières, mais non pas insignifiantes. Prendre une totalité donnée (la culture française) pour la réduire au néant (« *La* France est *une nullité* dans la culture *mondiale* contemporaine active »), c'est *totalitaire*. « La France *a disparu* dans le domaine des arts plastiques (...) Le *monde entier* rit de l'emphase de la rhétorique française. (...) Ton de Jdanov, ton de Goebbels (« *la* culture juive etc. »). Alors, demandons-nous pourquoi cet incompétent chauvin parle comme un P.D.G. de multinationale ne devrait pas parler du P.N.B. du Tchad. Pourquoi ? (Et moi-même, usant du même ton, outrageant, fais-je la même erreur ? Non, si ce que dit Solokov ne s'applique pas à son objet, la culture française, tandis que les épithètes d'*arrogant* et d'*imbécile* décrivent avec exactitude le propos de Solokov, comme chacun peut le vérifier).

C'est le ton politique de la haine idéologique, de la guerre civile : l'autre est un *néant*. *Moi*, puissant journaliste américain, je déclare que vous, œuvres françaises, « *vous n'existez pas.* » A quel point de grossière inculture — et même : d'ininformation — faut-il être parvenu par des années de labeur culturel pour penser que l'intéressant Tournier est « *le seul romancier français de réelle importance* », je n'y insisterai pas...

Pour *Dallas*, source de discorde atlantique, deux remarques : quand l'Israélien Amos Kenan racontait aux Rencontres de la Sorbonne que *Dallas* rendait Tel-Aviv déserte et stupide, ce n'était pas Jack Lang qui parlait. Et quant à *nous*, d'ici, nous ne prenons pas *Dallas* pour *la* culture américaine, mais plutôt faisons nôtres les jugements du professeur Birnbaum (Etats-Unis) à la même tribune. Il serait important pour *tous* que bien des *Américains* importants renoncent en maints domaines à ce simplisme honteux qui les fait parler des *autres*. Pour sa peine, je demanderai que le rédacteur en chef Solokov vienne découvrir ici *dans le détail* la richesse, la diversité et l'importance, des œuvres littéraires, artistiques et scientifiques françaises ; pendant un an. On s'y mettrait tous ; et sans laver ce cerveau, on le rendrait plus propre.

Critiquer l'affaire culturelle est nécessaire ; creuser la question et l'énigme du *culturel*, et dans sa version française. Mais, pour cela, il faut se lever un peu de bonne heure. Nous y pourvoirons.

(*) Ecrivain.



Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

étranger

LA RENCONTRE ENTRE LE ROI HASSAN II ET LE PRÉSIDENT CHADLI BENDJEDID

Une série d'entretiens sur le Sahara occidental

(Suite de la première page.)

Un officiel auquel nous demandions si les résultats des entretiens étaient encourageants nous a dit de *« tirer nos conclusions »* du fait qu'il *« y aura sans doute d'autres rencontres »*. L'opinion publique avait été préparée à l'événement. Lors de la visite du ministre algérien de l'intérieur à Tunis, en janvier, un appel avait été lancé à l'initiative de celui-ci pour *« l'avènement d'un Maghreb des peuples »*. Evoquant le Sahara occidental dans un discours prononcé le 24 février, le président Chadli avait dit : *« Nous ne soutenons jamais un peuple arabe contre un autre peuple arabe (...). Nous sommes disposés à entreprendre toute action qui contribuera au rapprochement des points de vue des deux parties au conflit. »* Parlant du Maroc, il avait souhaité que les deux pays puissent *« se consacrer aux questions essentielles et établir une coopération économique fructueuse »*.

Au ministère des affaires étrangères, on ne peut dire si les relations diplomatiques seront bientôt rétablies, mais on souligne que l'Algérie a réglé depuis longtemps son problème de frontière avec le Maroc (1). Officiellement l'Algérie n'a pas modifié sa position selon laquelle il ne lui appartient pas de se substituer à la R.A.S.D. dans une négociation avec Rabat. *« L'Algérie acceptera ce que les Sahraouis accepteront »*, dit-on ici.

Forcer la main au Polisario

Il reste que si l'on n'a pas pris la place du Polisario autour du tapis vert, on a sans doute voulu lui forcer la main pour qu'il cesse de camper sur des positions peu réalistes. Un officiel, prié de dire si les Sahraouis avaient été informés au préalable de la rencontre avec le souverain marocain, nous a simplement assuré que *« le contenu des entretiens sera transmis à ceux-ci et à la Mauritanie »*.

« Je ne suis pas au courant, le Maroc a toujours cherché à intoxiquer l'opinion », nous avait répondu M. Ould Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario auquel nous demandions son sentiment sur la rencontre Chadli-Hassan II lors d'une conférence de presse qu'il tenait samedi à Alger à l'occasion du septième anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D. le 27 février 1976.

La réalité de l'évolution en cours, malgré ces dénégations, donnait parfois un caractère émouvant aux efforts de M. Ould Salek pour dresser un bilan justifiant les sacrifices consentis par ses compagnons de lutte. Bilan surprenant quand il a été question *« des progrès énormes de l'artisanat »* dans les zones sous contrôle du Polisario. Bilan peu crédible quand l'édification du mur marocain a été présentée comme l'*« aveu d'une défaite militaire »*. Mais bilan historiquement justifié quand la percée diplomatique de la R.A.S.D., reconnue par cinquante-quatre États, a été évoquée.

Rappelant le mot d'ordre du dernier congrès du Front Polisario : *« Toute la patrie ou le martyre »*, M. Ould Salek a écarté toute idée de partition. Il n'y a pas de condition préalable à la négociation, a-t-il dit, mais *« il n'y aura jamais de paix sans retrait total de l'armée marocaine »* de la totalité du Sahara occidental. *« La solution du conflit ne dépend pas des relations entre l'Algérie et le Maroc »*, a encore dit M. Ould Salek, qui a précisé : *« Le soutien de l'Algérie sur le plan financier et militaire va s'accentuant. Pas seulement celui de l'Algérie mais aussi celui de la Libye. »*

Sans faire allusion à la visite officielle du roi Fahd à Alger en novembre 1982, M. Ould Salek a dénoncé l'attitude de l'Arabie Saoudite, *« second bailleur de fonds au Maroc après les Américains »*. Il a également déploré l'attitude du gouvernement socialiste espagnol, *« qui n'a pas dénoncé les accords de Madrid »*. Quant à la France, *« nous sommes très étonnés*, a-t-il dit, *de voir un gouvernement socialiste continuer une politique contre laquelle il a milité. »*

Il semble exclu que la France ait joué un rôle déterminant dans la rencontre de samedi. En revanche, indique-t-on de source diplomatique, cet événement est de nature à conforter l'idée d'une *« conférence de la Méditerranée occidentale »* lancée par M. Mitterrand lors de sa visite au Maroc. Il faudra un certain temps pour que les choses se concrétisent, indique-t-on de même source, mais des consultations ont lieu au niveau des ministres des affaires étrangères avec les partenaires ou les futurs partenaires de la France au sein de la Communauté européenne. Saisie officiellement du projet, l'Algérie l'a *« mis à l'étude »*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(1) N.D.L.R. – Le 27 mai 1970, lors d'une rencontre à Tlemcen, Hassan II avait renoncé à ses revendications sur Tindouf et Béchar en échange d'une exploitation en commun des gisements de fer de Gara-Djebilet. En 1972, le traité d'Ifrane avait réglé le tracé des frontières : ce traité a été ratifié par l'Algérie mais toujours pas par le Parlement marocain.

ALGER : LE DROIT INALIÉNABLE DU PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL A L'INDÉPENDANCE

Alger *(A.P.)*. – Voici la déclaration du porte-parole du ministère algérien des affaires étrangères publiée dimanche 27 février :

« L'Algérie a toujours affirmé qu'elle n'a aucun différend avec le Maroc. Le problème du Sahara occidental, qui est un problème de décolonisation, oppose nos frères du Sahara occidental à nos frères du Maroc.

» L'Algérie a toujours affirmé son entière disponibilité à œuvrer pour rapprocher nos frères du Sahara occidental et nos frères du Maroc en vue de trouver une solution conforme au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. Une telle solution, l'Algérie en est convaincue, tout en rétablissant la paix dans notre région, ouvrira la voie à une coopération à la mesure de l'idéal de la construction du Maghreb.

» C'est dans cet esprit que le président Chadli Bendjedid, président de la République, secrétaire général du parti F.N.L., a rencontré le roi Hassan II, le samedi 26 février 1983, à la frontière algéro-marocaine. Et c'est animée du même souci que l'Algérie demeure disponible pour de nouveaux contacts qui, du reste, n'ont pas cessé, à différents niveaux, depuis 1978. »

RABAT : attachement aux résolutions de l'O.U.A.

Rabat *(A.P.)*. – Le ministre d'Etat marocain chargé des affaires étrangères, M. Mohamed Boucetta a fait, dimanche, la déclaration suivante :

« Les deux chefs d'Etat ont abordé l'ensemble des questions concernant les deux pays, et notamment la normalisation des rapports entre le Maroc et l'Algérie.

» Au sujet du Sahara, le roi Hassan II a réaffirmé l'attachement du Maroc aux résolutions prises par l'Organisation de l'unité africaine à Nairobi et sa volonté d'œuvrer en vue de leur mise en application dans les meilleurs délais. »

SEPT ANS DE CRISE ALGÉRO-MAROCAINE

Du dialogue de sourds au conflit larvé

La rencontre-surprise entre Hassan II et le président Chadli Bendjedid n'est que le dernier coup de théâtre dans la guerre du Sahara. Avant même qu'il dégénère en guerre ouverte à l'automne 1975, ce conflit du Sahara occidental n'a cessé, en effet, d'être marqué par de spectaculaires retournements de situation. Ainsi, en septembre 1974, la tension entre Rabat et Madrid est extrême, et le monde entier se demande si Hassan II, poussé par ses partis politiques qui font de la surenchère, ne va pas se lancer dans une aventure militaire. Mais le roi n'entend pas se mesurer à l'Espagne par les armes ; sachant qu'il aurait le dessous, avec sagesse et habileté, il sort une carte que personne n'attendait en demandant l'arbitrage de la Cour internationale de La Haye. Il gagne ainsi un an.

L'arrêt du tribunal rendu en octobre 1975 ne contribue en rien à résoudre le litige, car il s'efforce de donner satisfaction à la fois au Maroc qui fait valoir ses *« droits historiques »*, à la Mauritanie qui en fait autant mais met aussi l'accent sur la parenté existant entre les tribus maures dont l'aire de mouvance s'étend de l'oued Draa, dans le sud marocain, au fleuve Sénégal, et à l'Algérie qui défend une conception plus conforme au droit moderne. En effet, *alors que Hassan II fonde ses* revendications sur le serment d'allégeance prêté par certaines tribus, Alger invoque les chartes de l'ONU et de l'OUA pour estimer que le peuple sahraoui, dont *« l'unique représentant légitime est le Front Polisario », doit pouvoir exercer son droit à l'au*todétermination dans les frontières héritées de la colonisation.

Les enjeux sont divers et considérables. Sur le plan stratégique et économique, le Maroc admet mal que l'Algérie dispose d'un immense Sahara riche en pétrole et en gaz, alors qu'il est privé d'un désert qu'il considère être le sien et grâce auquel il pourrait détenir le monopole mondial dans le domaine des phosphates. *L'Algérie, pour sa part,* soupçonne Rabat de vouloir faire de la conquête du Sahara occidental la première étape de la récupération de la Mauritanie, voire de Tindouf et d'autres territoires algériens, en vue de réaliser le rêve du « Grand Maroc » cher au nationaliste marocain Allah el Fassi. En outre, bien que l'Algérie *n'ait cessé de soutenir* que le conflit oppose les Sahraouis aux Marocains et *qu'elle* n'a pas de contentieux avec Rabat, il ne fait aucun doute que la récupération par Hassan II du territoire contesté modifierait le rapport de forces entre les deux grands *Etats du Maghreb. Enfin, sur le plan* politique, une victoire de la thèse marocaine aurait risqué de créer un précédent susceptible de conduire à un bouleversement des frontières du continent africain, et c'est ce qui explique qu'une forte majorité des membres de l'O.U.A. se soit rangée derrière l'Algérie, laquelle ne souhaite nullement voir remise en question la dévolution du Sahara.

Au sommet arabe qui se tient à Rabat en octobre 1974, le président Boumediène est informé que le président Ould Daddah et le roi Hassan II ont conclu un accord pour se partager le Sahara espagnol. Pour le chef de l'Etat algérien qui avait soutenu Nouakchott contre les revendications de Rabat dans les années 60, puis avait réconcilié les deux capitales, le rapprochement de l'allié mauritanien avec le rival marocain est un coup dur. Pourtant, il fait bonne figure et donne sa bénédiction. Sans doute espère-t-il que Madrid, loin de favoriser cette entente, accordera, au contraire, l'indépendance au territoire qu'elle administre.

La « marche verte »

Les événements se précipitent à l'automne 1975. En Espagne, le général Franco n'en finit pas d'agoniser, et le prince Juan Carlos, qui appréhende *une succession difficile sur* le plan intérieur, se soucie peu d'avoir sur les bras un conflit au Sahara occidental. Hassan II le sait. Ne retenant de l'arrêt de la Cour de La Haye que les points favorables à sa thèse, il organise avec l'art de la *mise en scène qu'on lui connaît la cé*lèbre « marche verte », début novembre. Quelque trois cent cinquante mille marcheurs arborant le drapeau marocain et le Coran se massent à la frontière pour réclamer le retour du *« Sahara spolié à la mère patrie »*. La manifestation impressionne la capitale espagnole où s'active le lobby pro-marocain. En dépit des promesses d'indépendance maintes fois formulées en public par Franco et répétées secrètement en septembre, à Alger, au Front Polisario par son ministre des affaires étrangères, le 14 novembre l'Espagne signe les accords de Madrid, aux termes desquels elle accepte le partage du territoire litigieux entre le Maroc et la Mauritanie.

Pour l'Algérie, qui ne s'y attendait pas, le coup est terrible. Déjà, quelques jours plus tôt, le président Boumediène, au cours d'une rencontre restée célèbre avec le président Ould Daddah à Béchar, avait tenté, en vain, de persuader ce dernier de rompre son alliance avec Hassan II, en lui décrivant, avec une surprenante précision, les différentes étapes qui conduiraient son pays à la ruine et entraîneraient sa propre chute. Mais rien n'y fit. Il est vrai que à l'époque, Rabat et Nouakchott bénéficiaient du soutien de M. Giscard d'Estaing, qui ne se privait pourtant pas de proclamer sa « neutralité » dans ce conflit.

Boumediène est persuadé d'avoir été « trahi » par M. Giscard d'Estaing. Il lui reproche de faire de jeu des Etats-Unis en vue d'affaiblir tous les Etats progressistes du monde arabe. Il réagit avec une extrême vivacité. Quelque 35 000 Marocains – environ un dixième de la communauté installée en Algérie – sont expulsés en quelques semaines. Le chef de l'Etat apporte alors un soutien qui ira croissant aux guérilleros du Front Polisario. Il se rapproche aussi du colonel Kadhafi, avec lequel il avait eu des rapports tendus un an plus tôt.

L'Algérie fera également pression sur l'Espagne en apportant pendant plusieurs années une aide appréciable au M.P.A.I.A.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien), que dirige M. Antonio Cubillo.

En novembre 1975, les troupes marocaines, qui ont envahi le Sahara et occupé la plupart des agglomérations, font fuir les populations par *leurs brutalités. Et c'est sous la pro*tection des guérilleros en guenilles du Front Polisario qu'elles trouvent refuge dans les camps de la région de Tindouf. Sur le plan politique, le Front est sur le point d'être reconnu par l'O.U.A. à Addis-Abeba, comme mouvement de libération, quand, le 27 février 1976, les dirigeants sahraouis proclament la République arabe sahraouie démocratique. Le Maroc en profite alors pour bloquer la procédure de reconnaissance du Polisario, mais la R.A.S.D. sera reconnue *au fil des ans par un peu plus* de cinquante Etats, dont vingt-six membres de l'O.U.A.

Aidés financièrement, politiquement et militairement par la Libye et l'Algérie, les combattants sahraouis – estimés à 15 000 environ, – qui *connaissent admirablement le désert,* vont marquer des points contre l'armée marocaine, infiniment supérieure en nombre puisqu'elle est passée de 80 000 hommes au début du conflit à 200 000 hommes actuellement. Dans un premier temps, toutefois, ils *font porter tous leurs efforts sur le* maillon faible mauritanien. Le 10 juillet 1978, le président Ould Daddah est renversé par un groupe d'officiers qui décident de retirer de la guerre leur pays ruiné. C'est là un grave revers pour Rabat, qui va devoir éva*cuer progressivement* la plupart des agglomérations du sud du territoire.

Des avances marocaines

C'est, sans doute, cette *détérioration* de la situation qui avait incité Hassan II à faire des avances à Boumediène en décembre 1977. Des négociations secrètes s'étaient alors déroulées pendant tout le premier semestre 1978 alternativement à Alger et à Rabat entre le Dr Taleb Ibrahimi, aujourd'hui ministre des affaires étrangères du président Chadli, et M. Reda Guedira, principal conseiller du roi. Elles auraient dû aboutir à une rencontre en Belgique entre le souverain marocain et Boumediène, qui finalement n'eut pas lieu. Ce n'est que plusieurs mois après la mort du président algérien que le voile a été levé sur leur contenu.

On apprit alors que les deu hommes s'étaient mis d'accord sur création d'un Etat sahraoui, dont i avaient tracé en pointillé les fro tières sud, est et nord-est, laissant soin aux chefs d'Etat de précis celles du nord et du nord-ouest co respondant au « triangle utile » : Aïoun-Smara-Bou-Craa. La conce tration géographique de ces vill rendant difficile un compromis fond sur un partage territorial, les négoci teurs avaient tourné l'obstacle imaginant une exploitation des ph sphates dans le cadre maghrébin deux (Sahraouis et Marocains), trois (avec l'Algérie) à quatre (avec Mauritanie) et même à cinq ou six, étendant la coopération à la Tunisi la France et l'Espagne.

Après la mort de Boumedièn Hassan II fonda de grands espoirs s le réalisme de son successeur et il cessa de se déclarer persuadé qu'u rencontre permettrait de résoudre problème. Mais l'Algérie persistait affirmer qu'une telle rencontre n'a *rait de sens que si le Maroc reco* naissait le Front Polisario. Or dans mesure où le général Dlimi, comma dant du front sud, avait adopté av succès une nouvelle tactique, qui d vait donner de bons résultats 1981 avec l'édification du *« mur* protégeant le *« triangle utile »*, R bat se montra plus exigeant. Les n gociations secrètes entamées po préparer une rencontre au somm échouèrent une fois de plus, Ha san II refusant catégoriquement to contact avec le Front Polisario, to en admettant au sommet de Nairo le principe d'un référendum au S hara. C'est sans doute pour lui forc la main que la majorité de l'O.U. incita, début 1982, le secrétaire g néral de l'Organisation à admettre R.A.S.D. comme cinquante unième membre.

La crise provoquée par cette dé sion, les difficultés qu'affronte monde arabe avec la guerre du Go et le conflit avec Israël, la vague in griste qui menace les trois pays Maghreb, la crise économique et nancière qui secoue le Maroc, le r que d'un putsch militaire dans royaume et le désir des opposants gériens de déstabiliser le régir d'Alger constituent, semble-t-il, tant de raisons qui ont incité le pré dent Chadli et le roi Hassan II à rencontrer.

PAUL BALTA.



MOUVEMENTS DE GRÈVE DANS LES UNIVERSITÉS MAROCAINES

Rabat *(A.F.P., Reuter)*. – Grèves d'étudiants, fermeture de facultés, boycottages d'examens : depuis plusieurs semaines, les universités marocaines sont le théâtre de mouvements sporadiques qui éclatent sans véritable coordination nationale, mais qui commencent à inquiéter les autorités.

L'Union nationale des étudiants marocains (progressistes) avait lancé un mot d'ordre de boycottage des examens pour protester contre la réforme de l'enseignement supérieur, réclamer le retour à l'ancien système, la libération des militants arrêtés, la réintégration des étudiants expulsés pour fait de grève et des garanties quant à l'exercice des activités syndicales au sein de l'Université.

A son tour, l'Union générale des étudiants marocains (UGEM), proche de l'Istiqlal au pouvoir, parti auquel appartient M. Azzedine Laraki, ministre de l'éducation nationale, a lancé un appel vendredi 25 février à ce dernier pour qu'il organise une nouvelle session des examens de février *« pour protéger l'avenir des étudiants »* contre les *« méthodes terroristes »* des *« pseudo-progressistes »* de l'UNEM. Toutefois, l'UGEM conteste également la réforme universitaire et demande au ministre d'annuler la suppression des bourses aux étudiants ayant boycotté les examens.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

- ATTENTATS A KABOUL. – *L'Etoile rouge* a annoncé, dimanche 27 février, que trois bombes avaient explosé la semaine dernière à Kaboul, faisant plusieurs morts et une dizaine de blessés. Il s'agit, pour le quotidien de l'armée rouge, d'une tentative pour attiser la haine de la population contre les troupes soviétiques cantonnées en Afghanistan et qui ont célébré le 22 février leur anniversaire. – *(Reuter, A.F.P.)*

Cameroun

- *LE MOUVEMENT CLANDESTION D'OPPOSITION DE L'UNION DES POPULATIONS CAMEROUNAISES (U.P.C.)* a annoncé vendredi 25 février, à Paris, qu'une *« douzaine de ses responsables »* allaient demander à rentrer au Cameroun conformément à l'*« autorisation solennelle et publique du nouveau chef de l'Etat »*.

El Salvador

- LE CORPS D'UN JOURNALISTE AMÉRICAIN, JOHN SULLIVAN, qui avait disparu il y a plus de deux ans au Salvador, a été identifié vendredi 25 février à Pomona, Etat de New-York. Son corps, mutilé et décapité, a été retrouvé dans une fosse commune au sud de San-Salvador et avait été ramené aux Etats-Unis par le représentant démocrate Robert Torricelli, qui s'est déclaré convaincu que le journaliste avait été assassiné par des militaires gouvernementaux salvadoriens. – *(A.F.P.)*

- L'ARMÉE SALVADORIENNE EST PRESQUE A COURT DE MUNITIONS. – Le gouvernement Reagan prévoit de lui fournir une aide supplémentaire de 60 millions de dollars pour l'aider à se réapprovisionner, indiquent de hauts fonctio naires américains. L'aide 26 millions de dollars votée par Congrès de Washington po l'année budgétaire 1983 – qui termine le 1er octobre, – s 40 millions de moins que somme demandée par le gouv nement américain, a été tota ment dépensée par l'armée salv dorienne pour combatt l'offensive menée depuis quat mois par la guérilla. – *(A.F. A.P.)*

Guinée-Équatoriale

- M. FERMIN EBANG *MONDJILI, ancien minist* équato-guinéen de la culture 1969-1970, sous le régime du d tateur Macias Nguema, a p senté sa candidature pour le pos de fossoyeur municipal de la vi de Benicasim, près de Castell rapportait, dimanche 27 févri le quotidien espagnol *Mediter neo.* M. Fermin Ebanga Mond a expliqué qu'il fut emprison après avoir été chassé de s poste ministériel par l'ancien d tateur, qui aurait exécuté s épouse. Libéré à la suite du r versement, en août 1979, de M cias Nguema, M. Ebanga eut pendant maille à partir avec nouveau régime équato-guiné Après s'être enfui en s'emb quant clandestinement sur cargo néerlandais, M. Ebanga plique qu'il est arrivé au P basque espagnol, avant de se r dre dans la région de Castellor la recherche de travail. *(A.F.P.)*

Pérou

- SOIXANTE-DEUX GUER LEROS du Sentier lumineux été tués, du 22 au 24 février, cours de différents affronteme dans le département d'Ayacuc dans le sud-est du pays, ont noncé, le vendredi 25 février, autorités militaires charg d'administrer la région, qui sous l'état d'urgence. – *(A.F.*

AFRIQUE

Sénégal

Victoire électorale sans surprise du président Diouf et du parti socialiste

De notre correspondant

Dakar. — Scrutin sans surprise di-manche 27 février, à Dakar, où, omme prévu, notamment depuis ue les notables religieux musul-ans s'étaient prononcés en ce sens, s électeurs sénégalais ont confirmé assivement leur confiance au pré-ident Diouf et à sa formation, le arti socialiste, qui ont recueilli res-ectivement, d'après des résultats ncore officieux, environ 85 % et 3 % des suffrages exprimés. 1. Diouf fait ainsi 2 % de mieux ue le président Senghor en 1978, ndis que sa formation maintient mpourcentage d'il y a cinq ans. e P.S. devrait obtenir 109 sièges ır 120 à l'Assemblée nationale, 1 seulement revenant à ses adver-ires (8 au parti démocratique sé-égalais de Me Abdoulaye Wade, an Rassemblement national démo-ratique du professeur Cheikh Anta iop et 1 à la Ligue démocratique e M. Landing Savané).

Le faible taux de participation 55 % seulement des inscrits, alors ne ceux-ci ne représentaient pour-nt qu'à peine les deux tiers des électeurs potentiels — montre que plus de 60 % des citoyens sénégalais en âge de voter se sont tenus à l'écart des joutes oratoires et politiques qui, apparemment, les laissent indifférents. Il souligne le caractère passablement élitiste de la consultation. Cela est d'autant plus net qu'à la différence de ce qui s'était passé en 1978, où le pourcentage des votants avait été plus élevé, aucun parti n'avait préconisé l'abstention. Le fait que la campagne électorale se soit déroulée en langues nationales, et non pas en français, la langue officielle, n'y a rien changé, contrairement à ce que disaient nombre d'intellectuels qui, tout en ayant conservé leurs « boubous » de circonstance de ces trois dernières semaines, parlaient tous, dès dimanche soir à la télévision, de nouveau en français pour commenter les premiers résultats du scrutin.

D'autre part — c'est le second grand enseignement de cette consultation qui, au-delà de quelques bavures, a été démocratiquement assez exemplaire, — le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de Me Abdoulaye Wade, tout en apparaissant en relatif déclin (environ 13 % des suffrages exprimés contre plus de 17 % en 1978), s'affirme comme la seule formation sérieuse de l'opposition. Les petits partis se réclamant du marxisme, en particulier, ont apporté la preuve de leur inanité. On peut voir là les prémices de l'avènement ultérieur d'un système bipartite *« à l'américaine »*, l'alternance des deux partis dominants devant être plus commandée par des phénomènes d'usure au pouvoir que par des considérations idéologiques, peu de choses séparant le programme du P.D.S. de celui de la formation du président Diouf.

La *« traversée du désert »* de Me Wade n'en risque pas moins pour autant d'être fort longue, pour peu, comme il est probable, que le chef de l'Etat sénégalais fasse appel, pour former son nouveau gouvernement puis pour rénover son parti, à des personnalités nouvelles, récemment encore dans l'opposition mais qui se bousculent, dès à présent, pour accéder au pouvoir.

PIERRE BIARNES.

Zimbabwe

M. NKOMO EST ASSIGNÉ A RÉSIDENCE

(De notre correspondant en Afrique orientale.)

Nairobi. — Le chef de l'opposition u gouvernement du Zimbabwe, L. Joshua Nkomo, a annoncé di-anche 27 février qu'il se trouvait *assigné à résidence* » à son domi-le de Bulawayo, seconde ville du ays et capitale de la province du fatabeleland troublée depuis un an ar une dissidence armée. f. Nkomo a indiqué qu'il avait reçu ne lettre de la police l'invitant à lui gnaler par téléphone toutes ses al-es et venues hors de son domicile. a police justifie sa requête en ar-ıant de l'éventualité d'une inculpa-on contre le président de la ZAPU, ırti minoritaire.

Il y a une semaine, M. Nkomo ait été interpellé à l'aéroport de ılawayo, puis retenu pendant huit ures, alors qu'il s'apprêtait à pren-e l'avion pour Prague via Johan-sburg. M. Nkomo fait, depuis rs, l'objet d'une enquête policière ı sujet de certaines notes trouvées r lui au moment de son interpella-on. On lui reproche aussi d'avoir ntrevenu à la réglementation sur contrôle des changes en empor-nt une somme supérieure à celle torisée.

Le premier ministre, M. Robert ugabe, a renouvelé ses attaques ntre son rival en l'accusant de *echercher activement le soutien l'Afrique du Sud pour créer le aos et renverser le gouvernement Zimbabwe »*.

J.-P. L.



ASIE

Corée du Sud

LA VISITE A SÉOUL DE M. DE GROSSOUVRE

Comment dénouer l'écheveau coréen ?

De notre envoyé spécial

Séoul. — M. François de Grossouvre, conseiller du président de la République, est arrivé dimanche 27 février à Séoul, à l'invitation du gouvernement sud-coréen. Il s'était rendu à Pyongyang en novembre dernier, et ses interlocuteurs souhaitaient donc connaître les informations qu'il a pu y recueillir, ainsi que les indications dont dispose la diplomatie française quant aux intentions des pays socialistes sur le problème coréen.

Deux voies pourraient théoriquement s'ouvrir pour sortir d'une situation dans laquelle ni l'une ni l'autre des deux Corées n'est représentée aux Nations unies et où chacune entretient des relations exclusives, à de rares exceptions près, avec deux groupes distincts de pays. La première, dite des *« reconnaissances croisées »*, supposerait que des pays ne reconnaissant jusqu'à présent que la Corée du Nord établissent des relations diplomatiques avec Séoul, tandis que d'autres, comme la France, qui entretiennent des ambassades dans la capitale sud-coréenne, reconnaîtraient officiellement le régime de Pyongyang.

Une seconde voie passerait par l'établissement préalable d'un dialogue (analogue à celui qui s'était noué en 1972) entre les deux Corées, le cas échéant dans un pays tiers — et pourquoi pas la France ? — donnant quelque espoir de réconciliation, et qu'un jeu de reconnaissances diplomatiques pourrait alors encourager.

Il semble que, du côté français, on incline aujourd'hui vers cette seconde voie, en insistant sur les avantages humanitaires que pourrait rapidement apporter un dialogue inter-coréen. Les opinions semblent partagées à Séoul, où l'on se méfie de *« manœuvres »* nord-coréennes qui, au prix de contacts sans lendemain, ne viseraient qu'à obtenir la reconnaissance de Pyongyang par divers pays occidentaux. La formule des *« reconnaissances croisées »* est envisagée avec plus de faveur même si elle doit consacrer la division du pays comme présentant plus de garanties et moins de risques. Pour le reste, *« qu'on laisse les Coréens s'occuper de leurs propres affaires »*.

Un geste humanitaire ?

Dans des milieux assez proches du président Chon, on rappelle que ce dernier s'est déclaré prêt à ouvrir avec le Nord un dialogue pratiquement sans conditions, ce qui pourrait le conduire à accepter la voie de contacts discrets aussi bien que publics, fût-ce dans un pays tiers, avec ses voisins communistes. Encore faudrait-il que Pyongyang se montre disposé à de tels contacts. Aucun signe n'en a encore été donné. La route risque donc d'être longue sur la voie d'un dialogue, pour ne rien dire d'une mythique réunification. Un premier geste, humanitaire, pourrait être le rétablissement de relations entre membres de familles séparées (dix millions de personnes sont ainsi coupées de parents plus ou moins proches).

Mais le Nord comme le Sud se sentiraient-ils en mesure de s'exposer à ce léger courant d'air venu d'un extérieur hostile ? Si Pyongyang ne se montre guère avenant, la presse de Séoul, à l'occasion de la récente défection d'un pilote communiste, ne parle que de l'oppression du régime Kim Il-Sung et de ses préparatifs de guerre.

Sur le plan bilatéral, M. de Grossouvre aura l'occasion de clarifier avec ses interlocuteurs un calendrier d'échanges diplomatiques entouré d'une certaine confusion depuis quelques mois. Il paraît désormais acquis que M. Mitterrand ne se rendra pas en Corée du Sud cette année. Le président sud-coréen aurait également décidé de remettre à 1984 le voyage qu'il devait faire en Europe, en Grande-Bretagne et en R.F.A. notamment, mais au cours duquel une étape en France avait été envisagée.

ALAIN JACOB.

Inde

Mme GANDHI FAIT DES CONCESSIONS A LA COMMUNAUTÉ SIKH

Dans un discours prononcé dimanche 27 février à New-Delhi devant la communauté sikh, le premier ministre a annoncé un certain nombre de concessions qui vont dans le sens des revendications de cette communauté religieuse (*le Monde* du 20 janvier). Ainsi, nous câble notre correspondant Patrick Francès, le gouvernement du Pendjab, où vit une majorité de Sikhs, a été invité à mettre un terme à la vente de tabac, d'alcool et de viande aux alentours des lieux religieux sikhs de la ville, sacrée, d'Amristar. Les hymnes et textes sacrés sikhs pourront être diffusés par la radio locale. Enfin, les Sikhs pourront embarquer à bord des avions commerciaux avec un poignard, dont la lame ne pourra excéder 15 centimètres ; le port du *kirpan*, l'un des cinq signes distinctifs des Sikhs, avait été interdit dans le cadre de mesures prises pour combattre les détournements d'avion.

Trois des quatre exigences religieuses des Sikhs, présentées par le parti Akali Dal, sont acceptées. Mais la principale, à caractère politique, n'a pas été retenue par le premier ministre, ce qui a conduit le président de l'Akali Dal à qualifier de *« supercherie »* les concessions de Mme Gandhi. L'Akali Dal exige en effet une autonomie accrue pour le Pendjab et présente des revendications territoriales, portant notamment sur la ville de Chandigarh, actuellement capitale commune avec l'Etat de l'Haryana.

D'autre part, en Assam, où la tension semble un peu s'atténuer, le nouveau chef du gouvernement, M. Hitendra Saikia, favorable à Mme Gandhi, a pris dimanche ses fonctions. L'opposition a demandé l'annulation des élections, qui avaient été marquées par le boycottage de 90 % des votants.

AMÉRIQUES

Brésil

Un « noyé » qui éclabousse

Le journaliste brésilien Alexandre von Baumgarten avait des rapports très suivis avec les services secrets de son pays. Apparemment, ses mauvaises fréquentations l'ont perdu, et la découverte de son cadavre, en octobre dernier, sur une plage du littoral de Rio-de-Janeiro, avec deux balles dans la tête et une autre dans l'abdomen, a déclenché un scandale qui ébranle les plus hautes instances du régime.

L'affaire a été portée sur la place publique par l'hebdomadaire *Veja*, édité à Sao-Paulo. Le 13 octobre dernier, von Baumgarten était parti avec sa jeune femme pour une partie de pêche dont ni l'un ni l'autre, ni même le propriétaire du bateau, ne sont jamais revenus. Quand son corps a été retrouvé, douze jours plus tard, il avait été dévoré à moitié par les poissons. Un document permit toutefois de l'identifier : il prouvait ses accointances avec les services « spéciaux » de la police.

Or, depuis un certain temps, le journaliste, qui avait cinquante-deux ans, craignait pour sa vie. Il pensait même que les responsables du SNI (Service national d'information) avaient décidé de le « liquider ». Il l'avait écrit dans un dossier posthume de soixante-quatorze pages dont une copie parvint à *Veja*. Il contenait de la dynamite.

Von Baumgarten révélait en effet comment, en 1979, il avait ressuscité un hebdomadaire, *O Cruzeiro*, avec de l'argent fourni par les services secrets. Il affirmait avoir été contacté à cet effet par le général Newton Cruz, directeur de l'agence centrale du SNI, qui souhaitait disposer d'un organe de presse pour créer un courant d'opinion favorable au régime militaire, à un moment où celui-ci était mis en cause de toutes parts. Le journaliste donnait le détail des sommes versées, soit par le SNI, soit par des entreprises privées.

En échange de son « aide », le SNI aurait placé des personnes de « confiance » dans l'hebdomadaire et fait publier des reportages ou des articles de son goût. Mais le journal, au lieu de ressusciter, périclita très vite. Les lecteurs ne semblaient pas apprécier ses commentaires en faveur d'une politique devenue impopulaire.

Du coup, les choses se compliquèrent. Selon le dossier rendu public, von Baumgarten eut divers accrochages avec les responsables du SNI, qui ne lui prêtaient pas, à l'en croire, toute l'aide qu'il souhaitait. *« Le 19 janvier 1981*, écrit-il, *il y eut une réunion dans le bureau du général Newton Cruz, au cours de laquelle fut décidée mon élimination physique. »* Le journaliste donne à entendre qu'il en savait trop : il aurait appris les agissements de hauts responsables de l'armée, du SNI, montrant que *« ce service était utilisé pour satisfaire les intérêts pécuniaires de ses dirigeants »*.

Depuis le début de 1981, il vivait dans la peur. Le 31 juillet 1982, il rédigea une note affirmant que, le jour même, il avait été bousculé par deux hommes sur l'avenue Atlantica (le bord de mer, à Copacabana) qui avaient tenté de lui faire une piqûre. Il était allé à l'hôpital pour se faire soigner. Or c'est à la suite d'une piqûre dans la fesse, en pleine rue, que mourut un mois plus tard un technicien des télécommunications, Heraclito Faffe, cinquante ans, qui faisait de l'écoute téléphonique pour les services secrets, mais avait eu le tort de vouloir « travailler pour son compte » en monnayant certaines informations.

« S'il m'arrive quelque chose... »

« S'il m'arrive quelque chose, écrivit von Baumgarten dans la même note, *les généraux Octavio Medeiros et Newton Cruz en seront responsables. »* En mettant en cause le général Octavio Medeiros, le journaliste prit une belle revanche posthume. Si l'affaire fait beaucoup de bruit au Brésil, en effet, c'est parce que le général s'y trouve — injustement ou non — impliqué. En tant que chef du SNI, le général Medeiros est un proche collaborateur du président de la République, le général Figueiredo. Il occupe un poste-clé pour lui succéder — et telle semble bien son ambition.

Aussi a-t-il très mal pris l'« affaire ». Il nie avoir jamais rencontré von Baumgarten. Ses amis suggèrent que le scandale pourrait bien être une opération politique : n'a-t-il pas eu de sérieux démêlés avec l'éminence grise du régime militaire, le général Golbery, qui semble bien décidé à lui barrer la route de la présidence ?

Bien des points restent obscurs. On ne sait pas de façon certaine si Heraclito Faffe est bien mort d'une piqûre reçue dans la rue ni même si von Baumgarten a été victime d'une tentative du même genre. *Veja* se demande, en outre, pourquoi la famille von Baumgarten a affirmé, contre l'évidence, que le journaliste était mort noyé.

L'hebdomadaire fait une autre constatation : deux cadavres carbonisés ont été trouvés dans les montagnes de Rio qu'on soupçonne être ceux de la femme du journaliste et du patron pêcheur qui a emmené le couple le jour de sa disparition. Le dentiste de la femme, qui aurait pu établir son identité grâce à des empreintes dentaires, s'est récusé. L'un des médecins légistes est curieusement revenu sur ses premières affirmations (il avait identifié le patron pêcheur). Autant de détails qui donnent à croire que l'enquête souffre de sérieuses entraves.

CHARLES VANHECKE.

PROCHE-ORIENT

Israël

Les incidents se multiplient à Hébron (Cisjordanie)

De notre correspondant

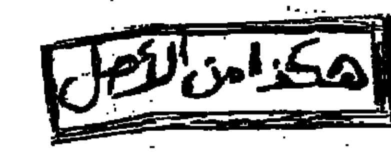
Jérusalem. — Une fillette arabe âgée de quatre ans a été légèrement blessée lorsque des coups de feu ont été tirés sur la maison de ses parents dans la nuit du 26 au 27 février à proximité de Kyriat-Arba, la principale implantation israélienne en Cisjordanie qui domine la ville d'Hébron.

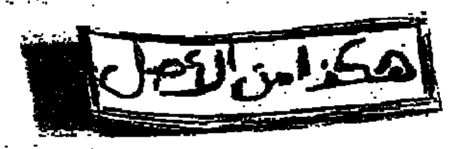
Pareil incident ne peut plus guère surprendre en Cisjordanie, mais à Hébron il a avivé la tension qui règne dans l'agglomération depuis plusieurs semaines et s'est encore considérablement aggravée puisque, le 25 février, une bombe a explosé à l'extérieur d'une mosquée du centre de la ville au moment de la prière du vendredi. Deux Arabes ont été blessés. Les services de sécurité affirment que, dans cette affaire comme dans d'autres, ils n'ont aucune piste sérieuse.

Le maire d'Hébron, M. Moustapha Natsheh, a déclaré : *« S'ils* [les Israéliens] *recherchent vraiment les gens qui ont commis il y a trois ans les attentats contre les maires, ils trouveront ceux qui ont posé cette bombe... »* Les habitants d'Hébron sont convaincus que les derniers attentats sont des représailles après la mort, le 12 février, d'une jeune femme israélienne, blessée non loin d'Hébron par une pierre lancée contre sa voiture par des manifestants d'un camp de réfugiés. Les colons israéliens et les mouvements qui les soutiennent ont multiplié dans la région d'Hébron les manifestations. Au cours de l'une d'elles, le rabbin Moshé Levinger, chef de file des colons de Kyriat-Arba, citant la Bible, a lancé notamment : *« Voici venu le temps de la vengeance... »*

Auparavant, l'armée israélienne avait laissé des colons circuler dans plusieurs villages arabes dans des voitures munies de haut-parleurs pour lancer à la population des *« avertissements »*. Parmi ceux-ci : *« Le sang juif ne coulera pas impunément. (...) Nous ferons en sorte que les fauteurs de troubles soient expulsés en Jordanie. »* — F.C.

• *Manifestation à Tel-Aviv.* — Trois mille personnes environ ont manifesté, samedi soir 26 février, devant le ministère de la défense, à Tel-Aviv, à l'appel du mouvement La paix maintenant, pour protester contre le maintien de M. Ariel Sharon dans le gouvernement et exiger le retrait immédiat des forces israéliennes du Liban. — (A.F.P.)





AMÉRIQUES

Grenade

Selon le « Washington Post »

LA C.I.A. A ENVISAGÉ EN 1981 DE « DÉSTABILISER » L'ILE

Washington (A.F.P.). – La C.I.A. a envisagé en 1981 de « déstabiliser » le gouvernement révolutionnaire de Grenade, petite île caraïbe anglophone située près de la côte du Venezuela, mais elle en a été dissuadée par la commission du Sénat chargée des renseignements, affirmait dimanche 27 février le *Washington Post*. Selon un membre non identifié de cette commission, cité par le journal, le projet consistait à *« déstabiliser économiquement la politique du gouvernement »*, aligné sur Cuba, du premier ministre Maurice Bishop. Le *Washington Post* écrit que la possibilité d'opérations secrètes avait été étudiée par le gouvernement de M. Carter, mais rejetée par lui.

Le porte-parole de la C.I.A., M. Dale Peterson, a refusé samedi soir de commenter cette information. Selon un officiel américain non identifié cité par le journal, un groupe d'expatriés de Grenade avait demandé l'année dernière aux Etats-Unis d'agir contre le gouvernement de M. Bishop, au pouvoir depuis 1979.

[La C.I.A. a les moyens de « déstabiliser » le gouvernement révolutionnaire de Grenade, mais une décision de cette sorte relève évidemment de la Maison Blanche. Il semble que ce ne soit pas le Sénat, mais la Maison Blanche elle-même qui ait refusé de donner *le feu vert à la C.I.A.*]

États-Unis

Une affaire de pollution par la dioxine relance la polémique sur la politique de l'environnement de M. Reagan

Le gouvernement fédéral a décidé d'« acheter » une agglomération entière, la petite ville de Times-Beach, dans le Missouri, en raison des risques que la pollution par un produit très toxique, la dioxine, y fait courir à ses deux mille quatre cents habitants. Le coût de cet « achat » est estimé à 33 millions de dollars. C'est l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA, selon son sigle américain) qui est chargé de cette opération.

La dioxine avait été responsable, en 1976, de la catastrophe de Seveso, en Italie. Il semble cette fois qu'elle ait été répandue au début des années 70 sur les routes d'une centaine de localités du Missouri, dont Times- Beach, mélangée à d'autres produits.

Cette affaire a immédiatement relancé la polémique à propos de la politique suivie par l'administration Reagan en matière d'environnement et de lutte contre la pollution. Les écologistes accusent *en particulier* l'EPA de ne pas faire son travail.

Washington. – M. Reagan pouvait-il refuser de communiquer au Congrès des documents internes de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) ? Après avoir tenu bon pendant plusieurs semaines, le président vient de changer d'attitude, ordonnant une enquête sur les activités de l'Agence, remplaçant cinq de ses responsables et se déclarant prêt à suivre les conclusions du ministère de la justice. (*le Monde* du 19 février). Jamais, depuis le scandale du Watergate, les privilèges de l'exécutif n'avaient donné lieu à un débat aussi sérieux. L'affaire a été surnommée « Sewergate » de « sewer » : égout). Elle n'est cependant que l'illustration d'un échec plus vaste de M. Reagan qui n'a pu imposer aucune de ses grandes orientations en matière d'environnement.

De notre correspondant

Les écologistes américains avaient vu arriver avec terreur l'ancien acteur à la Maison Blanche. Pendant la campagne présidentielle, celui-ci s'était distingué par des remarques audacieuses, du genre : *« Les arbres aussi polluent l'atmosphère »* ou *« Le volcan du mont Sainte-Hélène fume davantage que les automobiles. »* Le successeur du très écologiste M. Carter promettait aux industriels d'assouplir des réglementations *« excessives »* qui, selon lui, privilégiaient *« les nids et les terriers »* au détriment de la croissance économique. Et il envisageait d'ouvrir à l'exploitation privée un certain nombre de terres fédérales.

C'était prendre le contre-pied de toute la politique des années précédentes. Depuis 1970, en particulier, les Etats-Unis avaient fait de gros efforts pour protéger leur environnement. Des lois ambitieuses (« Clean Air Act », « Clean Water Act », « Pesticide Act », etc.) s'appliquaient à chaque domaine, obligeant les industriels à modifier leurs méthodes de production et à s'équiper en conséquence.

Pour lutter contre la pollution, 450 milliards de dollars ont été dépensés par les pouvoirs publics et le secteur privé au cours de la dernière décennie. Un chiffre énorme, mais qui a permis des progrès incontestables. On respire mieux dans les villes américaines, ne serait-ce qu'à cause des modifications apportées aux moteurs des automobiles et à l'essence. Le fameux smog des grandes métropoles a diminué d'un tiers en dix ans. Des cours d'eau ont été rouverts à la pêche, la baignade n'est plus interdite dans certains lacs...

Mais les objectifs de 1970 – trop ambitieux sans doute – n'ont pu être atteints dans les délais. Cinquante millions d'Américains vivent encore dans des zones urbaines qui violent les nouvelles lois sur la pollution de l'atmosphère. Et on sait déjà que toutes les voies d'eau ne seront pas assainies en 1985 comme cela était prévu.

Pire : le chemin qui reste à parcourir est beaucoup plus difficile, beaucoup plus coûteux, qu'on ne le croyait. A eux seuls, les déchets chimiques et radioactifs, négligés pendant trop longtemps, posent des problèmes immenses. Les usines américaines déversent chaque année cinquante millions de tonnes de résidus qui croupissent en quatorze mille points du territoire.

De temps en temps, un accident spectaculaire rappelle leur présence. L'affaire du Love Canal (1), dans l'État de New-York, affola les Américains en 1978 et les fait encore frémir. Tout récemment, c'est une agglomération du Missouri, Times-Beach, qui a défrayé la chronique à cause de restes de dioxine, vieux de douze ans. Les autorités fédérales ont été contraintes de débourser 33 millions de dollars pour l'acheter entièrement.

Des crédits diminués de 30 %

L'EPA avait été créée en 1970 pour faire appliquer les lois anti-pollution. Dix ans plus tard, après l'affaire du Love Canal, on la dota d'un fonds spécial pour l'assainissement des déchets industriels, avec un budget de 1,6 milliard de dollars. Financé par les entreprises chimiques et pétrolières, ce fonds doit permettre d'agir immédiatement : il engage les travaux nécessaires sans attendre de désigner les responsables et de les contraindre à payer.

Le « Sewergate » est né de sérieux doutes sur le fonctionnement de l'EPA et de son fonds spécial. On a parlé de corruption de certains responsables, de *« collusion avec des industriels »*... pour le Congrès, le seul moyen d'éclaircir l'affaire était de se procurer les documents internes. On les lui a refusés parce qu'ils contenaient, paraît-il, des informations délicates, devant être utilisées pour poursuivre certaines entreprises.

M. Reagan avait beaucoup négligé l'EPA jusqu'à présent, et il en subit les conséquences. Ses efforts s'étaient portés dans trois directions : nommer des personnes idéologiquement sûres à des postes-clés, réduire le budget de l'environnement et tenter de modifier les lois existantes.

Les réductions budgétaires ont été très sensibles à l'EPA : des crédits diminués de 30 %, et des effectifs devant passer de onze mille à huit mille personnes. Depuis sa naissance, cet organisme n'avait jamais opéré avec si peu de zèle, sur un nombre si restreint de projets.

L'affaire du « Sewergate » a provoqué trop de bruit pour ne pas inciter M. Reagan à la prudence. Le ménage sera fait à l'EPA et, logiquement, la grande offensive contre les « excès » des années 70 devrait observer une pause. Le président est pris entre des écologistes acharnés contre lui et des industriels très déçus par sa politique. Le voilà contraint de faire appliquer des lois qu'il déteste, à défaut d'avoir pu les changer.

ROBERT SOLÉ.

(1) L'affaire de pollution de Love Canal, qui tire son nom d'un quartier de la ville de Niagara-Falls, dans l'Etat de New-York, remonte à 1979. Ce quartier avait été construit sur des terrains dans lesquels des déchets industriels, contenant notamment de la dioxine, avaient été jadis enterrés.

● *La reine Elizabeth en Californie.* – Saluée par vingt et un coups de canon, la reine Elizabeth II et le prince Philip sont arrivés, samedi 26 février, à San-Diego (sud de la Californie), à bord du yacht royal *Britannia*, première étape d'une visite de dix jours sur la côte ouest des États-Unis. La visite de la reine d'Angleterre a créé une véritable « fièvre royale » sur la côte ouest des États-Unis. Cependant, deux groupes, composés l'un, d'Irlandais favorables à l'IRA et l'autre d'Argentins, ne partagent pas cet enthousiasme et ont annoncé leur intention de manifester contre la visite royale dans plusieurs villes californiennes. – (A.F.P.).

EUROPE

Pologne

Le général Jaruzelski dénonce les intellectuels « hostiles » et les communistes « indécis »

(Suite de la première page.)

Présidée depuis un congrès tenu en décembre 1981 dans l'euphorie de la période de Solidarité par un catholique libéral M. Jan Jozef Szczepanski, l'Association n'était jusqu'à maintenant que *« suspendue »* dans ses activités.

Faute d'avoir accepté d'elle-même de rentrer dans le rang, elle risque désormais d'être purement et simplement dissoute comme l'ont déjà été Solidarité, l'Union des étudiants, Solidarité rurale, les associations des journalistes et des acteurs, et comme pourrait l'être aussi bientôt l'association des cinéastes.

« L'influence que les adversaires du socialisme ont gardée dans les instances de l'Association des écrivains polonais, a en effet déclaré à cette conférence le chef adjoint du département de la culture du C.C., M. Wolek, *fait qu'il n'est pas encore possible de ressusciter la Z.L.P. »*. A l'issue de la réunion, M. Barcikowski a, quant à lui, estimé que *« l'utilité de l'existence et de l'activité de la Z.L.P. avait été reconnue à condition qu'elle procède à des changements internes* (c'est-à-dire à un remaniement de sa direction) *et à des réévaluations permettant à chacun de ses adhérents de s'en sentir membre à part entière »*.

Plus explicite encore, la résolution finale de la conférence appelle la Z.L.P. à refondre sa charte, notamment de manière à *« confirmer son acceptation »* des principes constitutionnels du système et à empêcher la présence en son sein d'écrivains *« collaborant à des centres de subversion antipolonais »*. Ce dernier point vise les auteurs, très nombreux parmi les meilleurs, qui se font publier en polonais à l'étranger, et le but de l'opération est, en un mot, de faire de la Z.L.P. un partenaire du régime *« dans la réalisation de la politique culturelle de l'Etat socialiste »*. L'actuel président de l'Association déclarait, lui, après son élection il y a deux ans : *« Un écrivain ne peut être un instrument qui servirait à programmer les attitudes et les opinions de la société. »*

Après cette offensive, le sort de l'Association ne fait guère de doute, mais l'important est qu'un régime communiste disposant de surcroît de tous les pouvoirs d'une dictature militaire soit ainsi conduit à avouer son impuissance à vaincre la résistance *passive qui lui est opposée. C'est* sans doute, comme l'a déclaré le général Jaruzelski en dénonçant la tentative d'*« intimider »* les autorités par *« la perspective d'une crise éternelle et de l'impossibilité de réformer le socialisme »*, que *« les milieux intellectuels, oubliant qu'ils doivent leur éducation aux efforts de la classe ouvrière, sont passés du côté de l'adversaire »*.

C'est sans doute aussi que, jusques à y compris dans les rangs du parti, l'enthousiasme à défendre et à soutenir le régime est des plus limité. La difficulté est si réelle que le chef de la junte n'a pu l'esquiver, allant jusqu'à dire qu'*« il restait beaucoup à faire »* pour resserrer les *« liens »* entre le POUP et la classe ouvrière et qu'il était *« impossible de ne pas remarquer qu'un certain nombre d'organisations du parti n'étaient pas encore suffisamment actives »*. Il est temps qu'elles *« reconstruisent pleinement leur activité et passent à l'offensive politique »*, a-t-il dit, avant de demander que *« la présence du POUP* (dans la société) *se traduise par une attitude active et civique, par la participation de ses militants dans les syndicats, dans les comités d'autogestion et dans les organisations sociales »*.

Cette dernière phrase paraît confirmer la volonté des autorités de recourir là aussi à des *« mesures administratives »* en donnant l'ordre aux membres du parti d'entrer dans les syndicats mis en place après la dissolution de Solidarité et auxquels n'ont adhéré, pour l'instant, que 10 % des salariés parmi lesquels seulement deux cent mille des deux millions et demi de membres du parti.

La riposte de l'épiscopat à la presse soviétique

Alors que se poursuivent – et dans de bonnes conditions affirme-t-on des deux côtés – les négociations entre l'Eglise et l'Etat sur le projet de voyage de Jean-Paul II dans sa patrie, la Conférence épiscopale vient de son côté de s'élever très fermement contre les attaques lancées en décembre et en janvier dans la presse soviétique et dans la presse tchécoslovaque contre le pape, à la suite des révélations sur une possible participation bulgare à la tentative d'assassinat dont il a été victime. Rappelant que le Vatican a été accusé *« d'activité subversive »* contre la Pologne, les évêques déclarent que *« ce genre d'accusation offense profondément les convictions et les sentiments des croyants pour lesquels le Saint-Père constitue l'autorité morale suprême »* et *« nuit à l'entente entre les peuples, à leur amitié et à la paix mondiale »*.

Dans ce même communiqué, l'épiscopat déclare que le pays s'attend que soit proclamée avant la venue du pape une *« amnistie pour les personnes condamnées en vertu de la loi martiale »*. Il souligne que la *« réconciliation nationale »* est une *« nécessité »* et que les travailleurs doivent avoir le droit de *« créer des syndicats qui leur conviennent et défendent réellement leurs intérêts tout en tenant compte des intérêts de l'Etat »*. Il affirme enfin, comme s'il répondait par avance dans cette déclaration publiée vendredi au discours du général Jaruzelski, que *« les hommes de science et de culture doivent avoir de bonnes conditions de vie et de travail et le droit de s'organiser en associations »*.

BERNARD GUETTA.

● *Dimanche soir, la milice a dispersé* à Varsovie plusieurs milliers de personnes qui s'étaient rassemblées autour d'une église du quartier de Zoliborz à l'occasion d'une messe célébrée *« à l'intention de la patrie »*.

EUROPE

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les programmes économiques des deux grands partis sont moins radicalement opposés qu'il n'y paraît

Les polémiques se durcissent en République fédérale, alors que l'on entre dans la dernière semaine précédant les élections législatives du 6 mars. Le gouvernement accuse Moscou d'ingérence « grossière et massive » dans les affaires intérieures du pays. La presse conservatrice, comme nous le rapporte notre correspondant, va chercher des arguments dans l'adolescence du candidat social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel. M. Helmut Schmidt fait sa réapparition en exprimant ses vues sur le cours de l'économie mondiale.

Si la question des euromissiles a généralement dominé cette campagne, la crise économique à laquelle est confrontée la République fédérale et notamment la question du chômage pèseront sans doute d'un poids très lourd sur le choix des électeurs. Les politiques préconisées par les deux grands partis, la C.D.U.-C.S.U. et le S.P.D. sont peut-être en ce domaine moins radicalement différentes qu'il n'y paraît.

De notre envoyé spécial

Bonn. — Récession et chômage : telles sont les deux données qui caractérisent l'économie allemande en ce début d'année 1983. Elles pèsent d'un poids important dans la réflexion du citoyen qui s'apprête à voter.

Le contentieux économique entre les conservateurs et les sociaux-démocrates n'est pas gigantesque : une différence de style, plutôt qu'un conflit sur l'essentiel. Les électeurs se prononceront moins sur des dossiers que sur une évaluation subjective de la capacité de chacun des partis à rendre possible la reprise. Cette tendance à voter un peu à l'aveuglette pour celui en qui on a confiance semble aujourd'hui favoriser les chrétiens-démocrates (C.D.U.). Le catastrophisme qui prévalait au mois de septembre, aux derniers jours de la coalition socialo-libérale, a disparu ou du moins s'est atténué. Des « lueurs » apparaissent.

Les points forts

Les traditionnels points forts, de l'économie allemande existaient à la fin de l'été. Ils ont été confirmées depuis. En 1982, la balance du commerce extérieur s'est soldée par un excédent record de 51 milliards de DM, la balance des paiements courants par un excédent de 7,5 milliards de DM (la balance des services est traditionnellement déficitaire en République fédérale), à comparer à un déficit de 30 milliards de DM en 1980 et de 16,5 milliards de DM en 1981. La balance des paiements enfin, toujours déficitaire, a enregistré un excédent de plus de 3 milliards de DM. Ces performances apréciables ont été réalisées en pleine crise économique internationale. Les Cassandres font valoir qu'elles sont dues principalement au faible développement des importations. C'est partiellement vrai. Néanmoins les exportations en 1982 se sont accrues de 2 % en volume.

« L'excédent commercial considérable, qui n'a pas été atteint de manière artificielle, balaie une fois pour toutes les sottises proclamées, notamment en France, sur une prétendue disparition de la compétitivité de l'industrie allemande », commente un observateur français à Bonn.

Nul ne conteste cette appréciation. L'industrie allemande, à part quelques points faibles (surtout la sidérurgie) est en bonne santé. L'adaptation à la nouvelle donne de l'économie internationale a été réussie. A preuve, des industries supposées déclinantes figurent parmi les meilleures à l'exportation : la confection, le cuir, les machines. Même le secteur de mécanique fine, qui englobe pourtant l'horlogerie et la photographie (l'une et l'autre tuées par les Japonais), est bénéficiaire grâce notamment aux instruments médicaux, aux microscopes, etc. Adaptation et marketing !

On en profite au ministère de l'économie pour vanter les vertus du libre-échange. La concurrence japonaise ? Elle a eu un effet salutaire : les constructeurs allemands d'automobiles par exemple, menacés par les Japonais, ont investi hardiment (8 milliards de DM en 1981, 9 milliards en 1982, 10 milliards prévus en 1983). Démonstration suprême : B.M.W. parvient à peine à répondre à la demande de ses clients japonais...

Le marasme

On prévoyait pour 1982 une hausse moyenne des prix de 4,3 % ; elle a été de 3,9 %. Sans doute peut-on imputer ce succès à la faiblesse de l'activité économique. Mais, outre le fait que la R.F.A. a fait mieux que ses voisins eux aussi plongés dans la crise, ce rythme raisonnable de progression des prix devrait permettre, même avec des hausses de salaires modérées, de dégager un supplément de pouvoir d'achat et de favoriser une relance de la consommation.

A noter encore, parmi les atouts permanents de l'économie allemande, une monnaie toujours aussi forte et surtout un consensus social dont notre interlocuteur syndicaliste reconnaît qu'il est encore intact malgré les coups portés par la nouvelle coalition au régime de protection sociale mis en place au temps de l'expansion.

Cependant, l'activité ne repart pas. Le quatrième trimestre 1982 a été particulièrement décevant, si bien qu'il faut maintenant regagner le retard accumulé et qu'une croissance zéro en moyenne pour l'année 1983 serait considérée comme un résultat honorable. Cette perspective d'une croissance zéro avec laquelle flirtent les écologistes, ne tente guère de monde en R.F.A., où une main-d'œuvre nouvelle de l'ordre de cent cinquante mille personnes est attendue chaque année sur le marché jusqu'en 1985-1986.

L'optimisme de la droite

Alors comment expliquer le regain d'optimisme récemment constaté ? D'abord et surtout par la baisse très sensible des taux d'intérêt aux Etats-Unis qui a pu être entièment répercutée en R.F.A. Cette baisse en un an a été de l'ordre de 5 points (voire davantage pour le coût de l'argent à court terme). La chute du prix du pétrole conjuguée à un hiver doux a allégé la facture énergétique, même si cet avangage a sa contrepartie : la perte de pouvoir d'achat des pays de l'OPEP, où les industriels de R.F.A. sont parvenus à se tailler une place de choix. De façon générale, l'environnement international est considéré comme plus favorable : les signes de reprise se multiplient aux Etat-Unis, voire en Grande-Bretagne ; l'accroissement des moyens du F.M.I. récemment décidé dissipe, au moins en partie, les craintes que faisait peser sur le système financier et bancaire international l'endettement excessif d'un nombre croissant de pays.

Il y a aussi des signes prometteurs d'ordre intérieur. La demande des biens d'investissement a progressé de façon sensible en novembre et en décembre, même si c'est le résultat des mesures fiscales en faveur des investissements productifs décidées début 1982 par le gouvernement Schmidt et qui venaient à expiration à la fin décembre. Les experts du ministère de l'économie, statistiques en main ajoute que la demande des produits de consommation s'est également raffermie, que janvier a été un bon mois pour l'automobile, preuve que tous les indices vont dans le même sens : positif.

Autre motif de satisfaction : la reprise de la construction. Le gouvernement précédent avait décidé des aides à la construction de logements sociaux. L'actuelle coalition a élargi l'effort (bonification d'intérêts) à la maison individuelle. Les résultats sont indéniables. La vive progression de la demande de permis de construire porte à penser que ce regain de vitalité ne sera pas provisoire.

Du côté gouvernemental, on se vante de pratiquer une politique budgétaire plus *« honnête »*. Thème controversé où rien n'est sûr. Le déficit prévu dans le budget 1983 est de 40 milliards de deutschemarks. Rappelons que les libéraux ont quitté le précédent gouvernement parce qu'ils refusaient de revoir à la hausse, comme le demandaient les socialistes, le projet de budget 1983, qui prévoyait un déficit de 28 milliards de D.M. Les socialistes ont beau jeu d'observer que, face aux réalités, les conservateurs ont été au moins aussi dépensiers. Au ministère de l'économie on réplique que, sans la réduction des dépenses publiques opérée par le nouveau gouvernement, le déficit se serait situé entre 50 et 60 milliards de marks. Cette bataille de chiffres illustre la faible marge de manœuvre dont dispose et disposera le gouvernement en République fédérale.

A y regarder de près, les différences entre les programmes économiques ne sont pas aussi considérables qu'on pourrait le croire. La C.D.U. et ses alliés du F.D.P. continuent à insister sur la nécessité de libérer davantage l'initiative privée, de réduire la place occupée par l'État dans les Länder, de donner de meilleures chances à l'entreprise. Ce discours s'est traduit jusqu'ici concrètement par des allégements fiscaux, au profit des industriels, et dans l'autre sens par un élagage des avantages sociaux qui toutefois n'a pas affecté l'essentiel de la protection sociale.

Les conservateurs continueront à pratiquer un libéralisme doux ; ce n'est qu'avec prudence qu'ils toucheront aux acquis sociaux. Ils ont déjà eu l'occasion de mesurer les dangers d'une telle politique : la libération des loyers a contribué à leur faire perdre les élections locales à Hambourg. Ils ont dû reculer pour éviter le reproche d'injustice sociale à propos de l'emprunt forcé prélevé sur les hauts revenus : il avait été entendu initialement qu'il serait remboursé en 1985 ; il ne le sera pas.

Le chantage des industriels

Les partis de la coalition sont peu précis sur leurs intentions exactes, parce qu'ils savent qu'au-delà des grandes orientations il leur faudra naviguer à vue en fonction de l'évolution de la conjoncture internationale. Ils préfèrent mettre en garde contre le désordre et l'anarchie qui, selon eux, risqueraient de suivre la victoire des « rouges » et des « verts ». Des industriels se sont activement, et bien légèrement, associés à cette sorte de chantage en faisant savoir qu'ils incluaient dans les commandes passées à leurs fournisseurs une clause de résiliation en cas de victoire de la gauche.

Face à une telle campagne, les socialistes expriment leur scepticisme quant aux chances d'une reprise si le gouvernement ne fait rien pour la déclencher. D'où viendrait-elle alors que la politique sociale restrictive, conjuguée à la modération salariale, s'est traduite par une stagnation, voire un recul, du pouvoir d'achat, et alors que le gouvernement s'interdit toute audace en matière d'investissements publics ?

Quant aux industriels *« ils ne vont pas se mettre à investir parce que Kohl sourit »*, s'exclame un économiste du S.P.D. Celui-ci constate que le taux d'utilisation des capacités de production est bas, et qu'en l'absence de perspectives d'amélioration de la demande les chefs d'entreprise n'ont en fait aucune raison sérieuse d'accélérer leur programme d'investissement.

Les socialistes plaident pour une politique raisonnable de relance de la demande, défendent l'acquis social, mais admettent qu'un certain nombre de dépenses, aujourd'hui difficiles à financer, devront être réduites.

Les programmes sont donc moins éloignés qu'il ne peut paraître à première vue. Mais les bonnes nouvelles qui ces dernières semaines sont arrivées d'Amérique devraient conforter le léger optimisme perçu outre-Rhin, et par là-même contribuer à renforcer les chances de la démocratie chrétienne.

PHILIPPE LEMAITRE.

La presse conservatrice incrimine le passé de M. Vogel dans les Jeunesses hitlériennes

De notre correspondant

Bonn. — Dans tout le pays, en cette fin de campagne électorale, les partis font salle comble. Certes, la contenance des salles varie : le F.D.P. n'avait pu attirer dimanche 27 février que deux à trois mille supporters à Bad-Kreuznach, tandis qu'à Duisburg le chancelier Kohl et M. Hans-Jochen Vogel en mobilisaient le double. Mais là comme ailleurs, il avait fallu refuser du monde. Même les Verts, qui produisaient un programme de variétés agrémenté de rares interventions politiques, avec une participation aux frais de 15 marks, remplissaient la grande halle de Böblinguer, près de Stuttgart. Partout, on s'écrasait pour entendre... ce que l'on savait déjà. Le chancelier Kohl attaquait M. Hans-Jochen Vogel, qui attaquait M. Franz-Joseph Strauss, qui, à son tour, ne ménageait pas le F.D.P. Aucune surprise à attendre de ces joutes oratoires, et pourtant des millions d'Allemands voulurent y assister. Cette affluence laisse présager une participation électorale exceptionnelle ; on parle déjà de 90 %.

Certains partis ont gardé leur arme secrète pour la dernière semaine de la campagne électorale. C'est ainsi qu'un vétérinaire de Rimtsing, en Bavière, M. Holler, a confié à la *Bild am Sonntag* que, dans les Jeunesses hitlériennes dont il faisait partie, M. Hans-Jochen Vogel *« était redouté »*. Le vétérinaire se souvient d'un Vogel en uniforme qui était *« arrogant, sûr de lui, autoritaire et dépourvu du sens de l'humour »*. Sa fonction de *« commissaire culturel »* aurait été d'éduquer la jeunesse dans le sens d'une *« totale soumission »* au credo du moment. M. Vogel avait alors quinze ans.

Le leader socialiste a immédiatement porté plainte. Son porte-parole a précisé que M. Vogel n'avait jamais été membre du parti nazi. En 1941 et 1942, il a été requis par la Hitler Jugend et chargé des activités culturelles. L'appartenance aux Jeunesses hitlériennes était quasiment automatique et, de toutes façons en quarante-deux ans, depuis les faits incriminés, M. Hans-Jochen a fait largement la preuve de ses convictions démocratiques. Mais qu'on aille déterrer cet épisode — complaisamment étalé sur trois colonnes de *Die Welt* — prouve que la campagne électorale n'a pas trouvé son niveau.

ALAIN CLÉMENT.

Suède

BIEN QUE LES REVENDICATIONS SOIENT MODESTES

Les négociations paritaires sur les conventions collectives sont dans une impasse

De notre correspondant

Stockholm. — Les négociations paritaires sur les conventions collectives de 1983 sont actuellement dans une impasse : dans le secteur public, les pourparlers sur les salaires de 1 500 000 agents de l'Etat et des communes sont rompus et une commission de médiation a été désignée. Le cartel des employés et cadres de l'industrie (P.T.K.) refuse, quant à lui, de discuter avec des employeurs *« qui ne veulent accorder aucune augmentation de salaire »*.

Cette situation est d'autant plus surprenante que l'on s'attendait, cette année, à un accord particulièrement rapide. En effet, au lendemain de la dévaluation de 16 % de la couronne en octobre 1982, les syndicats avaient accepté que la défense de l'emploi prenne le pas sur l'amélioration du niveau de vie.

En fait, la Confédération générale du travail (L.O.) ne réclame pour ses 750 000 membres que 2,1 % d'augmentation au total avec un effort particulier en faveur des catégories les moins rémunérées et un blocage des revenus annuels supérieurs à 110 000 couronnes. Les employés de l'État et des communes demandaient de leur côté 3,1 %. Selon le patronat (S.A.F.), la situation ne permet pas de relever les salaires en 1983. Il a exigé la reconduction des conventions en vigueur depuis 1981, et, pour la première fois depuis vingt-huit ans, des négociations paritaires branche par branche.

L'objectif des patrons du secteur privé est sans doute de porter un coup à la politique de réduction de l'inégalité des revenus. Celle-ci a permis, dans une économie de croissance, d'assurer en vingt ans des salaires corrects à tous, indépendamment des performances respectives des différentes branches de l'industrie, d'éliminer les entreprises incapables de supporter les coûts salariaux, de favoriser les rationalisations et la productivité et d'assainir l'industrie.

Mais elle a conduit aussi, selon le patronat, à des effets plus discutables : le travail des ouvriers qualifiés n'est plus récompensé à sa juste mesure et les jeunes boudent l'industrie. Les patrons savent que certains syndicats partagent leur point de vue et que l'entente est loin d'être parfaite entre les organisations de cols bleus et de cols blancs. Ainsi, la fédération de la métallurgie a décidé de poursuivre les discussions, qu'elle juge *« intéressantes »*, avec les responsables de l'industrie mécanique. Ceux-ci sont apparemment disposés à concéder des augmentations de salaire de l'ordre de 1 % en échange d'accords locaux portant sur l'amélioration de la productivité dans les entreprises.

Pour appuyer sa revendication principale, qui est le retour à des négociations centrales avec le patronat, L.O. a déposé le 18 février des préavis de grève : 13 000 salariés environ, dans neuf secteurs, pourraient cesser le travail au début de mars. Il s'agit avant tout de faire pression sur les employeurs, car il est, semble-t-il, difficile de faire comprendre à la base le bien-fondé d'une grève pour une question de principe et une hausse des salaires qui ne peut être que symbolique, alors que l'inflation sera au minimum de 11 % en 1983.

Cette situation embarrasse le gouvernement social-démocrate : il tablait sur la conclusion rapide d'un accord modéré pour stabiliser la hausse des prix et préserver les effets de la dévaluation. De plus, il ne tient pas à intervenir dans les négociations traditionnelles des partenaires sociaux. Mais, pour éviter un conflit de grande envergure, que ni les patrons ni les syndicats ne souhaitent, il y sera peut-être contraint.

ALAIN DEBOVE.

R.D.A.

● SEPT PACIFISTES D'IÉNA, appréhendés depuis le début de l'année (*le Monde* du 19 février), auraient été libérés les 23 et 24 février, selon des milieux informés à Berlin-Ouest. Un appel d'intellectuels ouest-allemands en faveur de la libération des *« prisonniers d'Iéna »*, publié récemment par la presse de R.F.A., avait conduit l'agence officielle est-allemande A.D.N. à publier un démenti. Il semble cependant qu'il reste encore six jeunes pacifistes incarcérés en R.D.A. à la suite de la manifestation d'Iéna. — *(A.F.P.)*

Tchécoslovaquie

● M. MIKLOS DURAY MIS EN LIBERTÉ PROVISOIRE. — Un membre de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie (qui compte sept cent mille personnes), le géologue Miklos Duray, inculpé d'*« activités subversives »*, et qui se trouvait en détention préventive depuis le 10 novembre, à Bratislava, a été libéré, jeudi 24 février, selon l'agence de l'émigration hongroise à Vienne Bibo-Press. Son procès, ouvert le 31 janvier, a été ajourné à deux reprises. Il peut reprendre son travail, lui a-t-il été précisé. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Grande-Bretagne

Le pays est saisi par la fièvre électorale

De notre correspondant

Londres. — La Grande-Bretagne *est saisie par la fièvre électorale*. Bien que la législature n'arrive à son terme qu'en mai 1984, le renouvellement de la Chambre des communes domine déjà la vie politique. Il est vrai qu'il entre dans les prérogatives du premier ministre de dissoudre la Chambre au moment jugé le plus opportun pour son parti. Mme Thatcher affirme avoir besoin de dix ans pour mener à bien la *« révolution conservatrice »* où elle se sent engagée, mais aucun observateur ne croit sérieusement qu'elle laissera la législature aller jusqu'à son terme, se privant ainsi d'un avantage tactique essentiel.

Le choix de Mme Thatcher pourrait se porter sur juin ou octobre de cette année. En attendant, des élections partielles entretiennent la tension. Après Bermondsey, dans le sud de Londres, où le parti travailliste a subi une véritable déroute, une autre aura lieu à Darlington, dans le nord de l'Angleterre, à la fin mars. Le siège était également détenu par un travailliste qui vient de mourir. Sa majorité y était faible, mais Darlington est une ville industrielle où le taux de chômage est élevé, et le Labour est traditionnellement plus fort dans le Nord que dans le Sud.

Toutefois, les premiers sondages ne sont guère favorables aux travaillistes. L'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates paraît bien placée pour l'emporter une fois encore. Or, M. Foot, leader de l'opposition travailliste, ne pourra pas invoquer comme à Bermondsey des circonstances particulièrement difficiles pour justifier un éventuel échec de son parti. Sa position de leader deviendrait parfaitement intenable.

Pour le moment, il paraît décidé à ne pas céder la place malgré les critiques publiques dont il est l'objet. Ses propres amis mettent en cause son manque d'autorité, son indécision, sa mauvaise image dans l'opinion qui porte ombrage à l'ensemble du parti. Mais aucun n'a encore ouvertement demandé sa démission. Surtout, les puissants chefs syndicaux, qui ont longtemps fait la *pluie et le beau temps dans le mouvement* travailliste, restent pour l'instant solidaires de M. Foot.

Certes celui-ci n'a pas réussi à ramener totalement la paix civile à l'intérieur du parti, comme l'espéraient ceux qui l'ont mis à la place de M. Callaghan, en 1981, mais son départ raviverait les querelles mal apaisées entre la gauche et la droite. L'incertitude entretenue sur la date des élections générales paralyse les travaillistes : un nouveau leader devrait disposer d'un peu de temps pour s'imposer, même s'il s'agissait d'un homme d'expérience comme M. Denis Healey, actuellement leader adjoint et successeur le plus probable de M. Foot.

Toujours est-il que la victoire de Bermondsey a donné une nouvelle crédibilité à l'alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux, qui en avait bien besoin. Il a suffit que le candidat libéral paraisse en mesure de l'emporter pour que se crée en sa faveur une sorte d'« appel d'air ». Alors que l'alliance piétinait au niveau national depuis la guerre des Malouines, la victoire lui a donné un nouvel élan.

Aussi le plus grand danger pour le Labour est-il moins de perdre les prochaines élections générales que d'être, à terme, remplacé par l'alliance comme principal parti d'opposition, comme seule solution de rechange au gouvernement de Mme Thatcher. A Bermondsey, les électeurs travaillistes mécontents ne se sont pas tournés vers le candidat conservateur, mais vers celui de l'alliance. Il pourrait en aller de même des électeurs conservateurs traditionnels, inquiets des conséquences sociales de la politique économique actuelle. Le vote pour le tiers parti ne serait plus alors un vote de *protestation*, comme cela a été longtemps le cas avec le parti libéral entre deux consultations générales, mais un choix positif en faveur d'un autre gouvernement et d'une autre politique.

Quand elle affirme : *« Aucun siège travailliste ou conservateur n'est désormais sûr »*, Mme Shirley Williams, présidente du parti social-démocrate, manifeste l'optimisme exagéré qui a souvent été la marque du S.D.P. depuis sa création. Mais il est vrai que, malgré la popularité de Mme Thatcher qui reste forte, l'opinion britannique est très « versatile » et la situation politique très incertaine. L'alliance apporte une dose d'inconnu dans un face-à-face jusqu'alors figé. Le bipartisme semble bel et bien avoir vécu.

DANIEL VERNET.

Grèce

Démenti d'une tentative de putsch militaire

(Suite de la première page.)

M. Dimitris Maroudas, porte-parole du gouvernement, a présenté ces exercices comme de pure routine, et destinés à tester le dispositif d'urgence. Il a précisé que le calme régnait dans tout le pays, et qualifié d'extravagants les propos courant sur une tentative de putsch qui aurait eu lieu dans le triangle de l'Evros, aux confins avec la Bulgarie et la Turquie.

Dans le cadre de ces exercices, les sections locales du parti socialiste Pasok ont été également mises en alerte.

En attendant le lever de l'épais rideau de discrétion entourant cette affaire, les Grecs inclinent à croire qu'il n'y a pas de fumée sans feu, puisque, de toute façon, la région de l'Evros où est cantonné le fer de lance de l'armée, a toujours été une zone de turbulence militaire. Ce fut le cas, en particulier, avant le coup d'Etat des colonels du 21 avril 1967, puis en décembre de la même année avec la rébellion manquée des généraux royalistes.

Il existe indubitablement un malaise au sein de l'armée, dont les racines sont diverses. A l'origine, la vigilance du gouvernement Caramanlis lors du retour de la démocratie, en 1974, s'est exercée de façon draconienne mais partielle : plus de deux mille cinq cents officiers furent chassés des forces armées, alors que plus d'une centaine de ministres et secrétaires d'Etat civils, qui avaient servi la junte des colonels, ne furent pas inquiétés.

Cette discrimination a contribué à accentuer la politisation des officiers. Aux législatives de 1981, cent soixante-dix officiers d'active se portèrent candidats, et les battus demandèrent leur réintégration.

Le nouveau premier ministre, M. Andréas Papandreou, a tablé franchement sur le loyalisme des officiers, et s'est efforcé de tenir l'armée en dehors de la mêlée politique. Mais la conjonction s'est produite en fait entre les adversaires du pouvoir socialiste, qui n'ont pas manqué d'attiser le mécontentement de certains milieux militaires, et la fraction maximaliste du Pasok, qui a voulu accélérer la démocratisation des forces armées. Au risque de créer de nouveaux « *ghettos* » militaires, les officiers considérés comme étant de droite ont été fichés, surveillés et mutés dans des garnisons écartées.

A partir de juillet 1982, la réalité du malaise s'est manifestée par des incidents dans plusieurs unités, et même à l'école d'officiers de l'armée de terre à Athènes, et par d'importans vols d'armes et d'explosifs. Une seconde spirale d'inquiétude a été révélée par des sabotages d'avions militaires, des accrochages entre officiers et soldats, et par l'apparition de « comités de soldats », dont les membres, en uniforme et coiffés de cagoules, ont participé aux conférences de presse et aux manifestations de la gauche.

Dans les derniers jours, enfin, plusieurs journaux d'Athènes ont fait état des problèmes posés par ces « comités de soldats », particulièrement dans la région de l'Evros.

A supposer qu'une tentative de putsch ait bien eu lieu dans ce secteur, le gouvernement a tenu compte, pour la réprimer, de la leçon du coup d'Etat d'avril 1967, qui prit la gauche par surprise, et utilisé l'absence de cloisonnement de ces complots, où politiques et militaires sont très largement imbriqués.

MARC MARCEAU.

Suisse

Une majorité d'électeurs — mais non de cantons — a approuvé le réaménagement de la politique énergétique

De notre correspondant

Berne. — Les citoyens helvétiques étaient appelés aux urnes, dimanche 27 février, pour se prononcer sur une nouvelle réglementation concernant les carburants et sur un aménagement de la politique énergétique. Comme le recommandait le gouvernement, le premier texte portant sur l'utilisation des taxes sur les hydrocarbures a été accepté, par 679 175 *oui* (52,7 %) *contre* 609 565 *non*.

Depuis 1958, 60 % des droits de douane sur les carburants étaient affectés à la construction et à l'entretien des routes. Or le réseau routier national est en grande partie terminé. Tout en continuant de prévoir un prélèvement de 52,9 centimes suisses par litre d'essence, la nouvelle législation ne réservera plus que 50 % de ces droits aux dépenses routières, ce qui permettra de dégager cent millions de francs suisses (1) pour réduire le déficit des comptes de l'Etat.

L'opposition au projet émanait surtout des milieux écologistes, qui estimaient encore trop grande la *part réservée aux routes*. A *leurs* yeux, il aurait été préférable de consacrer ces fonds à la protection de l'environnement.

Beaucoup plus serré a été le résultat de la consultation sur le nouvel article constitutionnel visant à renforcer les pouvoirs de la Confédération en vue d'une utilisatin plus rationnelle de l'énergie. Approuvé par 50,9 % contre 49,1 % des votants, le projet a néanmoins été refusé faute d'avoir receuilli l'approbation de la majorité des cantons.

Tout en s'inclinant devant le verdict des urnes, les autorités fédérales n'ont pas caché *leur déception*. La Suisse importe en effet plus de 80 % de l'énergie qu'elle utilise, la part du pétrole dans la consommation globale s'élevant à près de 70 %. Avec la nouvelle législation, l'Etat fédéral aurait été en mesure d'édicter des prescriptions sur la consommation énergétique *« des installations, des véhicules et des appareils »*. Il aurait également eu la possibilité d'encourager le développement de techniques permettant *« de tirer profit des énergies conventionnelles et nouvelles et de diversifier largement l'approvisionnement »*.

Le projet s'est heurté à une triple opposition. D'une part, celle des fédéralistes, qui voyaient d'un mauvais œil la confédération s'immiscer dans les affaires des cantons. D'autre part, celle es milieux patronaux, qui faisaient valoir que la loi du marché est le meilleur moyen de réaliser des économies d'énergie. Enfin, certains écologistes estimaient l'article pas assez contraignant et auraient souhaité un impôt sur l'énergie.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) Le cours actuel du franc suisse est d'environ 3,36 francs français.

● *Dans le canton des Grisons*, les électeurs ont approuvé, dimanche 27 février, à une large majorité (20 157 voix contre 1 844), une modification de la Constitution cantonale étendant le droit de vote des femmes (et leur éligibilité) aux élections municipales. D'autre part, le canton de Lucerne sera, pour la première fois, représenté par une femme au Conseil des États (Chambre Haute de la Confédération), Mme Josi Meier, démocrate-chrétienne. — *(A.F.P., A.P.)*

Portugal

M. Mota Pinto devient le nouvel « homme fort » des sociaux-démocrates

De notre correspondant

Lisbonne. — L'heure de la relève a sonné au sein du parti social-démocrate réuni samedi 26 et dimanche 27 février en Algarve. Le président de la formation, M. Pinto Balsemao, a été remplacé en effet par une troïka que constituent MM. Mota Pinto, Enrico de Melo et Nascimento Rodrigues, qui assureront les fonctions de vice-présidents de la commission politique. La présidence, poste honorifique, est confiée à M. Rodriguez dos Santos, personnalité « historique » du parti. M. Balsemao revient à la base. Il ne se présentera même pas aux élections législatives d'avril prochain.

L'effondrement de l'Alliance démocratique, la coalition gouvernementale créée en 1979 par M. Sa Carneiro, produit ainsi ses effets à l'intérieur des deux principales formations qui la constituaient. Le 20 février, le congrès du Centre démocratique et social (C.D.S.) se terminait par la défaite de l'appareil. Presque tous les « notables » démocrates-chrétiens cédaient leur place à des inconnus regroupés autour de M. Lucas Pires. Une semaine après, cette même volonté de changement s'est fait sentir chez les sociaux-démocrates — à une différence près : les nouveaux dirigeants du P.S.D. n'ont pas été recrutés à la base.

Le nouvel « homme fort » des sociaux-démocrates, M. Mota Pinto, avait quitté le parti en 1975, à la suite d'une confrontation avec M. Sa Carneiro. Il représentait à l'époque l'aile gauche du P.S.D. Trois ans après, *en décembre 1978, il était* appelé par le président de la République à former un gouvernement indépendant. Sa gestion fut la plus conservatrice que le Portugal ait connue depuis *la révolution d'avril 1974...* Un an et demi après la chute de son gouvernement, il est revenu sur le devant de la scène en s'opposant à la réélection à la présidence de la République du général Eanes.

Il n'aura que deux mois pour s'imposer : l'éventuelle défaite du P.S.D. aux élections législatives risque de *tout remettre en question*. En Algarve, plusieurs congressistes sociaux-démocrates parlaient déjà d'un « autre congrès ». Celui de la revanche. — J.R.





Le Monde

politique

Face aux vives critiques de l'opposition
M. Pierre Mauroy se prévaut d'une « autre logique »

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 27 février, M. Pierre Mauroy savait, à l'avance, à quoi s'en tenir. Après la publication des mauvais résultats enregistrés en janvier par l'indice des prix et celui du commerce extérieur, le premier ministre s'attendait à être pressé de questions sur l'efficacité de sa politique économique. Il l'a été, en effet, pendant une heure et quart, et, comme cela était prévisible, ses interlocuteurs ont relevé que ces indices apportent un démenti à l'optimisme qu'il avait affiché onze jours auparavant sur Antenne 2.

M. Mauroy s'est d'abord efforcé de relativiser la signification de ces chiffres. Le premier ministre reconnaît que la hausse des prix constatée en janvier n'est pas satisfaisante, mais, d'une part, il s'agit simplement, selon lui, d'une « *péripétie* » qui ne remet pas en cause le dispositif de lutte contre l'inflation conçu en juin 1982 ; d'autre part, cet indice apparaît néanmoins comme le meilleur enregistré depuis quatre ans à pareille époque.

En ce qui concerne la situation du commerce extérieur, le premier ministre fait également une analyse nuancée, avant de conclure qu'il ne reste plus au gouvernement qu'à accentuer son effort pour réduire le déficit de 10 milliards supplémentaires, cette année, s'ajoutant aux 30 milliards initialement prévus.

M. Mauroy n'a pas précisé, toutefois, quelles seront les « *inflexions* » auxquelles le chef du gouvernement entend se livrer dans la conduite de sa politique, sans changer de route, pour atteindre les objectifs fixés.

M. Mauroy s'est ensuite employé à souligner que, de toute façon, la politique du gouvernement ne peut être, de bonne foi, jugée sans appel sur ces deux résultats du mois de janvier. D'autant que le bilan de cette politique apparaît à ses yeux globalement positif. M. Jacques Chirac ne souligne-t-il pas lui-même, désormais, (dans un entretien publié le 27 février par *le Journal du Dimanche*), que l'opposition ne saurait « *sérieusement revenir sur les acquis sociaux* » ?

Sur ce terrain, M. Mauroy est plus à son avantage. Il a exposé sa position aussi complètement qu'il le souhaitait, en menant la discussion avec autorité, et parfois avec vivacité, contrairement à son style habituel, face à des interlocuteurs qui ne l'ont guère ménagé. Le débat s'est d'ailleurs résumé, pour l'essentiel, à une discussion contradictoire sur les deux indices, les représentants de la presse d'opposition ayant concentré exclusivement leurs interventions sur ces deux sujets pour tenter de mettre leur « hôte » en difficulté.

Dans sa contre-offensive, le premier ministre a particulièrement insisté sur le fait que les options de la gauche procèdent d'une « *autre logique* » que la « *logique capitaliste* » dans laquelle se situent presque tous ses censeurs.

En ce domaine, M. Mauroy cède à l'agacement. Retrouvant, à une semaine du premier tour des élections municipales, le langage du militant socialiste, il s'est montré excédé par le procès de « *légèreté et d'incompétence* » — selon les épithètes employées samedi à Limoges par M. Chirac — que font désormais « *ceux du château* » aux gestionnaires de la majorité. Cet agacement n'est pas sans fondement. Il y a incontestablement de l'élitisme dans les commentaires formulés par les dirigeants de l'opposition. Quand M. Giscard d'Estaing estime que « *la France est en mauvais état* », comme l'ancien président de la République l'a affirmé dimanche, M. Mauroy est fondé à rappeler que ses prédécesseurs ont leur part de responsabilité. En outre, il n'est guère de précédent dans le passé d'un tel tollé consécutif à la publication de deux résultats de début d'année. Les prédécesseurs de M. Mauroy n'étaient pas non plus avares de mauvais indices.

Certes, la démonstration reste à faire que la « *logique* » socialiste sait intégrer toutes les réalités économiques, fussent-elles de caractère « *capitaliste* ». Tant que la preuve n'en sera pas donnée, tout excès de confiance sera mal venu chez le premier ministre chargé de l'incarner. Mais tourner cette « *autre logique* » en dérision et traiter son « *porteur* » avec condescendance relève surtout de la polémique politique.

ALAIN ROLLAT.

En se montrant optimiste, le 16 février, sur Antenne 2, le premier ministre n'a-t-il pas commis une imprudence ? Interrogé à ce sujet, M Mauroy répond, dès le début de l'émission : « *Je me suis montré optimiste non pas sur une suite d'indices, mais sur la politique qui est celle du gouvernement, conforme aux orientations du président de la République. Et cette confiance-là, je la garde. Si vous appelez cela de l'optimisme, je suis optimiste en ce qui concerne la politique du gouvernement.* »

Il poursuit en dressant un bilan de l'action conduite par le gouvernement depuis l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République. « *Le plus important*, dit-il, *c'est que la gauche soit justement le gouvernement de la parole donnée et de la parole tenue. J'ai pointé toutes les propositions de François Mitterrand* (...). *Les deux tiers sont engagées. Celles qui ne le sont pas, nous pourrions les reprendre dans le détail pour montrer qu'elles le seront dans les années à venir* (...). *Il n'y a personne* (...) *qui puisse contester que, en un an de pouvoir, la gauche a rempli ses engagements.* »

Le premier ministre souligne notamment que « *le chômage, ce sera toujours la bataille frontale et décisive du gouvernement : si par malheur les hommes du château étaient restés au pouvoir, nous aurions peut-être maintenant deux millions et demi de chômeurs et nous pourrions être en route, tranquillement sans doute, pour les trois millions*, indique-t-il. *Voilà le choix, c'est capital. C'est une politique de lutte contre le chômage, avec toutes ses conséquences, et en particulier le fait que des industries, parce qu'on doit sauvegarder l'emploi, n'arrivent pas à être compétitives comme nous le souhaiterions. Mais nous acceptons le risque que certaines entreprises puissent avoir quelques difficultés car nous voulons préserver l'homme et par conséquent maintenir le bon indice en ce qui concerne le chômage. De cela, au moins, on peut donner acte. Mission remplie* (...). *Je ne veux pas me situer sur le* (...) *terrain de l'économie capitaliste, libérale. Je souhaite transformer cette société, par conséquent, j'ai une autre logique gouvernementale et* (...) *il est important que ma réponse soit apportée non pas en fonction de votre logique, mais en fonction de celle du gouvernement...* »

Commentant l'indice des prix du mois de janvier, M. Mauroy déclare : « *Le mois de janvier est chargé pour des raisons de statistiques. Certaines augmentations, qui correspondent à plusieurs mois, sont concentrées sur le mois de janvier. Ainsi, par exemple, les hausses de loyers qui sont comptabilisées et qui correspondent aux mois de décembre et de janvier. Il en est de même pour la redevance de télévision dont le paiement est échelonné sur l'année et qui est forfaitairement intégrée dans l'indice de janvier.*

« *Le mois de janvier porte encore, naturellement, les marques de la sortie du blocage que nous avons voulue progressive. Les tarifs de santé, les prix du tabac, par exemple, qui n'avaient pas été relevés depuis un an, ont été modifiés. Par ailleurs, l'indice de janvier enregistre pleinement les effets de nombreux accords et engagements passés par les prestataires de services à la fin de 1982. Dans ces secteurs, en effet, on procède à des augmentations une ou deux fois par an, d'où la concentration des hausses sur un ou deux mois. Il en résulte que des motifs de hausse groupés en janvier ne devraient plus exercer leurs effets en février et en mars, nous permettant ainsi de poursuivre la décélération des prix pour atteindre l'objectif de 8 %. Les accords de prix et de salaires ont été passés sur cette base, et la détermination du gouvernement est là : 8 % d'inflation pour la fin de 1983* (...). *Cet indice, je l'aurais préféré meilleur mais* (...) *c'est le meilleur indice des prix des mois de janvier des quatre dernières années. En 1980, 1,9 % en janvier ; en 1981, 1,2 % ; en 1982, 1 % ; en 1983, 0,9 %. J'ajoute que la décélération du rythme annuel se poursuit, puisque sur douze mois il est de 9,6 % au lieu de 9,7 % le mois dernier.*

« *Je crois que la correction sera facile et, donc, notre pari sur l'inflation nous le gagnerons* », [malgré] *ceux du château qui reviennent toujours au galop dès qu'il y a un petit quelque chose qui peut s'aggraver.* »

M. Mauroy souligne que la politique du gouvernement se situe sur « *la ligne de crête entre les deux gouffres que sont le chômage d'un côté, l'inflation de l'autre — deux gouffres dans lesquels sont tombés Giscard d'Estaing, Barre et Chirac, puisque ces trois cavaliers-là sont dans le fond du gouffre* ». Il s'agit, dit-il, de « *conduire la politique gouvernementale en faisant juste ce qu'il faut de rigueur pour ne pas relancer le chômage et en ne diminuant pas la rigueur pour ne pas relancer l'inflation* (...). » « *Ce qu'il faut, dans les circonstances où nous sommes*, ajoute-t-il, *c'est non pas donner des coups à gauche et à droite mais conduire avec les deux doigts, avec des inflexions en fonction de ce que l'on rencontre sur le terrain* (...). *Cela ne justifie que des inflexions et pas une autre politique.* »

A propos du déficit du commerce extérieur, le chef du gouvernement déclare : « *Il faut nous arc-bouter* (...). *J'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises que nous souhaitions diminuer le déficit du commerce extérieur d'au moins 30 milliards. Nous avons décidé d'aller dans le sens de la rigueur puisque, en 1983, nous voulons diminuer le déficit du commerce extérieur de 10 milliards supplémentaires, c'est-à-dire de 40 milliards.* »

Il indique, toutefois, qu'en la matière « *on ne peut pas raisonner mois par mois* (...) *parce que la vente d'un Airbus, d'un superpétrolier, bouscule évidemment les résultats du commerce extérieur* ». « *Il faut analyser les résultats du commerce extérieur avec beaucoup de précaution*, dit-il. *D'abord, constatons que les exportations n'ont pas diminué. Ensuite, que le déficit moyen des trois derniers mois est de 7,6 milliards de francs, contre 10,2 milliards pour la période de juin, juillet, août. Je peux dire raisonnablement que notre déficit a donc diminué de 2,6 milliards depuis l'été. Nous devons accélérer cette évolution.* »

Après avoir écarté « *complètement* » l'éventualité d'une nouvelle dévaluation au lendemain des élections municipales et affirmé qu'il « *ne peut pas être question d'avoir une politique protectionniste* », M. Mauroy souligne, à propos des orientations du gouvernement à l'égard de l'industrie : « *Ce fut une de nos surprises de voir que nos prédécesseurs avaient été incapables de mettre l'industrie française au diapason de l'industrie européenne* (...). *Nous sommes bien décidés. Il ne faut pas se méprendre sur la gauche. Ce que nous voulons faire, c'est réconcilier la France avec l'industrie. Nous sommes nés d'une révolution industrielle. Nous comprenons le problème industriel, et la plus grande réussite de la gauche sera probablement sur le terrain industriel* (...). *Le véritable problème, c'est que la France n'a jamais organisé un véritable flux financier vers le secteur industriel. Il est d'ailleurs significatif de constater que le produit des livrets de caisses d'épargne soit utilisé pour les grands équipements des collectivités locales, pour l'agriculture, pour le logement. Je ne m'en plains pas, mais je regrette que l'industrie soit absente. C'est dans ce domaine-là qu'il y aura une profonde réforme.* »

M. Mauroy répond ensuite à plusieurs questions sur les prochaines élections en Allemagne fédérale et sur l'enseignement privé.

Des statistiques et des chiffres malmenés

L'acidité des propos échangés dimanche soir 27 février au « Club de la presse » d'Europe 1 entre M. Pierre Mauroy et les journalistes présents n'a sûrement pas permis aux auditeurs de se faire une opinion sur la solidité des arguments échangés. Essayons donc d'y voir plus clair.

● L'indice des prix du mois de janvier en France « est le meilleur des quatre dernières années », *a dit M. Mauroy. Cela est vrai. Encore serait-il préférable de dire* « le moins mauvais » *puisque 0,9 % correspond à un rythme annuel de 11,4 %. Le rappel de M. Mauroy n'est d'ailleurs pas convaincant car la très forte hausse de janvier 1980 (+ 1,9 %), la* plus forte enregistrée en France depuis 1959 *s'expliquait par la hausse de l'énergie (+ 28,5 % en un an). Celle-ci entrait pour 0,8 % dans les 1,9 % de l'indice. D'autre part 1980 a vu culminer jusqu'en mai de* cette année-là un phénomène aigu *d'inflation qui était alors mondial (la* hausse des prix a atteint en 1980 12,9 % dans les pays de l'O.C.D.E. *par rapport à 1979).*

C'est une situation toute différente que nous connaissons actuellement *puisque 1982 a été l'année de recul de l'inflation partout dans le* monde (+ 6,9 % dans les pays de *l'O.C.D.E. si l'on compare novembre 1982 à novembre 1981 derniers* chiffres actuellement connus). *La vérité force à dire que si la France fait beaucoup mieux que les pays étrangers sur le plan du chômage, elle fait beaucoup plus mal sur le plan de l'inflation — malgré un régime d'encadrement sévère des prix et des tarifs publics. Cette différence est inquiétante.*

Ajoutons enfin que, comme il est de bonne guerre à la veille d'échéances politiques importantes, des hausses de tarifs publics absolument nécessaires, notamment à E.D.F. et G.D.F., n'ont pas encore été appliquées, mais interviendront prochainement ainsi que M. Mauroy l'a laissé entendre. La hausse de l'indice de janvier aurait donc pu être encore plus forte si ces hausses étaient intervenues dès ce mois, comme la situation financière de ces firmes l'eût voulu....

Cela dit, il est vrai, comme l'a déclaré M. Mauroy, que MM. Giscard d'Estaing et Barre n'avaient rien réussi de convaincant dans leur lutte contre l'inflation. M. Barre l'avait d'ailleurs implicitement reconnu dans un discours prononcé au Conseil économique en mai 1979.

● M. Mauroy étonne quand il déclare avoir été surpris *par le fait que ce soit l'industrie allemande qui ait profité en grande partie de la relance de la demande en France. La très forte sensibilité des importations à la croissance de la demande en France est une donnée très connue, et depuis longtemps, de tous les économistes.*

● M. Mauroy a répété, dimanche soir, que la France avait fait en matière d'activité économique, *le meilleur score de tous les pays industrialisés. Cela est vrai. Mais, outre que nous sommes très loin des taux de croissance que le gouvernement voulait réaliser (3 % l'an), la France a* toujours connu depuis quinze ou *vingt ans une croissance plus forte que ses partenaires étrangers, Italie exceptée. Il y a là une constante :* plus d'expansion et plus — voire beaucoup plus — d'inflation. *La question est maintenant de savoir si,* compte tenu de la contrainte extérieure, *la France pourra continuer de réaliser une croissance supérieure à ses partenaires. Cela n'est nullement certain.*

● Il n'est pas juste de dire que si MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Barre s'exprimeient sur leur politique à eux, *ce serait pour une politique déflationniste. Pour M. Chirac, le* contresens est évident : *l'ancien premier ministre s'était distingué en 1975 par un plan de relance aussi* « généreux » *qu'imprudent. Quant à M. Barre, il s'est toujours catégoriquement refusé à pratiquer une politique* déflationniste à la Thatcher. *Si l'on doit reprocher une chose à l'ancien premier ministre, c'est plutôt* un certain manque de rigueur sous *les apparences de l'austérité. Telle est d'ailleurs la critique faite à son* action par la plupart des experts économiques *du gouvernement actuel.*

● *Il n'est pas juste, enfin, de dire* de façon catégorique, *comme l'a fait M. Mauroy, que dans la lutte contre le chômage* « nos prédécesseurs n'ont rien fait ». *Le rapport établi au début de 1982 par la Commission du bilan, présidée par M. François Bloch-Lainé, est plus nuancé sur le sujet.*

Al. V.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Giscard d'Estaing : triste comme un rêve déçu

M. Giscard d'Estaing, dimanche 27 février, devant la convention nationale des Jeunes giscardiens réunie à Vincennes : « *Les derniers indices publiés confirment nos inquiétudes. La France est en mauvais état. Ses dirigeants ignorent ou lui cachent la vérité. Elle n'aura pas les moyens de continuer dans la même direction. Cela ne veut pas dire que tous les Français seront ruinés, mais qu'il faudra agir autrement. C'est triste comme tous les rêves déçus, mais on pourra remplacer le rêve par la confiance.* »

M. Chirac : 39 heures et 60 ans, d'accord

M. Chirac a précisé, samedi 26 février à Limoges, qu'il avait « *toujours demandé l'institution de la cinquième semaine de congés payés* ». La semaine de trente-neuf heures, a-t-il ajouté, « *est une mesure prise à un moment inopportun mais qui ne sera pas abolie* ». « *Il n'y a pas à revenir sur la retraite à soixante ans* », a également déclaré le maire de Paris.

M. Lecanuet : comment tondre un mouton ?

M. Lecanuet, président de l'U.D.F., vendredi 25 février, au cours d'un dîner-débat à Rouen : « *Le mouton accepte très bien qu'on lui enlève la laine quand l'hiver et les frimas sont passés, et cela donne de la laine tous les ans. Etre démocrate et social comme moi, c'est vouloir un bon pré — une bonne économie libérale, — où le mouton se développe, fait de la bonne laine. Le socialisme ne coupe pas la laine, il lui arrache la peau ; alors, il n'y a plus de mouton.* »

M. Pasqua (R.P.R.) : le sucre et la tasse

M. Pasqua, président du groupe R.P.R. du Sénat, a déclaré, samedi 26 février, devant le rassemblement de l'opposition organisé à Fréjus (Var) par le secrétaire général du P.R., M. François Léotard, maire de la ville : « *Les communistes, c'est comme le sucre, ça fond dans le café, ça disparaît, mais après, c'est toute la tasse qui est sucrée. Quand on met un communiste dans une coalition, c'est toute la coalition qui devient marxiste.* »

M. Médecin (app. R.P.R.) : la fessée

M. Jacques Médecin, député (app. R.P.R.) et maire de Nice, au cours de la réunion de Fréjus, s'est dit persuadé que l'opposition allait donner une « fessée » à la majorité les 6 et 13 mars, ce qui déclenche déjà, selon lui, la « *panique* » dans les rangs du P.S. et du P.C.F. « *Il faut que nous leur donnions la sensation d'être douloureusement cocus* », a-t-il conclu.

M. Chevènement : frustrés

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'industrie et de la recherche, à Toulouse, à propos de l'opposition : « *C'est le grand parti des frustrés, le parti de l'échec. Le seul but de la droite française est de savonner la planche. MM. Chirac, Barre et Giscard me font penser à des enfants rageurs, privés de dessert.* »

M. Le Pors : les surdoués de la crise

M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, vendredi 25 février, à Amiens : « *Nous n'avons aucune leçon à recevoir de la part des Chirac et des Barre, ces surdoués de la crise et de l'abandon national. Entre le renoncement, qui laisserait le champ libre aux revanchards de la droite, et la volonté de poursuivre l'œuvre entreprise, le choix est clair.* »

DEVANT LES JEUNES GISCARDIENS

M. Giscard d'Estaing défend un « libéralisme généreux et chaleureux »

A quelques jours des élections municipales, le président des Jeunes Giscardiens, M. Patrick Gérard, n'a pas voulu que la convention nationale de son mouvement, réunie dimanche 27 février à Vincennes, se transforme en meeting. Les quelque deux mille jeunes qu'il avait rassemblés devaient réfléchir « *pour demain* ». Le matin, ils ont sagement participé à des forums autour de personnalités du monde politique, économique, culturel et sportif.

Un invité d'honneur, cependant, se glissait parmi eux : M. Giscard d'Estaing, dont ils demeurent les fidèles supporters. Leur enthousiasme a pu éclater l'après-midi, quand ils se sont retrouvés sous un chapiteau pour dialoguer avec l'ancien président de la République. Debout, ils l'ont applaudi frénétiquement pendant de longues minutes, tandis que la sono, poussée à son maximum, déversait les musiques de Supertramp, de Jean-Michel Jarre ou d'Elie et Jacno. Un triomphe !

« *Si le chef du gouvernement voit les indices au vert quand ils sont au rouge, alors il est daltonien et... excusable. Ou il est fatigué et il faut qu'il se mette au vert...* » M. Patrick Gérard n'a pu résister au plaisir de lancer sa petite phrase. Après lui, place a été laissée au dialogue. Consciencieusement, M. Giscard d'Estaing prenait des notes, puis, regroupant les thèmes, intervenait, sans oublier de se présenter : « *Ex-président de la République et toujours préoccupé par la situation et l'avenir de la France.* »

Il devait insister sur la nécessité de défendre la liberté et de préparer, une réforme du système éducatif — « *l'enseignement devra être le plus grand chantier de la nouvelle majorité* » — et de l'audiovisuel. Il a tenu à réaffirmer qu'il n'avait pu conduire cette seconde réforme, faute d'« *une majorité pour la voter* ».

A un jeune qui lui reprochait de ne pas reconnaître ses erreurs, il a répondu : « *Il est difficile de reconnaître les erreurs du passé quand celui-ci fait l'objet d'un dénigrement systématique.* » « *Mais*, a-t-il ajouté : *la vérité apparaîtra lentement. Déjà, on ne parle plus de l'héritage. Quand nous sommes partis, nous avons laissé un héritage, quand nous reviendrons, nous retrouverons des dettes.* » L'ancien président de la République a proposé un nouveau sigle aux Jeunes Giscardiens : le L.G.C., autrement dit : le « libéralisme généreux et chaleureux ». « *Soyez les porteurs de cette flamme* », leur a-t-il dit.

M. Giscard d'Estaing a évoqué à la fin de cette journée les élections municipales. Il a expliqué qu'il avait décidé de ne pas participer à des meetings parce qu'ils n'étaient « *ni dans la nature de ces élections ni dans la sensibilité du moment.* » Il a noté chez les électeurs une « *hésitation à démêler les motifs locaux des motifs nationaux* ». Il a affirmé : « *Ces élections seront locales avec un écho national.* » « *Choisissez*, a-t-il dit, *de gérer votre morceau de France comme vous souhaitez que la France soit gérée.* » L'ancien président de la République s'est montré optimiste. Il estime que « *le jugement des Français commence à se mettre en marche : les Français voient progressivement que la manière actuelle de gouverner n'est pas compatible avec les ressources du pays, ni avec une volonté d'être un grand pays moderne* ».

Mardi, M. Valéry Giscard d'Estaing devait se rendre à Tourcoing (Nord) pour soutenir la candidature de M. Stéphane Dermaux (U.D.F.-P.R.), tête de liste d'union de l'opposition.

C. F.-M.

PRÉCISION. — Après l'article que nous avons consacré dans *le Monde* du 16 février à la situation électorale à Luçon (Vendée), M. Jean de Mouzon (M.R.G.), maire de cette ville, nous demande de préciser qu'il n'a pas été « *contraint* » de prendre sur sa liste des communistes. « *Je n'ai fait que reconduire la liste précédemment élue* », écrit-il. Il ajoute que la liste qu'il mène comprend quatre membres du P.C., et non pas six comme nous l'avions indiqué, ainsi que sept socialistes et dix-sept « *personnalités de toutes tendances sans exclusive* ».

MINISTRES SUR LE TERRAIN

L'« exemple » de la « camarade Catherine » à Bordeaux

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Elle l'a échappé belle la « camarade Catherine ». Il s'en est fallu d'un rien que la sémillante Mme Lalumière, ministre de la consommation, ne reçoive une bassine d'eau, petite certes, mais sur la tête. C'était à Bordeaux, au cours d'une tournée électorale à la cité des Aubiers, cette verrue de la capitale girondine. Alors que d'un pas toujours alerte — comme M. Jacques Chaban-Delmas, le tenant depuis trente-cinq ans du titre qu'elle convoite, — elle allait franchir le seuil du club des jeunes, des cris ont retenti à l'intérieur. Un *adolescent a couru et a enlevé la* bassine en équilibre sur le dessus de la porte. La dizaine de galopins à l'intérieur du club ne s'attendaient pas à voir « débarquer » un ministre. *« Vous avez de la chance,* lui dira un peu plus tard l'un d'eux, *quelquefois, on met de l'huile de vidange ou de l'eau de javel. »*

Elle a très bien pris la chose, madame le ministre, avec le sourire, *son superbe sourire qui en a* fait fondre plus d'un. Un sourire qu'elle a vite perdu en découvrant l'état de délabrement de ce lieu de rencontre exigu, sans carreaux aux fenêtres, avec quelques chaises et une table de ping-pong. Un sourire qu'elle n'a pas retrouvé en circulant dans cette cité des Aubiers construite il y a une dizaine d'années, jamais achevée, et dont le tiers des logements est inoccupé. Un ghetto à l'écart de la ville, mal conçu, de mauvaise réputation, dans un état de dégradation avancée, à tel point qu'un plan de rénovation de 60 millions de francs est prévu. Certains se demandent même s'il ne vaudrait pas mieux raser l'œuvre de l'architecte Xavier Arsène-Henry, choisi par M. Chaban-Delmas, *« pour des raisons d'amitié personnelle »*, dira Mme Lalumière.

Cette promenade dans l'univers du raté l'a laissée pantoise. *« Ça fait peur, ça donne le vertige »*, a murmuré le challenger du maire de Bordeaux en contemplant les ascenseurs hors d'usage dans un immeuble de dix-sept étages, le courrier à terre près des boîtes aux lettres brûlées ou éventrées, les allées transformées en bourbier. Mme Lalumière n'a pas voulu aller rendre visite aux locataires car il ne faut pas confondre campagne électorale et « visite de zoo ». Elle en a retrouvé quelques-uns dans une salle de réunion, écoutant patiemment pendant plus d'une heure leurs doléances, posant des questions, prenant des notes. *« Tout ce que vous avez indiqué est important »*, précise-t-elle avant de repartir.

Mme Lalumière a été choquée par ce qu'elle a vu et entendu. *« C'est insupportable, incroyable et inexplicable. Comment la municipalité a-t-elle pu faire preuve d'autant de négligence ? Le cas des Aubiers est un cas exemplaire de l'inertie et de la négligence municipales. »* A-t-elle trouvé un cheval de bataille, celle qui parle d'*« attaque personnelle »*, quand M. Chaban-Delmas lui reproche de mal connaître les dossiers de la ville ? *« Pas un cheval de bataille, mais un exemple »*, répond, sûre d'elle, Mme Lalumière qui entend bien prouver que Bordeaux, elle connaît, et mieux qu'on ne le dit.

« Chaban-Delmas n'a rien à dire »

D'origine bretonne, bordelaise depuis vingt-deux ans par son mariage, élue député de la Gironde en 1981, Mme Catherine Lalumière, quarante-sept ans, ministre, entend bien montrer à l'indéracinable Chaban-Delmas que la cité des Chartrons n'a pas de mystère pour elle. Le point fort de sa campagne est d'ailleurs axé sur le dépeuplement de la ville *« un quart de sa population est parti en vingt ans, soixante-dix mille personnes,* explique-t-elle. *Bordeaux perd sa vitalité, sa substance, ses activités industrielles et artisanales. Les travaux faits depuis trente-cinq ans ont bénéficié à l'hypercentre de Bordeaux, la belle vitrine, celle que les étrangers voient. »* Et Mme Lalumière de citer des exemples, de dénoncer, de pourfendre la gestion de la municipalité sortante.

Elle n'entend pas s'en laisser conter, brocardant Chaban le sportif, ce tennisman *« qui n'aime pas monter au filet, qui se dérobe au face-à-face par un souci extrême de galanterie à mon égard, car il craignait de ne faire qu'une bouchée d'une adversaire aussi facile »*. « La belle Catherine » entend bien montrer qu'elle est un adversaire de la taille du « champion Chaban ». Elle contre-attaque : *« La vérité est plus simple, Jacques Chaban-Delmas n'a rien à dire. L'image du combattant et du sportif s'est ternie. Il ne propose plus rien que de continuer au coin du feu et en chaussons jusqu'en 1989. Son équipe sortante n'a plus ni jeunesse, ni souffle, ni imagination, ni force, ni rien. Il sait qu'il est un homme seul, un homme en marge de son propre parti et qui n'a plus de relais gouvernementaux. »*

Si, jusqu'à présent, la campagne avait été plutôt feutrée, sans tapage, bordelaise en quelque sorte, la bagarre semble s'animer. Chaban va-t-il continuer à jouer les sphynx ? Il sait qu'il a partie gagnée et qu'il a de sérieuses chances de récupérer la présidence de la communauté urbaine de Bordeaux. Alors, il se contente de *recouvrir* la ville d'affiches en couleurs avec un Chaban-Delmas rajeuni sur fond de vieille cité, sur lesquelles s'étale notamment ce slogan *« Le cœur et la raison »*. Le maire de Bordeaux joue sur du velours, même si M. Jean Barrière, communiste, le qualifie de *« faux-monnayeur de l'espoir »*. Mme Lalumière, elle, joue la carte de l'avenir, du renouveau, de la vitalité. *« Bordeaux Lalumière ; Bordeaux l'action ; Bordeaux la vie »*, proclament ses affiches. Et elle fonce : *« droit sur l'obstacle »*, comme elle le précise, même s'il est de taille.

Dans ses vêtements élégants et de bon genre, l'œil bleu en alerte et la démarche rapide, elle parcourt la ville, s'arrêtant, discutant, prenant son temps, un travail en profondeur, méthodique, d'écoute et d'attention. *« Je n'aime pas le cirque électoral. Je respecte les gens. Je veux aller au fond des choses, dire des choses justes, éviter les coups bas, être solide, ferme, sereine..., être comprise »*. Elle n'a cure des *« mesquineries »* comme le refus qui lui a été fait de visiter un foyer de retraités ou une ferme *destinée aux enfants de la cité des* Aubiers. Mme Lalumière se place pour l'avenir, pour le moyen terme, pour les prochaines échéances. *« Cela ne peut être qu'un sursis de six ans. Il est bon que, par moments, une communauté se secoue et change. »* De toute façon, elle sait qu'elle siégera dans le prochain conseil municipal avec une partie de sa liste d'union de la majorité présidentielle comprenant toutes les composantes de la gauche, à l'exception des jobertistes ; ce qu'ils n'ont guère apprécié. Elle avait préparé le terrain en 1977, seconde sur la liste de Me Roland Dumas. Aujourd'hui, elle sera dans *la place et demain, espère-t-elle,* à la tête de la ville. Sera-t-elle acceptée par l'establishment bordelais ?

Mme Lalumière a compris qu'il ne faut compter que sur soi. Elle s'est donc mise à la tâche, *« Madame 100 000 volts »*, pour reprendre *un jeu de mots facile. A dire vrai*, le ministre de la consommation n'a rien d'une pasionaria, mais plutôt d'une patiente dentellière à l'ouvrage. Calme, réservée, elle s'étonne quand on lui demande si elle est *« une grande bourgeoise »*. *« Je ne l'ai jamais été. Je ne le suis ni par mon comportement, ni par mes goûts, ni par mes amis. »* Elle ajoute : *« Si c'est mon allure physique, c'est un peu court pour qualifier quelqu'un. »* Elle se plaît à rappeler que si elle est issue d'une *« bourgeoisie provinciale classique, sans histoire particulière »*, elle s'en est éloignée, *« inexorablement, sans révolte, sans contestation »*, parce qu'elle lui semblait *« inintéressante »*. En douceur ! Mme Lalumière fait tout en douceur. Maintenant, elle se sent bien, à l'aise pour briguer le mandat d'une grande ville, à la mesure de Bordeaux, *« où elle a l'impression que les gens l'aiment bien »*. Le charme de madame le ministre a-t-il commencé à opérer ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

ENTRETIEN AVEC UN FRANC-TIREUR

Le prisonnier d'Amboise

De notre envoyé spécial

Amboise. — Constance. A soixante et onze ans, faut-il renoncer aux plaisirs que procurent les joutes politiques ? M. Michel Debré ne le pense pas. Il s'apprête une nouvelle fois à en découdre dans son fief des bords de Loire. Amboise et M. Debré : une — déjà — vieille histoire. Elu pour la première fois par le canton en 1951, il y gouverne la mairie depuis dix-sept ans et brigue aujourd'hui son cinquième mandat.

Au lendemain de la dernière guerre, c'est à l'Indre-et-Loire que le jeune commissaire de la République d'Angers fit confiance pour se lancer dans les affaires publiques.

Elu sénateur pendant une décennie, le soutien du département cessa brutalement lors des législatives de 1962. Une défaite qui *« fait encore très mal »*.

C'est alors le départ et le long voyage vers la Réunion, avec laquelle, en 1963, à l'occasion d'une élection législative partielle, un *« contrat moral »* fut passé, qui empêcha durant vingt ans le ministre tourangeau de revenir sur ses terres. L'exil ne fut pourtant pas total. Parmi toutes les tourmentes électorales, Amboise et son canton restèrent en effet apparemment calmes et fidèles.

Le propriétaire de « L'Épine fleurie », cette superbe demeure qui domine le fleuve sur la commune de Montlouis, revient donc chaque semaine en Touraine en dehors des périodes — *cinq ou six fois l'an* — où il retourne dans sa circonscription.

Dresser un bilan de son action municipale ? M. Debré le fait en un tour de main : l'expansion pleinement assumée d'une commune dont la population a doublé en trente ans ; la qualité des équipements scolaires, hospitaliers et sportifs ; le développement effectué dans le respect des vocations agricoles, industrielles, commerciales, d'une ville chargée d'histoire.

Un bilan sans faille, en quelque sorte. Ose-t-on évoquer la mise sous tutelle préfectorale du budget municipal en 1979 et 1980 ? *« Une plaisanterie*, rétorque aussitôt M. le maire, *le seul « argument » que peuvent utiliser mes adversaires. Amboise comme énormément de villes a reçu durant quelque temps des subventions de l'État pour des problèmes dus à l'arrêt des investissements au moment où l'on finissait d'achever la troisième zone industrielle. » « Aujourd'hui, les finances sont saines, la trésorerie à l'aise »*, affirmait M. Debré dans une récente conférence de presse organisée à l'occasion de la présentation de sa « liste républicaine d'entente municipale ».

L'analyse critique de la gestion communale, voilà pourtant, précisément, l'exercice auquel entendent s'adonner la liste d'union de la gauche (vingt-cinq socialistes et sympathisants et huit communistes) et celle en cours de constitution, composée notamment de « radicaux » et de « jobertistes ». Il s'agit pour les adversaires de M. Debré de démontrer qu'Amboise connaît une pression fiscale très élevée et demeure une commune très lourdement endettée. *« Le montant de la dette municipale*, expliquent-ils, *équivaut au quart de son budget annuel*, *ce qui nous place au même niveau que Tours, dont tout le monde sait que, c'est une des villes les plus endettées de France.* » Il s'agit aussi pour eux d'illustrer dans le détail quels peuvent être les mauvais côtés d'une politique d'expansion et de prestige *« mal gérée »* : abandon à des sociétés privées de la gestion de la régie municipale des eaux ou de celle des restaurants scolaires, par exemple.

Dans les petites ruelles marchandes au pied du *château*, on fourbit d'autres armes. Là, la politique à l'échelon local prend des accents balzaciens. Ainsi les municipales permettent de refaire l'historique critique de l'action de M. Debré dans la ville. On souligne avec délices que le temps n'est plus où le sénateur, *« plus jeune et plus ouvert »*, avait su apporter *« quelque chose de neuf à une société provinciale bloquée »*. Finie l'époque où *« l'intelligence du département suivait le ministre du général de Gaulle »*. Oubliée celle où un inspecteur d'académie confiait que M. Debré *« était le seul localemen à être ouvert sur les questions scolaires »*. Une narration par le menu où l'on se plaît à démonter pièce après pièce le piédestal de celui qui *« victime de sa visée paranoïaque »* a voulu *« un Amboise grand comm le canton »*.

« On ne sait pas à l'extérieur, confie-t-on, *que M. Debré ne s'impose plus à la mairie d'Amboise Bien au contraire, il y est maintenu par ceux qui pensent encore pouvoi en tirer quelques avantages. Il a besoin de cette mairie et de ce canton Il est en réalité prisonnier de la ville. La vengeance des gens de droite a d'ailleurs été manifeste à la dernière élection présidentielle, où le maire n'a recueilli dans sa propr commune que 15 % des voix et 4 % sur l'ensemble du département* (1). »

Ce résultat, M. Debré ne veut pa l'évoquer, si ce n'est pour faire comprendre que lui aussi *« fait trè mal »*, et pour ajouter tout de suit que *« les cantonales ont été meilleures »*. Dans sa luxueuse mairie *« la troisième en cinq siècles d'histoire »*, qu'il a inaugurée en 1970 M. Debré a mis Amboise sur le rails de l'an 2000. Il cultive aussi l souvenir du général de Gaulle et i lustre son attachement familial à l terre tourangelle. Le musée d'Amboise a recueilli grâce à lui un tableau *exécuté par* Édouard Debat-Ponsan, son grand-père maternel, e le centre hospitalier Robert-Debr *« est l'un des plus modernes et de mieux installés de la région »*.

A deux pas de cet établissemen dans le cimetière qu'il a fait agrandir en 1970, le maire, bien que pr sent dans sa ville, ne participait pa en ce glacial dimanche de février une cérémonie organisée par le par communiste. Une cinquantaine d personnes s'étaient réunies pour célébrer la mémoire d'Édouard Lemarchand, militant syndicalist C.G.T. et membre du parti communiste français, mort au cours d événements de Charonne en 196. *« A ce moment-là*, devait-on rappeler entre les tombes, *notre mai était premier ministre.* »

JEAN-YVES NAU.

(1) M. Debré a obtenu 14,87 % d suffrages exprimés, à Amboise, au premier tour de l'élection présidentielle. 4,13 % sur l'ensemble du département.

PORTRAIT D'UN « CHALLENGER »

M. Jacques Berthelot : « Les gaullistes sont comme ça... »

De notre envoyé spécial

Brest. — M. Jacques Berthelot a *« un moral d'acier »*. Que voulez-vous, *« les gaullistes sont comme ça »*... A le voir, à l'entendre (*« On assiste à une régression sociale et à une baisse du pouvoir d'achat sans précédent depuis un quart de siècle »*), on est tenté de se dire que le candidat R.P.R. à la mairie de Brest est l'un de ces « jeunes loups » pour qui la « manière Chirac » tient lieu de convictions et de stratégie politiques. Le « cas » Berthelot est plus complexe, même si le mimétisme avec le président du R.P.R. est réel. Chiraquien ? *« Je suis gaulliste. »* La nuance a une certaine importance.

A sa façon, M. Jacques Berthelot est un « enfant de mai 68 ». A cette époque sans certitudes, étudiant à l'école normale supérieure de l'enseignement technique (E.N.S.E.T.), il voit bien où débouchera la « révolution d'idées » de mai. Il adhère donc à l'U.D.R. Avec fougue : *« C'était de Gaulle. C'était le seul à proposer des perspectives d'avenir au moment où plus personne ne comprenait rien. Pour les jeunes, ses idées étaient enthousiastes : il dynamisait. »*

Par la suite, ses convictions ne se sont pas démenties, même si *« cela n'a pas toujours été très drôle au sein du R.P.R. »*. *« On a avalé des couleuvres*, se souvient-il. *Nous faisions partie de la majorité sans être « les patrons »*... Mais ces temps de morosité sont révolus. Aujourd'hui, le R.P.R. est en train de *« redécouvrir le gaullisme »*. C'est un retour aux sources parce que, en un sens, le gaullisme est éternel : *« La doctrine gaulliste dépasse le temps et les partis ; c'est le bon sens de la France. Avoir un comportement gaulliste, c'est, tout simplement, avoir un tempérament français... »*

M. Jacques Berthelot, trente-six ans, marié, quatre enfants, enseignant à l'école navale depuis 1973, officier de réserve, chargé de cours à la faculté de droit et des sciences économiques de Brest, véliplanchiste, skieur, *« classé 15/5 »* au tennis, directeur sportif, ancien président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre pour Brest et la communauté urbaine... Bref, un *« moral d'acier »*. Quant à cette élection municipale, elle n'est, pour lui, *« pas plus difficile que les précédentes »*. Que voulez-vous, *« les gaullistes sont souvent comme ça »*...

Elu conseiller municipal en juillet 1982, lors de l'élection partielle consécutive au décès de l'ancien maire *socialiste de Brest*, Francis Le Blé, M. Jacques Berthelot fait campagne en « ciblant » sur le maire socialiste sortant, M. Pierre Maille : *« On ne peut pas distribuer des tracts antimilitaristes, et, quelques années après, demander des porte-avions ! »* L'intéressé reconnaît les faits mais invoque la *« liberté d'expression »*. M. Jacques Berthelot, l'homme qui sème *« la discorde et la zizanie dans la ville »*, selon M. Pierre Maille. Le candidat R.P.R. assure qu'il entretient, lui, d'*« excellents rapports »* avec la marine et fait remarquer, incidemment, que son père était *« médecin de la marine »*. Quel rapport avec la campagne électorale ? Aucun bien sûr, mais, ajoute M. Berthelot, *« on estime qu'il y a cent mille personnes qui, dans la région brestoise, directement ou indirectement, vivent de la marine... »*

La marine, le chômage qui a doublé depuis 1977, et les *« moyens colossaux »* utilisés par le parti socialiste dans la campagne électorale, ce sont les trois thèmes qui reviennent le plus souvent dans les propos de M. Berthelot. Le coût de la campagne du P.S. est *« de l'ordre du demi-milliard de centimes »*, affirme-t-il. Le grand ordonnateur de cette mise en scène, ajoute-t-il, c'est M. Jacques Séguela ! (publicitaire dont le P.S. *utilise souvent les services*). A l'énoncé de ce seul nom, si l'on comprend bien M. Berthelot, les Brestois devraient fuir. Au cours d'un débat organisé par Europe 1, mercredi 16 février, le candidat R.P.R. ne l'a pas caché à son adversaire socialiste : *« Les Brestois commencent à en avoir par-dessus la tête de votre tête* (sur les murs). Parce que le maire porte désormais des cravates, M. Berthelot a suivi les conseils de son propre publicitaire : sur ses affiches, on le voit en pull-over...

Un peu de « querelle scolaire » (*« mes enfants sont obligés de balayer leur classe parce que l'enseignement privé n'a pas les moyens d'avoir de femmes de ménage ! »*), et la boucle est bouclée. S'il est maire, M. Berthelot prendra tout de suite des mesures d'« urgence » : le respect de la loi Guermeur sur l'enseignement privé ; l'interdiction de la radio locale *« socialiste »*, qui est *« illégale »* ; l'arrêt immédiat des travaux concernant le P.A.C. (Palais des arts et de la culture), ce *« gouffre financier »*. M. Jacques Berthelot ou l'absence d'états d'âme...

Les gaullistes, est-ce souvent comme ça ?

LAURENT ZECCHINI.

Le Monde

société

ÉDUCATION

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

Les listes dites indépendantes obtiennent le plus grand nombre de voix

Le ministère de l'éducation nationale vient de rendre publics les résultats officiellement obtenus par les listes étudiantes aux élections universitaires, qui ont eu lieu au mois de décembre, ainsi que les résultats des élections aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

● Dans les conseils d'U.E.R. :

Les élections des représentants étudiants aux conseils d'unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) des universités concernaient 774 829 inscrits (1), soit 23 000 étudiants de moins que l'an dernier (*le Monde* du 26 juin 1982). Le quart des étudiants ont participé à ce scrutin : un pourcentage semblable à celui de l'année universitaire précédente, et proche de celui des années antérieures. En 1973-1974, par exemple, le taux de participation était de 24,8 %.

Comme en 1982, ce sont les listes qui ne se réclament d'aucune organisation nationale, et que le ministère classe dans la catégorie « indépendants », qui obtiennent globalement le plus grand nombre de voix, 66 933 (37,16 %). Paradoxalement, ces listes ne bénéficient pas d'un nombre important de sièges (702).

Les listes corporatives recueillent 18 858 voix (10,47 %) et comptent 490 élus. L'écart en voix entre les listes indépendantes et les listes corporatives est plus important que la différence en nombre de sièges. Il apparaît, surtout dans les universités de province, que les élus indépendants sont ceux qui ont obtenu le plus de suffrages par élu : en moyenne, un élu indépendant a recueilli 272 voix, alors qu'un élu « corpo » n'en regroupe que 40.

Pour les organisations nationales, l'UNEF-Solidarité étudiante (proche du parti communiste) arrive en tête des suffrages avec 37 898 voix (21,04 %), ce qui lui vaut 1 484 sièges dans les conseils d'U.E.R. Cette organisation obtient 5 700 voix de moins que l'an dernier et perd 45 sièges.

L'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) arrive derrière sa rivale en nombre de voix puisqu'elle en obtient 35 771 (19,86 %). En revanche, elle la devance, comme en 1982, par les sièges obtenus : 1 645. Un nombre inférieur à celui de l'an dernier, puisque ce syndicat perd 189 élus dans les conseils.

La Confédération nationale des étudiants de France (CNEF, regroupement de mouvements modérés) obtient 7 921 voix et 153 sièges. Le Collectif des étudiants libéraux de France (CELF, animé par des jeunes giscardiens) recueille 5 417 voix et 105 sièges, 3 % au lieu de 3,08 % en 1982. L'Union nationale interuniversitaire (UNI, droite) augmente sensiblement ses résultats, 5 472 voix au lieu de 3 333. Cette organisation de l'opposition obtient 125 sièges contre 82, l'an passé.

Enfin, une nouvelle organisation, qui se présentait pour la première fois au suffrage des étudiants, Pour un syndicalisme autogestionnaire (P.S.A., proche de la C.F.D.T.), recueille 1 833 voix et 59 sièges. Cette organisation, qui ne présentait pas de listes dans toutes les universités réalise des pourcentages importants à Lyon-II (11,9 %) et à Paris-I (9,67 %).

● Dans les CROUS :

Les élections aux conseils régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), qui ont lieu tous les deux ans, permettent aux bénéficiaires des œuvres d'élire leurs représentants dans les conseils d'administration. Ces organismes paritaires comprennent des représentants des étudiants et de l'administration. Ils sont chargés de gérer l'ensemble des œuvres sociales en faveur des étudiants : restaurants universitaires, résidences universitaires, activités socio-culturelles...

La participation à ces élections est traditionnellement faible. Cette année, sur un total de 700 000 bénéficiaires des œuvres, le nombre de votants a été de 89 079. Le taux de participation de 12,41 % est inférieur à celui du scrutin précédent, en 1981 (13,04 %).

Les deux syndicats qui se réclament de l'UNEF enregistrent une importante baisse du nombre de voix et de sièges. L'UNEF-Solidarité étudiante obtient 32 % des voix (42,99 % en 1981) et 67 sièges au lieu de 87.

L'UNEF indépendante et démocratique, avec plus de 29 % des voix (35,48 %), enlève 70 sièges, alors qu'elle en détenait 75.

Les mouvements étudiants proches de l'opposition, en présentant un plus grand nombre de listes, obtiennent une progression du nombre de leurs élus. Le CELF double ses voix, 12,66 % (6,08 %) et passe de 12 à 28 sièges. L'UNI, avec une progression semblable, 7,14 % au lieu de 3,05 %, obtient 12 sièges contre 6 en 1981.

La nouvelle organisation P.S.A., qui présentait des listes dans trois CROUS, obtient 3 sièges.

Enfin, les listes classées « *divers* », qui comprennent des indépendants, des régionalistes (Antilles-Guyane et Corse), des listes folkloriques et corporatistes, enregistrent une forte progression avec 19 % des voix au lieu de 10,30 %. Elles obtiennent 47 sièges alors qu'elles n'étaient représentées que par 24 élus.

Tous ces élus des CROUS devront désigner dans quelques mois leurs délégués au Centre national des œuvres (CNOUS).

(1) Ne sont pas comptabilisés dans ces résultats, l'Université de technologie de Compiègne, l'Université de Corte et l'Institut d'études politiques de Paris.

DANS DE NOMBREUSES ÉCOLES

La « consultation-réflexion » sur l'enseignement primaire a commencé

La première demi-journée de « consultation-réflexion » sur l'école primaire a eu lieu le samedi 26 février dans de nombreuses écoles. La date en avait été fixée dans chaque département par l'inspecteur d'académie. Cette première demi-journée sera prolongée par une deuxième, qui, contrairement à la première, aura lieu le même jour dans toutes les écoles le samedi matin 23 avril (et non le 19 mars comme il avait été annoncé initialement).

Lorsqu'il avait lancé cette consultation nationale sur l'école maternelle et élémentaire, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, lui avait assigné trois objectifs : faire le bilan de l'école aujourd'hui, de sa réalité, qui n'est pas homogène ; recenser les besoins exprimés dans l'école et hors de l'école par tous les acteurs et partenaires du système éducatif ; recueillir enfin, « *le plus près possible du terrain* », des propositions.

M. Savary a insisté à maintes reprises sur l'importance de la participation de tous les partenaires de l'école, envisageant même celles des plus grands élèves.

Dans chaque département, un groupe de pilotage composé lui aussi d'enseignants, d'usagers et de représentants des collectivités territoriales devait organiser la consultation et jouer le rôle d'intermédiaire entre les écoles. Une circulaire ministérielle parue au *Bulletin officiel* du 3 février (*le Monde* du 1er février) ayant indiqué que les fédérations de parents d'élèves comptant au moins 10 % des voix dans l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire auraient un représentant dans ce groupe de pilotage départemental, trois organisations (la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public, l'Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves et la Confédération nationale des groupes autonomes) ont « *dénoncé ce seuil* » qui « *élimine les mouvements minoritaires* ».

Le groupe de travail constitué par le ministre a rédigé un questionnaire-guide qui a servi de trame aux discussions, lors de la première demi-journée dans les écoles ou dans les quartiers. Des rapports, accompagnés éventuellement de documents, seront remis au groupe départemental, puis au ministère. Des « *éléments de directive* » devraient en être tirés, afin que des projets « *visant à la responsabilité et à l'initiative des échelons locaux* » puissent prendre corps dès la rentrée de 1983.

DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

« Prenons la parole... »

De notre correspondant

Perpignan. — « *Pour une fois qu'un ministre nous donne la parole, prenons-là* ». C'est dans cet esprit que Geneviève R... a, comme beaucoup d'instituteurs et d'institutrices, abordé la première demi-journée de consultation-réflexion fixée, pour les Pyrénées-Orientales, le samedi 26 février par l'inspecteur d'académie.

Parents d'élèves, enseignants et souvent aussi conseillers municipaux ont, dans l'ensemble, répondu assez largement à la volonté de resituer l'école à la fois dans la ville et dans la vie. Ce qui n'a pas empêché un petit nombre d'enseignants de faire leurs cours habituels.

Du petit mot accroché par la directrice sous le préau, à la convocation ronéotypée transmise par les enfants, l'annonce de cette initiative, quelle que soit sa forme, a recueilli, en général, un écho assez large en ville comme dans les zones rurales. C'est souvent par groupes de trente à cinquante personnes que le dialogue a pu s'instaurer avec des ouvertures mais aussi avec des limites.

Un peu partout, l'examen des thèmes de réflexion proposés par le ministère dans son « questionnaire-guide » s'est arrêté à la première partie du chapitre des perspectives (objectifs de l'école), chaque participant sachant qu'une autre journée est prévue en avril et que d'autres rencontres, informelles, pourraient être organisées.

Crise oblige

On a choisi dans l'ensemble « *un rythme de fond* » plutôt qu'« *un survol et une réflexion-marathon* », dit un instituteur, qui déplore pourtant que trop souvent les discours se soient juxtaposés les uns aux autres, peu d'intervenants étant rompus à la discipline de la réflexion collective. Cependant certaines constantes sont apparues avec plus ou moins de précision. Ainsi la question des stages plus longs pour les remplaçants (afin qu'ils n'aient plus « *un emploi du temps en pointillé* ») et l'idée d'affecter « *six maîtres pour cinq classes* » ont réuni assez souvent enseignants et parents.

Ces derniers ressentent souvent « *qu'il y a quelque chose à faire pour changer à l'école* ». Des réflexions comme « *il faudrait que les parents soient aussi éduqués* », ou encore « *on n'a jamais appris aux parents à être des éducateurs* », témoignent de leur volonté de participer à repenser le sens et le contenu de l'école. Mais, crise oblige, l'école doit être avant tout efficace, voire « *rentable* ». On ne se cache pas d'une certaine nostalgie pour un retour à l'école traditionnelle, comme si les « *cours du soir et leçons de morale* » étaient les garde-fous d'une société éclatée où l'enseignant, comme chaque citoyen, a de plus en plus de mal à se situer.

Pour une mère de famille d'un village de campagne qui évoque aussi le « *plaisir de l'enfant d'être en classe* » et parle d'« *épanouissement personnel* », on entend une majorité de réflexions plutôt favorables au retour à une école... « *où l'on apprend d'abord quelque chose avant d'apprendre à être* », selon la formule d'une institutrice.

JEAN-CLAUDE MARRE.

LES REVENDICATIONS DE L'UNION DES ÉTUDIANTS JUIFS DE FRANCE

L'Union des étudiants juifs de France (U.E.J.F.) (1) a récemment renouvelé ses instances nationales. Cette organisation, qui revendique quelque milliers de membres, est présente à Paris, Lille, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Strasbourg. C'est un ancien étudiant de cette ville qui a été élu président, M. Luc Ghebali. Ancien responsable des étudiants strasbourgeois lors des grèves de 1980 contre les suppressions d'habilitation à délivrer des diplômes de deuxième et troisième cycle (*le Monde* daté du 7 et 8 décembre 1980), M. Ghebali, âgé de vingt-et-un an, est inscrit cette année à l'université de Paris IX (Dauphine).

Le nouveau président souhaite le développement de l'U.E.J.F. afin que cette organisation regroupe « *tous les étudiants juifs sans exclusive* ». Comme les responsables de l'UNEF, il rêve de redonner au mouvement une importance proche de celle qu'il avait en 1968 avec près de 15 000 adhérents. Pour aider à la « *renaissance du mouvement juif dans les différentes universités* », M. Ghebali entend faire connaître l'U.E.J.F. et promouvoir les activités culturelles des sections locales. Le jeune président espère obtenir du Centre national des œuvres universitaires (CNOUS) une meilleure prise en compte des demandes d'« *ouverture de restaurants universitaires cashers* » et du ministère de l'éducation nationale des « *cours d'hébreu plus nombreux, l'équivalence des diplômes avec Israël... enfin des mesures pour développer notre identité* ».

(1) 47, rue de Chabrol, 75010 Paris, téléphone 523-45-69.

JUSTICE

La bavure

(Suite de la première page.)

Son casier judiciaire ne compte que quelques broutilles et il exploite, en toute tranquillité, un cercle de jeux à Cagnes-sur-Mer. Le juge Michel veut le « coincer ». Mais Robert Kechichian n'a pas l'intention de moisir aux Baumettes. Il entreprend une grève de la faim puis se plaint alors d'une maladie de peau et est admis à la prison-hôpital.

Robert Kechichian a, en effet, été opéré le 29 juin 1965, puis le 5 août, à la clinique du Parc, à Orange, d'un sarcome de Darier-Ferrand, une tumeur de la peau à évolution lente. Les tissus malades sont remplacés par des prélèvements effectués sur la paroi interne des cuisses. Le docteur Lucien Laroyenne n'exclut pas une récidive qui, effectivement, se produit. Des petites boules sont apparues sur le pourtour des greffes de peau. Le docteur Alezard, dermatologue aux Baumettes, ordonne une biopsie (analyse d'un prélèvement de tissus). Elle est négative, mais il estime nécessaire de demander son avis à un autre spécialiste.

Le docteur Alain Colombani, médecin-chef, décide, le 9 juin 1981, de faire transporter Kechichian à l'Institut Paoli-Calmettes, le centre régional anti-cancéreux médical (C.R.A.C.M.) de l'hôpital Sainte-Marguerite. Il écrit au professeur Spitalier : « *Kechichian présente autour de l'ombilic et sur les bords de la cicatrice des lésions suspectes. Une biopsie a été réalisée dont je n'ai pas le résultat écrit mais le laboratoire m'a répondu par téléphone :* « Fibrome, lésion bénigne ». Il ajoute : « *Malgré le résultat négatif de la biopsie, sa lésion m'inquiète et notre dermatologue, le docteur Alezard, pense qu'il s'agit d'une récidive, indubitablement* ».

Expertises médicales

Kechichian restera au C.R.A.C.M. jusqu'au 26 juin 1981. Un bilan complet est effectué : quatre biopsies, radiographies, dermographie, scanner. En renvoyant le malade à la prison-hôpital des Baumettes, le professeur Spitalier adresse une lettre au docteur Colombani l'informant que les biopsies et le scanner sont négatifs et que la maladie n'a pas évolué sur le plan histologique. Rien de bien grave donc, et, comme le précise aujourd'hui le professeur Yves Carcassonne, qui dirige le C.R.A.C.M. : « *Son état était compatible avec la détention. Il n'avait plus aucune raison de rester au C.R.A.C.M.* ».

Intrigué par ce transfert, le juge Michel, qui vient de refuser une première demande de mise en liberté, avait nommé le 18 juin deux experts, les docteurs Raymond Mazaud et Bernard Mariotti. Le 30 juin, dans leur rapport transmis au magistrat, ils écrivent que Kechichian présente une récidive de sarcome, qu'il faut l'opérer et qu'il lui faut des soins « *très spécialisés, très prolongés* », que « *son état n'est pas compatible avec la détention* ». Étrange divergence d'appréciation !

Le juge Michel, qui n'a connaissance que des résultats de l'expertise, se propose d'envoyer Kechichian à l'hôpital des prisons de Fresnes pour y être soigné. C'est alors que le 4 juillet 1981, Mme Solange Troisier, alors médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, écrit au docteur Colombani : « *Il n'y a pas à l'hôpital de Fresnes les structures pour soigner M. Kechichian. Celui-ci est atteint d'une affection si grave que ses jours sont en danger. Nous serions obligés de l'hospitaliser dans un service hospitalier spécialisé dans le traitement du cancer. Je m'oppose donc à ce transfert entre les Baumettes et l'hôpital central de Fresnes.* » D'où tire-t-elle ses informations ? S'agit-il d'une pression sur le docteur Colombani ? Mme Troisier, dont le poste a été supprimé en décembre 1982, vient d'être entendue par le magistrat instructeur et des documents ont été saisis à son domicile. Après l'audition du docteur Colombani jeudi dernier, elle doit être de nouveau interrogée. Leurs déclarations sont loin d'être concordantes.

Cette fameuse lettre ne sera communiquée au juge Michel que le 7 juillet 1981 par le docteur Colombani qui lui demande, par la même occasion, les résultats du rapport des experts. Ceux-ci lui sont transmis le lendemain avec cette phrase : « *Qu'il soit pris toutes dispositions nécessaires, notamment l'hospitalisation dans un établissement spécialisé où il pourrait recevoir les soins nécessités par son état.* » Deux jours auparavant, le juge Michel avait refusé une deuxième demande de mise en liberté. Une troisième est déposée le 9 juillet par Me André Fraticelli, l'avocat de Kechichian, l'ami du docteur Colombani et le proche de Mme Solange Troisier. Cette demande s'appuie sur le fait que le mal s'est aggravé. Le docteur Colombani a-t-il écrit un faux certificat, lui qui est le seul à connaître, par le professeur Spitalier, le véritable état de son malade ?

Là réside le nœud de l'énigme et le dernier acte d'une étonnante procédure. Le juge Michel signe, le 10 juillet 1981, l'ordonnance de mise en liberté de Robert Kechichian sur réquisitions conformes du parquet. Il pense que Kechichian est malade, d'autant qu'il l'a constaté *de visu*, en présence de l'autre avocat de Kechichian, Me Sixte Ugolini. La mort d'un autre détenu malade, Martinez Idelfonso, un homme

● *L'Association de la presse judiciaire* a renouvelé son bureau. Il est composé de Jean-Marc Théolleyre (*le Monde*), président ; Roland Bochin, André Fontain, Frédéric Pottecher et Jean-François Dominique, présidents d'honneur ; Nadine Lefèvre-Speller (A.C.P.), Jacques Thévenin (France-Inter) et Annette Kahn (*le Quotidien de Paris*), vice-présidents ; Jean Oriol (*le Monde*, A.F.P.), secrétaire général ; Charles Blanchard (*le Matin de Paris*), secrétaire général adjoint ; Marie-Louis Oriol (A.F.P.), trésorière ; René Arnould (*le Parisien libéré*), Philippe du Tanney (*le Figaro*), Maurice Peyrot (A.C.P.), Claude Varène (*le Matin de Paris*), Jeanne-Marie Darblay et Georges Gherra, membres ; Marcel Pevsner (photographe accrédité), Marcel Montarron et Gabriel Dupire, commissaires aux comptes.

● *L'affaire de l'entreprise Mialet.* — La trente-et-unième chambre correctionnelle de Paris a infligé, le 24 février, un an d'emprisonnement avec sursis et 30 000 francs d'amende pour escroqueries à M. Louis Mialet, soixante-quatre ans, P.-D.G. de l'entreprise lyonnaise d'installations électriques qui porte son nom, et six mois d'emprisonnement avec sursis pour complicité à M. Christian Miguet, 37 ans, un de ses principaux collaborateurs. Les faits retenus par le tribunal ont été commis de 1976 à 1979 (*le Monde* du 9 février 1980).

Il s'agit d'escroqueries au préjudice des P.T.T. dont certains employés ont travaillé clandestinement avec du matériel administratif, moyennant des rémunérations occultes, au préjudice de la Caisse des congés du bâtiment, et de certains salariés. M. Marcel Houel, maire (P.C.F.) de Vénissieux, qui avait été inculpé de complicité d'abus de biens sociaux dans cette affaire, avait bénéficié d'un non-lieu.

● RECTIFICATIF. — Les crédits du ministère de la défense mis en réserve jusqu'au 1er novembre 1983 s'élèvent à 15,6 milliards de francs (comme indiqué dans l'article paru dans *le Monde* du 25 février), et non à 5,6 milliards de francs comme une erreur, dans le titre de l'article en première édition, nous l'a fait écrire.



des Baumettes

qu'il avait fait incarcérer, l'avait traumatisé. Il signe donc la liberté, mais il a été trompé par le docteur Coloumbani et aussi par les experts.

Les docteurs Mariotti et Mazaud prétendent, aujourd'hui, que le dossier qu'ils ont eu entre les mains au C.R.A.C.M. n'est pas celui que leur a montré le magistrat instructeur. Il y aurait eu manipulation pour les induire en erreur. Une éventualité à laquelle ne croit pas le professeur Carcassonne, qui s'étonne d'autre part que, contrairement aux usages, ces médecins, un cardiologue et un médecin légiste, n'aient pas consulté le professeur Spitalier qui a dirigé les examens. Le professeur Carcassonne estime que tout cela est « rocambolesque », et il ne voit pas comment une substitution de pièces aurait été possible alors qu'il ne s'est écoulé qu'un jour, au maximum deux, entre la nomination des experts et le moment où ils affirment avoir examiné Robert Kechichian. Les explications des docteurs Mariotti et Mazaud – ceux-là même qui procédèrent à l'autopsie tant controversée de René Lucet – ne résistent guère à l'enquête. Et dans les milieux judiciaires on se demande même si l'un des deux médecins s'est effectivement rendu au C.R.A.C.M.

Une organisation ?

C'est la contre-expertise confiée aux docteurs Cau et Faure, de Grenoble, qui a permis de découvrir cette mystification orchestrée avec maestria.

Robert Kechichian est, aujourd'hui en fuite. Sa dernière trace remonte au 11 septembre 1981, date à laquelle il a envoyé à l'un de ses avocats un certificat du C.H.U. de Nice dans lequel le professeur Maurice Gazaix écrit qu'il va subir une intervention chirurgicale au Centre Antoine-Lacassagne. Or son dossier ne fait état d'aucune opération. Le 30 novembre s'ouvrait le procès des inculpés du laboratoire de Chambon-sur-Lignon. Robert Kechichian y sera condamné, par défaut, à dix-huit ans de réclusion criminelle. Le juge Michel avait été assassiné dix jours auparavant.

La mort du magistrat est-elle liée à son attitude envers Robert Kechichian ? Son refus, jusqu'au dernier moment, de lui accorder la liberté ; le fait d'avoir contraint son épouse à accoucher en prison ; son acharnement contre celui qu'il considérait comme une tête importante du trafic de la drogue, lui avaient valu une profonde haine de sa part. La piste Kechichian est en tout cas considérée comme sérieuse au palais de justice de Marseille.

Pour l'instant, M. Raysseguier tente de démonter le mécanisme et de savoir si une véritable organisation de la fraude médicale existait aux Baumettes. Il mène ses investigations avec détermination mais prudence, car elles se heurtent non seulement au sacro-saint secret médical mais remontent au niveau de l'appareil de l'administration pénitentiaire. Il a entendu MM. François Sebire et Fabrice Jacomet, à l'époque magistrats de la division de l'exécution des peines à la chancellerie.

Peut-on parler d'un véritable trafic de libérations pour raisons médicales ? C'est M. François Ardiet, un autre magistrat, qui avait levé le lièvre en instruisant une affaire d'escroquerie où deux détenus des Baumettes se faisaient fort d'obtenir le placement d'un prisonnier à la prison-hôpital moyennant finances. Une quinzaine de dossiers médicaux suspects ayant donné lieu à des libérations avaient été confiés aux experts de Grenoble. Jusqu'à présent, seul celui de l'affaire Kechichian a apporté des éléments déterminants. L'information en a été confiée à M. Raysseguier, ce qui a provoqué l'amertume de son collègue, M. Ardiet. Pour les autres dossiers, il semble bien qu'il sera difficile d'aboutir.

Mais le cas Kechichian illustre la manière dont il est possible de sortir de prison sans être gravement malade. Ce qui, pour le docteur Colombani, était *« techniquement impossible »*, disait-il en juillet 1982. A l'époque il semblait sûr de lui. Aujourd'hui il n'est pas le seul à se demander jusqu'où M. Raysseguier va pouvoir remonter. On le saura très rapidement.

MICHEL BOLE-RICHARD.

CRÉATION D'UNE COMMISSION POUR LA SÉCURITÉ DES MAGISTRATS

M. Badinter, garde des sceaux, a présidé, jeudi 24 février, la première réunion d'une commission chargée d'étudier les problèmes de sécurité du personnel judiciaire. Le projet de création d'une telle commission avait été évoqué après l'assassinat du juge d'instruction Pierre Michel, à Marseille, le 21 octobre 1981. La chancellerie précise que le rapport de la commission devrait être déposé au début de l'été.

Présidée par M. Henri Frayssinhes, président du tribunal de Marseille, la commission est composée de M. Bongrand, greffier en chef au tribunal de Colombes, Me André Braunschweig, avocat, le capitaine de gendarmerie Commenville, MM. Pierre Couret, substitut à Orléans, Guy Floch, conseiller à la cour de Paris, Fombaron, greffier en chef du tribunal de Grenoble, Le Brachec, commissaire divisionnaire, Le Gall, chef du bureau technique de l'équipement, Mme Lompre, greffier en chef du tribunal de Paris, M. Guy Pibouleau, procureur adjoint à Versailles, Mme Monique Poignard, chef du bureau au ministère, MM. Jean-Pierre Poussin, juge d'instruction à Caen, et Philippe Vautier, chef du bureau des magistrats à la direction des services judiciaires.

● *L'affaire du Coral.* – Après la libération sous contrôle judiciaire, le 23 février, de M. Claude Sigala, responsable du « lieu de vie » le Coral, l'association des parents des enfants confiés aux « lieux de vie » a réaffirmé *« son total soutien et son entière confiance à l'inculpé »*. L'association proteste, cependant, contre les modalités du contrôle judiciaire qui interdisent à M. Sigala de retourner au Coral. Elle s'élève également contre l'incarcération de M. Jean Lapeyrie, directeur de la publication *le Feuilleton du Coral ou la mort du secret*, inculpé de *« violation du secret de l'instruction »* et qui n'avait pas respecté les modalités du contrôle judiciaire (*le Monde* daté 27-28 février).

CARNET

Décès

– Lionello et Giulana Adler ont l'infinie tristesse d'annoncer la disparition de leur très chère fille

Gloria.

Les obsèques ont eu lieu à Vienne (Autriche) dans la plus stricte intimité.

– M. et Mme Hacène Ifrène-Benoist-Méchin,
Leurs enfants et petits-enfants
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès du

baron BENOIST-MÉCHIN,

le 24 février 1983 à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 mars, à 10 h 45, en l'église Saint-Michel, 12 *bis*, rue Saint-Jean à Paris-17e.

69, rue La Condamine,
75017 Paris.

– Mme veuve Jacques Msika,
M. Emile Bismuth,
M. et Mme Yehouda Abel et enfants,
M. et Mme Jacky Bismuth et enfant,
Mlle Line Bismuth,
M. et Mme Robert Messicat et enfants,
M. et Mme Edouard Zibi,
Mme veuve Simon Hassid et enfants,
Les cousins, tantes, familles parentes et alliées
ont la grande tristesse d'annoncer le décès, à cinquante-huit ans, de

Mme Arlette BISMUTH,
née Msika,

leur fille, épouse, mère, grand-mère et sœur.

116, rue Hippolyte Kahn,
69100 Villeurbanne.

– M. et Mme Alain Stahl,
Le docteur et Mme Alain Viel,
Mme Olivier Garreta,
M. et Mme Joël Garreta,
M. et Mme Denis Garreta,
Mme Bernadette Garreta,
Ses enfants,
Ses dix-neuf petits-enfants,
Ses six arrière-petits-enfants,
Sa belle-sœur,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul GARRETA,
née Jeanne Rivé,

le 24 février 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1er mars 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes.

9, rue Gabriel, 78000 Versailles.

– M. et Mme Gustave Koch,
M. et Mme Jean-Paul Moreau,
M. et Mme Alfred Schuster,
ses enfants,
Arnaud et Alexis Schuster,
ses petits-fils,
Ainsi que toute la famille,
font part de la perte douloureuse qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

colonel MOREAU (E.R.),

décédé le samedi 19 février 1983, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Conformément à sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale, à Montreuil.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, rue Marcelin-Berthelot,
93100 Montreuil.

– M. Jean Louis Wormser,
Gérard Wormser,
Isabelle Wormser,
M. et Mme Simon Lazard, ses parents,
M. et Mme Paul Combeau et leurs enfants,
M. André Wormser,
Vicomte et vicomtesse Jean de Kerangat,
M. et Mme Marcel Wormser et leurs enfants,
Sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Jean Louis WORMSER,
née Monique Lazard,

survenu le 21 février 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 24 février.

4 *bis*, avenue Adrien-Hébrard,
75016 Paris.

Anniversaires

– En ce premier anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

Georgette CHAPELAIN.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Nîmes.
Il y a un an, le 1er mars 1982,

Magali GAUTIER

disparaissait en montagne.

« Qu'on parle souvent d'elle comme une vivante, elle est plus vivante que nous. »

Ch. de Foucault.

– Il y a deux ans, le 28 février 1981,

Jean-Christophe TERNIER

quittait les siens. Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Messes anniversaires

– Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu du

docteur Jean LAVAT,

la messe de 19 heures, le jeudi 3 mars 1983, en l'église Saint-Germain-des-Prés, sera célébrée à son intention.

Communications diverses

– L'Alliance nationale – Population et avenir (35, rue Marbeuf, Paris-8e. Tél. : 225-18-81) – annonce la remise du prix Charles-Baron-Alliance nationale à cinq familles de diverses régions le 1er mars 1983, à 17 heures, à la F.N.C.A., rue La Boétie, par Jean-Claude Casadesus, directeur de l'Orchestre national de Lille.

– Cinquante-troisième Après-midi du livre de l'Association des écrivains combattants, mardi 1er mars, de 14 heures à 20 heures, salons de *Jours de France*, rond-point des Champs-Elysées.

Soixante-dix écrivains dédicaceront leurs œuvres au public. Entrée libre.



Le Monde

sports

ATHLÉTISME

Le deuxième « National » de Boxberger

Chartres. — Quelque mille sept cents concurrents ont participé aux sept épreuves des quatre-vingt-huitièmes championnats de France de cross-country, qui étaient sélectives pour les championnats du monde de Gateshead (Angleterre), le 20 mars prochain.

Le Sochalien Jacky Boxberger a dominé sur 12,6 kilomètres Pierre Levisse, de Vanves, et le Normand Christian Geffray. C'est le second titre de Boxberger, qui, en douze participations, n'avait gagné qu'en 1976. En revanche, Joelle Debrouwer, d'Agen, a décroché sa sixième victoire depuis 1976, sans être inquiétée sur 5 000 mètres par Patricia Deneuville, de Marignane, ou Jacqueline Lefeuvre, du Quessoy, qui s'était imposée l'an dernier.

Chez les juniors garçons, l'Antillais de Vanves, Cyrille Laventure, a fait forte impression en devançant de plus d'une minute sur 7 750 mètres le Nordiste Linguard et le Normand Tristant. Lutte beaucoup plus serrée chez les juniors filles, où Laurence Vernant finit par s'imposer sur 5 000 mètres à Sylvie Cornuault, de Cerizay, et Anne Petel, du R.C.F.

Noël Tijou, qui détient le record des victoires séniors avec sept titres entre 1967 et 1977, a devancé chez les vétérans Lucien Rault et Jean-Yves Leflohic, portant à dix le total de ses victoires toutes catégories au National de course à travers champs.

La pluie ruisselle sur le squelette des peupliers dont le faîte s'évanouit dans la brume. La boue colle aux godasses. Coincé entre deux voies ferrées, l'Eure et une route nationale, le stade des Grands Prés compose un paysage à la Simenon. La silhouette du commissaire Maigret pourrait se faufiler sans peine dans cette foule frissonnante de passionnés de la course à pied. Un championnat de France de cross-country n'est-il pas une énigme dont l'écheveau s'embrouille dans un petit monde comme ceux où enquêtait le célèbre policier à la pipe ?

L'énigme de dimanche est fort intéressante. Agé de trente-quatre ans, le Sochalien Jacky Boxberger peut-il gagner un titre qu'il n'a réussi à s'adjuger qu'une fois, à Mézidon en 1976, alors qu'il a rang de favori à chaque édition depuis 1972 ? L'enquête sur l'ancien junior prodige laisse perplexe. Il a avoué sans ambages que le National ne l'avait jamais spécialement intéressé parce

De notre envoyé spécial

qu'il est situé en fin de saison et qu'il y est toujours arrivé fatigué après avoir couru à tort et à travers tout l'hiver. Cette année, il n'a guère changé ses habitudes, mais il a obtenu des résultats exceptionnels en gagnant treize courses et en établissant un record de victoires au Cross du *Figaro*. Il a donc annoncé que le titre l'intéressait et il a désigné son rival le plus dangereux, Pierre Levisse, de Vanves.

La course doit dire si on peut lui faire confiance. Les trente-neuf dernières minutes du suspense. C'est le Normand Geffray qui lance le train. Au deuxième kilomètre, Levisse prend le relais. Lunettes d'acier et barbiche à la Trotski, le sociétaire du stade de Vanves, qui a gagné le cross local sur le même parcours trois semaines auparavant, attaque après le quatrième kilomètre juste au pied du Rigeard, une colline boisée pour les promenades dominicales qui est le Golgotha des crossmen. Le peloton s'étire. Au sixième kilomètre, Levisse est toujours en tête, mais il commence à souffrir d'un point de côté. C'est le moment que choisit Boxberger pour se porter aux avant-postes. Geffray, Watrice, Prianon et Debacker ont déjà 40 mètres de retard. L'allure reste soutenue. Au huitième kilomètre, le Sochalien prend la tête. Levisse s'accroche encore. Mais c'est Boxberger qui attaque maintenant dans la terrible côte. Il prend 10 mètres d'avance. Il faut faire un nouveau tour et escalader une dernière fois le Rigeard pour finir les 12,6 kilomètres. Levisse perd encore 40 mètres de plus avant de franchir la ligne d'arrivée. « Box » est le vainqueur.

La routine

La Marseillaise retentit. Le président de la Fédération française d'athlétisme passe au cou de Boxberger la médaille de champion. Affaire classée. Reste toutefois une ultime vérification, la routine. Comment donc le champion de France envisage-t-il l'« International » ? c'est-à-dire le prochain championnat du monde. Eh bien, il n'envisage pas. Il va partir en vacances aux sports d'hiver, puis il avisera. Une sélection internationale ? Le cross de Gateshead ? Cela n'intéresse pas vraiment l'un des athlètes les plus « chou-choutés » de France, salarié des usines Peugeot pour... courir. Un supplément d'enquête s'impose. La vérité éclate bien vite. Boxberger veut finir sa carrière au marathon des Jeux olympiques de Los Angeles. Il faut qu'il se rode sur les 42,195 kilomètres. On lui propose précisément de faire la distance à Lyon. Mais ce serait quelques jours après le championnat du monde de cross. Bref, à peine la ligne d'arrivée franchie, le champion commence à faire monter les enchères. Un petit marchandage habituel. Tellement habituel que le directeur technique national de la fédération, Jean Poczobut, s'étonne qu'on puisse encore s'en étonner. Etranges mœurs d'un athlétisme déliquescent.

Comment espérer remonter une sélection nationale de haut niveau quand un champion peut mettre en balance les avantages d'une sélection nationale et les bénéfices d'une épreuve sur invitation ? Combien de temps encore des espoirs comme Jean-Louis Prianon et Pascal Debacker, auteurs de courses superbes, se « défonceront-ils » pour avoir l'honneur de représenter leur pays ?

Voilà où mène la routine, celle qui permet au commissaire Maigret de rechercher quelque chose et de découvrir autre chose. On vient à Chartres s'assurer de la supériorité d'un coureur et on trouve les indices d'un vice rédhibitoire de l'athlétisme national. Affaire à suivre.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME

Deux « Formule 1 » pour Guy Ligier

Après des semaines de tractations, Guy Ligier est parvenu à trouver suffisamment de commanditaires pour engager deux voitures dans le championnat du monde avant la date-limite du 28 février. Aux côtés de Gitanes, Elf, Michelin, le Café du Brésil et Embratur (Office du tourisme brésilien), financeront le programme du constructeur vichyssois pour la saison 1983. Les deux pilotes seront le Français Jean-Pierre Jarier et le Brésilien Raul Boesel.

Ces rentrées de capitaux ne résolvent pas pour autant le problème du moteur Renault Gordini-Turbo que Guy Ligier espérait pouvoir utiliser pour la deuxième moitié de la saison. La Régie avait fixé au 28 février la date limite des négociations pour l'achat du moteur. « Les discussions sont toujours au point mort, *a reconnu Jean-Pierre Paoli, le directeur sportif de l'écurie Ligier.* Nous espérons pouvoir repousser la date-limite dans la mesure où nous nous heurtons toujours à des difficultés financières pour l'achat des moteurs. »

CYCLISME

Zoetemelk inusable

Première épreuve importante de la saison routière, le Grand Prix du Haut-Var est aussi la plus difficile de toutes les courses organisées dans le midi de la France avant Paris-Nice. Sa distance dépasse en effet 180 kilomètres, et dix côtes de fort pourcentage, dont le fameux col de Bourrigaille, jalonnent ce parcours accidenté de bout en bout.

Sur un tel tracé, sans doute excessivement sévère pour une période de rodage, on attendait les jeunes, qui sont particulièrement nombreux dans le peloton. Mais la victoire est revenue, dimanche 27 février, à Joop Zoetemelk, qui a distancé le Britannique Stephen Roche à proximité du but. Agé de trente-six ans, professionnel depuis 1970, le champion néerlandais avait remporté ce même Grand Prix du Haut-Var en 1973. Sa longévité rappelle celle de Raymond Poulidor, qui fut précisément son équipier au sein du groupe Mercier. — J. A.

SKI ALPIN

Stenmark à la poursuite de Mahre

La dernière étape européenne de la Coupe du monde de ski alpin amenait pour la première fois le « cirque blanc » au-delà du cercle polaire, à Gallivare, une cité minière de la Laponie suédoise. L'enfant du pays, Ingemar Stenmark, en a profité pour relancer le suspense de cette Coupe du monde avant d'aller défier l'Américain Phil Mahre sur ses champs de neige.

Après avoir chuté mercredi 23 février dans le slalom de Taernaby, sa ville natale, le triple champion du monde de « spécial » s'est en effet imposé dans le « géant », samedi 26, signant sa soixante-douzième victoire en Coupe du monde, et, dimanche 27, il s'est classé troisième du « spécial », derrière le Luxembourgeois Girardelli et son compatriote Strand. Cela lui a permis de revenir à 21 points de Phil Mahre au classement de la Coupe du monde. Le détenteur du trophée de cristal, qui n'a pas encore gagné une course cette saison, doit ce classement à sa régularité, qui lui a fait marquer des points en combiné.

L'Arctique n'a pas été favorable aux Français. Le meilleur d'entre eux, Yves Tavernier, s'est classé vingt-neuvième du « géant » et quinzième du « spécial ».

TENNIS

Roland-Garros en direct aux Etats-Unis

Philippe Chatrier, président de la Fédération française de tennis (F.F.T.), a signé, le 25 février, un contrat de trois ans au minimum avec la chaîne américaine de télévision N.B.C pour la retransmission en direct de la finale des championnats internationaux de France. Ce droit d'exclusivité pour les Etats-Unis s'élève à 500 000 dollars, mais pour permettre aux téléspectateurs américains de suivre la finale à une heure raisonnable, le dimanche matin, le début de la partie sera repoussé d'une heure et fixé à 15 heures, au stade Roland-Garros.

Une autre chaîne américaine, C.B.S., qui retransmettait jusqu'ici la finale en différé, avait attaqué N.B.C. et la F.F.T. en justice pour faire valoir son droit de préemption. N.B.C. possède déjà l'exclusivité des droits de retransmission à Wimbledon, tandis que C.B.S. est maître d'œuvre à Flushing-Meadow.

BIATHLON

Frank Ullrich, l'enfant des Spartakiades

Anterselva. — *Les Championnats du monde de biathlon se sont déroulés à Anterselva (Italie) du 22 au 27 février. Cette spécialité, combinaison de ski de fond et de tir, est dominée depuis trois ans par les Allemands de l'Est. Ce sont eux qui ont encore moissonné le plus grand nombre de médailles. Leur total s'élève à sept, comme en 1982, à Minsk. Ils devancent l'U.R.S.S. et la Norvège. On note la progression de la R.F.A., grâce à son prodige Peter Angerer, devenu le leader de la Coupe du monde, et l'apparition de l'Autriche, grâce au surprenant Alfred Eder.*

Le Français Yvon Mougel a terminé onzième du 10 kilomètres, performance très honorable, dans la mesure où le Vosgien a renoué avec la compétition en début de saison, après une absence de plusieurs mois en raison d'une blessure. Le maître de la spécialité reste l'Allemand de l'Est Frank Ullrich, qui a conquis son dixième titre mondial dans l'épreuve la plus convoitée, celle du 20 kilomètres.

On ne reste jamais sur sa faim avec Frank Ullrich. Ce phénomène laisse toujours des gestes à admirer, même quand il lui arrive de faire relâche, comme par exemple samedi dans l'épreuve individuelle du dix kilomètres. Huitième de ce sprint, le roi retombait des cimes. Le génie peut bien s'offrir de temps à autre une éclipse. Le Français Yvon Mougel n'en discernait pas pour autant la manifestation d'un prochain déclin. Tous les biathlètes respectent l'Allemand de l'Est. Il n'est pas plus âgé que la plupart d'entre eux, mais, à vingt-cinq ans, il fait figure de monument du sport. Ses deux titres mondiaux juniors comptent, ses dix titres mondiaux ou olympiques chez les seniors aussi.

Mais, aux yeux des skieurs de fond qui jouent de la carabine, Frank Ullrich est celui qui a exploré des voies nouvelles dans cette curieuse discipline devenue olympique en 1960, parce qu'un vieux général suédois — Sven Thofelt — sut convaincre M. Avery Brundage, alors président du C.I.O., que le biathlon appartenait à l'homme depuis la nuit des temps lorsque, dans le grand Nord, il assurait sa survie grâce à la chasse.

Avant Ullrich, on distinguait le bon skieur du bon tireur. Dans ce sport de compromis, le soviétique Tikhonos

Correspondance

avait par le passé souvent réussi à trouver le parfait équilibre, mais avec l'Allemand de l'Est, parvenu au sommet en 1978, on entrait dans l'ère des métronomes. Il réalise très régulièrement depuis cinq ans le rêve du biathlète : réduire à un laps de vingt-cinq secondes environ chaque séance de tir qui comprend le lâcher de cinq cartouches sur des cibles placées à 50 mètres.

Le 20 kilomètres qu'il a gagné, jeudi, en comporte : quatre, deux, en position debout, les autres en position couchée. A chaque occasion, malgré l'effort produit auparavant sur les skis, le corps d'Ullrich s'est instantanément transformé en statue figée, crachant le feu à intervalles très exactement réguliers.

Quand on demande à l'Allemand de l'Est les raisons de cette singularité, il ne se montre pas très original. Il répond : *« C'est le travail »*. Quand on le pousse un peu plus, il consent à dire : *« Nous avons une méthode très efficace »*. Laquelle ? Mystère, ou tout au plus : *« Peut-être que nous privilégions la qualité de l'entraînement sur la quantité, contrairement à d'autres. Nous coupons souvent pour ne jamais entamer notre potentiel nerveux. Et surtout, nous travaillons toujours en même temps le ski de fond et le tir. Même l'été, sur des parcours spéciaux destinés à la pratique du ski à roulettes. »*

Frank Ullrich représente l'exacte infirmation de l'idée répandue selon laquelle la masse produit l'élite. Les biathlètes ne sont pas plus nombreux en R.D.A. qu'en France : à peine deux cents. En dehors même des moyens mis en œuvre, le mode de formation et de recrutement diffère complètement d'un pays à l'autre. Le cursus d'Ullrich commence à l'âge de douze ans. Celui de Mougel et des autres Français à seize ans. En R.D.A., le biathlon est considéré comme une discipline à part entière.

En France, les équipes nationales recrutent les skieurs de fond jugés inaptes à une carrière internationale dans cette spécialité. *« Nous avons tout un système de détection qui fonctionne assez bien »*, reconnaît Frank Ullrich. Il est passé par le tamis des Spartakiades, ces mini-Jeux olympiques, aux niveaux local, régional, puis national. A seize ans, il est entré au club d'Oberhof, le seul, avec celui de Zimmwald, à s'occuper de biathlon en Allemagne de l'Est. Frank Ullrich n'est pas le seul enfant des Spartakiades. Les championnats d'Anterselva ont révélé Frank-Peter Roetsch, médaille d'argent derrière Ullrich sur le 20 kilomètres, un junior de dix-neuf ans.

LLIBERT TARRAGO.

HANDBALL

La fin des complexes français

Organisés du 24 février au 6 mars, les championnats du monde « B » de handball réunissent douze nations, Hongrie, Suède, Israël, Bulgarie (groupe A), R.F.A., Tchécoslovaquie, France, Pays-Bas (groupe B), Espagne, Suisse, Islande, Belgique (groupe C).

Les deux premières équipes se qualifieront pour les Jeux olympiques de 1984 à Los Angeles et rejoindront celles qui ont déjà obtenu leur qualification l'année dernière en République fédérale d'Allemagne au terme des championnats du monde « A ». Les quatre dernières seront reléguées dans le championnat du monde « C ».

Pour ces deux premiers matches, l'équipe de France qui a pour objectif de se maintenir dans le championnat « B » s'est inclinée le 24 février à Boxmeer devant la R.F.A. (22-18) et le 27 février à Sittard devant la Tchécoslovaquie (25-21), deux équipes qui, avec la Hongrie et l'Espagne, sont précisément les favorites de ce championnat. Les Français devraient rencontrer ce lundi 28 février à Maastricht les Pays-Bas.

Sittard (Pays-Bas). — La petite histoire du hand-ball français est jalonnée d'échecs cuisants que plusieurs générations d'internationaux ont encore en mémoire. Les Allemands de l'Ouest et les Tchécoslovaques, qui figuraient alors au sommet de la hiérarchie mondiale, étaient à l'origine de ces revers.

Les choses sont, semble-t-il, en train de changer. On n'avait encore jamais vu des handballeurs français tenir tête à quarante-huit heures d'intervalle à des équipes de haut niveau. C'est désormais chose faite.

Rien ne laissait pourtant présager un tel comportement. Une préparation bien équilibrée contre des équipes supérieures (Islande, Pologne, Suède, notamment) et contre des équipes de même niveau (Pays-Bas, Japon, Suisse) n'avait apporté que des satisfactions mitigées. L'étonnement n'en est que plus grand.

L'Allemagne de l'Ouest, berceau du handball, a failli en faire les frais. Les Français ont toujours fait un complexe devant elle pour avoir

De notre envoyé spécial

peut-être été trop longtemps ses élèves. Cette fois-ci, cela n'a pas été le cas. Ce fut un match de géants qu'on trouvait pourtant essentiellement du côté allemand avec le fameux Wunderlich dont le nom signifie littéralement « merveilleux ». Il est en effet merveilleux, ce joueur qui, sur un terrain de handball, jongle avec la petite balle. Du haut de ses 204 centimètres, il a plutôt l'apparence d'un grand oiseau gauche et maladroit, fort de son quintal, mais ce Wunderlich-là a fait mal, et c'est peu dire. Chargé de le marquer individuellement, Jean-Michel Geoffroy, malgré un travail efficace, ne l'a pourtant pas empêché de marquer neuf buts dont cinq pénalties.

La puissance, c'est sans doute ce qui a manqué le plus aux Français dans ce match. A les voir alignés aux côtés des Allemands pendant la présentation des équipes, on a eu l'impression qu'ils étaient bien fluets. Un technicien a alors plaisanté : *« On ne joue pas dans la même catégorie »*.

Les coups de boutoir de la grosse cavalerie allemande ont fini par avoir raison de l'imagination française. Que de progrès pourtant n'ont pas réalisés les tricolores ? Dans la conquête du ballon, dans sa transmission, dans sa circulation.

Issus pour la plupart des sections sport-étude, les Français travaillent désormais ensemble depuis près de quatre années. Déjà en 1981, lors du dernier Mondial « B » organisé en France, ils avaient montré qu'ils étaient sur la bonne voie. Par manque de maturité, ils avaient laissé la Suisse accéder à l'échelon supérieur. Les tricolores possèdent aujourd'hui une équipe de haut niveau. Ses gardiens de but, Bernard Morel (1,92 m) et Patrick Boulle (1,89 m), dotés d'un sang-froid et d'une maîtrise exceptionnelles, figurent désormais parmi les meilleurs à leur poste. Jean Férignac et Bernard Sellenet qui, il n'y a pas si longtemps, soulevaient l'enthousiasme des techniciens, seraient considérés aujourd'hui comme des gardiens de second plan.

Les attaquants ont aussi fait des progrès avec Jean-Michel Serinet, Jean-Michel Geoffroy, Dominique Deschamps, Bernard Gaffet, capables de marquer des buts de dix mètres, et surtout Eric Cailleaux (1,80 m pour 76 kilos) dont l'intelligence de jeu a fait merveille contre les Tchécoslovaques, qui se sont pourtant montrés des adversaires plus difficiles que les Allemands.

Les Tchécoslovaques qui ont désormais pour entraîneur Jiri Vicha, célèbre gardien de but des années 60, sont les orfèvres du handball, des techniciens qui savent développer le jeu en utilisant chaque joueur. Leur handball a la limpidité des attaques des joueurs de rugby basques. Ces gaillards, dont le plus petit ne mesure pas moins de 1,90 m, ne manquent pas non plus de puissance. Jaroslav Papierni, pour sa part, a marqué 8 des 25 buts de son équipe.

Tout en ayant fait jeu égal avec les Allemands et les Tchécoslovaques, les Français ont néanmoins perdu leurs deux matches. Personne dans le camp français n'a crié à l'injustice, même si l'arbitrage des Roumains contre l'Allemagne et celui des Allemands de l'Est contre la Tchécoslovaquie ont été contestés. Sylvain Nouet soulignait dans le car qui ramenait l'équipe de France à son hôtel : *« Les Allemands nous ont finalement rappelé qu'ils étaient les créateurs du jeu et demeuraient des maîtres. »* Quarante-huit heures plus tard, le même joueur aurait pu en dire autant des Tchécoslovaques qui ont été à l'origine de l'hazéna — ballon militaire, — l'ancêtre du handball.

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-troisième journée)

Limoges b. *Vichy	87-82
*Monaco b. Orthez	68-66
Antibes b. *Villeurbanne	80-78
*Avignon b. Stade Fr. Paris	110-100
Caen b. *Mulhouse	65-60
Reims b. *Nice	77-73
Le Mans B. Tours	85-83

Classement. — 1. Limoges, 61 pts; 2. Le Mans, 59; 3. Orthez et Antibes, 56; 5. Tours et Villeurbanne, 51; 7. Stade Fr. Paris, 47; 8. Caen, 46; 9. Avignon, 45; 10. Monaco, 39; 11. Reims, 37; 12. Vichy, 35; 13. Nice, 32; 14. Mulhouse, 29.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-sixième journée)

*Strasbourg b. Nantes	2-0
*Paris S.-G. b. Bordeaux	2-0
*Lyon b. Lens	2-1
*Laval et Nancy	0-0
*Lille et Monaco	1-1
*Sochaux et Rouen	2-2
*Brest b. Mulhouse	4-0
*Auxerre b. Tours	3-1
*Metz et Saint-Etienne	1-1
*Toulouse b. Bastia	3-1

Classement. — 1. Nantes, 39 pts; 2. Bordeaux, 32; 3. Paris S.-G., 31; 4. Laval, 30; 5. Monaco et Lens, 29; 7. Brest, 28; 8. Sochaux, 27; 9. Auxerre, 26; 10. Nancy et Strasbourg, 25; 12. Metz et Lille, 24; 14. Rouen et Toulouse, 23; 16. Bastia, Tours et Saint-Etienne, 22; 19. Lyon, 20; 20. Mulhouse, 19.

Deuxième division
(Vingt-cinquième journée)
GROUPE A

*Rennes b. Libourne	5-1
Nîmes b. *Alès	1-0
*Corbeil et Valenciennes	2-2
Guingamp b. *Limoges	3-1
*Angoulême b. Béziers	3-0
*Le Havre b. Abbeville	3-1
*Nœux et Angers	1-1
*Châteauroux b. Viry	4-0
*Montpellier-Racing P. I reporté au 22-3	

Classement. — 1. Rennes, 40 pts; 2. Nîmes, 37; 3. Valenciennes, 35; 4. Racing Paris I, 33; 5. Guingamp, 29.

GROUPE B

*Cuiseaux et Nice	1-1
*Reims b. Marseille	2-0
*Toulon b. Red Star	4-0
*Martigues b. Fontainebleau	2-0
*Grenoble et Dunkerque	1-1
*Orléans b. Cannes	3-0
*Gueugnon et Blénod	0-0
Montceau b. *Stade Français	2-1
*Besançon b. Thonon	2-1

Classement. — 1. Reims et Nice, 38 pts; 3. Toulon, 36; 4. Marseille, 32; 5. Martigues, 30; 6. Dunkerque, 29.

Jeux universitaires

Après Marie-Luce Waldmeier, troisième de la descente féminine, Christian Gaidet, un Savoyard de dix-neuf ans, a apporté deux nouvelles médailles à la délégation française aux Jeux universitaires d'hiver, disputés près de Sofia, en prenant la deuxième place du slalom spécial derrière le Bulgare Peter Popangelov. Ce classement lui permet de remporter la médaille d'or du combiné alpin avec 24,37 points, devant le Soviétique Leonid Melnikov, 57,48 points.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Quinzième journée)
POULE A

*Agen b. Nîmes	32-3
Narbonne b. *Racing	9-3
*Carcassonne b. Angoulême	19-14
*Nice b. Boucau	24-7
*Oloron b. Tulle	7-6

Classement. — 1. Agen et Narbonne, 39 pts; 3. Nice, 38; 4. Angoulême, 31; 5. Oloron.

POULE B

*Montauban b. Biarritz	22-8
*Toulouse b. La Voulte	30-3
*Béziers b. Lourdes	38-9
Toulon b. *Mont-de-Marsan	10-9
*Bayonne b. Auch	36-8

Classement. — 1. Montauban, 34 pts; 2. Toulouse, 32; 3. Béziers, Biarritz, Lourdes et Toulon, 31.

POULE C

*Aurillac b. Grenoble	21-6
*Bègles b. Montferrand	25-9
*Tarbes b. Tyrosse	30-6
*Bourgoin b. La Rochelle	9-3
*Castres b. Albi	12-6

Classement. — 1. Tarbes, 36 pts; 2. Grenoble, 35; 3. Aurillac, 33; 4. Bègles, 29; 5. Castres, 28.

POULE D

Perpignan b. *Valence	44-6
*Graulhet b. Bagnères	18-7
*Bourg b. Pau	12-9
*Brive b. Romans	17-12
*Dax b. Aire	32-12

Classement. — 1. Dax et Graulhet, 35 pts; 3. Bourg, 32; 4. Brive, Pau et Perpignan, 31.

هكذا من الأصل

SCIENCES

INFORMATIONS « SERVICES »

LASER SOVIÉTIQUE CONTRE SATELLITE AMÉRICAIN ?

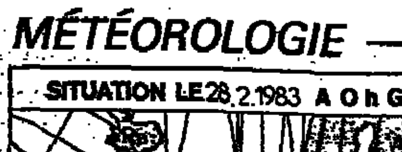
Les Soviétiques ont-ils ou non endommagé depuis le sol un satellite de reconnaissance américain appartenant à l'U.S. Air Force à l'aide d'un système laser antisatellite ? Des experts de l'administration américaine se posent la question, si l'on en croit les révélations faites, dans son dernier numéro, par la revue spécialisée américaine *Aviation Week and Space Technology*.

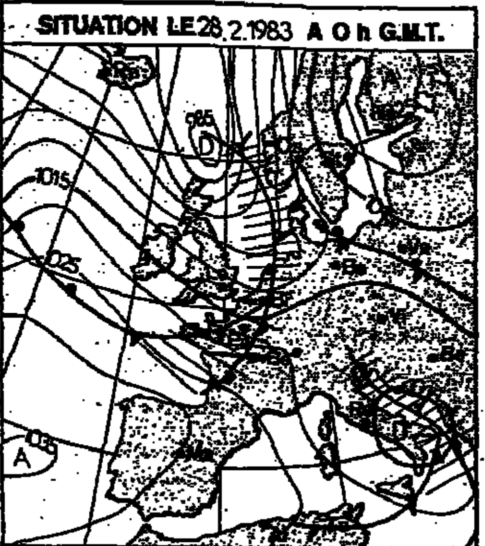
L'événement aurait eu lieu voici quelques mois. L'article précise toutefois qu'il sera difficile de trancher avec certitude dans la mesure où, lorsqu'il est tombé en panne, le satellite américain n'était pas en contact radio avec son centre de contrôle. Il volait alors au-dessus de l'Union soviétique. Quels que soient les résultats de l'enquête, il apparaît clairement aux experts américains qu'ils devient nécessaire d'équiper leurs satellites militaires de détecteurs capables d'enregistrer les atteintes dont ils pourraient être l'objet au-dessus de territoires où ils sont hors de contact radio.

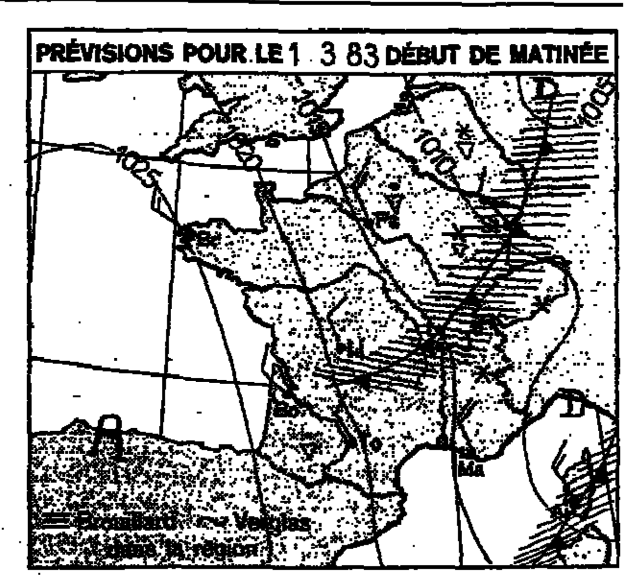
FAITS DIVERS

● *Cinq skieurs tués par une avalanche en Suisse.* – Neuf personnes qui skiaient en altitude, le 27 février, dans les environs de la station de Sankt-Antoenien (Saint-Antoine), dans le canton suisse des Grisons, ont provoqué la rupture d'une plaque à neige. Cinq des skieurs ont été ensevelis. Deux d'entre eux sont morts sur le coup, les trois autres devaient décéder à l'hôpital, des suites de leurs blessures. – *(A.F.P.)*

MÉTÉOROLOGIE







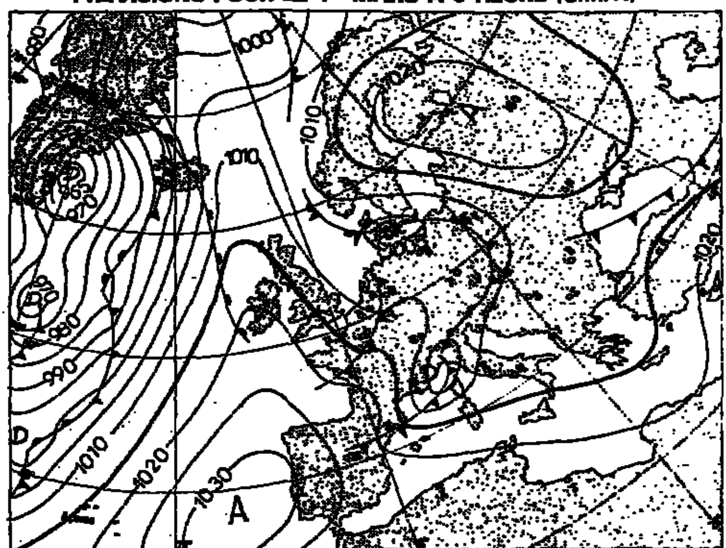
Évolution probable du temps en France entre le lundi 28 février à 0 heure et le mardi 1er mars à minuit.

Une perturbation finira de traverser l'extrême Sud-Est de la France mardi matin. A l'arrière, une traîne de Nord-Ouest à Nord s'établira sur tout le pays avec le passage d'un front froid secondaire, plus marqué sur la moitié Est, tandis que le champ de pression se renforcera sur l'Ouest.

Mardi 1er mars. – De la Bretagne et du Contentin jusqu'à la Vendée et au Pays basque, le temps sera variable avec développement d'éclaircies de plus en plus belles l'après-midi. Partout ailleurs, de courtes éclaircies alterneront avec des passages nuageux qui donneront des averses à caractère de giboulées sous forme de pluie, de grêle ou de neige à basse altitude. Tandis que les averses se rarifieront l'après-midi, du Nord au centre du pays, elles seront plus marquées dans les régions du Nord-Est jusqu'au Massif central, aux Pyrénées orientales et aux Alpes. Sur le pourtour méditerranéen le Mistral soufflera et permettra aux belles éclaircies de prédominer. Les vents de Nord à Nord-Ouest seront *assez forts sur l'ensemble du territoire.* Le matin, il fera 4 à 6 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine, 8 sur les régions proches de la Méditerranée, 0 à 2 ailleurs. L'après-midi le thermomètre marquera 10 à 12 du Sud-Ouest aux régions méditerranéennes, 6 à 8 dans le Nord-Est et le Centre Est, 9 à 10 ailleurs. La pression atmosphérique *réduite au niveau de la mer était à Paris,* le 28 février à 7 heures, de 1 016,6 millibars, soit 762,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 février ; le second le minimum de la nuit du 27 au 28 février) :

Ajaccio, 14 et 4 degrés ; Biarritz, 12 et 10 ; Bordeaux, 12 et 9 ; Bourges, 10 et 6 ; Brest, 11 et 7 ; Caen, 9 et 5 ; Cherbourg, 9 et 5 ; Clermont-Ferrand, 9 et 7 ; Dijon, 9 et 5 ; Grenoble, 8 et 1 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 10 et 4 ; Marseille-Marignane, 14 et 5 ; Nancy, 10 et 5 ; Nantes, 10 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 6 ; Pau, 11 et 9 ; Perpignan, 15 et 10 ; Rennes, 10 et 7 ; Strasbourg, 11 et 5 ; Tours, 9 et 7 Toulouse, 11 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.



Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et 4 ; Athènes, 13 et 6 ; Berlin, 8 et 4 ; Bonn, 10 et 4 ; Bruxelles, 8 et 5 ; Iles Canaries, 20 et 17 ; Copenhague, 2 et 1 ; Dakar, 29 et 21 ; Djerba, 19 et 11 ; Genève, 9 et 2 ; Jérusalem, 6 et 1 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 9 et 2 ; Luxembourg, 7 et 2 ; Madrid, 15 et 0 ; Moscou, –6 et –22 ; Nairobi, 29 et 14 ; New-York, 8 et 0 ; Palma-de-Majorque, 16 et 3 ; Rome, 10 et 2 ; Stockholm, 0 et –5 ; Tozeur, 22 et 12 ; Tunis, 18 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 27 février :

DES DÉCRETS

● Portant création d'un Conseil national de la vie associative.

● Portant nomination à la commission des sondages instituée par l'article 5 de la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion.

● Portant réorganisation du concours d'entrée à l'École normale supérieure de jeunes filles.

● Portant modification du décret du 1er avril 1982 portant création du haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

● *Portant création du Conseil* supérieur des sports de montagne.

● Portant création de la réserve naturelle des marais de Bruges en Gironde.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 MARS

« Uniformes civils du dix-huitième au vingtième siècle présentés aux jeunes, 14 h 30, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, Mme Duhesme.

« Saint-Jacques du Haut Pas, Mme de Longueville », 15 heures, 252, rue Saint-Jacques, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Guillier.

« Le Boulevard du Crime », 15 heures, 41, boulevard du Temple, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'art roman », 14, h 30, Musée des monuments français (Approche de l'art).

« L'Opéra », 13 h 45, entrée, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Sens, place des Vosges », *15 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).*

« Crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, M. Jaslet.

« La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

« De la Butte-des-Moulins à Notre-Dame des Victoires », 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Abbaye de Saint-Germain des Prés », 15 heures, 16, rue de l'Abbaye, E. Romann.

« Poste d'aiguillage de la gare Saint-Lazare », 14 h 30, 15, rue de Rome (Tourisme culturel).

« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

MERCREDI 2 MARS

14 h 30, Musée des arts décoratifs : « La chambre d'une dame à l'époque romantique » (Cinq à huit ans).

15 heures, Palais de Chaillot, O. Boucher : Turquie : « les Seldjoukides, de Konya à Erzurum » (Projections).

15 heures et 17 heures, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « Rembrandt, le génie solitaire » (Projections ; Peinture et civilisation).

19 h 30, boulevard de Port-Royal, H.-V. Sephiha : « Variétés du judéo-espagnol » (Centre Rachi).

19 h 15, 45, boulevard des Batignolles, P. Vinot : « Les plus bas niveaux de vie ».

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, P.-H. Biondi : « Chaire Teilhard de Chardin » (Université populaire de Paris).

20 h 30, 60, boulevard La Tour-Maubourg, Y. Dienal : « Le rêve » (Psycho-santé).

VIE QUOTIDIENNE

La R.A.T.P. lance le « SITU » sésame électronique des voyageurs

Les Parisiens feront bientôt la connaissance d'une petite boîte blanche et noire, appelée SITU, qui s'apprête à devenir leur compagnon de voyages. SITU, cela veut dire en clair : système d'information sur les transports urbains. C'est le dernier-né des enfants technologiques de la R.A.T.P.

Son but est de fournir en quelques secondes aux usagers des lignes de métro, de R.E.R. et d'autobus de la Régie, une solution à l'équation devant laquelle ils se trouvent très souvent : je sais où je suis, je sais où je veux aller, que je peux marcher un peu ou pas du tout. Quel sera le meilleur moyen de transport en commun pour atteindre mon but ?

SITU, véritable indicateur électronique d'aide au déplacement, répond à toutes ces questions. L'usager doit seulement lui indiquer sa destination et son mode de déplacement préféré. La destination peut être exprimée à l'aide d'un clavier très simple sous plusieurs formes : l'adresse exacte de l'endroit où l'on va, l'indication d'un monument ou d'un lieu-dit (tour Eiffel, arènes de Lutèce) ou encore le nom d'une des trois cent cinquante stations de métro. L'utilisateur doit ensuite choisir entre quatre modes de déplacement : le bus seulement, le métro et le R.E.R. seulement, le trajet combiné le plus rapide ou le trajet combiné avec le moins de marche à pied.

SITU se saisit de ces informations et délivre un ticket de la taille d'un paquet de cigarettes qui indique la meilleure solution en fonction des critères choisis par le voyageur, du jour de la semaine et de l'heure. La plupart des fautes d'orthographe et des erreurs ne sont pas un obstacle pour SITU, qui veut être l'interlocuteur intelligent des usagers. Par exemple, il substituera automatiquement avenue de l'Opéra à rue de l'Opéra ou oo à ou dans « Rousevelt ».

Il pourra avoir trois formes pour trois modes d'utilisation : à domicile, dans la ville ou sur le réseau. Il est aussi entièrement autonome. Chaque appareil contient toute la base de données sur la ville et sur le réseau.

La R.A.T.P. mettra deux prototypes en service dès l'automne prochain. Le premier sera à la disposition des services d'information de la R.A.T.P. qui répondent au 346-14-14. Le second sera installé dans une station de métro qui n'est pas encore choisie. On annonce à la Régie que SITU s'adaptera dès que possible aux progrès de la technologie et pourra répondre à la voix ou bien encore qu'il revêtira, dérivé du prototype actuel, la forme d'une calculette de poche. Bienvenu, SITU.

OLIVIER SCHMITT.

MODE

LE PRÊT-A-PORTER FÉMININ SE PORTE (ASSEZ) BIEN

Des dates avancées de six semaines, un cadre sobre : le 45e Salon international du prêt-à-porter féminin qui a reçu, à la porte de Versailles, 38 510 visiteurs, du 12 au 16 février (soit seulement une baisse de 5 % par rapport à la même manifestation de mars 1982) peut se targuer d'une certaine réussite.

Si les acheteurs de province et les Européens sont venus à Paris à cette occasion, on note cependant une baisse sensible des visiteurs américains et japonais qui s'intéressent aux hauts de gamme. On les verra donc plutôt aux manifestations des couturiers et créateurs dont les modèles d'hiver seront présentés dans la Cour carrée du Louvre du 15 au 23 mars.

Lors du défilé du Fashion Mode Group, présidé par Élisabeth Bernigaud, de la revue professionnelle *Dépêche Mode*, une tendance s'est dégagée pour la mode d'hiver : l'importance des volumes surtaillés à emmanchures basses. Cela permet les superpositions de châles et gilets sur les vestes de tailleurs à jupes amples ou droites, carrément au-dessus du genou, ou bien, plus souvent, au mollet. Nous assisterons à un déferlement de noir et de gris foncé avec quelques pointes bienvenues de rouge spahi et de violet. – N. M.-S.

FORMATION PERMANENTE

PONTS ET CHAUSSÉES. – L'École *nationale des ponts et chaussées* organise chaque année une centaine de sessions de formation continue dans les domaines de *l'urbanisme, de la construction,* des transports et du génie civil. Ces sessions sont destinées principalement à des ingénieurs et à des *responsables de l'administration*, des collectivités locales et du secteur privé. La liste des sessions du premier semestre vient d'être publiée.

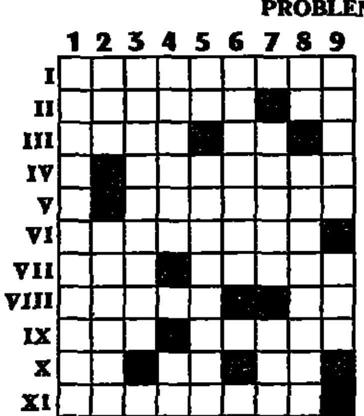
★ **École nationale des ponts et chaussées – 28, rue des Saints-Pères – 75007 Paris. Tél : 260-34-13.**

LES PROGRAMMES DE L'INSTITUT LÉO-LAGRANGE. – L'Institut d'éducation permanente Léo Lagrange organise des sessions « techniques d'animation » de 160 heures chacune avec un agrément DEFA (diplôme d'Etat aux fonctions d'animation) du ministère du temps libre : audiovisuel vidéo, activités manuelles, activités sportives et de pleine nature, informatique et photographie.

★ **Pour tous renseignements sur les conditions d'inscription, le programme, les dates et le lieu, téléphoner au 545-67-63 ou écrire à Instep Léo-Lagrange, 153, avenue du Maine, 75014 Paris.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3395



HORIZONTALEMENT

I. Homme dont la présentation joue un rôle capital dans les affaires. – II. A plus souvent un poil qu'une poêle dans la main. Grecque. – III. Peuvent être pris au sens propre. Peut se faire sur la touche. – IV. Elle peut être détachée mais est toujours vigilante. – V. Deviennent plus sensibles en haussant le ton. – VI. S'emploie généralement dans la presse. – VII. Ne s'entend pas lorsqu'il est sourd. Terrain d'affrontement pour certaines grandes familles. – VIII. Postes d'observation. C'est un drame lorsqu'on passe une ligne jaune. – IX. On y prend généralement la ferme résolution de se mettre à l'eau. Mouton à deux pattes. – X. Symbole. Peut se tirer d'une corde. Dur au cœur tendre. – XI. Fait veiller les uns et bien dormir les autres.

VERTICALEMENT

1. Dures à la détente. – 2. Est généralement nourrie avant d'être nourrissante. Spécialisé dans l'élimination d'agents nuisibles. – 3. D'un usage courant, il ne fait pas usage du courant. – 4. Leur formation est assurée en cellules. Lit de tout repos. – 5. On n'a pas intérêt à l'avoir à l'œil. Se doit d'être présent à toutes les réceptions. – 6. Réfection de pièces. – 7. Se voit à dos de cheval. La promesse d'une belle vaut, pour certains, mieux qu'une belle promise. – 8. S'emploie pour de l'ancien. Traverse donc une période de tension. – 9. On les assemble lorsqu'elles se ressemblent. Un leurre ou un heurt.

SOLUTION DU N° 3394

Horizontalement

I. Caverne. Actrice. – II. Amirauté. Œil. – III. Verrier. Talon. – IV. Enée. Pécore. Ire. – V. Si. Utrillo. Acte. – VI. Turion. Imago. – VII. Sel. Aptitude. Es. – VIII. Verre. Il. Novi. – IX. Eléis. Quête. – X. Râ. Rusa. Ire. – XI. Idolâtrie. Uhlan. – XII. Salage. Te. – XIII. Gare. Cédille. – XIV. Neume. Lauriers. – XV. Assesseurs. Réel.

Verticalement

1. Caves. Souris. Na ! – 2. Aménité. Adages. – 3. Vire. Ulve. Olaus. – 4. Erreur. El. Larme. – 5. Rai. Tiare. Agées. – 6. Nue-propriété. – 7. Etreintes. Clé. – 8. Cl. Rideau. – 9. Politique. Dur. – 10. Co. Romulus. Tirs. – 11. Tête. Ad. Eau. Li. – 12. Ria. Agent. Hâler (Haler). – 13. Illico. Œil. Ere. – 14. Ort. E.V. Rat. Se. – 15. Ernée. Sirènes.

GUY BROUTY.

Le Monde

culture

CINÉMA

LA HUITIÈME NUIT DES CÉSARS

Un palmarès lamentable

Prendre le métro dans des rames spéciales (organisation impeccable de la R.A.T.P.) pour se rendre au Rex, vedettes et invités portant le même foulard-ticket jaune, c'était amusant. Retrouver le Rex, temple cinquantenaire du cinéma, avec ses jeux d'eau, cela faisait plaisir. Voir surgir, dans un spectacle de variétés bien traditionnel, la toujours étonnante chanteuse noire Eartha Kitt, cela donnait une sensation de fête. Ajoutons à cela la voix d'Arletty planant sur la salle, les moments d'émotion pour les hommages aux disparus, et portons le tout à l'actif de la soirée conçue par Georges Cravenne et Antenne 2, animée par Jean-Claude Brialy.

Mais cette Huitième Nuit des Césars laissera le souvenir d'un palmarès lamentable, amplifiant la confusion de valeurs qu'on avait déjà pu relever dans les nominations du premier tour de vote. Comme, l'an dernier, *Coup de torchon*, de Bertrand Tavernier, *Une chambre en ville*, de Jacques Demy (distingué cette fois, par les membres de la profession et non par les critiques, ainsi, d'ailleurs que *Passion*, de Godard) n'a par reçu le moindre César, bien que « nominé » à diverses catégories. Le triomphe de *la Balance* et ses interprètes, Nathalie Baye et Philippe Léotard (qui n'ont pas tenu, là, leurs meilleurs rôles), est celui d'un cinéma policier-standard bien ficelé, qui ne mérite certes pas tant d'honneurs. Le César attribué à Wadja pour *Danton*, ne rétablit pas l'équilibre, non plus que celui, justifié, de Fanny Cottençon ou la promotion inattendue de Romain Goupil. Comment se retrouver dans cette incohérence : Demy refusé, Jean Carmet, un de nos plus grands acteurs, affublé d'un « meilleur second rôle » et, pour le film étranger, *Victor, Victoria* préféré à *E.T.*, *la Maîtresse du lieutenant français* et *Yol* ? On ne va pas éplucher tout le palmarès, mais c'est à croire que les bulletins de vote définitif ont été tirés de la coiffure d'un chapelier fou. On ne peut pas accepter cela sans protester, au moins pour le principe.

JACQUES SICLIER.

Le palmarès

Le meilleur acteur : Philippe Léotard (*la Balance*) ; meilleur actrice : Nathalie Baye (*la Balance*) ; meilleur second rôle masculin : Jean Carmet (*les Misérables*) ; meilleur second rôle féminin : Fanny Cottençon (*l'Étoile du Nord*) ; meilleur film : *la Balance*, de Bob Swaim ; meilleur réalisateur : Andrzej Wadja (*Danton*).

Meilleur scénario original et dialogue : Jean-Claude Carrière-Daniel Vigne (*le Retour de Martin Guerre*) ; meilleure adaptation et dialogue : Aurenche, Grisolia, Granier-Deferre (*l'Étoile du Nord*) ; meilleure musique : Michel Portal (*le Retour de Martin Guerre*) ; meilleure photo : Henri Alekan (*la Truite*) ; meilleur décor : Alain Nègre (*le Retour de Martin Guerre*) ; meilleure montage : Noëlle Boisson (*Qu'est-ce qui fait courir David ?*) ; meilleur son : Robert William Sivel (*la Passante du Sans-Souci*).

Meilleur jeune espoir féminin : Sophie Marceau (*la Boum II*) ; meilleur jeune espoir masculin : Christophe Malavoy (*Family rock*) ; meilleure première œuvre : Romain Goupil (*Mourir à trente ans*) ; meilleur film étranger : *Victor, Victoria*, de Blake Edwards ; meilleur court métrage d'animation : *la Légende du pauvre bossu* ; de Michel Ocelot ; meilleur court métrage documentaire : *Junkopia*, de Chris Marker ; meilleur court métrage de fiction : *Bluff*, de Philippe Bensoussan. Les lauréats des trois dernières catégories ont reçu, chacun, un diplôme de 50 000 F de la Fondation de France.

« T'ES HEUREUSE ? ...MOI, TOUJOURS » de Jean Marbœuf

Un cœur sous une perruque blonde

L'univers de Jean Marbœuf, réalisateur obstiné à filmer les obsessions, les fantasmes de la passion incomprise, est celui de « paumés » et de marginaux qui n'ont pas forcément choisi de l'être. Piétinant les jardins trop bien entretenus et, à présent, tous semblables, de la « qualité française », Marbœuf conte, ici, l'aventure d'une femme qui trimballe dans les campagnes un cinéma ambulant. Elle ne connaît que des escales éphémères et ne verra jamais le bout de la route.

Energique, gouailleuse, emportée, parfois, le cœur caché sous sa perruque blonde et sa robe rouge provocante, puis courant dans la campagne en jeans, décoiffée, heureuse et souriante lorsqu'elle croit enfin tenir le bonheur, Dominique Labourier investit tout son talent, toute sa sensibilité dans ce personnage acharné à vivre malgré tout, dont Jean Marbœuf a fait son médium, elle l'a parfaitement compris.

Déguisée ou non, lucide ou porteuse de rêves fous, la féminité est une force, consolatrice passagère de ces hommes à la dérive dont le cinéaste, dans tous ses films — et celui-ci est le plus réussi, — montre les faiblesses, les désirs refoulés, la solitude et les ténèbres intérieurs. On a beau faire, laisse entendre Marbœuf, le masculin ne s'accorde pas avec le féminin.

L'instituteur Denis Manuel laisse partir la femme, Jacques Chailleux le fada lui rend l'hommage d'une larme, et dans une scène superbe, une scène-clé, la nuit, aux lumières d'une fête foraine, Claude Brasseur, clown homosexuel, se promène avec Dominique Labourier blonde et rouge, qui attend en vain un geste de lui. Reste le personnage fabuleux de Guy Marchand, danseur à claquettes vagabond, disant « *T'es heureuse ? ...moi toujours* », si bien qu'elle finit par le croire.

Tout au long de ce film insolite, la mise en scène de Marbœuf réinvente un « réalisme poétique » accordé au monde d'aujourd'hui, à l'errance continuelle de ceux qui se sentent exclus d'un amour durable.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

« TOUT L'OR DU CIEL », de Herbert Ross

Le bonheur est au coin de la rue...

Chicago 1934. L'époque des *Chercheuses d'or* de Mervyn Le Roy et Busby Berkeley chez Warner, des comédies féeriques de Fred Astaire et Ginger Rogers à la *Top Hat* chez R.K.O. Mais le film débute comme un drame domestique, sur un couple mal ajusté, une épouse acariâtre, sexuellement frustrée, apeurée, Joan Parker (Jessica Harper) et son mari Arthur, le brave gars qui veut réussir (Steve Martin), et s'amourache d'une blondinette piquante, maîtresse d'école, Eileen Everson (Bernadette Peters).

La crise sévit, la chance ne sourit guère à l'entreprenant Arthur, la blonde Eileen se recycle sur le trottoir, au service d'un fringant souteneur (Christopher Walken), avec un très beau numéro de strip-tease. Tout finit très mal, mais le bonheur revient inéluctablement, par un coup de baguette magique du destin, comme chez Brecht dans *l'Opéra de quat'sous*.

Le film a été conçu par deux Anglais, d'origine ou d'adoption, Dennis Potter, scénariste, qui avait déjà écrit un feuilleton en six parties sur le même sujet pour le petit écran, puis Ken Adam, le décorateur, l'inventeur des gadgets de James Bond. *Pennies from Heaven* (titre d'une chanson à la mode dans les années 30), en français *Tout l'or du ciel*, alterne séquences chaleureuses et noirceurs délibérées.

Le bonheur est bien au coin de la rue, il suffit de chanter et de danser. Les chansons sont elles-mêmes presque toutes jouées, ou plus exactement chantées en playback par leurs créateurs, les personnages se contentant de copier le mouvement des lèvres et des mimiques.

Nous touchons là au génie pervers de ce film qui n'arrête pas d'assener froidement douches écossaises et envolées lyriques. Derrière la volonté délibérée de ne jamais être dupe, ce quant-à-soi racoleur très britannique, cette accumulation de références cinématographiques ou plastiques, on croit apercevoir des velléités critiques mal assurées ; la crise commence, ou plutôt recommence, que chacun en profite pour s'accomplir totalement, donne champ à l'imagination.

Ce film a été tourné à Hollywood sur les plateaux de M.G.M. qui n'avaient plus été à pareille fête, nous précise la publicité, depuis *Jupiter's Darling* en 1955, la dernière comédie musicale (avec Esther William) produite par le studio. Pourtant, c'est bien à une démystification du genre que nous convient des esthètes en goguette. Finalement ils n'aboutissent qu'à casser un peu plus le jouet, pour leur plaisir.

LOUIS MARCORELLES.

■ Après le cinéma brésilien, le Denfert, spécialisé dans la promotion des nouvelles cinématographies, rend hommage au cinéma grec. On verra ainsi, à partir du 2 mars, *Bloko*, d'Ado Kyrou, *Alexandre le Grand*, de Théo Angélopoulos, et cinq films inédits présentés début 1983 aux Rencontres de Saint-Étienne.

■ Le Festival du cinéma différent de Hyères, de Marcel Mazé, qui célèbre son dixième anniversaire, se tiendra pour la première fois à une date distincte de celle du Festival du jeune cinéma auquel il est rattaché. La manifestation aura lieu pendant les vacances de Pâques, du 2 au 10 avril. Les inscriptions sont reçues jusqu'au 6 mars (tél. : 742-91-62).

■ Du 2 au 8 mars, deux cinémas de Strasbourg, le Club et l'Alfa, montrent vingt-cinq films de R.W. Fassbinder, dont deux courts métrages 16 mm inconnus en France. Harry Behr, comédien et producteur, qui fut l'assistant de Fassbinder de 1969 à 1982, sera présent.

ROCK

LES STRANGLERS

Les anarchistes du cœur

Après un morceau, les Stranglers se sont arrêtés de jouer. Ils ont demandé aux membres du service d'ordre qui protégeaient la scène de s'en aller. C'était ça ou rien. Pas se concert du tout. Évidemment, le public était bien d'accord avec eux. Comme la situation semblait vouloir traîner en longueur, le groupe y a coupé court en lançant un ultimatum : « *OK !, maintenant c'est vous ou nous* ». Les Stranglers ont posé leurs instruments et quitté la scène. Tandis que dans la salle on scandait « *Stranglers ! Stranglers !* », ils sont revenus après cinq minutes et se sont adressés au public : « *Well, nous pensons que vous êtes assez grands pour vous surveiller, les gens du service d'ordre vont se retirer, mais à présent c'est vous qui êtes responsables de la salle* ».

C'était le 15 février à Londres. Un concert qui affichait *sold out* à l'Hammersmith Odeon et ça leur ressemblait bien, aux Stranglers, d'agir de la sorte, eux, anarchistes de cœur, toujours proches et soucieux de leur public. Jean-Jacques Burnel (le Français) à la basse et Hugh Cornwell à la guitare en avant, Jet Black à la batterie et Dave Greenfield aux claviers en retrait, perchés sur une estrade, les quatre hommes en noir, fidèles à leur image, sur une scène entièrement drapée de noir, dans le contraste des éclairages blancs

Ils ont fière allure, les Sranglers, et des arguments irréfutables : une guitare qui tantôt lamine des riffs acérés, tantôt égrène des notes cristallines et parfois, par on ne sait quel miracle, produit des deux simultanément. Une basse lascive et sauvage, qui vibre au plus profond de la mélodie. Une batterie quasi-martiale, des claviers majestueux et des voix farouches, expressives, bigrement convaincantes, avec un sens du drame qui accentue la virulence des textes. Il y a véritablement de la magie dans la musique des Stranglers, une expression subversive, un charisme et une puissance qui font, invariablement, de leurs concerts des moments importants.

Après cinq morceaux, un spectateur est monté sur scène pour danser. Bientôt ils étaient une vingtaine à envahir le plateau, puis tout le monde est reparti. Tout le monde sauf l'instigateur. Burnel et Cornwell ont posé leurs instruments : sans brutalité, mais fermement, le premier a pris la tête du fanfaron et l'a bloquée entre ses jambes tandis que le second le déculottait et que Jet Black lui infligeait une fessée. On avait frôlé de peu la catastrophe. Le concert s'est déroulé ensuite sans incidents. Pourtant la municipalité de Londres a profité de l'occasion pour interdire le concert du lendemain.

Plus tard, Burnel avouait les soucis du groupe. L'annulation leur coûtait cher. Ils avaient enfreint les règles et l'assurance ne les couvrait pas « *Mais cela prouve au moins que nous sommes encore dangereux. Nous ne sommes pas passés du mauvais côté.* »

ALAIN WAIS.

★ Mutualité, lundi 28 février et mardi 1er mars, 21 heures.

★ Discographie chez C.B.S.

MUSIQUE

Mort du chef d'orchestre Adrian Boult

Sir Adrian Boult, l'un des plus célèbres chefs d'orchestre anglais, vient de mourir à Farnham, dans le sud de l'Angleterre, a-t-on appris la semaine dernière. Il était âgé de quatre-vingt-treize ans.

Né à Chester le 8 avril 1889, étudiant à Oxford, Adrian Boult décide de devenir chef d'orchestre et, à treize ans, va travailler à Leipzig, où il suit passionnément les concerts du grand Arthur Nikish. A quinze ans, il fait ses débuts à Covent Garden, et, après la guerre, commence une brillante carrière en Angleterre et à l'étranger. Il est notamment titulaire de l'Orchestre de Birmingham de 1924 à 1930, assistant du directeur de Covent Garden, directeur du Bach Choir, et devient, en 1930, le premier chef de l'orchestre de la B.B.C.

Adrian Boult sera anobli en 1937, après avoir dirigé la musique du couronnement de George VI. De 1950 à 1957, il est à la tête de l'Orchestre philharmonique de Londres et continue à donner de nombreux concerts, jusqu'à sa retraite en 1979. Il était professeur de direction d'orchestre du Royal College of Music de Londres depuis 1920.

Sir Adrian Boult a enregistré beaucoup de disques et écrit trois livres, dont une autobiographie, My Own Trompet. *Ses interprétations claires et brillantes étaient marquées par une grandeur bien dans la tradition anglaise ; il a beaucoup fait pour ses compatriotes Elgon, Holst, Vaughan Williams et tant d'autres dont il a créé de nombreuses œuvres.* — J. L.

« MORT ACCIDENTELLE D'UN ANARCHISTE »

Version française

En 1968, à la suite d'attentats très meurtriers à Bologne et à Milan, la police opère des rafles dans les milieux d'extrême gauche. A Milan, un cheminot meurt en tombant de la fenêtre d'un commissariat. Accident, suicide... la bavure dégénère en affaire. Dario Fo écrit, monte et joue, partout où ont lieu les multiples péripéties d'un procès long et embrouillé à plaisir, *Mort accidentelle d'un anarchiste*, paraphrase burlesque du *Revizor*.

Dario Fo y est un « fou » qui découvre par hasard les papiers de l'affaire. Sous le déguisement d'un juge inspecteur prêt à toutes les complicités, il oblige les protagonistes à une reconstitution des faits... Dans la version française proposée par Jacques Echantillon, Jean-Jacques Moreau reprend avec bagout, énergie, et avec un zeste de colère vengeresse, le rôle du « fou ». Bien sûr, il n'a pas la longue silhouette de Dario Fo, sa science du geste clair, sa décontraction légèrement canaille. Il n'a pas la plasticité de son visage, et, surtout, chez Dario Fo, il y a le regard bleu, candide, malin, terriblement sagace, qui déjoue les poncifs, les déploie en accordéon comme un illusionniste le fait d'un jeu de cartes.

Sans ce regard qui est tout — et qu'on ne retrouve guère que dans les yeux bleus d'E.T., — la pièce se réduit à une guignolade, d'ailleurs un peu longue, d'autant que l'affaire est loin, lointaine, et que les allusions se perdent. Guignol aussi peut faire rire. — C.G.

★ Théâtre La Bruyère, 21 heures.

DANSE

LE QUINZIÈME CONCOURS DE BAGNOLET

La partie visible de l'iceberg

Le quinzième concours chorégraphique de Bagnolet s'est achevé dimanche 27 février avec l'annonce des lauréats. Le premier prix a été remporté par le danseur Philippe Decoufle.

On ne présente plus le Concours de Bagnolet. En quinze ans d'existence, il a rythmé l'essor de la création chorégraphique moderne en France, ses premiers balbutiements, son apprentissage sous l'influence des techniques américaines et l'avènement d'une nouvelle génération de chorégraphes. En témoignent D. Bagouet, F. Verret, M. Martin, J.-C. Gallota, J.-C. Ramseyer, D. Boivin, J. Baïz... sans oublier des étrangers comme S. Linke ou R. Hoffman.

Lors de sa création par Jaque Chaurand en 1968, Bagnolet répondait aux interrogations de l'époque et à la volonté d'échapper aux stéréotypes du ballet traditionnel. Cette fête de la danse a tourné au marathon en 1975 avec quarante-cinq finalistes dont dix étrangers. Le ministère de la culture qui participe au financement (100 000 F) offre depuis 1979 un prix de 5 000 F à un chorégraphe français. 1977 fut un grand cru. Depuis, la compétition s'est faite plus sélective : trente-quatre finalistes en 1970, trente en 1982, vingt et un cette année (sur soixante-quinze inscrits).

On a vu peu à peu disparaître les danseurs qui venaient montrer des essais sincères et balbutiants. Jaque Chaurand, nostalgique de ce temps a entrepris de le ressusciter en organisant à Châtillon (les 22, 23, 24 avril) des « Journées de la première danse », réservées aux écoles et aux groupes amateurs. Soumis à un jury très professionnel le Prix de Bagnolet requiert aujourd'hui une forte maîtrise de l'écriture chorégraphique. L'audace, l'imagination, n'étaient pas au rendez-vous de 1983 mais plusieurs candidats sont à suivre de près comme Jackie Taffanel de Montpellier qui a composé une sorte d'art de la chute, souple, aérien, et d'une grande tendresse. Patrick Roger un « ancien » de chez Nikolaïs à Angers a conçu un jeu d'attaques et d'esquives en perpétuel mouvement aussi enlevé qu'un dessin animé. Les danseurs de Philippe Decoufle feraient plutôt penser à une bande dessinée avec leurs airs ineffables, leur gestuelle déglinguée mais d'une grand logique d'enchaînements, danse chewing-gum exécutée comme en apesanteur et brusquement cassée, totalement jubilatoire.

Manuèle Robert qui a l'œil vif et un sens assez particulier de l'humour déploie sur une musique de Laurie Anderson. une bande joyeuse de bonnes femmes insomniaques à qui une nuit blanche ne fait pas peur. Jean-Marc Matos, peut-être trop attendu depuis ses prestations aixoises voici deux ans, a déçu. Malgré une belle technique sa danse, par un mouvement, recherche trop l'adhésion du spectateur : le plaisir ne se programme pas. On garde aussi la vision fugitive d'Anne Delichères, attachante danseur se tentant vainement de faire passer un message d'Aubenas et quelques beaux gestes lourds et imagés d'Edouardo Gallabert plus proches de la sculpture que de la danse.

∴

Le concours de Bagnolet n'est que la partie émergée de l'iceberg ; il témoigne qu'aujourd'hui la danse est intégrée à la culture moderne mais se heurte encore à l'inadaptation des structures.

Les retombées directes de Bagnolet sont sporadiques : la Maison de la culture d'Aulnay permet chaque année à un lauréat de travailler en résidence pour monter une création. Le centre de l'Abbaye des Prémontrés à Pont-à-Mousson invite un chorégraphe et lui passe commande. Bagnolet c'est le coup de projecteur, et le début d'un long cheminement. Il aura fallu à peu près dix ans à Jean-Claude Gallotta, à Dominique Bagouet ou à Maguy Marin pour trouver une implantation ; et beaucoup de lauréats, de retour dans leur région, ne bénéficient pas pour autant d'une aide locale. Trop de maisons de la culture, de centres d'action culturelle, ne font pas pour la danse ce qu'on est en droit d'en attendre et cela est inquiétant au moment où la décentralisation se met en place.

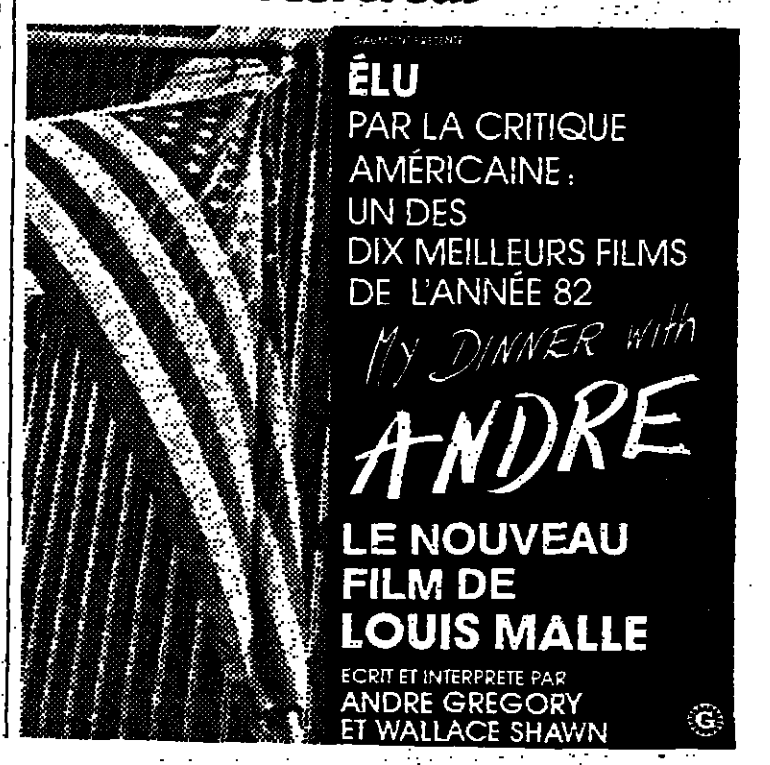
Une bonne partie des candidats de Bagnolet habitent Paris et sa région. La Ville pourtant n'a jamais rien fait pour donner un prolongement à cette manifestation ; il n'existe à Paris aucun lieu permettant aux chorégraphes de répéter, de préparer des créations, de rencontrer le public. En revanche, trop de festivals, de théâtres indépendants, accueillent les lauréats de Bagnolet dans des conditions financières dérisoires où ils vont s'essouffler à produire deux ou trois créations par an tout en perdant de l'argent.

Le mérite du concours est d'avoir révélé des besoins, des manques ; il a permis aux Assises de Bagnolet, réunies en janvier 1982, de réfléchir sur une politique de la danse en France. Ces assises sont à l'origine d'une commission qui, s'appuyant sur leurs travaux assure un rôle d'étude, de proposition et d'action auprès du ministère de la culture.

MARCELLE MICHEL.

Le palmarès

- Premier Prix : Philippe Decoufle.
- Deuxième prix : Patrick Roger.
- Troisième prix : ex-æquo, Jean-Marc Matos et Manuèle Robert.
- Prix du ministère de la culture : ex-æquo, Philippe Decouple et Patrick Roger.
- Prix d'Aulnay-sous-Bois : Jackie Taffanel.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CASTING – Centre Pompidou (277-12-35), 20 h 30.
ORLAMONDE – LES CHANTS DE MALDOROR – Épicerie (272-23-41, 18 h 30 et 20 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : la Chauve-souris.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : l'Amour des trois oranges.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer 20 h 30 : Poésie, rendez-vous avec la Revue « Europe ».
BEAUBOURG (277-12-35) Débats : 18 h 30 : A. Negri et Spinoza.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), voir Concerts.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Concert : « Cante flamenco » (C. Sanchez et P. Bacan).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23) 21 h : Moi.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.
FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : Jeux de mots (dern.) ; 20 h 15 : Vive les femmes.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule.
MADELEINE (265-07-09) 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Hamlet.
TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Pas de fantaisie dans l'orangeade.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53) 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Scaramouche.
THEATRE 347 (874-44-30), 20 h 30 : la Surprise de l'amour.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : Le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Les Démones Loulou. II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : J. Mailhot ; 21 h 15 : Étoiles rouges.
LA GAGEURE (367-62-45), 21 h : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : la Garçonne.
PATACHON (606-90-20) 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil ; 22 h 45 : Autant en emporte le banc.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : l'Autocensure ; 20 h 30 : Santons français ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45) 21 h : A la Courte-Paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26) (mer.), 21 h : A vos Ronds... Fisc.

Le music-hall

LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Chants et danses de l'Ensemble soviétique de Géorgie.
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11), 21 h : Grand Orchestre du Splendid, Coluche.
RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), 18 h 30 : L. Carpio.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Petit et Gros ; 20 h 30 : J. Gaudin : les Autruches.

Les concerts

LUCERNAIRE, 21 h : Trio d'Aix-en-Provence (Beethoven, Brahms).

Lundi 28 février

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, Cycle acousmatique, 18 h 30 : Texier, Malec ; 20 h 30 : Vinao, Chion.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : V. Yankoff (Beethoven, Chopin).
CITÉ INTERNATIONALE, GRAND THÉATRE, 20 h 30 : M. Le Dizes, J.-Cl. Henriot (Beethoven).
EGLISE SAINT-ETIENNE DU MONT, 20 h 45 : Chœur et Orchestre des solistes de la Ville de Paris, dir. H. Reiner (Mozart).
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : Ensemble instrumental J.-W. Andolfi (Janacek, Bottesini, Spohr...).
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 18h 30 : Orchestre du Conservatoire de Paris, J.-S. Bereau, A. Roussin, N. Bera-Tagrine (Mendelssohn, Ravel) ; 20 h 30 : voir le 27 à 18 h : hommage à la danse...

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : Peter, Paul and Mary.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. de Villiers.
FORUM (297-53-39), 21 h : Cie Lubat.
MUTUALITÉ (329-12-99), 20 h : The Stranglers.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : New Jazz Bandar.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Erica.

En région parisienne

IVRY, Théâtre (670-15-71), 20 h 30 : Bad-Lands (dernière).
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81) 20 h 30 : Combat de nègre et de chiens.
POISSY, Usine-Théâtre (074-70-18), 21 h 30 : Un rideau d'incolore.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

12 h 30, Hommage à J. Ivens : table ronde : cinéma documentaire et actualités télévisées ; 21 h, Hommage à K. Paxinou : Rocco et ses frères, de L. Visconti.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Hommage à J. Ivens : Carnet de voyage ; Peuple armé ; Le train de la victoire ; Le petit chapiteau ; A Valparaiso ; 17 h, Passions juvéniles, de K. Nakahira ; 19 h, Inuit, de J. Malaurie : Les Esquimaux alaskiens et les États-Unis d'Amérique.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; v.f. : Bergère, 9e (770-77-58).
L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 13e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
BLADE RUNNER (A.) (*) (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A.) : (v.f.) (Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LE CAMION DE LA MORT (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-02-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-07-06) ; Images, 18e (522-47-94).
DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04).
L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99).
LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).
J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
MEURTRE, EN TROIS DIMENSIONS (*) (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) : v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) : Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES PETITES GUERRES (Lib., V.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
PARTNERS (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PHOBIA (A., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.,) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LES FILMS NOUVEAUX

CAP CANAILLE, film français de Juliet Berto et Jean-Henri Roger : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) : Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
L'EMPRISE (*), film américain de Sidney J. Furie, v.o. : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES FEUX DU THÉATRE, film inédit de Sidney Lumet, v.o. : Action Lafayette, 9e (878-80-50) (à partir du vendredi 25).
L'IMPOSTEUR, film italien de Luigi Comencini, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11), v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
ITINÉRAIRE BIS, film français de Christian Drillaud : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA RÉVOLTE DES JEUNES LOUPS, film grec de Yiannis Dalianidis, v.f. : Concordia, 10e (208-32-05) ; Cigale, 18e (606-11-75).
T'ES HEUREUSE ? MOI TOUJOURS ! film français de Jean Marbœuf : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
TOUT L'OR DU CIEL, film américain de Herbert Ross, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA TRAVIATA, film italien de Franco Zeffirelli, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

ACTUELLEMENT



MERCREDI



SPECTACLES

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-39-36) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA RIVIÈRE DE BOUE (Jap., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

THE VERDICT (A, v.o) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 6e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-63-68) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

TRIPTYQUE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ALPHAVILLE (Fr.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Marylin, 14e (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LA CAPTIVE AUX YEUX CLAIRS (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LE CHOC (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

DEEP END (Angl., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA DEROBADE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

JE SUIS UN EVADE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand Pavois 15e (554-46-85).

JOSEPHA (Fr.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00)

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-25).

MAD MAX I (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-39-36) ; Gaité-Rochechouart, 9e (878-81-77).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LA MORT AUX TROUSSES (A, v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

OUT ONE : SPECTRE (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), H. Sp. : Olympic, 14e (542-67-42).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) - V.a. : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (272-47-86) : Dernier Round.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.

FESTIVAL EDDIE CONSTANTINE : Studio 43, 9e (770-63-40) ; en alternance : Ces dames préfèrent le mambo ; Lemmy pour les dames ; Bonne chance Charlie ; Nick Carter et le trèfle rouge.

SPIELBERG (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 20 h 30 : 1941 ; 22 h 30 : Rencontres du troisième type.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07) : Officier et gentleman.

IVAN PASSER, SCENARISTE ET REALISATEUR (v.o.) : Espace-Gaieté, 14e (327-95-94) : Cutter's Way.

RITA HAYWORTH (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : la Blonde ou la Rousse.

HOMMAGE A G. CUKOR (v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46) : Indiscrétions.

SEMAINE DE LA REVUE « POSITIF » (v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) : le Tour d'honneur des coureurs de marathon.

JACQUES RIVETTE : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33) : Céline et Julie vont en bateau.

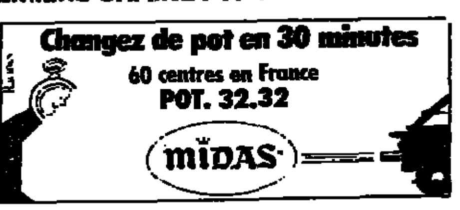
STUDIO CUJAS, 5e (354-89-22). – **VIVRE LA VILLE** : 18 h : Nous étions tous des noms d'arbres (avant-première) ; 16 h, 20 h : les Sacrifiés.

DENFERT, 14e (321-41-01). – **3e FESTIVAL DU CINÉMA BRÉSILIEN** (v.o.) : 17 h : A idade de terra.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 28 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : la Splendeur des Amberson.
Film américain d'Orson Welles (1942), avec T. Holt, J. Cotten, A. Baxter, A. Moorehead, D. Costello (N.)
Après le coup d'éclat de Citizen Kane, *Orson Welles s'attaque à l'adaptation d'un « roman de famille » de Booth Tarkington et raconte la décadence d'un clan aristocratique du Michigan, à la fin du XIXe siècle. Les plans fixes, les plans-séquences, les mouvements d'appareil, inventent un style moins baroque que celui de* Citizen Kane, *révolutionnent le cinéma romanesque. Amputé au montage, et pourvu d'une fin postiche désavouée par Welles, ce film n'est pas l'œuvre qu'il aurait voulue et, pourtant, elle porte sa griffe, elle est une réflexion sur le passé nostalgique, les transformations de sociétés, l'illusion du pouvoir et la mort, malgré Hollywood qui voulait avoir la peau du génie trop encombrant.*

22 h 5 Orson Welles à la Cinémathèque, de P.A. Boutang, réal. : Guy Seligman.
Une conférence du metteur en scène de Citizen Kane *à la Cinémathèque. Orson Welles parle de sa conception de l'espace cinématographique, de la postérité, du cinéma noir et blanc entre autres. Quatre-vingt-dix minutes de bonheur...*

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Ondine, de J. Giraudoux, mise en scène : R. Rouleau. Avec I. Adjani, F. Chaumette, M. Duchaussoy...
Ondine, merveilleuse créature sauvage, accepte le pacte de son oncle le Roi des Ondins : elle vivra son amour humain, et si Hans la trahit elle perdra jusqu'au souvenir de son existence terrestre...

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Série : Le fou du désert.
Dernier épisode. Réal. : J. Trefouel. Avec M. Carrière, F. Giorgetti, P. Arditi.
Heurs et malheurs du grand Conrad Kilian : après une longue convalescence et de multiples échecs, Kilian s'enfonce dans la névrose et « se donne la mort ». Assassinat ou suicide ? On ne le saura jamais.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Magazine : Thalassa, de G. Pernoud.
Bienvenue à bord du Rubis *« sous-marin nucléaire lanceur d'engins.*

22 h 29 Une minute pour une image, *d'Agnès Varda.*

22 h 35 Prélude à la nuit.
« Berceuse », de G. Fauré, et « six danses roumaines », de B. Bartok, par J.-J. Kantorow au violon, et J. Rouvier au piano.

FRANCE-CULTURE

20 h, Quelques journées d'hiver, de J.-P. Govaerts.
21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : le mot qui vient du silence.
22 h 30, Nuits magnétiques sans images.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : soirée musicale des amis de Samson François. Œuvres de S. François, W.A. Mozart, F. Chopin, M. Deneuve, R. Schumann, F. Liszt, C. Debussy, M. Solal, T. Monk.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; 23 h 5, Aspects de la musique française ; 0 h 5, Un Italien à Paris : Piero Coppola.

Mardi 1er mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h Télévision scolaire.
11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord. (I.N.C.)
Les clefs du logement.
20 h 35 Théâtre : Point H.
d'Y. Jamiaque, mise en scène Y. Bureau, réal. L. Iglesis, avec J. Davy, F. Delille, D. Deisen et A. Grecq.
Le physicien danois Nielsen devient contre son gré l'intermédiaire entre les scientifiques américains et ceux du Reich. Nous sommes en 1943, les scientifiques se réunissent, la bombe nucléaire éclatera-t-elle ?
22 h 40 Documentaire : Colette ou les chemins de la liberté.
Enquête de F. de L'Homme, réal. E. Kneuze. (Rediffusion.)
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal *(et à 12 h 45).*
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Les charmes de l'été
16 h Reprise : Chantez-le-moi.
(Diffusé le 27 mars, à 20 h 35.)
17 h 5 Entre vous
de L. Bériot. « Chaba d'entra » : *les gîtes ruraux en France.*
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : l'armistice de juin 1940.
Téléfilm de P. Alfonsi et P. Pesnot, réal. H. Basle. Avec C. Bouillette, R. Benois, G. Claisse, M. Cuvelier...
Une reconstitution fidèle des instants secrets de la signature de l'armistice. Sobre et élégante réalisation d'Hervé Basle, en forme de huis clos.
21 h 45 Débat : l'armistice de juin 1940.
Avec les professeurs A. Milward, E. Jackel, M. Launay, le colonel M. Longuechaud, l'écrivain H. Michel et J. Amouroux, journaliste.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 33 La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.
20 h 35 Film : Guerre et paix.
De Serguei Bondartchouk (1962-1965) (troisième partie).
A ce point de la fresque inspirée par le roman de Tolstoï, les problèmes individuels s'effacent dans le drame collectif de la Russie de 1812, envahie par Napoléon Ier (on va tiquer sur l'interprétation de l'acteur soviétique qui l'incarne !) et défendue par le général Koutouzov. La reconstitution de la bataille de Borodino, énorme morceau de mise en scène à très grande figuration, passera, évidemment, bien moins qu'au cinéma.
21 h 55 Journal.
22 h 13 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.
22 h 15 Prélude à la nuit.
Concert à Grasse, Symphonie pour les soupers du roy, de M. R. Delalande, par l'orchestre Cannes - Provence - Côte-d'Azur, sous la direction de P. Bender.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : l'ordinateur, un objet mythique. (voir lundi).
8 h, Les chemins de la connaissance : images de la solitude volontaire ; à 8 h 32, Ulysse parmi nous ; à 8 h 50, le sillon et la braise.
9 h 7, La matinée des autres : les Touaregs, par C. Herviant.
10 h 45, Un quart d'heure avec J. et B. Villeminot.
11 h 2, L'orgue provençal de Cucuron, par J. Merlet (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges », de M. Tremblay.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Le bonheur fou.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui, par E. Noël.
20 h, Dialogues : Les crises se ressemblent-elles ? Avec F. Braudel et A. Minc.
22 h 30, Nuits magnétiques : la permission de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Chabrier, Fasch, Tchaïkovski, Rameau, Weber, Rachmaninov, Sibelius.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Kenneth Gilbert.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Opérette : « Orphée aux enfers », d'Offenbach (première partie).
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Emissions d'auteurs : Un disque pour la semaine ; 15 h 30, E. Chabrier.
17 h 5, Repères contemporains.
17 h 30, Les intégrales : J. Brahms.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Studio 106) : Œuvres de L. de Pablo, M. Philippot, G. Grisey, K. Makino.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : J.McCormack. Œuvres de Schubert, Allitsen, Sullivan, Bach-Gounod, Fauré, Franck.
20 h 30, Concert (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 26 novembre 1982) : « Concerto grosso », de Corelli ; « Concerto pour violoncelle et orchestre », de Haydn ; « Sérénade no 4 », de Mozart ; par le Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. L. Hager ; sol. M. Maisky, violoncelle.
23 h 30, La nuit sur France-Musique : Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 28 FÉVRIER

– *MM. Bertrand Delanoé*, député de Paris et porte-parole du P.S., et *Jean-Pierre Bloch*, candidat U.D.F. dna le dix-huitième, participent au débat organisé sur Radio-Express, à 19 h 30 (Paris, 100,85 MHz).

– *Mme Françoise Gaspard*, maire sortant socialiste de Dreux, et *M. Michel Cointat*, maire sortant de Fougères, débattent sur Europe-1, à 19 h 30.

MARDI 1er MARS

– *MM. André Santini*, maire U.D.F. d'Issy-les-Moulineaux, *Guy Ducoloné*, député communiste des Hauts-de-Seine, et *Jean Glavany*, chef de cabinet du président de la République et candidat socialiste à Issy-les-Moulineaux, participent au débat organisé par Paris-Fréquence-Montparnasse, à 7 h (89,2 MHz).

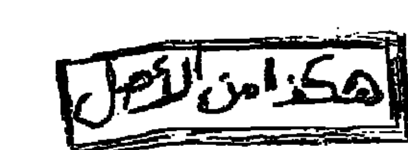
– *M. Bertrand Delanoé*, député de Paris, porte-parole du P.S., est invité à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

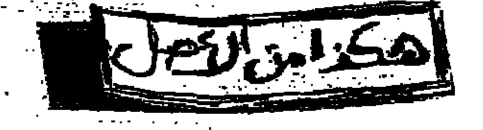
– *MM. Paul Laurent*, candidat communiste dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, et *Charles Pasqua*, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, sont reçus au journal de T.F.1, à 13 h.

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du P.C.F. est l'invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » sur R.T.L., à 18 h 15.

– *M. Jacques Toubon*, député R.P.R. de Paris et candidat dans le treizième arrondissement, est reçu sur Radio-Tour-Eiffel, à 19 h (Paris, 101,5 MHz).

– *M. Jacques Chirac*, maire de Paris (R.P.R.), « rencontre la presse » sur Radio-Communauté, à 20 h 30 (Paris, 94,4 MHz).





COMMUNICATION

Vu

Nicaragua : deux Églises pour une foi

Excellent reportage sur l'Église du Nicaragua, équilibré et honnête, que nous ont proposé Bernard Benyamin et Jean Rey dans l'émission « Dimanche-magazine » d'Antenne 2, le 27 février.

Les Églises, plutôt. Car, à côté, presque en marge de l'Église traditionnelle hostile au gouvernement sandiniste, après avoir applaudi à la chute de la dictature Somoza, existe une Église dite « populaire », des prêtres, des religieuses, qui affirment ne voir *aucune contradiction entre leur* foi chrétienne et leur engagement révolutionnaire. Pour eux, *« religion et révolution se conjuguent au service des humbles »*.

La première Église est en soutane. Son chef de file, Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, onctueux et serein, dénonce les « curés rouges », les menaces sans ambiguïté de revenir *« en communion avec leurs évêques »* ou de se situer *« hors de l'Église »*. Prélat politique, il brandit la lettre de Jean-Paul II — attendu à Managua le 4 mars, — qui incitait les fidèles nicaraguayens à écouter les évêques et à éviter « toute division ». Radio-Catolica, la radio de l'épiscopat, emploie vingt-cinq personnes et diffuse sans cesse ce message de Jean-Paul II.

Un langage et un appel qui n'impressionnent guère les servants de l'Église « populaire ». Eux aussi se réclament de Jean-Paul II. Le portrait du pape est en bonne place dans l'église de Santo-Tomas-del-Norte, à une portée de fusil de la frontière du Honduras. Deux miliciens sandinistes *ont été tués la veille*. Ses compagnons, kalachnikoff à l'épaule, assistent à la messe dite par un petit curé maigre. Une autre église de campagne, la même ferveur. Une récitante souhaite *« la victoire des camarades salvadoriens contre l'impérialisme américain »*. *Amen*, dit *le prêtre*.

Deux religieux sont ministres dans le gouvernement sandiniste ; celui de la culture, Ernesto Cardenal, un poète au béret noir et aux longs cheveux ; celui des affaires étrangères, le Père d'Escotto. *Jean-Paul II* avait menacé d'annuler son escale à Managua s'il devait y rencontrer les deux ministres, qui s'obstinent à rester chrétiens et membres du gouvernement dénoncé par la hiérarchie catholique. Tout incident *sera évité* : le Père Cardenal est en voyage et le Père d'Escotto est parti pour New-Delhi, à une très opportune réunion préparatoire du sommet des non-alignés. C'est sûr. On le voit monter dans l'avion.

MARCEL NIEDERGANG.

Lu

« FEU AU REICHSTAG, L'ACTE DE NAISSANCE DU RÉGIME NAZI », de Gilbert Badia.

Quand l'Allemagne flambait

En ce cinquantenaire des jours fiévreux où Hitler s'empara de la chancellerie à Berlin, le 27 février commémore l'incendie du Reichstag. Dans la nuit, l'embrasement du lourd et solennel édifice *annonça symboliquement à* l'Allemagne l'approche de l'apocalypse. Le nouveau pouvoir exploita aussitôt l'événement pour ouvrir contre ses adversaires de gigantesques chasses à l'homme. Ses victimes communistes, sociaux-démocrates, attribuèrent naturellement le sinistre à une perfide provocation nazie, et accusèrent assez vite Hermann Goering. Depuis 1945, l'histoire admise reprend généralement leur thèse.

Communiste lui-même, membre éminent du P.C. français, professeur de civilisation allemande à l'université de Paris-VIII, et *par conséquent* peu suspect de sympathies envers le IIIe Reich, M. Gilbert Badia a voulu, selon sa propre expression, *« jouer les détectives »*, à travers les quatorze *mille* pages de documents laissées par le *procès des coupables poursuivis* en 1933, et *découvrir « les vrais incendiaires ». La formule indique suffisamment qu'il n'estimait pas les connaître*.

Goering ne sort pas entièrement blanchi de cette enquête, mais par la minutie de son travail, Gilbert Badia renouvelle et enrichit le sujet. Il expose l'histoire d'après des *recherches*, des *preuves*, et *non plus seulement* selon les *réflexes* conditionnés qu'autorisent la défaite et la malfaisance du nazisme.

Entre les *premières* lueurs du feu, remarquées par les gardes de service, et l'exécution du malheureux hollandais Van der Lubbe, décapité comme victime expiatoire par un bourreau en habit haut-de-forme et gants blancs, l'auteur suit pas à pas les principaux acteurs de cette cause retentissante : Ernst Torgler, chef des parlementaires communistes, rallié aux nazis après *d'obscurs marchandages* ; Dimitrov, habile ténor de la IIIe Internationale stalinienne ; Goering, rustre théâtral d'une tragique trivialité ; Goebbels, efficace et intelligent ; des comparses à peine entrevus, peut-être les vrais coupables, comme ce Karl Ernst, abattu avec tant d'autres pendant la sanglante nuit des Longs Couteaux, sans doute parce qu'il en savait trop.

Derrière ces médiocres acteurs de la grande histoire, Gilbert *Badia décrit superbement* l'Allemagne incandescente de 1932. Communistes, sociaux-démocrates s'y déchirent. Hitler recrute contre eux des partisans dans toutes les classes, et d'abord parmi les chômeurs. En rupture avec une interprétation simpliste, traditionnelle dans son *propre parti*, Gilbert Badia refuse de voir dans ce personnage diabolique, pour cette raison hors du commun, le banal *« pantin dont le grande industrie tirait les ficelles »*, car ce jugement ne permet pas de comprendre *« la nature du fascisme hitlérien ni la spécificité de ses méthodes »*.

Apparemment résolu à briser bien des tabous dans son ouvrage pourtant publié par les éditions officielles du P.C.F., l'auteur analyse l'écrasante responsabilité *des* communistes allemands dans la victoire du nazisme, *les bourdes de la gauche* européenne, où un Léon Blum déclarait Hitler *« exclu du pouvoir »*, et *« même exclu de l'espérance du pouvoir »*, deux mois avant son installation à la chancellerie. Derrière les fautes stratégiques *des marxistes se profile* dans l'ombre la silhouette inquiétante *peu nommée* mais omniprésente de l'U.R.S.S.

Cette *manière* franche, directe d'aborder des sujets délicats déconcerte autant qu'elle séduit chez un historien communiste. Le lecteur pointilleux reprochera tout *au plus à Gilbert Badia de* sous-estimer l'influence de la révolution russe dans l'hostilité des sociaux-démocrates envers l'extrême gauche allemande. Celle-ci se réclamait de Lénine, et les bolcheviks avaient en 1917 renversé *un gouvernement* socialiste. Regrettons aussi son inutile indulgence envers un gros mensonge d'André Malraux, sur une prétendue conversation entre lui et Goebbels. Ces réserves faites, souhaitons à son livre tout le *succès qu'il mérite par tant* d'intelligence et d'honnêteté.

GILBERT COMTE.

★ Éditions sociales. 334 p. 90 F.

FORCE OUVRIÈRE QUITTE L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS DE JOURNALISTES

Le Syndicat général des journalistes Force ouvrière, dont la commission exécutive s'est réunie le samedi 26 février à Reims, *« constate que l'Union nationale des syndicats de journalistes (U.N.S.J.) n'a plus sa raison d'être »*. A l'appui de ce jugement de valeur, F.O. cite *« le coup de force du Livre C.G.T. à* l'Union *de Reims »* à l'occasion duquel *« sa voix ne s'est pas fait entendre »*.

Énumérant d'autres sujets de divergence, dont l'information en Pologne et *« le soutien direct apporté par le S.N.J., la C.F.D.T. et la C.G.T. aux nominations sur des critères extra-professionnels, notamment dans l'audiovisuel »*, la commission exécutive du syndicat Force ouvrière déclare qu'elle *« cesse de cautionner l'existence d'une Union nationale des syndicats de journalistes qui a failli à sa mission. Nul ne peut désormais*, conclut F.O., *se réclamer de ce sigle »*.

Le président en exercice de l'U.N.S.J., dans un communiqué, a notamment répliqué : *« Si le syndicat des journalistes F.O., qui a délibérément sapé les bases de l'U.N.S.J. depuis plusieurs mois, est libre de la quitter, il n'est pas fondé à décréter, unilatéralement, que l'U.N.S.J. est devenue sans objet. Trois autres syndicats (S.N.J. S.J.F.-C.F.D.T., S.N.J.-C.G.T.), parmi les plus représentatifs, siègent au comité directeur de l'U.N.S.J. Il leur appartiendra de décider de l'avenir de cet organisme, dans l'esprit de recherche d'unité syndicale qui demeure l'objectif essentiel de l'U.N.S.J. »*

L'U.N.S.J., fondée le 28 janvier 1967, n'est pas un organisme selon la loi de 1884. Elle ne se substitue donc pas à chacun des syndicats participants. L'U.N.S.J. a notamment pour objet *« la défense des intérêts de la profession »*, ainsi que *« l'entente et le rapprochement des journalistes de diverses catégories et formes de presse pour la satisfaction de leurs revendications communes »*.

LETTRES

Le prix des Deux-Magots à Michel Haas

Le jury des Deux-Magots, célèbre café littéraire de Saint-Germain-des-Prés, a décerné son cinquantième prix, jeudi 24 février, à Michel Haas pour son premier roman, *la Dernière Mise à mort*, publié chez Olivier Orban.

[Agé de trente ans, Michel Haas, issu d'une famille d'origine alsacienne, est apparenté à Charles Haas, modèle du Swann de *A la Recherche du temps perdu*, de Proust. Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, Michel Haas est actuellement en poste à l'université de Yale aux États-Unis, pour la deuxième année. Il reviendra s'installer en France prochainement].

SCIENCES HUMAINES

La leçon inaugurale de Mme Françoise Héritier-Augé au Collège de France

(Suite de la première page.)

Marcel Mauss crie encore dans le désert lorsqu'il dénonce en 1913 l'*« opposition générale, sociale, têtue, réactionnaire »* qui a frappé d'ostracisme en France l'anthropologie exotique et l'ethnographie.

L'une des causes non avouées de cette situation est la longue persistance de la vision méprisante de l'homme noir et de ses œuvres. Racisme, absence d'intérêt, difficulté d'accès du continent, tout concourt à cette ignorance durable jusqu'à ce que *« la Revue nègre déploie ses charmes la même année où se crée l'Institut d'ethnologie »*.

La fin de l'ignorance du plus grand nombre entraîne celle d'une appréciation d'ensemble erronée : une Afrique *qui serait « restée à l'écart de l'histoire du monde jusqu'à son ouverture par la colonisation »*, un continent où rien n'aurait pu se passer *« qui n'y soit introduit de l'extérieur »*. On sait maintenant qu'il n'en est rien, et aussi que l'Afrique *« a eu ses propres déterminations ». « Lieu d'élaboration pendant des millénaires dans tous les domaines qui font le social, on y trouve représentés tous les systèmes-types de nomenclature de la parenté, toutes les formes connues de filiation (...) et de résidence, toutes celles de l'alliance (...) ; on y trouve la plus grande variété de formations économiques et sociales, de modes et de rapports de production qu'une abondante littérature s'efforce d'ordonner : sociétés de chasseurs-collecteurs, puisqu'il en subsiste encore, y compris des peuples de pêcheurs lagunaires ou fluviaux, de pasteurs nomades, de cultivateurs sédentaires ou itinérants, de planteurs, etc., qu'organiseraient des modes de production domestique, lignager, cynégétique, villageois, esclavagiste, colonial, africain...*

» On y trouve tous les types d'organisation politique traditionnelle, des petites bandes acéphales aux communautés villageoises autonomes qui répartissent les fonctions politiques non dissociées des religieuses entre différents lignages, des systèmes segmentaires à l'échelle de l'ethnie aux grands États à administration centralisée, avec armée, appareil répressif, taxes et impôts, des royautés « sacrées » aux empires mercantiles ou religieux des conquérants précoloniaux. »

« L'Afrique a élaboré également pendant des millénaires, poursuit Mme Héritier-Augé, *des formes de pensée raffinée, des croyances religieuses, des cosmogonies, des mythologies et des panthéons d'une grande richesse, qu'elle a exportés, sans l'avoir voulu d'ailleurs, dans le Nouveau Monde ; un art et des genres littéraires multiformes, un prodigieux savoir naturaliste, et, malgré la pauvreté des matériaux, des architectures remarquables (...). »*

Ainsi, le continent africain se présente *« comme une gigantesque galerie ethnographique où seraient rassemblés la quasi-totalité des éléments, dans leurs diverses combinaisons, sur lesquels s'exerce la sagacité anthropologique. Et cette galerie, loin d'exposer des matériaux morts ou moribonds, des survivances ou des archaïsmes, les étale à nos yeux dans le foisonnement de la vie. Ainsi, l'Afrique procure-t-elle la matière nécessaire à un travail anthropologique en profondeur : elle fournit toujours la ressource de comparer entre elles ses sociétés actuelles, qui sont diverses, tout en les confrontant à d'autres qui lui sont extérieures, mais aussi elle offre la possibilité de voir fonctionner* in situ *des institutions, et même parfois plus largement des types d'organisation sociale, qu'ailleurs on ne connaît que par des descriptions ethnographiques anciennes ou par l'histoire »*.

Vivante galerie

Mais le continent n'est pas un vaste conservatoire, il *« s'inscrit dans l'histoire chaude du contact culturel. Il ne peut y avoir de société préservée ; elle évolue et se transforme par un travail d'élaboration continue, et si des traits disparaissent, d'autres se réorganisent et s'adaptent à de nouveaux contextes, usant pour cela des possibilités d'ouverture et de manipulation qu'offre le système lui-même »*.

Par exemple, *« la diversité des situations politiques actuelles, l'expansion continue de l'islam, la difficulté d'application des politiques de développement, le foisonnement du phénomène urbain, les migrations de travailleurs et le chômage témoignent à leur manière des contacts plus ou moins difficiles des peuples, comme en présentent directement les effets les syncrétismes et les messianismes aux diverses facettes selon les lieux et les moments où ils sont nés, religions séparatistes d'Afrique du Sud, mouvement harriste de Côte-d'Ivoire, kimbanguisme au Congo »*.

La tâche d'anthropologue que s'assigne Mme Héritier-Augé, face à la richesse du continent africain, *« ne se résume pas à la confection d'un « patchwork » dont chaque éthnologue aurait approximativement découpé un morceau incomparable (...) ; son projet, au sens plein du terme, peut être légitime dans la mesure où il ne se veut ni réductiviste, ni totalitaire.*

» Chaque société offre, il est vrai, une configuration singulière, mais plutôt que de l'entendre comme un assemblage de traits culturels irréductibles dont aucun n'est par définition comparable avec un trait homologue d'une autre société, il me semble plus justifié de l'entendre comme un ensemble intégré de pratiques et de représentations symboliques de la pratique, inscrit dans une culture et une histoire, et dont les mécanismes d'intégration et d'association sont comparables avec ceux qui sont pratiqués dans d'autres sociétés.

Une logique du social

» Il n'y a somme toute que deux manières, conçues de façon antithétique, de traiter de l'homme social : l'une, que je récuse, oppose la diversité tatillonne de cultures intraduisibles, inconnaissables et incommunicables, à l'existence universelle de grands archétypes de la pensée humaine où toutes les cultures et les sociétés peuvent être confondues ; l'autre, à laquelle je me propose de conformer mon enseignement et mes recherches, associe le donné phénoménologique variable des sociétés à des mécanismes invariants sous-jacents, qui sont en petit nombre, ordonnent ce donné et lui confèrent son sens. »

Autour de la notion de *« logique du social »*, Mme Héritier-Augé se propose de tracer *« dans la masse des faits des itinéraires reliant entre eux les domaines empiriques ordinairement recensés de façon à construire progressivement un assemblage où les points de vue sociologique et anthropologique ne se laissent pas dissocier et où la perspective monographique, qui amène à décrire la logique d'un système quel qu'il soit, entraîne inévitablemnt sa mise en parallèle avec d'autres »*.

Pour autant, à l'*« Afrique fantôme »* évoquait Michel Leiris, peut-on substituer une Afrique de savoir, d'enseignement et, à la limite, de pure abstraction ? Non, conclut Mme Héritier-Augé, car les chemins de la connaissance *« passent aussi par l'intimité partagée avec l'Autre, cette compréhension où Lévi-Strauss voyait « une forme supplémentaire de preuve », et, pour moi, par les visages familiers et amis de ceux qui arrachent à une difficile terre voltaïque les moyens de leur subsistance et prolongent l'effort de réflexion amorcé par leurs ancêtres en interrogeant avec inquiétude les approximatives régularités de la nature, si avare en eau, et les aléas de l'histoire »*. — M. K.

Changement et continuité

La chaire d'étude comparée des sociétés africaines a été créée par transformation de la chaire d'histoire et structure sociales de Paris et de la région parisienne, dont M. Louis Chevalier fut titulaire de 1952 à 1981.

Connue surtout pour ses études **anthropologiques sur les systèmes de parenté, Mme Héritier-Augé, membre depuis 1967 du laboratoire d'anthropologie sociale rattaché au Collège de France, au C.N.R.S. et à l'École des hautes études en sciences sociales, en assume depuis peu la responsabilité administrative. Ce laboratoire était auparavant dirigé par M. Claude Lévi-Strauss, qui a lui-même été titulaire au Collège de France, de 1959 à 1982, d'une chaire d'anthropologie sociale. — M. K.**

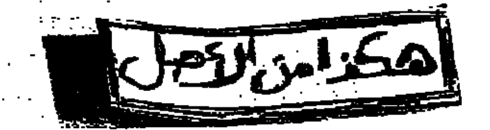
URBANISME

AFFLUENCE AU CONCOURS POUR L'OPÉRA DE LA BASTILLE

Mille six cent vingt architectes sont inscrits au concours pour la construction d'un nouvel Opéra, place de la Bastille. On compte sept cents Français environ ; les étrangers se répartissent comme suit : cent trente candidats venus d'Amérique du Nord, cinq cent quatre-vingts des autres pays occidentaux, cinquante des pays de l'Est, cinquante d'Amérique du Sud et trente-quatre Japonais.

Les projets devront être remis avant le 13 mai, et le jury se réunira fin juin, sans doute à huis clos, dans une abbaye ou un centre culturel en province. Le jury comprend vingt personnes (*le Monde* daté 19-20 et du 31 décembre), dont une majorité d'architectes, et la voix de son président, M. François Bloch-Lainé, sera prépondérante en cas de partage égal des opinions.

Le conseil de l'Union internationale des architectes (U.I.A.), réuni à Santiago-du-Chili à la fin de janvier, a estimé ne pas pouvoir *« accorder son patronage »* à ce concours *qui ne respecte pas « toutes »* les recommandations de l'U.I.A., puisque le jury compte moins d'étrangers (neuf) que de Français. Il n'y aura donc pas de délégué de l'U.I.A. auprès des organisateurs.



Le Monde
ECONOMIE

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE ESPAGNOL DE L'ÉCONOMIE

Le pari des socialistes : bâtir une industrie moderne

La nationalisation brutale de Rumasa, principal conglomérat financier privé espagnol, souligne bien plus la volonté du jeune gouvernement socialiste d'assainir les structures financières du pays que celle de radicaliser sa politique économique.

Dans l'entretien qu'il nous avait accordé quelques jours avant sa décision à propos de Rumasa, M. Miguel Boyer faisait part de ses inquiétudes quant à la situation financière de nombreuses sociétés, et les difficultés structurelles de l'industrie espagnole.

« POURQUOI *nous avons été élus ?* ». Un bref silence. Un léger sourire. « *Mais, pour prendre des mesures qui ne seront pas toujours agréables.* » Pour M. Miguel Boyer, « super-ministre » de l'économie, l'un des piliers du jeune gouvernement socialiste espagnol, le propos ne se veut pas une simple boutade. Au même moment, des hauts fonctionnaires de son ministère participent, avec quelques milliers de leurs confrères, à leur première grève. Pour protester notamment contre les récentes décisions qui visent à l'application stricte des horaires de travail et des règles d'incompatibilité professionnelle dans l'administration.

Pudiquement, le gouvernement explique que la réforme en cours vise à améliorer la productivité de la fonction publique. En fait, personne ne s'y trompe. Il s'agit moins prosaïquement de remettre au travail les fonctionnaires espagnols. A tous les niveaux. D'en finir également avec ce système, hérité du franquisme, du double, voire du triple emploi dans la fonction publique, et quelques autres professions protégées. Bref, de transformer une administration « *bureaucratique, inefficiente* », digne d'un pays sous-développé, en un appareil d'État moderne et, de surcroît, décentralisé.

Une œuvre de longue haleine qui n'ira pas sans frictions. Moins de cent jours après l'installation du P.S.O.E. aux leviers de commande, médecins, fonctionnaires, membres des classes moyennes, dont beaucoup ont voté pour les socialistes, s'inquiètent. « *Le changement... oui, mais d'abord pour les autres !* » Conscient des « *risques politiques* » d'une telle réforme, M. Boyer n'en considère pas moins qu'elle fait partie de « *ces choses désagréables qu'il est du devoir des socialistes de faire* ». D'autant qu'elle est une des conditions nécessaires à cette autre « *tâche historique* » du P.S.O.E. : préparer l'économie espagnole à son entrée dans le Marché commun, afin qu'elle ne se désagrège pas au contact de partenaires plus puissants, plus structurés.

Délabrement

S'il est un gouvernement fondé à se plaindre de l'héritage qui lui est laissé, c'est bien celui de M. Felipe Gonzalès. Les chiffres sont connus : 2,6 millions de chômeurs, soit 16 % de la population active (9,35 % en France) ; 15 % d'inflation ; un déficit de la balance des comptes courants de 5 milliards de dollars en 1981 et de 4,2 milliards en 1982 ; un déficit budgétaire proche de 6 % du P.N.B.

Ces grands indicateurs, toujours un peu abstraits, étaient connus en octobre dernier. Ce qui l'était moins et qui inquiète aujourd'hui à Madrid, c'est le délabrement de l'industrie espagnole – la « *grande* » comme les P.M.E. – et les signes de faiblesse du système bancaire, un des fleurons de l'économie du pays.

L'Espagne paie aujourd'hui les erreurs stratégiques des dernières années du franquisme. On a investi au mauvais moment dans les mauvais secteurs. Son industrie est, pour l'essentiel, concentrée dans la sidérurgie, la chimie, l'automobile, les chantiers navals. Elle est contrôlée soit par le holding d'État l'INI, créé en 1941 par Franco, soit par des groupes étrangers, notamment américains – ces derniers cherchant à l'époque à profiter d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Quant aux banques qui se sont risquées dans l'industrie, elles se sont surtout contentées de consentir des crédits à court terme, sans apporter de capitaux propres. Certains conglomérats financiers qui ont prospéré à tout va à l'époque de la croissance ont été bâtis sur « *du vent* ». Avec la crise, ils risquent de s'effondrer comme un château de cartes, et de nuire ainsi au crédit international de l'Espagne.

Le véritable tissu industriel du pays est, en définitive, constitué par les P.M.E. Or ces dernières ont vécu depuis toujours dans un milieu hyperprotégé. Pas ou peu de concurrence étrangère ; une main-d'œuvre peu coûteuse, non syndicalisée ; des crédits abondants et bon marché ; une fraude quasi officielle. Ces P.M.E. se sont développées dans le sillage de l'industrie lourde, mais aussi et surtout dans le cadre du boom touristique et immobilier. Il n'y a pas ou très peu en Espagne – des firmes comme Loïs dans le textile sont l'exception – d'entreprises privées moyennes ou grandes installées sur des marchés porteurs qui exportent et innovent.

Autre goulet d'étranglement : l'énergie. « *Les responsables espagnols*, explique M. Boyer, *ont nié jusqu'en 1979 la réalité de la crise. Aucun effort n'a été fait pour économiser l'énergie, et les hausses du marché international n'ont été répercutées que partiellement.* » D'où la décision prise par le gouvernement socialiste d'augmenter, en décembre, de 20 % les prix des combustibles, afin de rétablir une « *vérité des prix* » et de sensibiliser le pays aux économies d'énergie.

En ce début d'année, la grande industrie est en faillite, ou presque. L'INI accumule les déficits : 85 milliards de pesetas en 1981. Pour 1982, on ne sait plus... Peut-être 100 milliards. « *La construction navale espagnole était la troisième du monde. Mais dès 1974, nos concurrents ont commencé à diminuer leurs capacités de production. Pas l'Espagne. Résultat, nous tournons au maximum à 20 %.* » Ce qui coûte une petite fortune pour boucher les trous.

Alumino Espanol (huit mille personnes) a suspendu depuis le mois d'octobre le remboursement de ses dettes (350 millions de dollars). La défaillance de Rio Tinto Explosives risque d'être encore plus lourde de conséquences. De surcroît, elle est révélatrice : la dette à court terme du premier groupe chimique, une des principales firmes privées espagnoles, atteint 90 milliards de pesetas, et plus de 130 milliards en y incluant les dettes à moyen et long terme, soit près de 80 % de son chiffre d'affaires annuel. Le déficit réel est encore inconnu, mais Rio Tinto n'honore plus ses engagements auprès de ses créanciers. Ceux-ci, qui se répartissent par moitié entre banques espagnoles et étrangères, craignent que l'ardoise n'approche le milliard de dollars. Parmi eux, on trouve de grands noms, comme la Dresdner Bank (4,4 milliards de pesetas), la Morgan (3 milliards), Worms (3 milliards), l'Union de banques suisses (3 milliards), etc.

Le système bancaire local souffre : la Banca Catalana, le Banco Urquijo,... Rumasa S.A. D'autant que les banques espagnoles ont également des problèmes avec leurs engagements à l'étranger. Elles ont des créances importantes sur le Mexique, le Brésil, l'Argentine, Cuba, le Chili. De bien « mauvais risques » !

Pour faire face à cette situation préoccupante, l'approche des socialistes espagnols – et de M. Miguel Boyer en particulier – se veut prudente et pragmatique. Le « super-ministre » de l'économie ne cache pas que le P.S.O.E. a tiré partie de certaines erreurs commises au-delà des Pyrénées après le 10 mai 1981.

Ainsi, la première mesure du nouveau gouvernement a été, comme tout le monde s'y attendait, de dévaluer la peseta de 8 %. Montant peut-être insuffisant, mais la spéculation a été depuis stoppée net. Autres enseignements tirés de l'expérience française : la nécessité de ne pas relancer la consommation, et de dialoguer avec le patronat.

« *On ne peut pas pratiquer une relance interne si elle n'est pas accompagnée par une relance internationale. De plus, nous avons déjà un déficit budgétaire égal à 6 % du P.N.B. et ne pouvons guère faire plus. Je craignais donc, en cas de relance immédiate, d'être contraint de mettre en place un plan de stabilisation à la fin de 1983, au moment même où l'économie internationale risque de repartir, et de rater ainsi la reprise. Notre stratégie a donc été inverse : contenir les pressions sociales en profitant de ce que vous appelez l'état de grâce, patienter en 1983 afin d'être au rendez-vous en 1984 de la reprise internationale.* »

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 21.)

Pétrole et changes

IL est encore trop tôt pour évaluer précisément les conséquences réelles de la baisse du prix du pétrole sur l'économie des différents pays, et encore moins sur l'économie mondiale.

Dans quelle mesure les moins-values enregistrées par les pays producteurs de brut seront-elles compensées par l'allégement du fardeau des pays consommateurs ? Une chose est certaine, toutefois : le fléchissement du prix des hydrocarbures va apporter des perturbations notables sur le marché des changes. Parmi les pays industrialisés, le premier bénéficiaire de ce fléchissement sera le Japon, dont le pétrole compte pour 40 % des importations, le second étant l'Allemagne. Il est donc probable que les balances du commerce et des paiements de ces deux nations vont connaître une évolution positive, ce qui ne manquera pas de pousser à la hausse le yen et le mark, aux dépens du dollar.

Ce dernier pourrait alors connaître une baisse accélérée tenant à des facteurs externes (la remontée du yen et du mark), et à des facteurs internes. Parmi ceux-ci, citons d'abord la très probable aggravation du déficit commercial sous l'effet de la reprise de l'économie américaine, en déphasage par rapport à l'évolution des autres économies, toujours en récession ou en stagnation. Les importations des États-Unis vont se gonfler, tandis que leurs exportations ne seront guère favorisées, au départ, par un dollar surévalué de 20 %. Le déficit des échanges, outre-Atlantique, pourrait doubler, passant de 42 milliards de dollars à plus de 80 milliards de dollars.

Un autre facteur de baisse du « billet vert » serait constitué par un nouvel abaissement des taux d'intérêt américains, que tout laisse prévoir, y compris les déclarations du président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker.

Du côté des perdants, outre le Mexique, le Venezuela, le Nigéria et les pays du Golfe, ne manquons pas de citer la Grande-Bretagne, dont la monnaie va probablement rester faible, ou fléchir encore davantage, ce qui ne plaide guère en faveur de son entrée dans le système monétaire européen. Ce dernier, du fait de la remontée du mark (on parle de 2,20 DM ou même de 2 DM pour 1 dollar, contre 2,40 DM actuellement), va être soumis à de fortes tensions. Certes, le bénéfice retiré de la baisse des prix du pétrole par les pays à monnaie faible (France, Italie, Belgique) peut atténuer un peu ces tensions, mais rien n'est moins sûr si on doit prendre en compte les réactions psychologiques des marchés des changes, toujours prêts à amplifier le phénomène.

Ajoutons enfin, comme le souligne le Groupe de réflexion économique et financière (GREF), que si le marché du pétrole entre dans une période d'anarchie il sera, comme ceux des matières premières, soumis à des fluctuations spéculatives très amples, qui se répercuteront sur les cours des monnaies. On voit donc que, dans le cas du pétrole, rien ne peut être neutre.

FRANÇOIS RENARD.

L'ÉDIFIANTE HISTOIRE DE FEU L'ENTREPRISE TOAMCO

Un accroc au modèle japonais

POUR l'employé syndiqué japonais, organiquement lié à son entreprise autant qu'à sa famille, il est difficilement concevable que le patron puisse mettre la clé sous la porte sans avoir, en accord avec les intéressés, tout fait pour éviter d'en arriver là. Inversement, les patrons nippons admettent difficilement que « leur » syndicat n'ait pas le bon esprit, l'esprit maison : travail, loyauté, sacrifice. Ils admettent difficilement aussi qu'on puisse s'écarter de la ligne de collaboration qui est ici dans la nature des choses. *A fortiori*, lorsque la situation paraît imposer que les travailleurs se sacrifient sur l'autel du profit et de la compétitivité. On se réclame toujours de l'esprit national-samouraï et on ne tient pas à se laisser contaminer par ce mal étranger qu'est l'action syndicale au sens occidental du terme, jugée égoïste, déloyale et fatale.

Où irait-on, dans le monde privilégié des grandes entreprises – les petites n'ont généralement pas « droit » au syndicat, – si le patron oubliait ses devoirs paternalistes et si le syndicat refusait de faire accepter à ses membres les décisions amères jugées nécessaires ? On glisserait peut-être sur la pente occidentale. On en arriverait là où est arrivée l'entreprise Toamco, fermée pour cause de...

Là-dessus, les parties ne sont pas d'accord. Dans cette affaire – nous ne sommes pas ici dans un secteur en récession mais dans l'électronique et la vidéo, – le sacro-saint consensus et son corollaire l'harmonie ont été plutôt mis à mal. Mais cela justifiait-il la dissolution d'une firme qui faisait encore des bénéfices et gardait une belle part de marché ?

Le péché du syndicat

Les ouvriers, ingénieurs et spécialistes qui occupaient l'usine à la fin de janvier, avec l'espoir de relancer la production et d'obtenir que la direction revienne sur son arrêt de mort, nous ont expliqué – avec un souci de précision et une absence de polémique caractéristique de la mentalité japonaise – l'histoire de cette entreprise, à laquelle ils se sentaient liés à vie, pour le meilleur et pour le pire, par les obligations mutuelles sur lesquelles repose tout le système des relations socio-professionnelles.

Établie en 1964 à Yokohama, Toamco était une filiale mixte de deux grands de l'électronique : Toshiba (Japon) et Ampex (États-Unis), spécialisée dans la fabrication de gros magnétoscopes et appareils de vidéo pour professionnels. L'usine, qui employait six cents ouvriers, dont une centaine d'ingénieurs et de cadres, fabriquait également d'autres équipements électroniques. Selon les deux principaux responsables syndicaux, MM. Ishiara et Takahashi, Toamco prit rapidement la plus grosse part des marchés américain et japonais jusqu'en 1977, date à laquelle la concurrence de Sony se fit sérieusement sentir. Néanmoins, l'affaire marchait bien : entre 1964 et 1980, les profits annuels ont été de 100 à 200 millions de yens (3 millions de francs à 6 millions de francs) pour un capital initial de 500 millions de yens (environ 15 millions de francs).

En 1981, on enregistre une baisse de la production et des profits : rien là de bien extraordinaire, si ce n'est que pour le syndicat il s'agit d'une « *baisse programmée, car Toamco possède encore 40 % du marché japonais dans son secteur et fait toujours du profit* ». Selon nos interlocuteurs, il fallait trouver un prétexte pour sacrifier une entreprise dont les partenaires estimaient qu'ils pouvaient désormais se passer en réorganisant la production chacun de son côté, et « *pour se débarrasser d'un syndicat devenu gênant et qui risquait de donner le mauvais exemple* ».

C'est que cette instance « maison », créée en 1971 avec l'appui de la direction, s'était refusée d'emblée à n'être qu'une simple courroie de transmission. Certaines de ses initiatives (opposition au licenciement de travailleuses non titulaires, refus des transferts autoritaires) déroutent et irritent. D'autant plus qu'il s'agit de pratiques quasiment institutionnelles, tout comme la discrimination dont est systématiquement victime la main-d'œuvre féminine sur le plan des salaires (inférieurs de moitié), des bénéfices sociaux et de l'avancement. Ces anomalies se perpétuent généralement avec l'approbation active des syndicats.

« Saboteur communiste camouflé »

Bien qu'il affirme s'être « *borné à un rôle classique* », le syndicat Toamco a commis dès le départ un péché capital : en prenant la défense d'individus isolés, il met en cause le fonctionnement dualiste et la « *flexibilité* » du système. Pour le remettre dans le droit chemin, puis, ayant échoué, pour tenter de l'éliminer, les directions de Toamco et de Toshiba vont avoir recours à divers stratagèmes qui, même ici, quoi qu'on en dise, n'ont rien d'exceptionnel.

A la faveur d'élections, la direction de Toamco cherchera à imposer ses candidats. Elle fait courir la rumeur que le délégué syndical est un « *saboteur communiste camouflé* », quitte à reconnaître plus tard que c'est faux. Elle perd les élections ; mais sa tactique a raffermi la solidarité syndicale et le conflit se durcit. La deuxième offensive se caractérise par l'envoi de cadres de la maison mère japonaise pour tenter de briser le syndicat. Toshiba, affirme M. Takahashi, reçoit les conseils d'une société, la Sharoken, spécialisée dans l'élimination des syndicats réfractaires ou « rouges ». Nouvel échec, nouveau durcissement.

Tout cela dure des années, jusqu'à ce que la direction décide de remettre en cause les conventions collectives, de suspendre le paiement des primes et, en violation de la législation du travail, de mettre sur pied un second syndicat maison. Par hasard, en décembre 1978, un délégué surprend une opération secrète de paiement de primes aux employés qui s'engagent à adhérer au nouveau syndicat. Une cinquantaine de personnes sont assiégées pendant trois jours dans les locaux de la direction.

En 1979, le tribunal juge illégale la création d'un second syndicat. La direction fait appel ; l'affaire traîne. Malgré les appels à la solidarité jusqu'en 1980, aucun grand syndicat, aucune confédération ouvrière n'apportera son appui au premier syndicat, « *parce que leur rôle principal est de faire respecter l'ordre patronal et un* statu quo *qui les arrange* », déclare M. Takahashi. Malgré tout, et contrairement à ce qui se passe habituellement, le premier syndicat garde une forte influence.

En dernier recours, la dissolution est décidée. Les employés l'apprendront non pas au cours de rituelles concertations entre la base et le sommet, mais par le journal. C'est la fin. Malgré l'occupation, les tentatives de négociations et de remise en route de l'usine par ceux qui refusent le verdict, les équipements seront déménagés fin janvier 1983, sans opposition violente.

« *La compagnie affirme vouloir nous réemployer chez Toshiba ou chez Ampex, mais certains emplois impliquent des transferts éloignés, d'autres des réductions de salaire allant jusqu'à 50 000 yens par mois* (environ 1 500 francs). *Tout dans cette affaire est inexcusable. Une légère baisse de profit justifie-t-elle que l'on joue ainsi avec la vie de tant d'employés ?* (...) *Les entrepreneurs japonais ont dit que le maintien du profit exigerait des sacrifices de la part des travailleurs. Dans les années 80, cela devient de plus en plus clair* », souligne un tract syndical.

« *Nous ne sommes pas des militants*, nous disait un jeune ingénieur, *mais des salariés japonais moyens attachés à leur entreprise et révoltés par la facilité et la manière de licencier.* » Pour la direction de Toshiba, la décision de fermer Toamco n'aurait « *rien à voir* » avec un quelconque problème syndical. On s'étonne poliment de l'intérêt porté par un étranger à cette affaire.

Sans doute cela n'est-il pas très conforme à l'image de ces patrons paternels consultant chacun et se sacrifiant, au besoin, pour éviter le pire. Peut-être Toamco est-elle l'exception qui, avec d'autres, confirme pourtant la règle. L'entreprise n'était pas menacée de faillite, mais « *l'avenir de nos ventes n'était pas très encourageant. Toamco avait atteint l'âge de la maturité ; elle ne progressait plus. La concurrence devenait très dure* », nous a dit M. Wakayama, porte-parole de Toshiba. « *Toshiba et Ampex*, ajoute M. Wakayama, *ont pris leur décision d'une part en fonction des difficultés économiques et, de l'autre, pour des raisons de stratégie qui leur sont propres.* »

Cela dit, où irait le Japon si les syndicats maison n'obéissaient plus aux patrons et si ceux-ci mettaient la clé sous la porte dès que menacent la baisse des profits et la montée de la concurrence ? Bref, si chaque partie se comportait avec l'égoïsme individualiste, la froide logique économique et le manque de combativité que le Japon ne se prive guère de critiquer chez ses partenaires occidentaux.

R.-P. PARINGAUX.

En raison du premier tour des élections municipales le prochain « Monde de l'économie » sera publié dans nos éditions datées 6-7 mars

Les syndicats français et les pays en développement

Une démarche plutôt pragmatique

EN juin 1982, à Lille, au 41e congrès confédéral de la C.G.T., des représentants de plusieurs syndicats africains assistaient studieusement aux travaux : parmi eux se trouvaient des responsables de la C.S.C. du Congo-Brazzaville (qui se réclame du marxisme-léninisme), de la C.N.T.G. de Guinée et de la C.N.T.S. du Sénégal. A défaut des mêmes hommes, les mêmes syndicats se trouvaient pareillement représentés au séminaire africain, malgache et mauricien, organisé, comme chaque année ou presque depuis 1961, en septembre 1982 à Paris par Force ouvrière... La coopération internationale des syndicats français avec leurs homologues des pays en voie de développement, notamment d'Afrique, suit ainsi des voies qui déroutent parfois le raisonnement politique. Un même syndicat africain peut avoir des relations avec F.O. et participer à une session de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) à Prague avant de recevoir une délégation de la C.F.D.T... Dans les relations de coopération et d'aide à la formation qu'elles tentent de nouer avec les syndicats africains, les confédérations ouvrières françaises ont une démarche qui paraît plutôt pragmatique. A première vue, chacun devrait avoir un schéma simple : F.O. pourrait se cantonner aux pays influencés par la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) puisqu'elle y est affiliée, comme la C.G.T. pourrait se réserver la zone de pays sous influence F.S.M., la C.F.D.T. nouant alors des relations avec les « *non-alignés* » puisque depuis son départ de la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) elle n'appartient à aucune organisation internationale. Un tel cadre ne correspond pas à la réalité. « *Il est impossible*, confiait en novembre 1979 M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., à Intersocial, *pour les syndicalistes du tiers-monde recherchant autre chose qu'une assistance de faire un choix entre la C.I.S.L. et la F.S.M. (...) Actuellement, la plus grande internationale est celle des non-affiliés.* »

Créée en avril 1973 à Addis-Abeba, l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), confrontée à bien des difficultés internes, juge incompatible la « *double affiliation* » (OUSA-F.S.M., OUSA-C.I.S.L. ou OUSA-C.M.T.), mais, dans la pratique, une minorité de ses membres nouent des relations avec l'une ou l'autre organisation internationale. Pour de nombreux syndicats africains, il existe en effet un important besoin de formation pour les cadres et les responsables syndicaux. La tentation est alors fréquente de se tourner vers les syndicats de l'ancienne puissance coloniale, auréolés de surcroît par leur action anticolonialiste passée. Loin de décourager un tel mouvement, l'OUSA a ainsi conclu des accords ou des programmes de coopération tant avec la C.G.T. qu'avec F.O. et la C.F.D.T. Quelles que soient ses orientations idéologiques, ses relations avec le pouvoir politique, ses sympathies internationales, un syndicat africain peut donc, dans ce cadre, développer des relations avec n'importe quel syndicat français.

« Expression authentique et reconnue »

La C.F.D.T., ainsi, agit en Afrique en étroite coopération avec l'OUSA qui « *comme la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) marque le refus de la division en deux blocs* ». « *Nous voulons aider l'OUSA*, explique M. Chérèque, qui a en charge le secteur international, *à être l'expression authentique et reconnue du mouvement syndical africain* ». Pendant cinq années de suite, en relation avec cette organisation, la C.F.D.T. a participé sur le terrain, en Afrique, à des séminaires de formation économique. Et, en septembre 1982, elle a accueilli à son centre de formation de Bierville une quinzaine de responsables de l'OUSA, venus d'Afrique francophone (Algérie, Sénégal, Zaïre, Cameroun, Guinée, Togo, Niger) pour une session économique. Une autre réunion est en préparation pour les anglophones.

Dotée d'un Institut syndical de coopération technique et internationale (I.S.C.T.I.), subventionnée, comme les autres syndicats qui entreprennent des actions de formation dans les pays en voie de développement, par le ministère de la coopération, la centrale cédétiste n'est dépourvue ni de moyens ni d'ambition : les moyens de son secteur international, elle les explique notamment par la récupération de la cotisation qu'elle versait à la C.M.T. Son ambition, à double niveau, elle la situe dans le cadre du dialogue Nord-Sud et de son « *non-alignement* » : « *Pour rendre plus égalitaires les échanges*, souligne M. Chérèque, *il faut donner une image d'indépendance. Les Africains savent qu'on ne roule ni pour les Russes ni pour les Américains.* »

La C.F.D.T. entend d'abord « *doter la C.E.S. d'une action internationale* ». C'est ainsi que, pour préparer la convention de Lomé III à l'automne prochain, des responsables syndicaux de l'OUSA et de la C.E.S. vont se retrouver pour la troisième fois du 3 au 5 mai à Dakar. Depuis deux ans, cette action est doublée par le développement de relations et d'accords de coopération bilatéraux. M. Chérèque vient ainsi de se rendre — pour certains pays en compagnie de M. Maire — au Zaïre, au Zimbabwe, au Mozambique, en Zambie et en Tanzanie, après avoir effectué l'an dernier une tournée au Sénégal, au Togo, au Ghana où siège l'OUSA, au Nigéria, au Zaïre et au Zimbabwe. Des accords de coopération, axés sur la formation syndicale des cadres de ces pays, ont ainsi été conclus par exemple avec l'U.N.T.Z.A. du Zaïre, le Z.C.T.U. du Zimbabwe, ou encore, en février 1983, avec l'U.G.T.T. de Tunisie.

Il va sans dire qu'à F.O. on suit avec attention l'« *offensive africaine* » des cédédistes en se demandant si elle n'est pas encouragée par le gouvernement. On s'autoconsole cependant en affirmant que la période coloniale n'a pas donné à la C.F.D.T. des bases aussi solides qu'à F.O. ou à la C.G.T. Directeur du séminaire annuel, M. Claude Pitous, secrétaire confédéral, reconnaît la relative faiblesse du secteur international de sa confédération : « *Il y a un vide entre notre séminaire annuel et le reste de l'année. Il faut que nous allions nous-mêmes sur le terrain nous frotter aux réalités africaines.* » Mais cela nécessite des moyens qui, malgré l'aide du ministère de la coopération (1), pour le séminaire, demeurent encore insuffisants.

« Ni endoctrinement ni modèle »

Pour l'heure donc, l'action de coopération de F.O. est largement centrée sur son séminaire qui, au fil des ans, a évolué d'une action de formation de militants à « *un échange informatif, courtois et tolérant* ». En septembre 1982, dix-huit pays francophones y étaient représentés dans toute la diversité de l'Afrique. Qu'importe donc si à cette occasion un Congolais vante devant ces syndicalistes français très anticommunistes les vertus du marxisme-léninisme... « *Ce qui intéresse les participants*, note M. Pitous, *c'est notre tolérance. Ils n'ont pas l'impression de se faire endoctriner ou de venir chercher un modèle.* » Depuis quatre ans l'OUSA a apporté son concours à ce séminaire.

En dehors de cette activité annuelle, F.O. a des militants qui participent aux séminaires itinérants de formation de la C.I.S.L. Dans les P.T.T. ou encore dans les services publics, elle agit par l'intermédiaire des secrétariats professionnels internationaux (S.P.I.) mais avec difficulté, peu de confédérations africaines étant dotées de fédérations professionnelles. La centrale pourrait être cependant tentée de rechercher à moyen terme plus de dynamisme, en allant davantage sur le terrain, et plus d'homogénéité, en privilégiant davantage les syndicats proches de la C.I.S.L.

Autre centrale, autre démarche : en 1975, la C.G.T. a créé le Centre d'étude, de recherche et de coopération internationale (CERCI) qui « *apporte son aide essentiellement pédagogique, à la demande expresse des organisations syndicales des pays en voie de développement, dans le respect absolu des orientations et du fonctionnement de ces organisations* ». Pour M. Gilbert Julis, chef du département international de la C.G.T., qui pendant cinq ans a vécu au Mali, immédiatement après l'indépendance de ce pays, pour former ses cadres syndicaux, « *l'appartenance à la F.S.M. n'est pas un critère pour établir de bonnes relations avec les syndicats africains* » (les « exemples » à cet égard étant les relations avec la C.N.T.S. du Sénégal ou avec l'U.G.T.T. tunisienne). Mais, ajoute-t-il, « *les centrales proches de la F.S.M. ont plus tendance à se tourner vers la C.G.T.* ».

Dans ses principes, le CERCI précise pourtant que son activité et la coopération nouée avec les syndicats des pays en voie de développement « *s'inscrivent dans la ligne d'orientation anticolonialiste et anti-impérialiste de la C.G.T.* ». Mais, dans la pratique, une certaine souplesse idéologique transparaît. Ayant passé des accords tant avec l'OUSA qu'avec la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA), à laquelle elle reproche pourtant d'avoir des « *ambitions plus politiques que syndicales* », la C.G.T. a envoyé des instructeurs tant au Togo qu'au Niger, au Mali, à l'île Maurice, au Congo-Brazzaville et à Madagascar.

« Ouverts à tous »

« *Nous sommes ouverts à tous*, explique M. Julis, *bien entendu en tenant compte des orientations de la C.G.T. Nous discutons différemment avec les uns et avec les autres. Ce que nous voulons, c'est que ce soit la centrale du pays en voie de développement qui établisse le programme de stage.* » Ainsi la C.G.T. s'est vu proposer par « *la centrale unique du Nigéria* » — ou au moins un de ses courants semble-t-il — d'assurer la formation de ses secrétaires généraux de fédérations. Elle a également donné des conférences au Koweït, « *pays où les partis révolutionnaires sont interdits, mais où il y a une tolérance démocratique* ». Plus globalement, elle a organisé avec l'OUSA, en 1977 à Evian, une réflexion commune sur la convention de Lomé, et a reçu, à plusieurs reprises, des syndicalistes africains, surtout francophones, à son centre d'éducation ouvrière de Courcelle-sur-Yvette, sur les problèmes de développement.

Des relations prometteuses sont donc en train de se nouer entre le mouvement syndical français et l'Afrique (2), ce qui donne une dimension syndicale nouvelle à la coopération. Mais les syndicats français, s'ils veulent se faire davantage entendre sur l'avenir du dialogue Nord-Sud, devront élargir leur coopération à d'autres continents. La C.G.T. et la C.F.D.T. développent déjà des contacts en Amérique latine — la Coordinadora nacional sindical (C.N.S.) chilienne vient d'être reçue à Paris — mais l'Asie fait encore figure de grande oubliée. Pour combien de temps ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Au ministère de la coopération, on indique que le montant de la dotation globale accordée aux syndicats pour leurs actions de coopération et de formation internationales n'est pas encore déterminée. Mais, ajoute-t-on, elle sera répartie de manière rigoureusement égale entre les différentes centrales.

(2) Quasiment absente sur le terrain en Afrique, la C.F.T.C., qui s'interroge actuellement sur une très hypothétique affiliation à la C.M.T., devrait envoyer en avril une délégation, conduite par son secrétaire général, M. Guy Drilleaud, en Namibie.

• **RECTIFICATIF.** — Dans le dossier sur les lois Auroux (*le Monde de l'économie* du 22 février 1983), à propos de la loi relative au comité d'hygiène et de sécurité : en cas de danger imminent, et non pas immédiat, un salarié peut faire appel à un membre du C.H.S.C.T. qui en avise immédiatement l'employeur. Quant aux paragraphes sur le fonctionnement de ce comité, ils doivent être remplacés par les suivants : « *L'employeur est tenu de procéder sur-le-champ à une enquête avec les membres du C.H.S.C.T. qui lui a signalé le danger, et de prendre les dispositions nécessaires pour y remédier* ». En cas de divergence sur la réalité du danger, le C.H.S.C.T. est réuni d'urgence dans les vingt-quatre heures et l'employeur doit informer l'inspecteur du travail.

A défaut d'accord entre l'employeur et la majorité du C.H.S.C.T., l'inspecteur du travail est saisi immédiatement. L'inspecteur donne son appréciation. S'il y a danger, le chef d'entreprise doit prendre toutes les mesures pour remédier au danger.

Un entretien avec le ministre espagnol de l'économie

(Suite de la page 19.)

L'économie espagnole *« amplifiant les mouvements économiques »*, M. Boyer espère alors pouvoir procéder aux ajustements, aux réformes en profondeur dans un meilleur climat économique. *« Opérer des changements structurels profonds en période de crise grave risquerait de tuer le malade. »*

Il s'agirait donc de trouver un juste milieu pour passer cette année 1983 sans trop de heurts. Pas d'injection de pouvoir d'achat ni de mesures trop onéreuses en faveur des salariés... mais pas de purge brutale non plus. Pas de décisions spectaculaires pour créer rapidement des emplois... mais pas de fermetures massives et systématiques d'usines. Une politique *« monétariste, social-démocrate »* (voir l'article de notre correspondant Thierry Maliniak dans *le Monde de l'économie* du 15 février), où l'on s'efforce d'abord d'inverser les tendances avant de profiter à plein de l'éclaircie internationale espérée pour 1984 et des surplus dégagés alors par la croissance, pour se lancer dans un assainissement en profondeur.

Le rôle du patronat

Quelques jours à peine après leur victoire électorale, M. Felipe Gonzalez, Alfonso Guerra et Miguel Boyer rencontraient fort discrètement les deux principaux responsables du patronat espagnol (le C.S.O.E.). But de cette entrevue : tenter de mettre au point une règle du jeu. *« D'entrée, nous leur avons demandé s'ils allaient continuer d'agir en parti politique comme cela avait été le cas dans les mois précédents. Dans ce cas, leur avons-nous dit, nous vous traiterons en parti politique et chercherons d'autres interlocuteurs parmi les chefs d'entreprise. Ce sera alors la guerre. Chacun de nous y laissera des plumes, et c'est l'économie espagnole dans son ensemble qui en pâtira. En revanche, si vous prenez votre tâche professionnelle au sérieux, si vous adoptez une attitude constructive, nous tiendrons compte de votre point de vue. Il n'y aura pas d'agression de notre part. Nous dialoguerons.*

« La discussion a été très franche. Ils ont réfléchi et choisi l'attitude constructive. Nous leur avons alors expliqué les grandes lignes de notre programme économique. Ils ont été d'accord sur les objectifs, mais n'avaient pas la même idée que nous sur les moyens à mettre en œuvre. Ainsi, ils voulaient réduire le déficit budgétaire en diminuant les dépenses publiques. Ils voulaient que l'on accroisse le volume des crédits aux entreprises et lutter contre l'inflation par une pression accrue sur les salaires. Nous leur avons expliqué qu'il était impossible de réduire les aides sociales, de ponctionner le pouvoir d'achat au pire moment de la crise. » Malgré ce désaccord sur les moyens, patronat et gouvernement ont donc enterré la hache de guerre. Du moins provisoirement.

Il faut dire que le règlement de l'affaire du Banco Urquijo a favorablement impressionné les milieux d'affaires espagnols les plus dynamiques. Treizième établissement financier du pays, le Banco Urquijo, qui contrôle plus ou moins directement deux cents entreprises industrielles employant dix-sept mille personnes, connaissait de sérieuses difficultés. Sa chute risquait en outre de nuire au crédit international de l'Espagne.

Trois solutions pouvaient être envisagées : nationaliser la banque ; la mettre en Fonds de garantie, équivalent du CIRI français, l'hôpital des entreprises malades ; trouver un établissement financier espagnol qui la prenne en charge. C'est cette voie qui a été choisie et le Banco Urquijo va être absorbé par le Banco Hispano Americano. *« Le gouvernement a agi avec rapidité et intelligence »*, reconnaît-on au Banco Hispano Americano. *« Sans son appui, l'opération aurait été impossible. En deux mois tout a été réglé. »*

Dans l'affaire Rumasa, en revanche, on a procédé à une nationalisation surprise. Sans doute parce que personne, dans le passé, ne pouvait et ne voulait jouer les saint-bernards. Le gouvernement a préféré agir vite. Pour « sanctionner » vraisemblablement le patron de Rumasa et pour éviter le pourrissement de l'affaire.

Bref, il s'agirait d'« assainir » rapidement le système bancaire, car M. Boyer compte beaucoup sur lui, et surtout sur les « nouveaux managers » qui émergent, pour revitaliser l'industrie espagnole et la placer sur des créneaux porteurs. En matière de politique industrielle, le gouvernement espagnol n'en est encore qu'au stade des grandes idées, mais quelques lignes directrices paraissent se dégager. *« Sans une industrie solide, il n'y a pas d'activité économique. Même si les P.M.E. représentent 80 % de l'emploi, nous ne pouvons pas abandonner la grande industrie. C'est là notre paradoxe,* reconnaît M. Boyer. *Nous sommes obligés d'investir le maximum de fonds dans les grandes entreprises du pays, car elles sous-tendent l'ensemble de notre tissu industriel. Ces investissements sont du ressort de l'État, soit directement à travers l'INI, soit par des aides. Certes, on demandera un effort aux banques espagnoles et étrangères dans les affaires en difficulté. »* Mais M. Boyer reconnaît que le système privé doit *« regarder d'abord sa rentabilité »*. Aussi souhaite-t-on voir les banques privées *« investir dans les secteurs rentables créateurs d'emploi, les services, l'électronique, les nouvelles industries »*.

Pour les secteurs traditionnels, outre la remise en ordre de leur gestion, on s'efforcera de définir, cas par cas, les domaines où il faut désinvestir (chantiers navals), ceux qui peuvent être reconvertis, ceux enfin où une politique de spécialisation sur certains produits se substituera à une production de masse (sidérurgie).

La capacité d'endettement

Tout cela nécessitera des capitaux que l'épargne et le marché financier espagnol ne pourront fournir en totalité. Du moins dans l'immédiat. Il faudra notamment inverser la tendance qui a vu les investissements directs espagnols à l'étranger doubler en 1982.

L'Espagne compte donc faire appel cette année aux capitaux extérieurs. *« Nous avons encore une capacité d'endettement raisonnable »*, explique M. Boyer, qui va *« tenter de faire sortir les sociétés espagnoles sur le marché financier international »*. Outre le financement des investissements, ces fonds permettraient également d'*« alléger le déficit de la balance des comptes courants »*. L'Espagne souhaiterait ainsi drainer cette année 5 milliards de dollars sur le marché international.

Parallèlement, on souhaite à Madrid attirer les investisseurs étrangers. On y reconnaît que l'Espagne est devenue une *« tête de pont »* pour certaines grandes firmes étrangères. Dans l'automobile par exemple. Récemment, General Motors a installé une usine de réparation à Cadix, et I.B.M. a agrandi son usine de Valence. Les Japonais se font également pressants. Des relations ont été nouées avec Fujitsu. Hitachi examine les possibilités d'implantation. Nul doute que les firmes non européennes vont tenter d'accroître leur présence en Espagne dans la perspective de son entrée dans le Marché commun. A ses futurs partenaires, donc, de prendre les devants et d'éviter que l'Espagne ne devienne un porte-avions japonais ou américain.

Le risque existe. Tout comme celui de voir l'Espagne passer peu ou prou, comme tant d'autres pays, sous les fourches caudines du F.M.I., car la politique économique du gouvernement espagnol repose sur un postulat : celui de la reprise internationale en 1984. Qu'elle ne soit pas au rendez-vous, et les tensions sociales et politiques risquent fort de s'accroître.

« Il n'y a pas d'alternative. » Pour M. Miguel Boyer, *« l'échec du P.S.O.E. serait l'échec de la société espagnole dans son ensemble »*. Un jugement que la nouvelle génération qui prend peu à peu en main les affaires du pays, dans les banques, les entreprises, les collectivités, n'est pas loin de partager. Quelles que soient les critiques ponctuelles des uns ou les impatiences des autres.

De leur aptitude, comme de celle du gouvernement socialiste, à faire évoluer les mentalités, à former la population la plus jeune d'Europe au monde moderne, dépend l'avenir du pays. L'Espagne est aujourd'hui dans la position du funambule. Elle peut tout aussi bien basculer dans le camp des pays en voie de sous-développement que rejoindre le petit peloton des nations industrialisées.

J.-M. QUATREPOINT.

UN COLLOQUE DE L'I.H.E.D.R.E.A. SUR LES OFFICES PUBLICS D'INTERVENTION DU SECTEUR AGRICOLE

Aiguillonner des professionnels assoupis

Les décrets d'application de la loi du 6 octobre 1982, relative à la création des offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés, seront examinés par le Conseil d'État le 1er mars. Dès leur approbation, les offices pourront être mis en place. En organisant, avec la collaboration du *Monde*, le premier colloque du genre sur ces offices, les 22 et 23 février, l'union des élèves de l'Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole (I.H.E.D.R.E.A.) a permis de lever le voile sur la future organisation des marchés agricoles en France.

La crise de l'aviculture qui secoue la Bretagne vient à point montrer combien cette organisation est nécessaire et fragile dans les secteurs où, notamment, les professionnels ont eu du mal à s'entendre pour constituer une interprofession solide. De construction déjà ancienne, l'organisation des marchés agricoles n'a pas atteint le degré d'efficacité de celle de nos partenaires européens, néerlandais surtout, dont les *« produktshappen »*, comparables à nos futurs offices, datent de 1956.

Il est vite apparu au cours de ces deux jours qu'il ne s'agissait pas de combler ce retard en provoquant une rupture avec l'organisation de la production et des marchés mise en place depuis plus de vingt ans.

es offices voulus par les pouvoirs publics ne seront efficaces que s'ils sont acceptés par des professionnels qui n'étaient pas, officiellement, demandeurs.

Pourquoi, en premier lieu, vouloir organiser le marché ? Ce peut être, comme le relève M. Templier de la C.N.S.T.P. (1), une nécessité pour les pays industriels contraints de maîtriser les échanges de produits agricoles devenus objets de « troc » pour les pays en développement. C'est aussi une nécessité, car les terres n'étant pas extensibles et la demande peu élastique, l'économie agricole présente la particularité mondiale d'être une économie administrée, c'est-à-dire où des correctifs à la loi libérale de l'offre et de la demande sont apportés par la puissance publique.

La question posée était de savoir si les correctifs adoptés en France étaient suffisants. Le dispositif actuel est double : européen, qui assure une garantie de prix, et national, qui favorise l'organisation de la production. Mais le bilan doit être nuancé : d'une part les règlements communautaires de marché couvrent inégalement les produits ; de l'autre les efforts d'organisation de la production ont connu des fortunes diverses suivant les productions encore et les régions surtout.

Enfin, l'intégration de plus en plus grande de la production agricole à son environnement économique, son aval (transformation, vente, consommation), impliquait la création d'interprofessions dont l'efficacité s'est révélée peu probante. D'où la création des offices, qui ont – c'est maintenant clair – la volonté d'être les catalyseurs, les aiguillons des professionnels assoupis.

Que seront donc ces offices ? Ils ont quatre fonctions essentielles :

- **Connaissance de la production et des marchés** : ce qui paraît élémentaire si on veut les gérer, mais les exemples abondent sur l'insuffisance des données statistiques et économiques (recensement des vergers par exemple).
- **Organisation de la production**, qui implique l'élaboration de règles communes (normes de qualité par exemple) et un développement des contrôles pour les faires respecter. Seule la puissance publique en a le pouvoir. Si elle exerce ce pouvoir et si, comme il a été dit, *« il n'y a plus d'intérêt à frauder »*, l'organisation *« volontaire »* des producteurs n'en sera que plus aisée.
- **Gestion du marché** : il s'agit ici pour les offices d'être le bras séculier des règlements communautaires quand ils existent et d'y suppléer quand ils sont déficients.
- **Orientation de la production** : choix des investissements dans la filière, promotion des produits.

Il a été fort clair également que les offices, à la mode française, ne feront pas d'acte de commerce. Le négoce et l'industrie s'en réjouissent. D'autres, telle la Coopération du bétail et des viandes, estiment que l'office pourrait jouer un rôle de regroupement de l'offre pour les marchés d'État permettant aux *« petits de passer »* alors que « les gros » se réservent ces contrats.

Continuité

M. Cornette, député R.P.R., rapporteur de la loi d'orientation de 1980, a eu beau jeu de montrer que les offices socialistes, c'était la continuité de l'effort d'organisation entrepris par les gouvernements précédents, et non pas la rupture qu'indiquait la proposition 41 du programme de M. Mitterrand, dans laquelle les offices devaient garantir le revenu, avec des prix différenciés et un quantum par travailleur.

Beau joueur, M. Bénetière, député P.S., rapporteur de la loi sur les offices, a reconnu : *« Il est clair que nous n'avons pas tenu l'engagement du candidat. C'est cela l'épreuve du pouvoir. »* Faut-il indiquer que la non-tenue de cet engagement satisfait plutôt la majorité des professionnels ?

Il est apparu également que l'édifice appelé office ne devenait cohérent que resitué dans l'ensemble des réformes souhaitées ou en cours : réforme de la politique agricole commune ; réforme fiscale ; mise en place du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire qui sera la charpente couvrant les offices par filière ; volet réglementaire avec les réformes de mises en marché. Il s'agit d'une pièce essentielle qui a pour objet, dans le secteur des fruits et légumes notamment, d'assurer la transparence des transactions. Plusieurs professionnels, M. Guyau du C.N.J.A. (1), M. Nouyrit pour la C.F.C.A. (1), regrettent même que ce texte de loi ne soit pas plus volontariste dans ce domaine de la transparence des marchés.

Lexique

Nombre de questions viennent à l'esprit qui prennent une allure de lexique

- **REVENU** : comment les offices procureront-ils un meilleur revenu au producteur, puisque c'est leur objectif avoué et qu'ils n'assureront pas un revenu garanti ? Pour M. Lachaux, directeur à la direction de la production et des échanges, c'est par une meilleure gestion du marché que le revenu sera défendu. L'office se situant dans le cadre de la législation européenne, *« le jour où Bruxelles acceptera des taxes différenciées selon les volumes de production* (ce qui se fait pour le lait, et, d'une autre manière, pour les betteraves), *la législation française sera prête à suivre »*, explique-t-il, ajoutant qu'il ne croyait pas du tout à la possibilité de mettre en œuvre des *« prix différenciés »*.

M. Bénetière pense, lui, que les offices pourront favoriser la mise en place de politiques différenciées (taux de crédit, subventions différentes, etc.) selon les régions ou les produits. Et si, suivant l'exemple néerlandais rapporté par M. Spithoven, président du *produktshappen* des fruits et légumes, l'office devait assurer un prix minimal, inférieur au prix de revient c'est, selon l'exemple néerlandais toujours, par un financement professionnel qu'une telle caisse pourrait être constituée.

- **INDUSTRIES** : quels avantages pour les industries agro-alimentaires ? M. Lachaux envisage avec optimisme le dégagement d'un surcroît de marges qui serait rendu possible par l'amélioration du revenu agricole. En fait, c'est surtout dans la notion d'une politique de filière que l'entreprise trouve sa place au sein de l'office, filière d'autant plus nécessaire que les rapports entre la politique agricole et les entreprises de transformation sont aussi flous que ces entreprises sont nombreuses.
- **INTERPROFESSIONS** : on a déjà dit que ces offices devaient le jour à leur défaillance. Jugement que nuance la possibilité de confier par convention la gestion de certains marchés à des interprofessions opérationnelles, celle de la pomme de terre par exemple. Mais ne fallait-il pas mieux imposer la création d'interprofession plutôt que de la mettre en tutelle dans un établissement public ?

Le directeur adjoint du cabinet de Mme Cresson, M. Porry, pense qu'il y a complémentarité dans le couple office-interprofession, le premier étant le catalyseur, le cadre dans lequel l'interprofession peut s'organiser, comme il facilitera également l'organisation des producteurs. Mais pour M. Fesneau, directeur de l'Afcofel (1), il doit être admis que seuls des professionnels peuvent gérer les marchés. *« Cela les responsabilise, mais surtout eux seuls sont efficaces : s'il y a une décision à prendre à 7 heures du matin, parce que, entre le mardi et le mercredi, le marché a bougé, quel fonctionnaire ?... »*

- **ÉTAT** : alors ces offices seraient des machines étatiques ? Pas du tout, répond le ministère de l'agriculture. L'administration n'aura que quatre représentants sur trente-cinq dans les conseils de direction et, précise M. Lachaux, *« le droit d'initiative des professionnels vaut bien le droit de blocage des fonctionnaires »*.

Et puis, constate M. Gagnaire de la C.F.D.T. : *« Il est un peu trop facile de se retourner vers l'État quand cela va mal, et de dire qu'il est omniprésent quand cela va bien. »* Pour le représentant des salariés, l'office doit être une machine à prévenir les crises et non à les soigner. Les crédits publics, en outre, impliquent des contrôles *a posteriori* ainsi qu'une concertation sur le choix des investissements et le type de développement, lesquels ne sont naturellement pas neutres pour l'emploi.

- **EUROPE** : on disait également que ces offices n'étaient pas conformes à la législation européenne. M. Guyau a rappelé le passé, quand, dans les projets initiaux, on avait quelque peu oublié la C.E.E. Une interrogation demeure sur un point : la notion de chais agréés, par lesquels se feraient les importations, n'est-elle pas une entrave à la libre circulation des produits ? La Commission a demandé des éclaircissements à Paris.
- **FINANCEMENT** : les offices seront financés par des crédits publics pour les charges de fonctionnement et les actions d'orientation ; par des avances du Fonds européen (FEOGA) pour les opérations de gestion du marché relevant de la C.E.E., par des crédits professionnels pour les actions d'exportation, de gestion et de promotion. Une crainte, toutefois, exprimée par le président du C.N.J.A. : que le financement professionnel supplée les carences des budgets national et européen.
- **RÉGION** : La décentralisation est dans les têtes, non dans les faits. Il n'y aura pas d'antennes régionales des offices, sauf pour le vin, mais des délégués régionaux. *« Si la nécessité d'une structure régionale se fait sentir, le système est souple. Elle peut être créée. Il est plus difficile de supprimer une structure qui a été créée et qui ne sert à rien »*, explique M. Lachaux.

Il n'empêche, la notion de filière trouve ici, selon la C.F.D.T., une limite, car, dans les régions, les imbrications avec les fournisseurs, les effets induits sur l'emploi du développement des industries alimentaires appellent un regard plus *« horizontal »*, qui dépasse la stricte filière. La crise avicole bretonne en est un exemple. Il en va de même, d'ailleurs, pour les industries en amont (engrais, aliments du bétail, machinisme), qui ne sont pas dans ces offices.

- **CONSOMMATEURS** : M. Marleix, de F.O.-Consommateurs, a fait entendre un ton nouveau, puisqu'il admet que la sécurité alimentaire passe par un surcroît de prix et par des excédents. Son rôle dans les offices sera de négocier les limites des uns et les utilisations des autres. Autre sécurité qui intéresse M. Marleix, celle de l'innocuité des denrées alimentaires. Dans la filière, les responsabilités sur ce point risquent d'être diffuses, et les consommateurs auront, pense-t-il, avantage à débattre avec chaque partenaire plutôt qu'au sein de la chaîne.

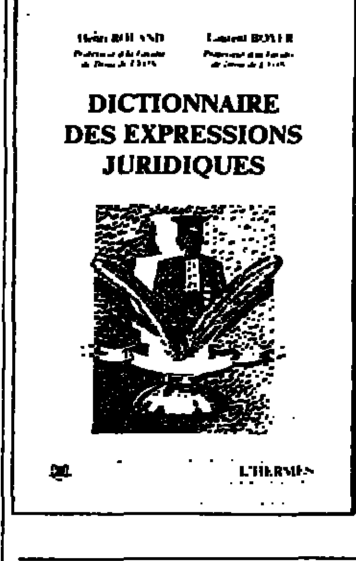
M. Marleix soulève enfin une question qui conduit directement à la limite du rôle des offices : est-ce que, réunissant des partenaires aux intérêts contradictoires avec des administrations dont les préoccupations ne sont pas elles-mêmes identiques, on n'accroît pas la complexité des arbitrages à rendre, faisant, de ce fait, des ministères du budget et des finances les véritables arbitres de la politique agricole et alimentaire ?

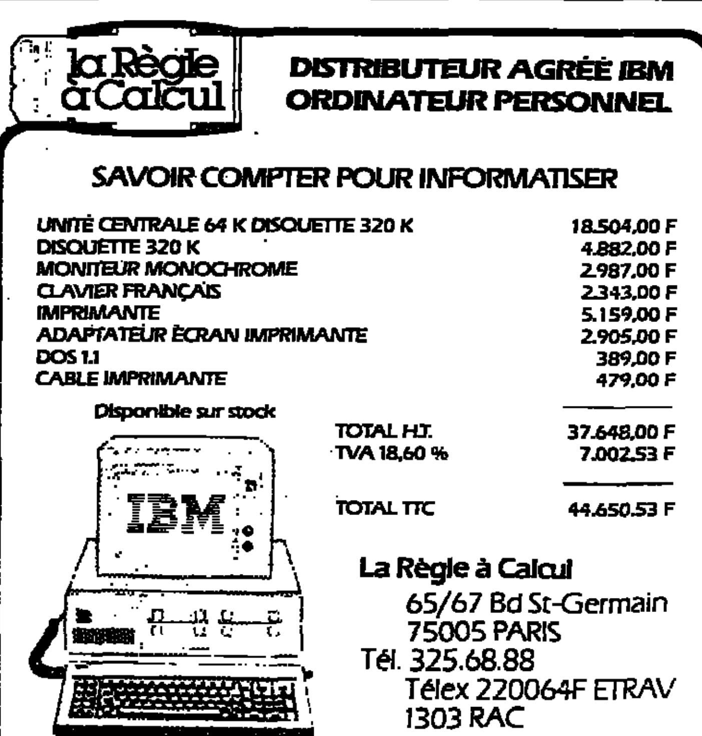
Redoutable question qui aura assurément une réponse positive si, d'une part, le gouvernement ne *« fonce pas »* dans cette construction des filières comme le souhaite, pour le P.S., M. Bénetière, et si, d'autre part, ceux des professionnels qui traînent aujourd'hui les pieds par septicisme ou par lassitude, comme l'a montré M. Lepâtre, pour l'ANIA, ne sont pas capables de constituer des interprofessions fortes. Ce risque reste vraisemblable quand *« on ne parvient pas à se mettre d'accord sur ce qu'est une balance ou la définition d'un kilo »*, comme le disait le directeur adjoint de l'ONIBEV (1), M. Hollette.

Les textes sont insuffisants pour contraindre les partenaires à s'entendre et à raisonner en tant qu'agents économiques complémentaires. S'ils étaient plus contraignants, on crierait plus encore à l'étatisme. *« Lorsque nous avons créé des organismes de droit public pour organiser le marché, on a crié au despotisme et à la dictature »*, a déclaré M. Spithoven. C'était il y a vingt-sept ans, aux Pays-Bas, aujourd'hui second exportateur mondial de produits alimentaires derrière les États-Unis, à égalité avec la France.

JACQUES GRALL.

(1) C.N.S.T.P. : Confédération nationale syndicale des travailleurs-paysans ; C.N.J.A. : Centre national des jeunes agriculteurs ; C.F.C.A. : Confédération française de la coopération agricole ; Afcofel : Association française des comités économiques fruits et légumes ; ONIBEV : Office national interprofessionnel du bétail et des viandes ; ANIA : Association nationale des industries agro-alimentaires.





LES CLEFS DE LA CONJONCTURE

UNE CERTAINE REPRISE AUX ÉTATS-UNIS

APRÈS le pessimisme du deuxième semestre 1982, qui avait débouché sur des prévisions de plus en plus « noires », voici que l'on assiste depuis peu à un courant inverse. S'agit-il simplement d'une réaction psychologique ? Est-ce la conséquence de la baisse du prix du pétrole ? Ou y a-t-il déjà des résultats qui permettent d'affirmer que la reprise est en route ?

Aux *États-Unis*, effectivement, les signes d'amélioration se sont tout récemment multipliés. Citons en décembre l'augmentation de 4,8 % des commandes à l'industrie et de 12 % – un record – des commandes de biens durables. En janvier la hausse de 40 % de la production automobile par rapport à l'année dernière et celle – record encore – des mises en chantier de logements (+ 36 % sur le mois et + 95 % sur l'année). Avec 0,1 % d'augmentation en décembre et 0,9 % en janvier, la production industrielle marque, pour la première fois, un net infléchissement : la courbe des moyennes mobiles sur trois mois, après un creux en novembre, se stabilise, puis remonte légèrement, la baisse sur douze mois revenant de – 9 % en octobre à – 3 % en janvier. Le taux d'utilisation des capacités a pu ainsi remonter de 67,3 % en décembre à 67,8 % en janvier.

Certes des esprits chagrins peuvent mettre en garde contre les révisions habituelles des chiffres américains ou trouver des causes particulières, comme l'influence des commandes militaires sur celles des biens durables. Il y a cependant un « *mieux* ». C'est ce que reconnaissent les directeurs des achats, qui « *collent* » bien au terrain, dans leur enquête de janvier 1983. Si reprise il y a, reste à savoir jusqu'où elle peut se développer sans rencontrer de freins, en particulier celui de la menace que fait peser sur le financement des entreprises en redémarrage le considérable déficit budgétaire de 200 milliards de dollars. Car si les sociétés américaines sont sur la voie de l'assainissement, il n'en est malheureusement pas encore de même pour l'État !

En *Allemagne* il n'y a pour le moment que quelques signes fragiles. Les commandes à l'industrie ont augmenté deux mois de suite, de 6,4 % en novembre et de 3 % en décembre. La Bundesbank note, sur la même période, une hausse de 2 % de la demande interne par rapport au bimestre précédent. Ces améliorations ne se sont pas, pour le moment, répercutées sur la production industrielle qui continue toujours à chuter. Certes les conditions d'une reprise commencent à être réunies. L'assainissement des entreprises est en bonne voie, de même que celui des finances extérieures. L'excédent de près de 6 milliards de marks de la balance des paiements courants de 1982 a constitué une heureuse surprise, qui pourrait ainsi permettre aux taux d'intérêt de continuer à baisser et peut-être aux investissements de redémarrer. M. Rolf Rodenstock, président du patronat (B.D.I.), s'élevant contre l'accusation d'une « *grève des dépenses d'équipement* » dans l'attente du résultat des élections du 6 mars, a récemment exprimé sa conviction d'une nette reprise en 1983 (+ 4 %).

Si en Allemagne la demande interne semble prête à relayer des exportations plus difficiles, au *Japon* le virage n'est pas encore pris. L'exemple de l'automobile est typique : sa production s'est contractée en 1982, pour la première fois depuis huit ans ; les exportations ont fortement baissé, sans que les ventes internes (+ 2,5 %) compensent le recul. Ainsi l'Empire du soleil levant qui, grâce aux marchés extérieurs, avait maintenu constamment son activité à un niveau supérieur à celui de l'année précédente, commence, en octobre et novembre, à enregistrer pour la première fois des baisses (– 3 % et – 0,5 %). Certes celles-ci restent modestes par rapport aux chutes constatées aux États-Unis et en Allemagne ; mais la stagnation menace ici aussi maintenant, comme le constate M. Shiakazi, ministre d'État et directeur de l'Agence de planification, dans son rapport mensuel.

En *Grande-Bretagne*, en revanche, les signes de reprise de la demande interne sont nets. Même si les ventes au détail ont marqué en janvier un recul de 2 % (en volume) par rapport à leur niveau record de décembre, il n'en reste pas moins un progrès de 1,5 % sur le trimestre et de 5 % sur l'année. Il a été rendu possible par une hausse du pouvoir d'achat, grâce au recul de l'inflation (4,9 %), alors que les salaires augmentent encore de 7,9 %. Amélioration aussi pour les mises en chantier de logements au cours du quatrième trimestre (+ 1 % par rapport au précédent et + 40 % par rapport à l'année dernière). Ces hausses ne se sont pas encore répercutées sur la production.

C'est ce que constate le patronat (C.B.I.) dans sa dernière enquête : 80 % des entreprises travaillent encore en dessous de leur capacité de production. Pourtant il note aussi que leur compétitivité s'est nettement redressée : sur les marchés étrangers elle se situerait actuellement à son niveau le plus élevé depuis quatre ans. De son côté l'État voit sa situation financière s'améliorer : les dépenses et les besoins d'emprunts ont été sensiblement inférieurs aux prévisions, ce qui doit permettre au gouvernement des réductions fiscales dans le budget qui doit être présenté vers le 15 mars.

L'*Italie*, où la production baisse encore, est malheureusement loin de réunir les conditions nécessaires pour profiter d'une reprise mondiale. Qu'il s'agisse d'inflation, de déficit budgétaire ou extérieur, beaucoup reste à faire. Certes la diminution du prix du pétrole est la bienvenue, la facture étant particulièrement élevée ici. Mais elle ne dispense pas des efforts qui commencent péniblement à s'engager avec le récent accord patronat-syndicat sur la limitation des effets inflationnistes de l'échelle mobile des salaires.

Bien qu'à un degré moindre la *France*, après la période de facilités qui lui a permis de maintenir croissance et emploi, au prix d'un endettement et d'un accroissement de charges considérables, est condamnée, elle aussi, tôt ou tard, à assainir sa situation pour prendre, dans de bonnes conditions, le train de la reprise. Ici non plus la baisse du prix du baril ne doit pas constituer une excuse.

MAURICE BOMMENSATH.

	RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS				
	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
FRANCE	+ (–)	–– (––)	–– (––)	–– (––)	–– (––)
ALLEMAGNE	–– (––)	++ (++)	–– (––)	++ (++)	–– (––)
GRANDE-BRETAGNE	– (–)	++ (++)	––– (–––)	+ (+)	– (–)
ITALIE	–– (––)	–– (––)	–– (––)	–– (–)	–– (––)
ÉTATS-UNIS	– (–)	++ (++)	––– (–––)	–– (––)	–– (––)
JAPON	– (–)	++ (++)	– (–)	+ (+)	– (–)

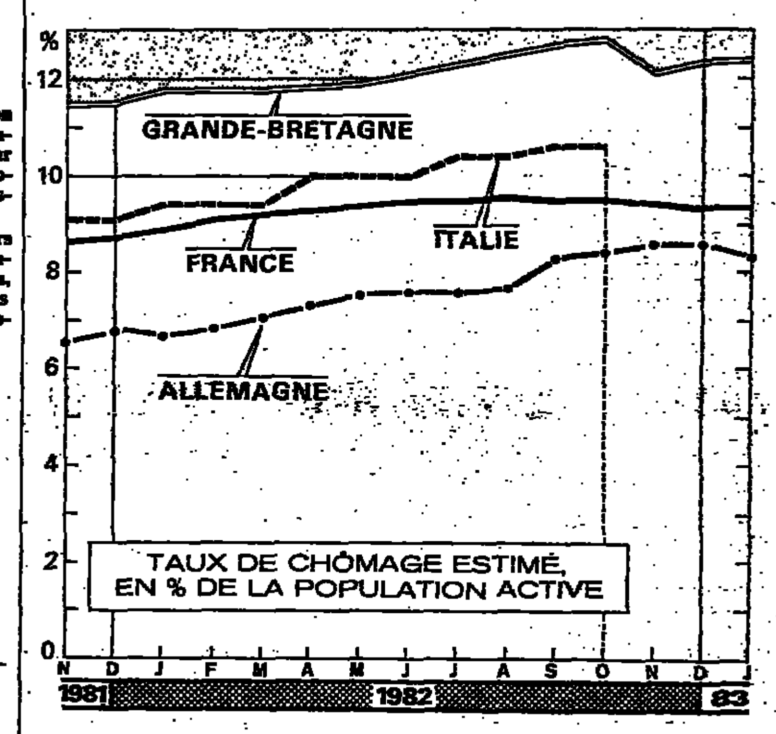
+++ excellent ++ bon + assez bien – médiocre –– mauvais ––– très mauvais (grisé) tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens, avec la participation de Cégos-Économie.

Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement).

CHOMAGE : léger recul en France

Entre décembre 1982 et janvier 1983, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) a diminué légèrement en France à 9,40 %, et même en Allemagne à 8,35 % (cependant, avant correction, le taux allemand a fortement augmenté de 9,1 à 10,2 %). Le taux anglais a continué à croître, passant de 12,3 à 12,4 %. Il convient de noter que les récents changements de mesure (en Grande-Bretagne) et de coefficients saisonniers (en France) ne facilitent pas un suivi précis.



LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

A la fin février 1983

	Notes	Indicateurs	Rythme des 3 derniers mois annualisé (*)	Évolution sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ :	+ (–)	Production industrielle	+ 3 % *	– 3 %	127	déc. 82
		Importations en volume	+ 2 % *	– 5 %		déc. 82
		Consommation (1)	– 7 % *	– 1 %		janv. 83
		Exportations en volume	+14 % *	– 4 %		déc. 82
INVESTIS. :	–– (––)	Investissements entrep. (2)	–	– 7 %		Enq. déc.82
		Taux util. capac.	–	–	81,5 %	4e tr. 82
EMPLOI :	–– (––)	Demandes d'emplois	– 3 % *	– 5 %	2 019 M	janv. 83
		Offres d'emplois	+87 % *	+62 %	115 M	janv. 83
		Taux de chômage	–	–	9,40 %	janv. 83
		Durée de chômage	+ 0,6 mois	+ 1 mois	9,3 mois	déc. 82
		Effectif	+ 0,1 %	+ 0,4 %		oct. 82
		Durée du travail hebdomadaire	– 0,1 h	– 1,2 h	39,3 h	oct. 82
PRIX ET SAL. :	–– (–)	Prix de détail	11,8 % *	9,6 %	+ 0,9 %	janv. 83
		Prix production importation (3)	– 3 % *	14,4 %	+ 0,7 %	janv. 83
		Salaire horaire	+16,5 % *	12,2 %	3,9 %	4e tr. 82
		Revenus disp. mén.	– 4,7 % *	2,7 %	–1,2 %	3e tr. 82
		SMIC horaire	13,9 % *	11,8 %	20,29 F	déc. 82
BALANCE :	–– (––)	Résultat bal. com.	–90 MF *	–95 MF	–9,58 MF	janv. 83
		Taux de couvert.	–	–	85,3 %	janv. 83
		Résultat balance	–96 MF *	–75 MF	–24 MF	3e tr. 82
		Paiements cour.				
		Réserves offic.	+46 %	+19 %	372 MF	janv. 83
		Différ. prix (4)	+ 5,3 % *	+ 2,6 %	–	janv. 83
FRANC :	–– (––)	Dollar/franc	– 4,4 %	+13 %	6,8 F	fin février 1983
		DM/franc	+ 0,3 %	+11,6 %		
		Taux int. jj.	– 0,45 %	– 1,8 %	12,75 %	
		Taux base banc.	– 0,50 %	– 1,75 %	12,25 %	
		Taux oblig. priv.	– 1 %	– 1,90 %	15,60 %	
QUELQUES CHIFFRES-CLÉS :		PIB 1981	3 100 MF			
		BUDGET 1982	788 MF			
		SMIC décembre 1982	3 517 F (pour 173 h 33)			

(1) Consommation de produits industriels ménages.
(2) Estimation d'après l'enquête INSEE.
(3) Prix des produits importés en francs.
(4) L'écart des prix français est calculé par rapport à la moyenne des prix des six pays : États-Unis, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon et France.
(*) Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois. Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières.
MF = Milliards de francs ; M = Milliers.
Notes : + + + excellent ; + + bon ; + assez bon ; – médiocre ; – – mauvais ; – – – très mauvais. Entre parenthèses, notes du mois précédent.

Menace sur l'activité

Si la production industrielle s'est raffermie un peu sur la fin de l'année 1982, la consommation des ménages en produits industriels, en revanche, marque un net recul en janvier. Conséquence probable de la baisse du revenu disponible au troisième trimestre, suite au blocage des salaires. Pour le quatrième trimestre, nous ne disposons pas encore des chiffres précis, mais, d'après une première évaluation faite par l'INSEE sur le deuxième semestre, il semble que le recul ait continué. Ainsi, l'évolution conduirait à terme à un affaiblissement de l'activité.

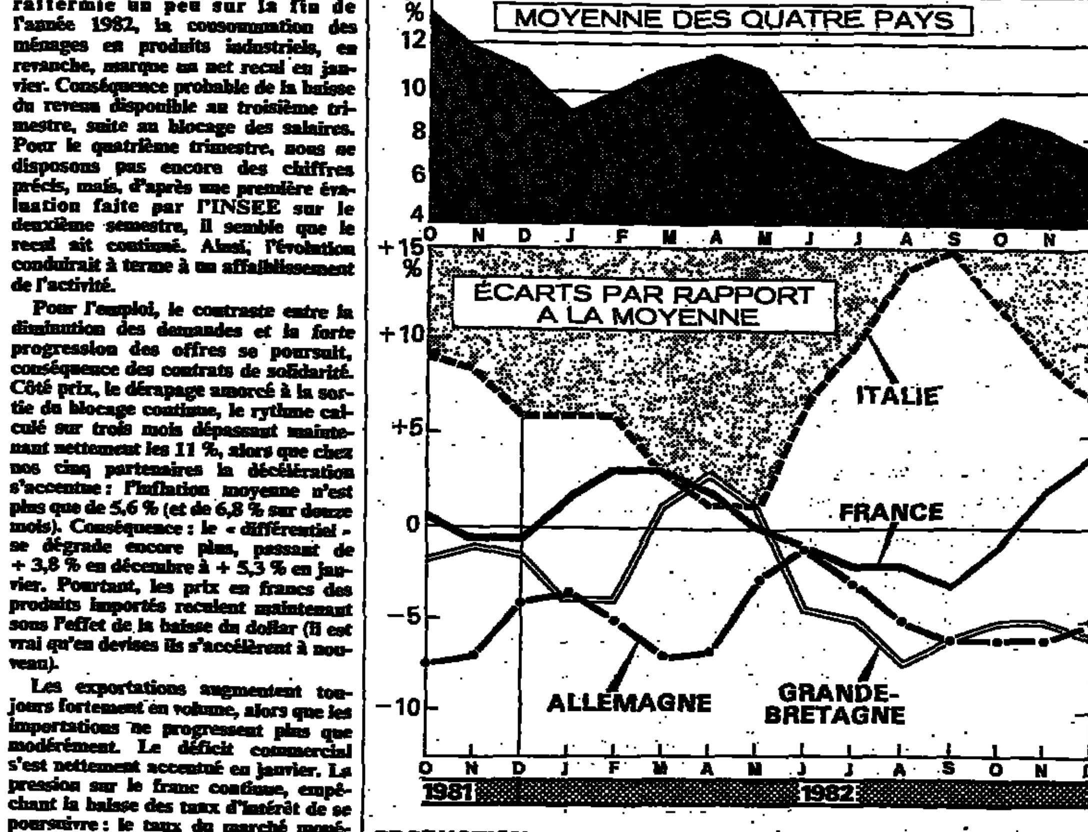
Pour l'emploi, le contraste entre la diminution des demandes et la forte progression des offres se poursuit, conséquence des contrats de solidarité. Côté prix, le dérapage amorcé à la sortie du blocage continue, le rythme calculé sur trois mois dépassant maintenant nettement les 11 %, alors que chez nos cinq partenaires la décélération s'accentue : l'inflation moyenne n'est plus que de 5,6 % (et de 6,8 % sur douze mois). Conséquence : le « différentiel » se dégrade encore plus, passant de + 3,8 % en décembre à + 5,3 % en janvier. Pourtant, les prix en francs des produits importés reculent maintenant sous l'effet de la baisse du dollar (il est vrai qu'en devises ils s'accélèrent à nouveau).

Les exportations augmentent toujours fortement en volume, alors que les importations ne progressent plus que modérément. Le déficit commercial s'est nettement accentué en janvier. La pression sur le franc continue, empêchant la baisse des taux d'intérêt de se poursuivre : le taux du marché monétaire est même remonté, dépassant sensiblement le taux de base bancaire.

M. B.

PRIX : seule la France ne voit pas son inflation reculer

L'inflation moyenne des quatre grands pays européens, calculée sur novembre-janvier, a nettement reculé de 8,3 à 7,4 %. Son rythme est encore descendu de 2,8 à 2,4 % en Allemagne et de 3,2 à 1,6 % en Grande-Bretagne. Il a diminué de 17,2 à 14,5 % en Italie, mais a augmenté de 10 à 11,8 % en France. Calculée sur les douze derniers mois, l'inflation a été de 3,9 % en Allemagne, de 4,9 % en Grande-Bretagne, de 9,6 % en France et de 16,4 % en Italie.



PRODUCTION INDUSTRIELLE : activité encore soutenue en France

Calculée sur octobre, novembre et décembre, comparés aux trois mois précédents, la production industrielle recule toujours aussi vivement en Allemagne (– 6 %). En revanche, la chute s'atténue en Italie (de – 10 à – 6 %). En France, la production industrielle croît toujours (+ 3 %), alors qu'en Grande-Bretagne elle n'arrive pas à décoller et s'affaiblit à nouveau (– 1 %).

introduction à la monétique

1./ LES DESSOUS DES CARTES DE PAIEMENT.

Quelques centimètres carrés, moins d'un millimètre d'épaisseur : c'est désormais ce qui vous suffit pour assurer un grand nombre de vos dépenses, mais aussi votre approvisionnement en argent liquide, la consultation de votre compte bancaire, la commande de nouveaux chéquiers...

Pour en arriver là, il aura fallu nombre de tentatives, expérimentations, et ce n'est pas fini : on est encore loin d'un système parfait, qui apporte tous les avantages tant à l'utilisateur, qu'au commerçant et au banquier : simplicité d'utilisation, sécurité, et coût réduit...

Historiquement, comme l'on s'en doute, ce sont les Etats-Unis qui ont lancé l'utilisation de la carte de paiement. Mais attention : pas la carte que nous connaissons aujourd'hui en France, avec sa piste magnétique ou sa mémoire électronique, et qui permet aussi bien le paiement dans les magasins que l'accès aux distributeurs automatiques de billets et aux guichets automatiques de banque. Les américains sont, eux, les premiers utilisateurs de la carte plastique sans fonction électronique. A tel point que les transactions en argent liquide sont très réduites, et les chèques pratiquement inexistants : la plupart des achats sont faits par carte, chaque chaîne de magasins, chaque groupe de distribution d'essence, possédant souvent son propre système de paiement, sans compter les cartes bancaires.



Paiement électronique : la France leader.

Paradoxalement, l'électronisation de la carte de paiement n'est pas due aux américains. C'est en effet la France qui a été le pionnier en la matière, en mettant en place, d'abord sur des cartes non bancaires, puis sur la Carte Bleue, des pistes magnétiques capables d'effectuer un certain nombre d'opérations, du moment qu'on les introduit dans un système qui peut lire les informations inscrites sur les pistes. Ce qui n'empêche évidemment pas la carte de paiement d'être utilisée "mécaniquement", chez un commerçant, avec une machine qui reproduit sur une facture les informations gravées en clair ("embossées") sur la carte ; le nom du porteur, le numéro de la carte, sa date de validité, etc.

Initialement, c'est le coût exorbitant du traitement du chèque, qui a poussé les organismes bancaires à rechercher des solutions de remplacement pour les paiements de faible importance : un chèque coûte, dans le système bancaire, environ 3,50 F à traiter, entre la banque du tiré et la banque du tireur. Quand on sait que pour la France seule, plus de 3 milliards de chèques sont émis chaque année, le calcul est rapide !

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de remplacer complètement le chèque. Il s'agit de limiter le nombre de petits chèques, ceux qu'on peut signer chaque jour chez un commerçant. Le coût est en effet le même, donc en proportion énorme, que celui d'un chèque inter-entreprise par exemple, d'un montant beaucoup plus élevé que quelques centaines de francs... D'ailleurs, dans le domaine professionnel, les banques n'estiment pas nécessaire de rechercher immédiatement une solution moins onéreuse, et le chèque restera pour longtemps une formule de paiement largement utilisée dans les entreprises.

Première étape : l'électronisation du chèque.

Dans un premier temps, la recherche d'une réduction des coûts de traitement s'est orientée sur le chèque. Et dans un sens, c'est le premier à avoir subi les transformations de l'électronisation.

L'entrée des sociétés de service et de conseil en informatique sur le marché de l'impression des chèques a marqué ce démarrage électronique. Pour SLIGOS, c'est en 1972 que cela s'est passé.

Au départ, il a fallu concevoir des programmes informatiques qui permettaient une impression plus rapide des informations portées sur un chèque, mais aussi qui offraient plus de garanties de sécurité et de fiabilité. C'est ainsi que s'est développé la formule que nous connaissons aujourd'hui, avec le numéro du compte et du chèque portés sur la vignette en caractères informatiques clairs, plus des informations illisibles pour le signataire ou le bénéficiaire, mais déchiffrables par un système informatique. Le résultat : une meilleure impression (moins d'erreurs sur les noms et les chiffres), une plus grande rapidité de traitement (avec la possibilité de lecture automatique de certaines données) et la mise en place de nouvelles sécurités, comme la personnalisation des chèques avec photo, par exemple.

L'informatique permet aussi, et chacun l'apprécie, d'accélérer sensiblement l'obtention de chéquiers neufs. On peut y ajouter les nouveaux systèmes d'écriture automatique, dont sont dotés certains hypermarchés, et que l'on trouve dans nombre d'entreprises, qui permettent, là aussi, une lecture optique, non seulement des noms et des codes, mais aussi des montants, donc qui raccourcissent le temps de traitement.

Les premiers gains sur le coût du traitement d'un chèque ainsi obtenus sont pourtant insuffisants, et les spécialistes du système bancaire, Banque de France en tête, continuent, en coopération avec les sociétés d'informatique, à étudier les possibilités d'électroniser encore davantage le chèque. C'est la transmission du chèque entre les différents points de traitement qui fait maintenant l'objet des travaux. Pour l'instant, c'est en effet la vignette de papier qui est manipulée par les banquiers et par les utilisateurs. La transmission d'une image électronique du chèque, qui remplacerait le papier, entre les différentes banques accélèrerait encore le processus. Mais il reste difficile de définir un "protocole" de circulation de cette image électronique. A partir de quel moment faut-il transmettre non plus le papier, mais son image ?

Les pourparlers vont bon train, mais les solutions sont encore loin : toutes les banques ne sont pas encore suffisamment informatisées pour assurer un tel service. Le chèque a encore un bel avenir et l'intérêt que lui portent les Sociétés de Service et Conseil en Informatique le prouve. Ce sont elles, en effet qui réalisent aujourd'hui la totalité des impressions de chèques (420 000 carnets de chèques par jour, dont quelque 45 000 édités par SLIGOS, en tête de la vingtaine d'entreprises qui les impriment).

Sans conteste, des progrès ont été réalisés. Mais encore insuffisants pour satisfaire à la fois les besoins des banquiers (rapidité de traitement et coût réduit), du commerçant (plus grande garantie de paiement) et de l'utilisateur (sécurité et simplicité d'utilisation). Une solution : la carte électronique.

Carte à piste magnétique : encore beaucoup de papier...

Première venue sur le marché : la carte à piste magnétique, comme la Carte Bleue que chacun connaît. Elle est apparue voici quinze ans environ, et le groupement bancaire Carte Bleue, qui réunit les banques utilisatrices de cette "marque", a fêté ses dix ans au printemps dernier.

Carte Bleue, aujourd'hui, ce sont 228 banques. Mais ce sont surtout plus de 100 millions d'opérations, pour un volume financier total de 34 milliards de francs. Un système bien implanté dans le public, même s'il reste minoritaire dans le total des transactions financières en France. Pour les paiements, application jusqu'ici "mécanique" de la carte, ce sont 76,4 millions d'opérations qui ont été réalisées en 1982. Sa première application électronique grand public, le retrait d'argent liquide dans les distributeurs automatiques, a donné lieu à 32,4 millions d'opérations, pour 13 milliards de francs. Et la progression est importante : 23 % entre 1981 et 1982.

C'est en effet d'abord aux DAB (distributeur automatique de billets) que l'on pense lorsque l'on parle de monnaie électronique. De quoi s'agit-il dans les cartes de paiement du type Carte Bleue ? La carte elle-même comporte des pistes magnétiques, qui contiennent un certain nombre d'informations concernant l'utilisateur sous forme de code : son nom, ses coordonnées bancaires, etc. Son utilisation électronique nécessite de la faire passer dans un système de lecture, lui-même relié au réseau d'informations bancaires commun aux banques membres du réseau Carte Bleue, et qui permet le débit du compte lors d'un retrait d'espèces. Il effectue également la mise à jour du plafond de retrait hebdomadaire fixé actuellement à 900 F.

Outre l'encodage porté sur les pistes magnétiques, les cartes sont "embossées", c'est-à-dire qu'elles portent en relief le numéro de la carte, le nom du porteur, etc., pour permettre leur lecture par les machines mécaniques des commerçants (édition d'une "facturette" dont un exemplaire est destiné au client). Pour sa part, SLIGOS "embosse-encode" 5 millions de cartes par an bancaires et non bancaires.

Pour le système Carte Bleue, il existe plusieurs centres de traitement en France : centres de traitement régionaux (5 au total) et un centre national chargé de regrouper l'ensemble des informations concernant les transactions, de collecter les statistiques, mais aussi d'assurer la sécurité des utilisateurs, et la "compensation" entre les organismes bancaires.

Le centre de traitement SLIGOS, situé près de Blois, traite encore sous forme de papier 85 % des transactions pour le compte de Carte Bleue (et d'autres systèmes de paiement par carte). Ce qui nécessite, évidemment, dans la plupart des cas, une double lecture : la lecture optique des caractères imprimés sur la facture (et quelquefois bien mal imprimés), et une lecture par une opératrice, chargée de compléter et rectifier des données enregistrées à la lecture optique sur une bande magnétique : sommes écrites à la main, caractères mal "passés" dans la machine du commerçant, etc. Vingt-quatre heures sont nécessaires pour traiter 90 % des factures reçues en une journée, sachant que 35 à 40 000 plis envoyés par les commerçants, parviennent quotidiennement au centre, c'est un exploit !

Le développement des terminaux points de vente, installés chez les commerçants, qui permettront la saisie des données au niveau du magasin et leur transmission automatique, va faciliter la tâche.

Déjà, plusieurs grands magasins traitent les achats Carte Bleue de cette façon. La transmission est assurée en temps réel (les caisses étant branchées directement sur le centre) ou en temps différé, avec l'envoi au centre de traitement de bandes magnétiques par exemple.

Et on compte, pour 1984, arriver à un partage à égalité entre le traitement papier et le traitement électronique.

Carte à mémoire : plus loin que la carte magnétique ?

Les avantages techniques des pistes magnétiques sont nombreux et tous les systèmes mondiaux les utilisent, qu'il s'agisse des cartes bancaires ou d'autres systèmes. D'abord, la technique de la piste magnétique est bien maîtrisée. Ensuite, la capacité des pistes était suffisante jusqu'ici pour assurer les fonctions nécessaires. Enfin, la sécurité des systèmes était assurée. Au total, 650 millions de cartes fonctionnent sur ce système dans le monde, dont plus de 200 millions de cartes bancaires.

Chacun, à ses dépens, a pu faire l'expérience de la sécurité : qui n'a pas vu sa carte avalée par le distributeur automatique après avoir fait trois fois une erreur de code ? Et qui n'a pas, chez un commerçant, dû subir l'épreuve un peu désagréable du coup de fil au Centre Carte Bleue pour demander l'autorisation de la transaction ? Aujourd'hui, peu de commerçants sont équipés de lecteurs électroniques de cartes et la vérification des transactions est encore dans la plupart des cas manuelle.

On sait que les achats par cartes sont en général garantis jusqu'à un montant au-delà duquel, le commerçant peut appeler le centre d'autorisation. Il s'assure ainsi que la carte n'a pas fait l'objet d'une opposition de dernière minute par rapport aux listes noires qui lui sont communiquées très régulièrement. Ce recours au centre d'autorisation lui apporte une totale garantie de paiement. Le centre d'appel de SLIGOS, par exemple, reçoit ainsi quelque 10 000 demandes d'autorisation par jour, et il n'en coûte, grâce au système informatique qui relie toutes les banques, que 35 secondes pour renseigner le commerçant. Une durée bien courte, mais capitale quand on sait que les "pointes" de demande atteignent 3 000 à l'heure.

Dans ces conditions, pourquoi une autre technique intéresse-t-elle les spécialistes ? De nouvelles applications, notamment le paiement automatique de certaines prestations, se font jour et la capacité des pistes pouvait paraître insuffisante pour traiter certaines d'entre elles. Ensuite, les faussaires et pirates en tout genre suivent la technologie, et on s'est aperçu que le "piratage" d'un système fonctionnant sur piste était possible.

Il fallait donc trouver une solution sûre, qui n'amène pas de coût supplémentaire, et aussi, se prête à des extensions quasi illimitées dans les applications. C'est l'idée d'un ingénieur français, qui a permis de démarrer la carte à mémoire, sur un principe relativement simple (mais il fallait y penser !). Pourquoi ne pas mettre sur un espace réduit plusieurs de ces micro-circuits qui ont permis à l'informatique de voir ses coûts et ses côtes d'encombrement tomber à une vitesse vertigineuse. Rechargeables périodiquement, ces "puces" donneraient à la carte son autonomie, la mémoire du système étant cette fois non pas dans le lecteur de carte, mais dans la carte elle-même. Le démarrage des opérations a été relativement lent, et ce n'est que vers 1980 que la carte à mémoire a connu son véritable décollage. Avec la naissance inévitable du débat : carte à piste, ou carte à mémoire ? Nous verrons que finalement, les expériences en cours font davantage appel à une complémentarité des deux systèmes qu'à une concurrence...

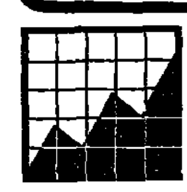
(A suivre...)

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur commercial 300.000 F

Systèmes électroniques - La filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la commercialisation de systèmes de protection électronique contre le vol clientèle, leader incontesté sur son marché, et connaissant une croissance soutenue, recherche son directeur commercial. Basé à Paris, et placé sous l'autorité du directeur général, il sera responsable du développement commercial de la société, assisté d'une équipe d'hommes qualifiés (chefs des ventes et ingénieurs commerciaux) qu'il contrôlera et dynamisera. Outre les fonctions classiques de direction commerciale, sa mission sera celle d'un homme de terrain rompu à la négociation de haut niveau, principalement dans le milieu de la distribution et il sera chargé de la coordination des actions des départements logiciel et technique. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) ayant exercé avec succès une fonction analogue, dans le secteur informatique, électronique... La connaissance de la distribution et de la vente d'un concept financier constituerait un atout et celle de l'anglais est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de l'ordre de 300.000 francs (constituée d'une partie variable) sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat et d'excellentes perspectives d'évolution pourront être offertes. Ecrire à H. MICHERON. A/R 9007M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

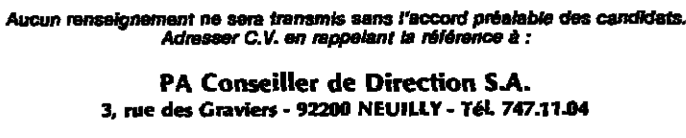
PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur des ventes 250.000 F

Composants mécaniques - La filiale française d'un groupe de dimension internationale, spécialisée dans la production et la vente d'une gamme importante de composants mécaniques de grande série, recherche son directeur des ventes France et export. Basé en proche banlieue parisienne, il sera placé sous l'autorité du directeur commercial et aura pour mission d'animer et de contrôler le développement commercial des agences régionales. Il sera également chargé de contribuer à la mise en œuvre d'une activité import-export assise sur la diversification du groupe, qui permettra d'élargir le catalogue des produits français et qui utilisera le réseau européen pour distribuer les composants fabriqués dans les usines nationales. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 33 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale (ou pouvant justifier d'un niveau équivalent) maîtrisant parfaitement la langue anglaise et ayant impérativement assuré des responsabilités similaires dans le monde industriel. De par sa nature, la fonction implique de fréquents déplacements. La rémunération annuelle pourra atteindre 250.000 francs et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT. Réf. A/R9008M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :



PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DEUXIÈME VILLE FRANÇAISE D'OCCIDENT
CARREFOUR DES CULTURES
FRANÇAISE ET ANGLAISE EN AMÉRIQUE
OFFRANT QUALITÉ DE VIE EXCEPTIONNELLE,
MONTRÉAL VOUS ATTEND...

MUSÉE DES BEAUX-ARTS À MONTRÉAL

Une tradition à maintenir, une collection remarquable, un rayonnement à assurer, voilà quelques-unes des caractéristiques décrivant la situation qui s'offre à vous.

DIRECTEUR

Peu de personnes peuvent aspirer à ce poste de premier plan dont il nous fera plaisir de nous entretenir avec vous si ce qui suit s'applique à vous: muséologue ou personne possédant une vaste expérience dans le milieu des arts, maîtrisant le français et l'anglais, capable d'étendre le rayonnement du Musée, partisan de l'autofinancement, communicateur et partout reconnue comme personnalité engageante.

Pour en savoir davantage, communiquez à frais virés avec Claude Vézina, au numéro (514) 875-5835 ou faites parvenir votre curriculum vitae au 630, boulevard Dorchester ouest, bureau 2000, Montréal (Québec) H3B 1T9.



Woods Gordon
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Directeur administratif et financier 200.000 F

Vendée - Une importante entreprise générale de transports (messagerie et groupage), d'envergure nationale (10 agences, 250 personnes, 100 millions de chiffre d'affaires) recherche pour son siège social basé en Vendée un directeur administratif et financier. Rattaché au directeur général et en autorité sur une quinzaine de personnes, il assumera dans une grande autonomie la responsabilité des services comptabilité, facturation et recouvrement, contrôle de gestion et informatique, avec pour tâches principales le suivi des coûts d'exploitation, la comptabilité générale et analytique, l'établissement des budgets, les analyses financières, etc... Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien confirmé de la finance et de la comptabilité, âgé de 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCAE, Maîtrise, DECS ou équivalent) et pouvant justifier d'une expérience minimum de cinq années acquise à ce niveau de responsabilités. Des connaissances en informatique constitueraient un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ pourra être supérieure à 200.000 francs si la valeur et l'expérience du candidat le justifient. La réussite à ce poste autorise des perspectives d'évolution. Ecrire à G. MINS. Réf. A/1195M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur du personnel 230.000 F

Ouest - Une très importante société industrielle recherche, pour succéder à l'actuel titulaire appelé à d'autres responsabilités, le directeur du personnel de l'une de ses unités de production (plus d'un millier de personnes) située dans l'ouest de la France. Membre du comité de direction, et rendant compte au directeur de l'établissement, il élaborera la politique sociale de l'unité, en liaison avec la direction des relations humaines du groupe. Il assurera les relations avec les partenaires sociaux, animera les services de gestion et d'administration (une vingtaine de personnes : services administratifs, recrutement, formation, promotion, expression des salariés,...) et veillera au bon fonctionnement du service médico-social, du gardiennage, du restaurant d'entreprise, etc... (soit une quarantaine de personnes). Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure et pouvant faire valoir une expérience confirmée de l'ensemble de la fonction personnel au sein d'une entreprise industrielle, métallurgique de préférence. Ses qualités humaines, son sens du contact et un esprit participatif faciliteront son intégration. La connaissance de la langue anglaise serait un atout. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Ecrire à G. MINS. Réf. A/1192M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

TRES GRANDE ENTREPRISE METALLURGIQUE
recherche pour son établissement
NORD (59) de 1000 personnes

directeur de production

conviendrait à ingénieur grande école, minimum 35 ans, ayant le souci de l'organisation et de la productivité joint, à un sens développé du commandement.

Adresser CV détaillé, prétentions sous No 62520 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Directeur des Etudes

Nous sommes une entreprise performante dans notre créneau,

Instrumentation, mesure, contrôle

Collaborateur direct du PDG, vous serez le moteur de notre évolution qui, de la prise d'information va vers le conditionnement du signal et les mini-systèmes.

En rapport étroit avec la direction commerciale, vous définirez et étudierez les nouveaux produits qui, répondant aux besoins de l'industrie dans un futur proche, assureront notre développement (CA 1982 = 80 MF).

L'équipe que vous dirigerez avec rigueur et efficacité est composée d'une vingtaine d'ingénieurs et techniciens expérimentés (lieu de travail : banlieue Nord-Ouest de Paris).

De formation ingénieur grande école ou doctorat, vous avez une dizaine d'années d'expérience industrielle. Si vous êtes imaginatif et réaliste à la fois, si vous aimez le travail en équipe, nous vous attendons !
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite C.V. photo et salaire actuel) sous la réf. 1/DED/LM à notre Conseil qui ne la transmettra qu'avec votre accord.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

S.A.R.L. 5 salariés
Activité audiovisuelle et imprimerie, cherche

DIRECTEUR (TRICE) MI-TEMPS

(4.500 F net mensuel)
+ développement commercial à la commission.
Gestion, organisation, suivi des travaux, direction du personnel, recherche de clientèle, connaissances techniques souhaitées.

Envoyer C.V. à ACT, 19, rue de Sévigné, 75004 Paris.

Mouvement de jeunes responsables économiques recherche
SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
35 ans environ
Expérience professionnelle en entreprise 5 ans. Formation : HEC, Sup de Co, ESSEC, Sciences Po, Sciences-éco.
Ce poste offre initiative, responsabilités ainsi que nombreux contacts dans les domaines économique, social et politique.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. Ecr. s/nº 7.799 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



FICHET-BAUCHE
Groupe International

recherche

auditeur senior

MISSION
pour la Direction Comptable :
* assurer le contrôle des comptes de nos filiales,
* améliorer les procédures et le reporting,
* contrôler les liaisons financières intergroupe et suivre la trésorerie des filiales,
* effectuer toutes missions particulières d'assistance.

PROFIL
* 28 ans environ et quelques années d'expérience,
* formation supérieure,
* langues étrangères (anglais nécessaire),
* déplacements fréquents en Europe.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines 15-17 avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.



Implantée dans une ville du Centre de la France - 2 heures de Paris -
Nous sommes une Entreprise Industrielle importante.
(3.000 personnes - 10 établissements)
Nous fabriquons des produits métallurgiques de haut de gamme.
Nous exportons 50% de nos fabrications.
Nous recherchons

UN DIRECTEUR

Il sera chargé du SYSTEME D'INFORMATION et de L'INFORMATIQUE de notre Société.

Nous sommes dotés de moyens modernes en évolutif et nous abordons une nouvelle étape au cours de laquelle - Plan à 5 ans et projets à court terme - devront être menés en parallèle.

Si vous êtes INGENIEUR diplômé d'une Grande Ecole (Supelec, Centrale...) ayant une expérience de l'Informatique dans le secteur Industriel, une connaissance de Méthodes de Gestion et la capacité de manager l'ensemble du Département Informatique (Etude, Système Exploitation, Réseau, etc...), nous vous prions de nous faire parvenir votre dossier sous pli confidentiel Réf. LI1

à COMELOG
9, rue Sainte Anne 75001 PARIS

pmp

comelog

DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU MARKETING

Agro-Alimentaire
Ouest

Une des principales coopératives agricoles françaises (C.A. 2,5 milliards) aux activités polyvalentes recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU MARKETING. Il sera chargé d'élaborer, proposer et faire accepter la stratégie commerciale de l'entreprise, de définir les moyens de son application et d'en assurer le contrôle. Dans cette optique, il déterminera les grandes orientations commerciales de chaque branche d'activités et il veillera à la cohérence des actions entreprises et à leur inscription dans la stratégie globale qu'il aura définie. Il contrôlera les résultats obtenus et il apportera son appui si des actions correctives s'imposent. Il participera aux négociations les plus importantes. Il proposera et fera appliquer une politique de communication commerciale. Il assumera personnellement la responsabilité de l'ensemble des exportations des produits élaborés. Il préparera toute négociation visant à une association commerciale avec d'autres partenaires s'il le juge opportun et il assurera la représentation de l'entreprise dans les groupements professionnels à vocation commerciale où elle a des intérêts. Ce poste conviendrait à un candidat possédant au minimum une dizaine d'années d'expérience dans une fonction identique acquise de préférence dans un groupe de l'industrie alimentaire. Ecrire sous référence 559/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

GRENOBLE - LE MANS

Société en pleine expansion
500 M.F. C.A. - 400 personnes
No 2 en France dans son secteur
recherche

Directeurs de production

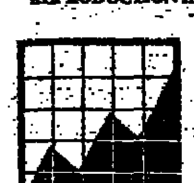
* Ecole Centrale - Arts et Métiers ou équivalent.
* Jeunes avec ou sans expérience.
* Compétences techniques en mécanique, électronique, automatisation.
* Goût pour le management.

Adresser curriculum vitae à :

SIAR 20, rue d'Hauteville 75010 PARIS

COFAP





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Secrétaire Général

chargé de la
DIRECTION ADMINISTRATIVE

Nous sommes une holding groupant en région parisienne 4 Sociétés de Services de taille PME (eff. 100 pers.) représentant un C.A de 120 Millions. Notre dynamisme commercial, la qualité reconnue de nos prestations et l'importance de notre budget de publicité, nous ont permis de prendre en 10 ans une première place incontestée dans nos différents domaines d'activité.

Dans le cadre d'une expansion que nous contrôlons bien, nous mettons en place une nouvelle structure et souhaitons nous attacher un Secrétaire Général de très bon niveau et de fort potentiel d'évolution (IEP ou Sup de Co avec Licence en Droit des Affaires), de 35 à 45 ans, ayant déjà plusieurs années d'expérience dans cette même fonction.

Relié directement au PDG, il assurera la double et entière responsabilité

1 - de la Direction Administrative (direction financière exclue) couvrant d'une part le domaine juridique : vie des Sociétés, baux, assurances, contentieux, etc..., et d'autre part l'organisation et le contrôle du fonctionnement administratif.

2 - et du Secrétariat Général : gestion du personnel (avec l'assistance d'un chef du personnel très compétent, déjà en poste,) achats, gestion des stocks, supervision des travaux et de l'entretien, etc...

Membre à part entière du Comité de Direction, il sera étroitement associé à la vie et au développement de nos sociétés où son rôle sera important, d'où notre recherche d'un homme de premier plan. La taille très humaine de nos entreprises implique de chacun une grande participation personnelle aux tâches quotidiennes, même modestes. Notre nouveau collaborateur doit donc être, comme nous-mêmes, un homme de terrain, sachant mettre la main à la pâte chaque fois que nécessaire.



Ecrire avec CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2896 M à D. DANGER - Service Recrutement - CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

Paris - Lille - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

Dessain

DIRECTEUR D'USINE

EST DE LA FRANCE

Nous sommes une importante société française, au premier plan dans sa profession ; nous affirmons avec succès nos ambitions et nos moyens à l'Exportation.

Nous recherchons un GENERALISTE DE HAUT NIVEAU POUR DIRIGER UNE IMPORTANTE UNITE DE PRODUCTION SITUEE «AU VERT» DANS UNE VILLE AGREABLE.

Cette usine - de plusieurs centaines de personnes - est spécialisée dans la mécanique de précision en série.

Cette fonction ne peut s'adresser qu'à un **INGENIEUR GRANDE ECOLE (A&M ou équivalent)** dominant parfaitement les problèmes de production et de gestion s'y rapportant, familiarisé avec l'outil informatique.

La rémunération est à la hauteur des responsabilités demandées.

La taille du Groupe permet un développement de carrière largement ouvert.

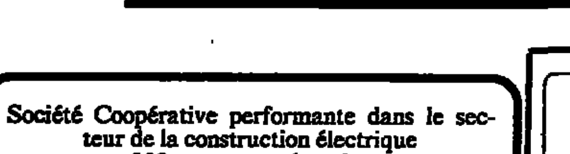
Adresser c.v., photo et prétentions sous référence 455 à M. Cathalan - 364, rue de Vaugirard 75015 Paris. Discrétion assurée.

Nous sommes une entreprise du secteur **T.P. Equipements** bien connue dans sa spécialité. Nos agences et filiales, en France et à l'Etranger, réalisent un C.A. consolidé de plus de 500 M.F. Nous créons auprès de la Direction Générale, à Paris, le poste de

directeur informatique et gestion

Notre objectif primordial est de refondre nos méthodes de gestion depuis le contrôle opérationnel des chantiers jusqu'au tableau de bord de la direction générale. Ce qui exige la redéfinition de l'organisation et des procédures, la conception et le suivi du système de gestion prévisionnelle, le tout reposant sur un nouveau système d'informatique répartie à créer. Diplômé G.E., 35 ans minimum, vous avez piloté des projets informatiques importants et acquis de solides connaissances en comptabilité, en gestion et en organisation - de préférence dans le secteur B.T.P. Si de plus vous êtes doté d'une forte personnalité (rigueur, enthousiasme, sens de l'écoute, aptitudes à mobiliser des partenaires...), nous vous offrons ici un "challenge" très motivant : réussir ce grand projet en 2 ans pour ensuite élargir le champ de vos responsabilités.

Tout échange d'informations (C.V., ou demande de renseignements) sera traité de façon confidentielle. Référence 43 AM.



Hervé Le Baut-Consultants 11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Le Groupe de Presse CENTRE FRANCE

LA MONTAGNE, Le Journal, Le Populaire, LE BERRY représente 1.300 personnes. La diffusion de ses titres atteint quotidiennement 400.000 exemplaires.

Nous recherchons actuellement notre **Directeur des Relations Humaines** pour la Montagne.

Rattaché au Directeur Général du Groupe et basé à CLERMONT-FERRAND, il aura la responsabilité complète de la fonction Personnel, incluant notamment les relations sociales (dialogues avec les instances représentatives du Personnel, représentation de la Direction au Comité d'entreprise), la politique de recrutement et de formation, l'information et la communication. Il supervisera également les services d'administration du personnel.

Poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un véritable professionnel des relations humaines. Agé d'au moins 35 ans, il aura acquis une expérience de la fonction dans une entreprise industrielle, et même si possible dans le secteur de la Presse ou de l'édition. De formation supérieure, il a une excellente connaissance du Droit du Travail et de la législation sociale.

C'est un homme ouvert, ayant le sens du contact, de la négociation et du dialogue.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en nous indiquant votre niveau de rémunération actuel et vos prétentions. Nous prendrons contact avec vous confidentiellement.

M. Sibold, 88, rue Armand Silvestre, 92400 Courbevoie. Réf 13.

Société Coopérative performante dans le secteur de la construction électrique
800 personnes réparties
en trois usines voisines
(Normandie/Bretagne)
recherche son

Responsable des ressources humaines 200.000 FRANCS +

Ce jeune manager succédant au titulaire qui part en retraite sera rattaché à la Direction Générale pour l'ensemble des missions qui lui seront confiées : en plus de la gestion courante du personnel et de l'emploi (recrutement, classification, rémunération, élaboration du bilan social, relations avec les représentants du personnel...), il sera l'animateur de la politique sociale d'une Entreprise qui donne une priorité à la formation, la promotion et l'épanouissement des hommes.

Il est indispensable pour assumer ce poste de justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction au sein d'une entreprise industrielle.

Adresser lettre manuscrite + C.V.
sous référence A.C.P.
à Jean GAUTIER,
CGSCOP, 37, r. Jean-Leclaire, 75017 PARIS.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Importante Société Travaux Publics
recherche
pour son grand chantier
en Asie du Sud-Est

Chef Comptable réf 118 A

De formation études supérieures + DECS complétée par une dizaine d'années d'expérience dans une fonction similaire, en relation avec le siège il prendra en charge l'ensemble du service comptable composé de personnel expatrié et de locaux.

Comptable réf 118 B

Confirmé
2ème ou 3ème échelon

Il sera l'adjoint du chef comptable.

Pour ces 2 postes vous avez déjà utilisé l'anglais comme langue de travail.
Vous aurez tous avantages liés à l'expatriation.

Adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à M. du Maset, B.P. 86, 75062 Paris Cédex 02 qui transmettra.

Directeurs d'agence : symboles de notre dynamisme bancaire

env 150 - 180 000

Importante banque privée, notre style commercial a assuré notre développement. Nos directeurs d'agence ont par leur personnalité et leur savoir-faire local façonné une image dynamique de banquiers entreprenants et compétents.

Nous leur devons aussi notre réussite.

Pour étayer cette équipe, nous recherchons plusieurs directeurs adjoints d'agence à Paris et en région parisienne.

De formation supérieure ou bancaire (CESB/ITB) avec une bonne expérience opérationnelle, vous dirigez une agence ou en avez les aptitudes.

Etre localement et au sein d'une équipe bien rodée, le banquier respecté, l'animateur commercial et le dirigeant attentif, c'est ce que nous attendons de vous. Ensuite nous pourrons vous proposer plusieurs filières de développement et de promotion qui chez nous, sanctionnent et confortent les succès.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire s/réf. B 2684M, 55 av. Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

ORGANISME BANCAIRE

à forme mutuelle
région Sud-Est

recrute

son DIRECTEUR

apte à assumer l'ensemble des responsabilités d'un chef d'entreprise, ayant le sens des contacts humains aisés.

Conditions :
- âge minimum 35 ans
- solide expérience bancaire (10 ans environ)

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prét. à N. 2815 - PUBLICITÉS RÉUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

NOUS SOMMES

une Société de dimension nationale spécialisée dans l'Electricité, le Chauffage et la Climatisation.

Pour répondre au développement de nos marchés francophones à l'EXPORT.

Nous recherchons pour notre siège de TOULOUSE

3 INGÉNIEURS
Electricité Bâtiment et Industrielle

3 INGÉNIEURS
Climatisation, Chauffage, Plomberie

SI VOTRE EXPÉRIENCE démontre que vous avez les qualités TECHNIQUES, COMMERCIALES et FINANCIÈRES que nécessite le poste.
SI VOUS ÊTES dynamique et disponible et si vous êtes un meneur d'hommes.

NOUS VOUS PROPOSONS de développer au mieux votre potentiel dans notre Société, qui vous offrira une évolution et un salaire à la mesure de vos performances.



Adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) à notre Conseil : Geneviève LAVERGNE
G.E.R. International
1, chemin du Pigeonnier-de-la-Cépière.
Le Péripole, 31100 TOULOUSE
qui vous garantit réponse et discrétion.

NOUVELLE-CALÉDONIE

URGENT

ASSOC. INTERCOMM.
(Zone rurale, 15.000 hab.)

recherche

1 CHEF DE PROJET
1 SPÉCIALISTE
AMÉLIORATION TECHNIQUES MATÉRIAUX TRADITIONNELS

Pour opération d'amélioration de l'habitat très économique.
Formation supérieure.
Expérience exigée.

Adr. C.V. à ALTO
2, avenue du Château,
91000 EVRY.

Association de Tourisme social
recherche
REPRÉSENTANT (E) LOCAL (E)
Expérience souhaitée.
Italien courant indispensable.
Poste à pourvoir en Sicile.

Adr. C.V. et photo à : « AVEC ».
41, rue N.-D.-de-Lorette.
75009 PARIS.

Nous venons de signer un contrat de solidarité et devons remplacer notre :

Directeur d'usine

pour notre unité de SAINT-MALO

Notre activité : fabrication et distribution de vêtements sportwear.

Notre groupe : 1000 personnes réparties dans différentes unités.

Nous avons besoin d'un homme ayant la connaissance parfaite de notre produit et pouvant assumer le contrôle des services administratifs de cette société ainsi que les contacts avec les élus du personnel.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 8935 à TELEX P.A. JONCTION 7, place Antonin Poncet 69288 LYON Cédex 02 qui transmettra.

RECHERCHE DIRECTEURS

de village de vacances région AUVERGNE LIMOUSIN expér. exigée en gestion et restauration collective. Postes permanents, cadres. Env. lettre manuscr. C.V. et photo N° 16099 à AGENCE HAVAS 63002 CLERMONT FD CEDEX

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois internationaux (et departements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et departements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et departements d'Outre-Mer)

Al-Fateh University, Tripoli

invites applications for the posts of Faculty Members (Professors / Associate Professors / Assistant Professors / Lecturers) in the following fields of specialization:

French Language and Literature.

Master Doctorate or equivalent degrees and University Teaching and Research experience required.

Annual salary scales:

Professor	LBD 25,920
Associate Professor	LBD 22,680
Assistant Professor	LBD 20,529
Lecturer	LBD 18,720
Assistant Lecturer	LBD 15,795.

Round trip air ticket annually for staff member's spouse and four children under eighteen years of age.

Real baggage allowance up to 25% of the price of air ticket.

Children LBD 1,500 allowance for those studying abroad in private schools under eighteen years of age.

Free furnished accommodation gratuity — equal to two months salary for the first two years of service and equal to three months salary for the subsequent years of service.

45 days paid annual leave and free medical service.

Applications accompanied by non-returnable photocopies of academic and specialized experience credentials should be mailed to:

LIBYAN PEOPLE'S BUREAU

Ambassade de la République Arabe Libyenne
2, rue Charles Lamoureux

F-75016 PARIS

AHLAN S.A. 30217

La Commission des Communautés Européennes

organise un concours sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement de

TRADUCTEURS (m/f)

d'expression allemande, anglaise, danoise, française, italienne ou néerlandaise.

Il sera demandé une maîtrise parfaite d'une de ces langues et une très bonne connaissance de deux autres langues communautaires (les combinaisons linguistiques sont précisées dans l'avis de concours).

Les candidats devront être, soit :
☐ détenteur d'un diplôme universitaire de traducteur, ou en langues modernes et avoir au moins un an d'expérience post-universitaire de traducteur ou de terminologue ; soit
☐ détenteur d'un diplôme universitaire dans un domaine autre que linguistique et avoir au moins un an d'expérience professionnelle post-universitaire nécessitant de très bonnes connaissances linguistiques.

Les candidats doivent posséder la nationalité d'un des pays membres des Communautés et être nés après le 28 février 1948. Lieu d'affectation : Bruxelles ou Luxembourg.

Date limite pour la réception des candidatures : 31 mars 1983.

Le formulaire de candidature obligatoire et l'avis de concours peuvent être demandés, de préférence par carte postale, en rappelant la référence COM/LA/381 auprès de :
☐ Bureau d'Information de la Commission des C.E., 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16 ;
☐ Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, Rue de la Loi, 200, B-1049 Bruxelles.

SOCIÉTÉ ALLEMANDE
LEADER EUROPÉEN DANS SA SPÉCIALITÉ
(équipement de carrosserie automobile 1re monte)

recherche
pour son bureau d'études près de Düsseldorf

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR OU INGÉNIEUR DÉBUTANT

Ayant le goût des contacts clientèle.

Après une période de mise au courant, il sera responsable des projets au niveau étude et développement allant jusqu'à leurs applications en grande série.

La connaissance de la langue allemande est obligatoire, le déménagement en R.F.A. est impératif.

Adresser dossier de candidature (c.v. en allemand, photo et prétentions) à : RÉGIE-PRESSE no T 038.538 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

DES SOCIETES FRANÇAISES A VOCATION INTERNATIONALE recherchent

1) DOMAINE AERONAUTIQUE :

ADJOINT RESPONSABLE METHODES

mécanique de précision, commande numérique.
200.000 F — **Réf. 329**

INGENIEUR D'ETUDES CONCEPTION ET DESSIN

connaissances prototype mécanique petite et moyenne série, robotique.
200.000 F — **Réf. 330**

INGENIEUR FIABILITE ET CALCULS

calcul sur ordinateur et programmes d'éléments finis.
170.000 F + — **Réf. 332**

2) DOMAINE TRAVAUX PUBLICS :

INGENIEURS DE TRAVAUX ROUTIERS

expérience 5 ans de travaux routiers si possible en Afrique.
180.000 F + — **Réf. 333**

RESPONSABLE TRAVAUX SOUTERRAINS

expérience ingénieur chantiers de travaux souterrains.
250.000 F — **Réf. 334**

Ecrire à SWEERTS, en précisant la référence du poste choisi, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

GABON recrute
PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

PROFESSEURS :

P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

INSTITUTEURS :

Titulaires du C.A.P. primaire pour enseignement 1er degré, capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- Instituteurs .... indice 350 = 4.535 F
- P.E.G.C. .... indice 380 = 4.835 F
- Licenciés .... indice 350 = 4.535 F
- Maîtrises .... indice 515 = 6.185 F
- Certifiés .... indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures avant le 15 avril 1983 au Service culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme états de service officiels ou certificats d'exercice, copie certifiée conforme des diplômes, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les célibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat certifié conforme).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. — *Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.*

MISSION DE DEUX ANS AUPRÈS DU GOUVERNEMENT D'UN ÉTAT D'AFRIQUE NOIRE

PROJECT FINANCING EXPERT

VOTRE MISSION :
Coordonner les activités des planificateurs et des financiers pour la mise en œuvre d'une politique homogène d'approche des bailleurs de fonds internationaux.

VOTRE ACTIVITÉ JOURNALIÈRE :
Mettre les dossiers de projets élaborés par les planificateurs et les ministères techniques sous une forme directement assimilable par les organismes financiers internationaux.

VOTRE AVENIR :
Une carrière de consultant financier international.

Pour que vous puissiez vous joindre à nous, il faut :
- Que vous ayez au moins dix ans d'expérience de projet financing acquise auprès de banques et d'organismes financiers internationaux ;
- Que vous aimiez travailler en AFRIQUE auprès de hauts responsables ;
- Que vous ayez une formation financière et économique, niveau doctorat ou grandes écoles ;
- Que vous parliez le français et l'anglais ;
- Que vous ayez au moins quarante ans.

NOUS SOMMES UN GROUPE INTERNATIONAL DE SOCIÉTÉS DE CONSEILS EN DÉVELOPPEMENT RAPIDE (C.A. QUADRUPLÉ EN 4 ANS).

Envoyer C.V., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, No T 38.612 M, 85 bis, rue Réaumur, 750032 PARIS.

GABON recrute
PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

Professeurs d'enseignement technique et technologique titulaires d'un des diplômes suivants :

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques.
- Mécanique automobiles.
- Mécanique entretien.
- Electromécanique.
- Construction mécanique (dessin industriel).
- Dessin du bâtiment.
- Froid, climatisation.
- Electronique.
- Plomberie, installations sanitaires (BP + expérience).
- Secrétariat (BTS minimum).

Pour enseignement dans lycées et collèges, capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyages vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- B.P. .... indice 195 = 2.872 F
- B.T.S. ou DUT .... indice 325 = 4.285 F
- C.A.E.C.E.T. .... indice 380 = 4.835 F
- CAPET .... indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures avant le 15 avril 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris
(comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme des diplômes C.V., copie certifié conforme, états de service officiels ou certificats d'exercice, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les célibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat certifiée conforme).

Tout dossier non strictement conforme ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

N.B. — *Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.*

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL EN G.P.L.

cherche

TRADER pour bureau de Londres

Expérience secteur G.P.L. préférée mais non indispensable.
Précédente expérience dans trading produits pétroliers, nécessaire.
Français et anglais demandés, espagnol souhaité.

Ecrire avec C.V. + photo sous no T 038.593 M à :
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CABINET DE CONSEIL STRATEGIE et ORGANISATION
recherche
- Jeunes diplômés HEC, ESSEC, IEP, ...
- Parfaitement bilingues Anglais - Français
- Curieux et indépendants,

en tant qu'

Assistant chef de projet

pour s'intégrer dans une équipe internationale.
Nombreux déplacements en Europe.

Adresser curriculum vitae à :

SIAR 20, rue d'Hauteville 75010 PARIS

COFAP



emplois régionaux

QUELLE

SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
recherche

POUR SA CENTRALE D'ACHATS ORLEANS

UN DIPLOMÉ EN GESTION

IL PARTICIPERA :
- A l'établissement des prévisions de ventes.
- A la gestion des stocks.
- Au suivi des résultats d'exploitation pour un rayon d'achats.

Ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions d'acheteur ou de contrôle de gestion.
Nous souhaitons que vous ayez une formation E.S.C. ou Sciences éco, avec de bonnes connaissances en anglais et si possible en allemand.

Une première expérience professionnelle même dans un secteur différent de l'achat est indispensable.

Le poste est à pourvoir très rapidement.

Envoyer C.V., prétentions + photo sous réf. 803 à Mr. FRATER
QUELLE S.A., B.P. 100
45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX.









Pour réaliser son déploiement géographique et répondre à l'accroissement continu de ses charges de travail dans les domaines de l'informatique industrielle et de gestion, une société d'ingéniérie informatique fait appel aux talents de nouveaux collaborateurs.
Dans l'immédiat, elle crée à **LYON** et **GRENOBLE** des postes de :

Ingénieurs d'Etudes en Automatismes et Informatique de Gestion

Ces ingénieurs assisteront leurs directeurs respectifs dans la conduite de projets depuis la conception jusqu'à la réalisation.
Pour ces postes, une première expérience aura été acquise dans une SSCI, une société d'ingéniérie ou chez un constructeur, par exemple dans la conduite de projets, la responsabilité d'un service...
Adresser lettre manuscrite et CV indiquant la rémunération actuelle et la ville préférée. Réponse et confidentialités assurées. CORI, 17 Quai Gillet 69004 LYON.



Division Moyens de Paiement
de l'Informatique à la Monétique

SLIGOS assiste l'ensemble de la profession bancaire dans l'élaboration et la mise en place des expériences de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multi-cartes, mise en place de « home banking » ingéniérie de cartes de paiement à l'exportation). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquérir une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications.
Pour faire face au développement rapide de cette activité, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher pour BLOIS :

• **2 Ingénieurs** ayant acquis une expérience de 2 à 4 ans dans la conduite de projets importants chez un constructeur, une SSCI ou un groupe industriel important pour développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillée, photo et rémunération souhaitée à :
SLIGOS — DEPARTEMENT ETUDES
Zone industrielle - 41350 VINEUIL

Publival



Fabricant US de dimension internationale, nous produisons des équipements lourds, comme des turbo-compresseurs et des turbines à gaz, et disposons d'une unité performante d'études et de production au Havre (France) dans la basse vallée de la Seine.
Nous cherchons aujourd'hui

un ingénieur, chef du bureau d'études techniques (Product engineering manager)

Ingénieur confirmé mécanicien ou électricien, ECP, AM, ESE, IEG, vous avez aujourd'hui au moins quinze ans d'expérience dans la conduite d'une équipe de recherches appliquées, de contrats et de maintenance, travaillant tant en français qu'en anglais. Votre expérience s'est déroulée chez un fabricant de gros matériels, les services techniques d'une société de raffinage ou un bureau d'ingénierie international de bon renom.
Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4302 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES
MEMBRE DE SYNTEC



Leader de la commutation temporelle

Ingénieurs : devenez les futurs responsables de nos unités de production.

Généralistes de formation, les ingénieurs que nous souhaitons intégrer dans nos établissements, de CHERBOURG - PONTARLIER - SAINTES sont *débutants*. Après une formation technique à nos produits, ils se verront confier successivement différentes missions dans les principaux services : Méthodes, Gestion informatique, Production, Fabrication, Contrôle Qualité, de ces unités. A terme, les qualités personnelles des candidats retenus, leur connaissance de l'Entreprise et de ses produits leur permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies en France ou à l'Etranger.

Envoyer C.V. à CIT-ALCATEL - Sous réf. DG à Service Recrutement et Orientation - B.P. 57 - 78140 VELIZY

Importante société industrielle, fournisseur et prestataire de services pour le secteur électronucléaire, nous recherchons un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
- mécanique des structures -

possédant quelques années d'expérience en études mécaniques.
Responsable du soutien technique aux Chargés d'Affaires pour les parties mécaniques de leurs propositions, il aura auprès d'eux un très large rôle de Conseil et d'assistance.
Ce poste, basé à LYON, ouvrira d'intéressantes perspectives d'évolution dans l'entreprise ou le groupe dont elle fait partie.
Un dossier de candidature est à adresser, sous référence 75704 /LM, à notre conseil

MILO M.R.H 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

RESPONSABLE DES SERVICES ECONOMIQUES

Grenoble 230 000 F +

Devenez membre de notre équipe de direction et participez activement à la vie de notre établissement industriel.
Animez une trentaine de personnes dont quatre cadres. Exercez un rôle moteur sur l'ensemble des fonctions Comptabilité Générale et Analytique, Contrôle de Gestion, Achats et Approvisionnements, Informatique, Formation, Sécurité, CHS. Participez à la politique sociale de l'usine.
Nous sommes l'un des plus gros établissements (1 000 personnes) d'un important groupe industriel français dont la spécialité est de fabriquer en continu des produits semi-finis destinés à la grande consommation.
Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion type Sup de Co option finances-comptabilité, ou équivalent vous avez déjà su en quelques années conduire à bien une solide expérience professionnelle de gestion et d'organisation en usine (indispensable).
Votre autorité naturelle et votre compétence favoriseront votre intégration et l'adhésion autour de vous.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (en précisant votre rémunération actuelle sous référence 252 M, à notre Conseil en Recrutement qui le traitera confidentiellement et vous rendra compte personnellement. Entretiens prévus à Lyon et à Paris.



François Nicolet
14 rue Robert
69006 LYON

média-system

jeune contrôleur de gestion
LYON

Vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou Ingénieur avec formation complémentaire.
Vous avez de préférence 1 ou 2 années d'expérience soit dans un Cabinet d'Audit, soit dans une fonction de gestion dans l'industrie.
Nous sommes une grande entreprise industrielle française (C.A. supérieur à 1 milliard).
Nous vous proposons de venir rejoindre notre équipe de gestion, au sein de laquelle vous participerez auprès du Responsable du CONTROLE DE GESTION :
- à la préparation du plan et des budgets,
- aux prévisions financières,
- à l'analyse des résultats.

Ce poste très formateur, comporte à moyen terme, d'intéressantes possibilités de promotion.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8245-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 5, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Banque Populaire Provençale & Corse

recherche pour AIX EN PROVENCE

CHARGE DE PORTEFEUILLE ENTREPRISE

Il est indispensable que vous ayez une expérience au sein d'une agence lourde ou semi-lourde. Vous avez aussi le sens du risque.
Pour l'essentiel vous aurez en charge la gestion et le développement d'un portefeuille de P.M.E., pour l'étude et le suivi des engagements.
Cette fonction s'inscrit dans le cadre de l'assistance au directeur de groupe d'agences.

CLASSIFICATION CADRE

Adressez C.V. manuscrit photo et prétentions au service du personnel - 16, rue Léon Paulet 13008 MARSEILLE

CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL
recherche pour l'un de ses centres implanté dans une ville universitaire de l'Ouest :

UN (E) JURISTE D'AFFAIRES

plus particulièrement chargé d'animer et de développer nos activités dans les domaines du Droit Social et de la Réglementation Economique.
Le candidat devra justifier d'une formation supérieure en droit privé et d'une première expérience professionnelle en qualité de consultant.
Le candidat retenu bénéficiera des avantages techniques et professionnels d'un cabinet de groupe d'importance nationale.

Adresser lettre et curriculum vitae manuscrit sous le nº 7.804 à *le Monde* Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

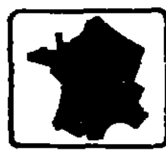
Importante Société Industrielle,
spécialisée en chaudronnerie lourde, recherche pour son Établissement de BOURGOGNE

INGÉNIEUR COORDONNATEUR D'AFFAIRES ENSAM, ICAM...

Cet ingénieur à des connaissances en Mécanique et plus particulièrement en Chaudronnerie ainsi qu'une expérience préalable d'Ingénieur d'Affaires dans une usine ou dans une société d'ingénierie.
Dans le cadre de ce poste, nous lui confierons au sein de projets France et Export, face à des clients dont il sera l'unique interlocuteur, la responsabilité des devis, coûts, délais et mises en application.
Ce poste de Chargé d'Affaires implique, outre des compétences techniques, une rigueur d'analyse et des capacités de négociateur.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 50149 M à HAVAS CONTACT 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

PANTOUFLARDS S'ABSTENIR
Pour créer notre atelier de publicité nous recherchons homme ou femme passionné (e) par la pub et la presse
Région : NORMANDIE
Bien entendu, vous êtes efficace, vous avez le contact avec la clientèle, vous aimez la mer et la cuisine au beurre.
Ecrire sous le nº 7.798 à *le Monde* Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Méthodes-en-charolais ordonnancement-petites séries

Bien sûr que ces deux postes de chefs de service sont à pourvoir dans la même société. Et vite si possible. Tous deux doivent être des ingénieurs de grandes écoles et surtout des professionnels avertis ayant déjà dirigé qui un important service méthodes, qui un grand service ordonnancement lancement, planning. Outre leur expérience, ils devront nous apporter également leur capacité à réussir un challenge et à manager le progrès.

Nous produisons de belles mécaniques qui requièrent des usinages et des montages de qualité. L'outillage est déterminant. Les outils de gestion et l'informatique sont bons, peut-être un peu lourds. Dans un poste comme dans l'autre, il y a beaucoup à faire pour simplifier, normaliser, standardiser. Vos succès d'industrialisation ne passeront pas inaperçus. L'encadrement d'atelier comme la trentaine de collaborateurs de chaque service souhaitent votre arrivée... et les progrès que vous leur ferez faire.

Avec vous deux, entre autres, nous allons rationaliser notre outil de travail pour le mettre à la hauteur des capacités du BE et des exigences d'un marché mondial très concurrentiel. Les deux postes conviennent à des «mécaniciens» qui ont déjà fait leur preuves mais qui ne se contenteront plus longtemps d'être de très grands chefs de service. Votre compétence et vos aptitudes de gagneur doivent nous permettre de vous rémunérer très convenablement. Voulez-vous écrire en toute confidentialité au conseil en recrutement de SIRCA sous la référence 344 877M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Crouzet recrute ses ingénieurs de demain

Responsable assurance produits

Dans la direction qualité de notre Division Composants d'Automatismes, nous créons ce poste et souhaitons le proposer à un ingénieur électronicien.
Ce responsable accompagnera le développement des produits "commande électronique" en veillant à ce que tous les aspects concourant à la qualité soient pris en compte.
Une expérience de la conception de produits électroniques à base de microprocesseurs sera un atout essentiel pour réussir dans cette fonction.
(Référence 3467)

Futur spécialiste des mesures

Notre Division Composants d'Automatismes souhaite intégrer dans son laboratoire central un jeune ingénieur justifiant de solides connaissances en électromécanique, électromagnétisme, statistiques appliquées aux mesures.
Il sera le conseiller des techniciens de contrôle, à qui il proposera de nouvelles méthodes ou des solutions originales en vue d'assurer la qualité de nos produits.
(Référence 3545)

Ingénieur industrialisation produits nouveaux

Le service industrialisation de notre Division Transports et Télécommunications crée ce poste, pour un ingénieur électromécanicien ou électronicien, ayant une première expérience de 3 à 5 ans en service études, développement ou fabrication.
Cet ingénieur participera au développement de produits nouveaux, avec l'objectif d'assurer la meilleure adéquation entre les produits et les moyens de production (optimisation, coûts, délais, qualité).
Il aura ensuite la responsabilité de l'établissement des devis techniques, du lancement et du suivi des fabrications.
(Référence 3550)

Ingénieurs électroniciens "composants"

Notre Division Aérospatial souhaite compléter son équipe de spécialistes des composants en intégrant deux ingénieurs débutants ou disposant de quelques années d'expérience.
Ces ingénieurs interviennent sur tous les aspects de l'utilisation des composants dans notre industrie : prospective, technologie, évaluation, standardisation, aide au choix...
Deux axes d'activité seront proposés à ces ingénieurs :
— Composants spéciaux (circuits intégrés à la demande et semi à la demande)
— Composants destinés aux activités aéronautiques et spatiales.
(Référence 3417)

Postes à pourvoir à Valence (Drôme)

Crouzet ... Groupe industriel ... Implantation internationale ... 6000 personnes ... Principaux domaines d'activités ... Aéronautique et Défense (anémobarométrie, navigation, détection magnétique) ... Spatial et Engins (séquentiel et traitement de l'information, conditionnement de puissance, électronique hybride) ... Composants d'Automatisme(du microcontact utilisé dans les robots ménagers au compteur microprogrammé à microprocesseur) ... Composants pour l'Electroménager (programmation et composants pour machines à laver et fours) ... Transports (systèmes de péage complets) ... Télécommunications (appareils téléphoniques à prépaiement, télésurveillance de cabines publiques) ... Terminaux de paiement électroniques ...



Adresser votre candidature en précisant la référence (lettre, C.V., photo, prétentions) à :
Crouzet SA - Direction du Personnel, 26027 Valence cedex
(les entretiens auront lieu à Valence, les frais de déplacements étant remboursés).

TIMKEN® *Jouez la carte TIMKEN pour mettre tous les atouts de votre côté...*

Cette carte, nous en sommes fiers : solide image de marque et constance de la qualité TIMKEN constituent notre atout majeur. Filiale d'un groupe international, nous sommes une entreprise à taille humaine, bénéficiant d'une très bonne santé qui nous permet d'être aujourd'hui leader dans notre spécialité : les roulements à rouleaux coniques destinés à "tout ce qui roule".

jeunes ingénieurs grandes écoles

Nous souhaitons vous associer à notre développement. Diplômé d'une grande école (déb. ou 1ère exp.), vous êtes âgé d'au moins 24 ans et possédez de solides connaissances en mécanique. Nous vous proposons de devenir un des "spécialistes" internationaux de TIMKEN en suivant un important cycle de formation à Colmar. Autonome et organisé, vous avez l'esprit d'analyse et aimez travailler en équipe. Responsable d'un secteur géographique, vous aurez notre appui commercial et technique pour DEVELOPPER votre clientèle, NEGOCIER parfois à très haut niveau d'importants contrats et CONSEILLER les bureaux d'études sur la définition de leurs projets. En contrepartie, nous vous offrons un salaire motivant à évolution rapide, de nombreux avantages, ainsi que de réelles perspectives de carrières au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à TIMKEN France Service du Personnel - B.P. 89 - 68002 COLMAR CEDEX

Organisation et Publicité



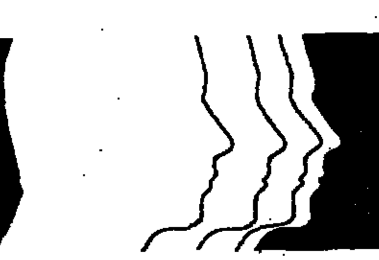
Filiale THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC recherche pour son unité de fabrication situé en région CENTRE-EST

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour laboratoire d'études, possédant une connaissance approfondie dans le domaine HF.
Il sera chargé de l'étude et du développement de produits HF. Son action est susceptible de s'étendre au rôle de Chef de Projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous référence 50139 LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC



Contrôleur de gestion
220 000 F +

L'OFFRE :
- **un poste de premier plan** dans notre structure de contrôle de gestion.
- la responsabilité de faire évoluer constamment un système déjà sophistiqué, performant et largement informatisé.
- la possibilité d'évoluer dans le cadre de notre société.

VOUS AVEZ :
- avant tout une expérience confirmée du contrôle de gestion en site industriel.
- une formation supérieure, si possible d'ingénieur, doublée d'une très bonne technicité en contrôle de gestion et en comptabilité analytique.
- la maîtrise de l'anglais et des connaissances en espagnol.
- la capacité d'imagination nécessaire à la création continue d'outils nouveaux et performants.

NOUS SOMMES :
- une grande entreprise de dimension internationale, exportant les 2/3 de sa production.
Nous fabriquons des produits de consommation.
Notre renom s'étend au monde entier.
Le poste est à pourvoir en **Province, à 2 heures de Paris.**

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 302075 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

SOUS-DIRECTEUR D'AGENCE (CL IV ou V)

LYON
Banque de Dépôts Privée

Une des premières banques privées françaises (160 personnes - 14 agences) recherche un SOUS-DIRECTEUR pour l'une de ses agences nouvellement implantée à LYON. Sous l'autorité du Directeur Régional, il sera chargé de prospecter et suivre une clientèle de PME/PMI pour laquelle il étudiera et réalisera la mise en place des moyens de financement les mieux adaptés à ses besoins et dont il gérera les disponibilités. Il interviendra en tant que conseil en matière fiscale ou de commerce international auprès de cette clientèle d'entreprises, et comme conseiller en gestion de patrimoine pour une clientèle de particuliers. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure ESC... possèdera une expérience professionnelle d'au moins 3 ans acquise dans une fonction semblable au sein d'une banque de dépôts. La connaissance du tissu industriel et commercial lyonnais est très vivement souhaitée.
Ecrire sous référence 569/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Provence : Unité industrielle 1 200 personnes

CHEF DU SERVICE PERSONNEL

Cette usine (1200 personnes aujourd'hui, 1500 à moyen terme) est la plus récente (1973) des 3 unités de cette Société (5500 personnes, CA : 3 milliards de F), deuxième producteur mondial dans ses spécialités et exportateur de 50 % de ses fabrications.

Rattaché au Directeur de l'Usine, ce Chef de Service (30 personnes dont 5 Cadres) définit, propose, met en place, anime et contrôle la politique sociale. Ce poste englobe l'ensemble de la fonction : administration générale des effectifs, gestion dynamique de l'emploi, développement cohérent des relations entre les partenaires à l'intérieur de l'Etablissement.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel expérimenté (35 ans minimum) de la fonction. Son expérience, acquise en milieu industriel, lui a permis de concrétiser heureusement ses qualités de gestionnaire, d'animateur et d'innovateur.

Basé en Provence, le titulaire du poste bénéficie, à des conditions avantageuses, d'un agréable logement.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4477 Q à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



UN RESPONSABLE D'AGENCE

MARSEILLE **150.000 F +**

Société de prestation de service n° 1 mondial dans la location de **VEHICULES INDUSTRIELS** avec agences implantées dans toutes les grandes villes, en France et en Europe, recherche le **RESPONSABLE** pour son agence de Marseille.

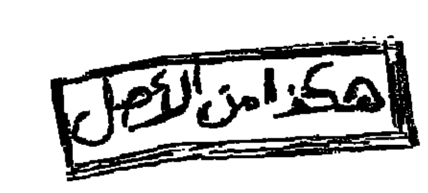
Cette personne sera responsable de toutes les fonctions administratives, techniques et opérationnelles de l'agence. Elle dirigera une équipe de 4/5 personnes déjà en place dans ce centre de profit.

Il nous faut un homme de terrain (30 ans minimum) avec une très grande expérience d'administration de ventes ou gestion d'un Centre de profit.

Salaire suivant expérience mais peut atteindre 180.000 F ou plus avec un très bon fixe et une prime basée sur les résultats.

(Frais de déménagement peuvent être envisagés).

Ecrire avec C.V., photo, références et prétentions sous n° 8103 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

---

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE DE LA NIÈVRE

Siège Social à NEVERS

recherche :

EXPLOITANTS

- Ils seront Gradés classes III et IV ou Cadres classe V.
- Présentant des références dans des postes similaires.
- Ils auront une compétence certaine dans les domaines d'activités d'une agence :
  un esprit d'analyse et de synthèse ;
  un sens du risque et de la rigueur ;
  un tempérament commercial et d'animateur.
- Ils prendront dans notre exploitation (département de la Nièvre) des postes de responsabilité : Directeurs d'Agence ou Seconds, Chefs de Bureau, Rédacteurs.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions à : Direction des Relations Humaines, BANQUE POPULAIRE DE LA NIÈVRE, 18, rue Albert-Ier, B.P. 249, 58006 NEVERS CEDEX.

Filiale du C.E.A. recherche

Un Ingénieur méthodes mécaniques

Pour des produits de haute technicité dans le domaine de la mécanique (nucléaire et non-nucléaire).

Le titulaire de ce poste sera chargé de faire évoluer les méthodes dans le cadre de l'accroissement envisagé de l'activité de la société. Cette fonction comporte la préparation des dossiers techniques pour le client, la préparation des gammes de fabrication, la programmation de machines-outils en commande numérique, l'étude des outillages de fabrication et de contrôle. Pour réussir, il faut avoir une formation d'ingénieur mécanicien et une expérience industrielle de quelques années dans la mécanique fine et la programmation de machines-outils à commande numérique. Le titulaire de ce poste devra en outre posséder les éléments indispensables d'informatique industrielle dans le domaine des machines-outils et des machines de contrôle. C'est un homme de terrain capable de conduire à leur terme, en atelier, les études et les gammes, un homme de contact capable de travailler tant avec les techniciens qu'avec les contremaîtres ou des chefs d'atelier confirmés et «chevronnés». Il aura le souci de la maintenance. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73672/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

LA SOCIÉTÉ DOC FRANÇOIS



FILIALE DES DOCKS DE FRANCE
IMPLANTÉE DANS LE GRAND SUD-OUEST

RECRUTE

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

DES DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS CONFIRMÉS
DES ADJOINTS DE DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS
(ayant un potentiel de Directeurs d'Hypermarchés)
DES CHEFS DE PERSONNEL D'HYPERMARCHÉS
DES DIRECTEURS DE SUPERMARCHÉS CONFIRMÉS
(postes à pourvoir rapidement dans la région bordelaise)
DES CHEFS DE DÉPARTEMENTS
ET DE RAYONS EXPÉRIMENTÉS

Les candidats appelés à travailler dans une structure responsabilisante devront avoir une solide expérience de la fonction

Postes à pourvoir dans la moitié Sud de la France,
mais disponibilité géographique nécessaire
Adresser lettre manuscrite, curric. vitae et prétentions à :

SOCIÉTÉ DOC FRANÇOIS, Division Affaires Sociales, 55, rue Bourbaki, 33401 TALENCE.

Société française située en Normandie (effectif 290 personnes) spécialisée dans la fabrication d'équipements pour transports en commun

recherche un

CHEF DE SERVICE PRÉ - ÉTUDES - PROTOTYPES

Sous l'autorité du Chef des Services Etudes, il aura la charge des pré-études, pré-devis et prototypes destinés à être présentés aux clients.

A court terme (3 à 5 ans), il pourra être amené à remplacer l'actuel Chef des Services Etudes, appelé à d'autres fonctions. Cette nouvelle position en fera l'adjoint de fait du Directeur de l'usine.

Le candidat, jeune Ingénieur de 28 ans environ, devra justifier de quelques connaissances en moulage plastique et (ou) tôlerie, acquises dans le cadre d'une P.M.E.

Les qualités de personnalité (esprit d'entreprise, sens du commandement) seront déterminantes pour l'attribution de ce poste.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé et de vos prétentions s/réf. 256.405 M,
RÉGIE-PRESSE,
85, bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Il sera répondu à toutes les lettres de candidature.

Chef Service Organisation

ALSACE

Nous sommes un Etablissement bancaire régional très connu dans une agréable ville d'Alsace. Notre Chef du Service Organisation est promu à d'autres fonctions et nous cherchons donc son successeur. Il sera rattaché au Chef du Département Organisation et Informatique, et dirigera lui-même 3 personnes. Sa mission est de concevoir et mettre en place les structures, procédures et circuits nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'Etablissement, d'assister et de conseiller les responsables d'unités pour l'élaboration des tableaux de bord et pour l'organisation de leurs services. Ce poste intéresse un spécialiste de l'organisation administrative, ayant une formation supérieure et une expérience solide de plusieurs années dans les secteurs bancaire, assurances ou tertiaire. Ce poste offre les perspectives d'un travail réellement motivant pour un candidat de haut niveau de compétence. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération ss/réf. 11673/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rd-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

SIPSY

Filiale du groupe pharmaceutique JOUVEINAL

recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR SYNTHÈSE ORGANIQUE

Le poste basé à Angers (Maine-et-Loire) consiste à répéter les synthèses des molécules actives en collaboration avec le centre de recherche situé en région parisienne et au sein d'une équipe de développement chimie.

Le candidat retenu aura quelques années d'expérience dans une société pharmaceutique.

Envoyer C.V. + prétent. à l'attention de Mme CHEVRE, SIPSY, route de Beaucouzé, 49240 Avrille.

Pour faire face à son expansion

SEITHA

CONDITIONNEMENT D'AIR
CHAUFFAGE - ENERGIES NOUVELLES

recherche un

INGENIEUR

pour lui confier le poste **D'ADJOINT du CHEF du SERVICE DEVIS**

Les responsabilités qui lui seront confiées exigent une formation de généraliste, qui lui permettra de dialoguer avec les clients, de proposer des solutions adaptées à chaque problème, de collaborer avec les ingénieurs d'affaires chargés de la réalisation des chantiers.

Une expérience en chauffage ou conditionnement d'air serait un atout très apprécié.

Poste basé au siège de la Société à LYON-VILLEURBANNE.

Ecrire à SEITHA, Service du Personnel
274 Cours Emile Zola 69100 VILLEURBANNE,
sous réf. 003 M.

média-system

Chef du service gestion

GRENOBLE

Société filiale d'un important groupe français (45 000 personnes) nous recherchons pour notre établissement de Grenoble (800 personnes), un cadre expérimenté de la **gestion comptable.** Placé sous l'autorité du Chef des Services Gestion et Comptabilité, il est responsable de l'élaboration du budget et des comptes d'exploitation de l'établissement, de la facturation et de la gestion des comptes clients. Pour ce faire il a en charge l'animation d'une quinzaine de personnes. Ce poste convient de préférence, à un titulaire d'un DUT gestion comptabilité, possédant au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans un poste d'assistant de gestion dans une PME.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., détaillé et photo sous la référence 4007/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON.
Réponse et confidentialité assurées.

sélé CEGOS RHÔNE-ALPES

Membre de SYNTEC Publival

---

ingénieur de fabrication

AM - INSA - SUDRIA...

Notre Société, implantée en proche banlieue Nord de MARSEILLE, filiale d'un Groupe Industriel Agro-Alimentaire de première importance, recherche un INGENIEUR DE FABRICATION pour prendre en charge le service production de notre usine.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur Mécanicien ou Electromécanicien justifiant de 2 à 5 ans d'expérience de la fabrication de produits alimentaires.

A ses compétences techniques, le candidat retenu devra allier de réelles qualités de contact dans ses relations avec les autres services et son personnel.

Une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 8215-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLE ET FINANCIER

Dans le cadre de la réorganisation de ses services, une société spécialisée dans le contrôle des processus industriels, filiale d'un important groupe international, recherche son responsable des services comptable et financier. Membre du Comité de Direction, il assurera l'animation d'un service de 10 personnes. Le titulaire du poste prendra en charge l'ensemble des problèmes de comptabilité (générale et analytique), le contrôle et l'organisation de la trésorerie, l'établissement des tableaux de bord financiers, le suivi des procédures comptables et la gestion des bilans. Le candidat aura si possible complété sa formation générale (type E.S.C., maîtrise de gestion ou équivalent) par un D.E.C.S. Ce poste s'adresse à un responsable confirmé (32 ans minimum) justifiant d'une pratique des opérations comptables et fiscales d'au moins 5 ans, acquise de préférence au sein d'une direction financière d'un groupe anglo-saxon (la maîtrise de l'anglais est indispensable).
Lieu de travail : ville universitaire du Centre.

Adresser : lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 631 S à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02, qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.

Banque Populaire

de l'AUVERGNE et de la CORRÈZE

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

parmi des candidats diplômés d'enseignement supérieur (Maîtrise Sc. Eco, E.S.C.A.E., D.E.C.S. ou diplômes équivalents).

Le poste demande du goût et un bon degré de culture générale dans les domaines de

- La comptabilité.
- La fiscalité.
- La gestion financière (trésorerie, équilibres du bilan, etc.).
- Les prévisions statistiques, tableaux de bord.
- La réglementation bancaire.
- L'informatique de gestion.

Il contribue aux prises de décisions au niveau le plus élevé dans la banque.

Une expérience professionnelle de 3 ans minimum, bancaire ou audit de préférence, est exigée.

Lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé, références, rémunération actuelle, prétentions à adresser à : BANQUE POPULAIRE DE L'AUVERGNE ET DE LA CORRÈZE, Direction des Relations Humaines, 18, boulevard Jean-Moulin 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

Parker | PARKER HANNIFIN RAK

Filiale française d'un important Groupe international **VEND DES PRODUITS INDUSTRIELS** et de grande diffusion (raccords pour tubes, tuyauteries flexibles, coupleurs rapides, valves et manifolds de contrôle).
A TOUS CLIENTS concernés par les applications hydrauliques et pneumatiques, pétrochimie, nucléaire, etc.
recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

chargé d'ANIMER, MOTIVER, CONTRÔLER et DÉVELOPPER son équipe de vente.

Le CANDIDAT, agé de 35/45 ans devra :
- **AVOIR RÉUSSI** dans un poste similaire impliquant une parfaite connaissance tant de la **VENTE DIRECTE** que de la **DISTRIBUTION** par revendeurs indépendants
- avoir une solide **BASE TECHNIQUE**
- avoir les qualités d'un **MENEUR D'HOMMES**
- être un **NÉGOCIATEUR HABILE** à tous niveaux
- avoir une bonne connaissance de la **LANGUE ANGLAISE**

prêt à **VOYAGER** intensément, il résidera en **HAUTE-SAVOIE** près de **GENÈVE.**

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ... écrivez-nous avec CV, photo et prétentions à : DIRECTION DU PERSONNEL - **PARKER HANNIFIN RAK S.A.** B.P. 482 - 74100 ANNEMASSE Cedex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

responsable administration des ventes

GRAND GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
DU CENTRE DE LA FRANCE

Notre Société fabrique et distribue des produits laitiers de haute qualité. Nous nous organisons pour faire face à notre croissance continue. Nous recherchons pour notre siège près de Bourges, notre Responsable Administration des Ventes.

Vous devrez :
- organiser et animer votre service d'une quinzaine de personnes,
- assurer la planification des ventes par la gestion quotidienne des commandes et une bonne coordination avec les différents services concernés : Fabrications-Livraisons,
- vous serez aidé de l'informatique que vous contribuerez à mettre en place, essentiellement pour le suivi rigoureux de la facturation.

Vous avez l'expérience de l'entreprise dans un poste similaire où vous avez développé votre sens de l'organisation et votre goût du service à la clientèle.

Vous êtes capable de vous adapter à la durée de vie de nos produits frais par votre rapidité et votre efficacité.

Une formation supérieure serait appréciée. Anglais souhaité.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions, sous référence 124 M à :
ORES MEDIA
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

ORES MEDIA

Organisation et Publicité

proche... très proche d'un leader

la lorraine

— Vous le serez assurément : en retrait des structures opérationnelles et fonctionnelles, vous l'aiderez à mener sa politique ; vos missions seront multiples (préparation d'assemblées, analyses, interventions, recueil de l'information).

— **Vous préparez la prise de décision.**

— Vous avez un esprit de synthèse, un haut niveau de culture générale et fait preuve de votre sens politique : vous savez travailler en Etat-Major : vous voyez vite l'essentiel et hiérarchisez les problèmes.

— **Vous êtes Sc. Po, Grandes Ecoles, Droit, Sc. Eco., 30/35 ans.**

Adresser votre candidature, lettre + CV + photo + prétentions à

FB CONSEIL 57, rue des 4-Eglises 54000 NANCY

RESPONSABLE SERVICE RETRAITES
Chartres

Nous sommes un important organisme de retraite et de prévoyance et nous recherchons pour nos services centraux de Chartres un Responsable Service Retraite

De formation droit et véritable professionnel des contrôles et du calcul des dossiers de retraites, ce cadre sera responsable de l'animation et de la formation d'un groupe de 10 personnes.

Nous souhaiterions rencontrer un candidat possédant une bonne expérience, si possible en milieu Caisse de Retraite ainsi que de réelles aptitudes à diriger une équipe.

Ce poste, largement autonome, ouvre des perspectives d'évolution à terme.

Nous vous prions d'envoyer votre CV accompagné d'une lettre manuscrite sous réf. 62292 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Un agro qui sème...

Puissant groupe industriel français, réputé pour nos ciments, nous sommes aussi l'un des grands dans les engrais. Nos 8 usines couvrent judicieusement le marché français et notre export se développe. Pour aller plus vite et plus loin, nous recherchons notre homme

Marketing opérationnel

Bien au fait des besoins du monde agricole, vous saurez définir et lancer de nouveaux produits, réaliser les campagnes promotionnelles et les argumentaires de vente, développer notre politique de services, en un mot, réfléchir avec nous sur l'ensemble de notre commercial.

Ingénieur agronome, vous avez très vite choisi le commercial et vous y êtes heureux. Notre jeune équipe de dirigeants saura vous accueillir, à Thionville où il fait bon vivre.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 3747M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Ingénieur Commercial

A.M., GENIE CHIMIQUE... 180.000 +

Responsable Région Rhône-Alpes - Filiale d'un Groupe Français de réputation internationale, notre société fabrique des produits bénéficiant d'une excellente image de marque. Nous recherchons un ingénieur spécialisé dont voici le portrait idéalisé : c'est un homme d'au moins 30 ans, bien dans sa peau, qui a réussi dans la vente d'équipements industriels, de préférence dans les secteurs de la chimie et du nucléaire. Il est incollable en génie chimique, hydraulique et process industriel. Bien entendu, il allie dynamisme et rigueur, il est de bon conseil, rigoureux et persuasif.

Mais nous ne sommes pas sûrs de trouver ce candidat idéal ... alors si vous pouvez mettre en avant quelques unes de ces connaissances et qualités, écrivez-nous !

Nous adresserons très rapidement aux candidats retenus une description détaillée de l'entreprise et une invitation à nous rencontrer.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf 302220 à ORION - 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantit une discrétion absolue.



Un important organisme financier recherche pour LYON où il est solidement implanté, un

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINES

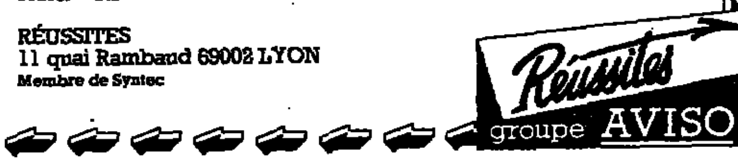
Placé à la tête d'une petite équipe à animer et s'appuyant sur un réseau étoffé d'agences, il aura pour vocation de conduire le développement de cette activité tout en assurant lui-même la gestion de portefeuilles.

Ce poste s'adresse à un professionnel de la gestion de fortunes, pouvant justifier d'une expérience dynamique et réussie de 10 ans environ dans ce métier.

De formation supérieure, il apporte une connaissance éprouvée de l'économie mondiale, des divers marchés financiers et modes de placements mobiliers et immobiliers. De bonnes introductions sur le plan lyonnais seront également appréciées.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8035 C, à :

RÉUSSITES
11 quai Rambaud 69002 LYON
Membre de Syntec



cadre à l'export *150.000 F. +*

UN ROLE PILOTE AU SEIN DE PLUSIEURS P.M.I.

C'est ce que propose la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHARLEVILLE-MEZIERES à un cadre de 30 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur maîtrisant depuis 5 ans au moins tous les aspects de la négociation, de la gestion, du développement des ventes à l'exportation et parlant l'allemand et/ou l'anglais.

Appelé à intervenir à temps partagé au sein de plusieurs P.M.I. ardennaises, il apporte son savoir-faire et son goût du challenge pour aider ses interlocuteurs à traiter efficacement les opportunités d'affaires à l'étranger. L'objectif, à la mesure de son ambition, est de créer à terme au sein de chaque P.M.I., une structure export opérationnelle et autonome.

Merci de nous faire part de votre intérêt pour le poste en écrivant, sous la réf. 13.F.2.,

à C.A.P. Recrutement
BP. 301 - 08105 CHARLEVILLE

MECILEC

Notre société, filiale du groupe ELF AQUITAINE, spécialisée dans les instruments de mesure et de contrôle de haute technologie recherche de toute urgence

LE RESPONSABLE DE SON AGENCE DE LYON ET SON ADJOINT

Dépendant de la direction des ventes, le responsable de l'agence devra assurer la présence commerciale de notre société auprès des industriels Rhône-Alpes et des sociétés d'ingénierie implantées dans la région.

Il sera secondé par un responsable du service après-vente. Le candidat, de formation ingénieur, âgé d'au moins 35 ans, devra avoir une expérience réussie des négociations industrielles. La connaissance de l'instrumentation serait un atout supplémentaire. Anglais souhaité.

Son adjoint, ingénieur diplômé, ayant quelques années d'expérience de ventes de produits industriels, âgé de 30 ans environ, l'assistera dans ses différentes fonctions.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération actuelle) au Service Recrutement de MECILEC 91 bis, rue du Cherche Midi - 75006 PARIS.

Dessein

Filiale du groupe BOUYGUES en Provence - Côte d'Azur (1.000 personnes - 450 MF/CA) recherche

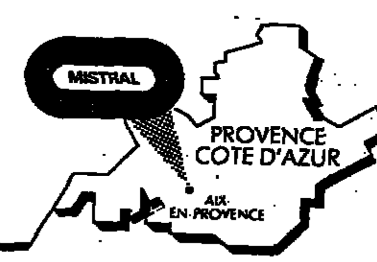
cadre du personnel

Il se verra confier deux missions principales :
- La gestion du personnel ouvrier (700 personnes).
- La conception et la rédaction des supports d'information (journal interne, rapport annuel).

Il participera activement au fonctionnement du service personnel et prendra en charge progressivement d'autres aspects de la fonction.

Le poste basé à Aix-en-Provence s'adresse à des personnes de formation ESCAE, ESCP débutants ou DUT expérimentés.

Les candidats devront adresser leur C.V., photo et prétentions sous référence 4925 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS,
qui transmettra.



Organisation et Publicité

P.M.E. INDUSTRIELLE

recherche le

CONTROLEUR DE GESTION

de son usine d'Orléans

La fonction comprend, en sus des tâches de contrôle et de comptabilité analytique, la supervision fonctionnelle des antennes de paye et administration.

- Expérience 2 à 5 années en industrie.
- Connaissances informatique appréciées.

La rémunération sera fonction de l'expérience des candidats.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :
Société H.B.
10, rue Lionnel-Terray
92500 Rueil-Malmaison
à l'attention de M. BOUTAUD.



LA VILLE D'AMIENS

recrute

1 CHARGÉ D'ÉTUDES SPÉCIALISÉ

Dans le cadre de la réhabilitation de la Zup Nord, l'agent contribuera aux études dans les domaines équipement et vie sociale en collaboration avec la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme, les services enfance, sport, culture.

Adresser candidature et C.V. à MAIRIE D'AMIENS B.P. 2720, 80027 AMIENS CEDEX. Avant le 15 mars 1983.

IMPORTANTE BANQUE

Crée un département

« GESTION DE PATRIMOINE » RÉGIONAL

Elle souhaite s'attacher un collaborateur de haut niveau (classe VI minimum)
Tempérament commercial.
Bonne expérience gestion titres

Adresser curriculum vitae et photo sous le nº 7.800 à *le Monde* Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La Division Climatologie du C.S.T.B. Nantes

cherche

UN INGÉNIEUR OU UN DOCTEUR

Pour études et recherches en environnement et énergie.

- Formation en énergétique, systèmes thermiques, gestion de l'énergie et transferts thermiques.
- Pratique de l'informatique et de l'anglais indispensable.

Bonnes connaissances demandées en calcul des probabilités et en statistique.

Adresser très rapidement C.V. à M. Ph. DUCHENE-MARULLAZ, C.S.T.B., 11, r. Henri-Picherit, 44300 NANTES.

RECHERCHE 1 INGÉNIEUR OU MÊME NIVEAU

Pour service méthode et béton armé et seconder direction dans entreprise gros-œuvre moyenne des ARDENNES.

Envoyer curriculum vitae sous nº T 38.556 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Service public administratif, à ROUEN, recherche pour assurer l'animation et le suivi des études et actions dans le secteur des transports collectifs

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

possédant un diplôme d'ingénieur, ou de sciences économiques, ou équivalent, avec formation spécialisée ou expérience en économie et organisation des transports. Adresser candidature et C.V. au nº 7.808 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chambre de Commerce et d'Industrie d'EURE-ET-LOIR recrute

DOCUMENTALISTE

- Formation supérieure.
- Connaissance de la doct.

Envoyer C.V., photo, prétentions C.C.I. 28, B.P. 62, 28005 CHARTRES.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX

recherche

UN CHARGÉ DE MISSION

POUR PROMOTION DE SECTEURS DE POINTE ET DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Profil :
- ingénieur technico-commercial (écoles centrales ENSI, ENSAM, ENSERB),
- ou HEC, ESSEC avec expérience technique.
- 5 ans d'expérience professionnelle minimum.

Les C.V., photo et prétentions sont à faire parvenir à :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX, Service du Personnel, 12, place de la Bourse, 33076 BORDEAUX CEDEX.

RECHERCHE 1 TECHNICIEN BAT. GROS-ŒUVRE

Connaiss. calcul, béton armé souh. expérience et sérieuse référence exigée pour région ARDENNES

Envoyer curriculum vitae sous nº T 38.554 M RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Quotidien régional cherche pour grande ville de l'EST

REPORTER LOCALIER

Conditions requises :
- plusieurs années d'expérience,
- études supérieures complètes,
- polyvalence ; style vivant et rigoureux,
- goût des contacts.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo d'identité et press-book et Écrire sous le nº 256.433 M,

RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

AGENCE DE PUBLICITÉ PARIS

recherche

a) SON FUTUR DIRECTEUR

Il devra prendre progressivement l'agence en main pour en devenir le Directeur au départ de l'actuel responsable.

Pour être candidat, il faut avoir une très bonne formation générale et technique de base, ainsi qu'une expérience suffisamment longue et diversifiée de la publicité pour maîtriser pleinement toutes les techniques modernes de la communication publicitaire et promotionnelle.

Il est nécessaire également qu'il soit rompu aux contacts commerciaux, et à l'animation d'une équipe de collaborateurs.

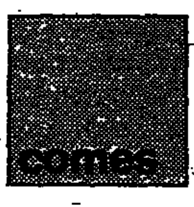
(référence 2486.)

b) UN JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

Il devra s'intégrer à l'équipe de professionnels de l'agence pour prendre en main un certain nombre d'opérations publicitaires ou promotionnelles.

Pour être candidat, il faut avoir une bonne formation générale et technique de base, ainsi qu'une première expérience dans une agence ou chez un annonceur.

(référence 2487.)

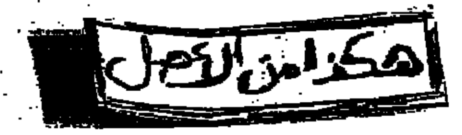


Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 Paris, en rappelant la référence du poste.

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Organisation et Publicité





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Valoriser votre expérience dans une Société Internationale

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

Cette Société est la filiale française d'un important groupe International disposant de plus de 200 usines réparties en Europe, Amérique du Nord et Amérique du Sud. L'unité de fabrication est en région parisienne, la distribution et les services commerciaux sont décentralisés en 7 agences et 2 filiales régionales. Son développement la conduit à chercher le responsable de ses services comptables.

Basé au siège à Paris et directement rattaché au Directeur Financier, le titulaire du poste est responsable de l'ensemble de la comptabilité largement informatisée : comptabilité générale et analytique, fiscalité, trésorerie. Il anime et supervise un service de 5 personnes et prend en charge le reporting auprès de la maison mère.

Sa mission comporte également l'application et le développement de procédures de contrôle dans le cadre d'une gestion fortement décentralisée.

Pour ce poste de confiance, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel justifiant d'une 1re expérience acquise de préférence en P.M.E. ou dans un cabinet anglo-saxon.

Il est diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion et il parle anglais.

Cette offre constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur désirant acquérir une expérience de gestion avancée dans une société internationale performante.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 19787 A à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

media-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Ripolin Freitag

Division bâtiment

INSPECTEUR DES VENTES

Adjoint au Directeur Régional

La Société RIPOLIN est un des premiers fabricants français de peinture. Sa réussite repose sur la qualité de ses produits, sur les services offerts à la clientèle et sur le dynamisme de ses équipes commerciales.

Au sein de la structure commerciale «bâtiment», le titulaire du poste sera chargé d'assister le Directeur des ventes de la région parisienne dans l'application de la politique commerciale. Il assistera personnellement une équipe d'Attachés Commerciaux responsables de secteurs. Outre son rôle d'encadrement, il aura la responsabilité de certains gros clients et du développement du courant d'affaires auprès du réseau grossistes.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un professionnel de la vente (28 ans minimum) possédant déjà une expérience commerciale significative dans l'animation d'un réseau de revendeurs. La connaissance du milieu second oeuvre bâtiment serait un atout apprécié.

Les perspectives du poste sont de nature à intéresser une personnalité possédant un réel potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 6541 N à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris

media-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Exporter des produits consommables français

ADJOINT AU CHEF DE ZONE «MOYEN-ORIENT»

Pour exporter 70% de sa production, cette Société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, spécialisée dans la fabrication et la vente de produits consommables, doit en permanence concilier créativité (produits), rigueur (production) et dynamisme commercial. Non seulement la Zone Moyen-Orient représente déjà 20% des exportations mais encore son potentiel est considérable.

Pour seconder le Chef de Zone, est créé un poste d'Adjoint chargé du développement des affaires dans les pays concernés : définition et mise en œuvre d'une stratégie, animation du réseau d'informations existant, recherche de nouveaux marchés.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans sur cette zone. Parfaitement bilingue français/anglais, il parle, si possible, l'arabe.

Basé en région parisienne (une heure au sud de Paris), il voyage 50% de son temps environ sur son secteur. Cette recherche s'inscrit dans un plan global de renforcement de la «filière» export et débouche sur des possibilités très concrètes, à court terme, de développement de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10314 AD. à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

media system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

PAUL PREDAULT

JEUNE CHEF DE PRODUITS FRANCE ET EXPORT

La Société Paul PREDAULT, spécialiste en produits traiteurs et en jambons cuits, a acquis en quelques années une place parmi les leaders de la profession salaisonnière. Elle réalise actuellement un CA de 170 millions avec une part non négligeable à l'exportation.

Rattaché au Directeur du Marketing, le titulaire du poste sera chargé de suivre la ligne des produits «charcuterie» au niveau du marché national et de l'exportation.

En position fonctionnelle mais en étroite collaboration avec les services commerciaux et de production, son rôle englobe l'ensemble de la fonction marketing en termes de volume, de marge, de CA, d'évolution de clientèle, de circuits de distribution, d'étude de concurrence... Et enfin de tout ce qui concourt au développement de l'image de marque et de la gamme des produits.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial, possédant de préférence une expérience (2/3 ans) acquise dans la vente de produits de grande consommation et en conséquence connaissant les us et coutumes des circuits de la distribution moderne.

L'activité export de l'Entreprise implique la maîtrise de la langue anglaise et de l'allemand (conversationnel).

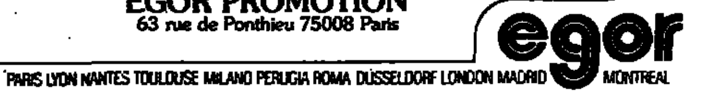
Les conditions offertes, la formation donnée aux techniques marketing et les perspectives du poste sont de nature à intéresser une personnalité de valeur et d'avenir.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 6114 AM. à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

média-system

egor


PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

OPPORTUNITE POUR UN PRATICIEN DE LA COMPTABILITE GENERALE ET ANALYTIQUE

Cette entreprise, spécialisée dans les Arts Graphiques (250 personnes, C.A. 105 MF), tient une position reconnue sur son marché et est leader européen sur l'un de ses produits. Son Secrétaire Général prend des responsabilités supplémentaires, ce qui le conduit à rechercher son Assistant.

Celui-ci a une mission très polyvalente puisqu'il doit le seconder dans les domaines administratifs, juridiques et tout particulièrement comptables. Il est directement responsable de certaines fonctions, notamment la facturation, la comptabilité analytique et le suivi du traitement de l'information (informatique sous-traitée), en dirigeant 4 personnes.

A court terme, dans un esprit de contrôle de gestion, il assurera l'exploitation des résultats permettant d'optimiser la gestion financière.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité de formation ESCAE, DECS ou équivalent, possédant une expérience confirmée dans un service financier, acquise si possible en PME industrielle, justifiant ainsi de bonnes connaissances en gestion d'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7712 A. à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

JANUS INFORMATIQUE

pour confirmer son développement en informatique industrielle, recherche

1 INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Ingénieur avec une solide expérience logiciel TR sur minis ou micros, désirant s'orienter vers :

- la prospection, la proposition et la négociation commerciale ;
- le suivi de réalisations.

Conditions et évolution de carrière intéressantes.

3 bis, rue des Ecoles, 78400 CHATOU.

Filiale de l'un des premiers groupes industriels français, nous sommes bien placés sur un marché de pointe en télétransmission. Outre une activité de services, nous concevons, fabriquons et commercialisons des systèmes télématiques. Nous recherchons deux spécialistes.

Ingénieur ordonnancement lancement

120 000 +

Vous aurez la responsabilité de la gestion des commandes, de la planification, du lancement, du contrôle qualité et de la gestion des stocks.

Votre formation électronique, votre expérience production et sous-traitance, votre goût pour la gestion et le contact client, votre sens de l'organisation et de l'animation des hommes doivent vous permettre de réussir votre entrée dans notre groupe. (Réf. 3749M)

Responsable des méthodes

100 000 +

A partir du cahier des charges, vous aurez à préparer les dossiers schémas et plans de fabrication, rédiger les notices de fonctionnement, gérer la documentation technique.

Technicien de l'électronique, de la transmission ou de l'automatisme, vous avez une bonne expérience d'un service méthodes, le culte de la rigueur et de la précision, un attrait certain pour un travail d'équipe. (Réf. 3750M)

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence indiquée, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Paris
Peintures Grand Public

CHEF DE VENTE REGIONAL

Cette Entreprise est un des premiers fabricants français de peintures destinées au Grand Public. Elle commercialise ses produits par les créneaux de la distribution moderne et des circuits traditionnels.

Rattaché à la Direction commerciale, le titulaire du poste aura la responsabilité du développement des ventes de sa région. Il anime, dynamise et contrôle une équipe de 5 Responsables de secteurs et un promoteur merchandiseur. Outre son rôle d'animation, il intervient personnellement dans les négociations commerciales auprès de certaines chaînes spécialisées et centrales d'achats. Il est responsable sur sa région de ses budgets, de ses objectifs et de ses marges.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (28 ans minimum) possédant déjà une solide connaissance de la commercialisation de produits de grande consommation et en conséquence une bonne connaissance des circuits de la distribution moderne. L'expérience de l'encadrement et de l'animation d'une équipe, est évidemment vivement souhaitée. La notoriété de la marque, les conditions offertes et les perspectives de développement de l'entreprise, sont de nature à intéresser un commercial d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6541 P. à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▸ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. TC

▸ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. CF

• pour renforcer ses équipes en matière de communications optiques.

▸ ingénieurs pluridisciplinaires

(INSA ou équivalent)

plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :
- conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques en relation avec le bureau d'études,
- intégration de prototypes d'équipement électrique,
- suivi de projets. réf. RJ

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste à **LCT** - BP 40
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

THOMSON-CSF

LE DÉPARTEMENT ÉTUDES DÉVELOPPEMENT ET IMAGERIE NOUVELLE de la BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92) plusieurs

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

INGÉNIEURS LOGICIELS (4 postes)

– 3 de ces ingénieurs devront connaître les matériels MOTORALA 68000 et DEC,
– le 4e sera chargé de la conception et de la réalisation d'une banque d'images dans un réseau local d'ordinateurs.
Ces ingénieurs posséderont une expérience de 3 à 4 ans en conduite de projets informatiques.

INGÉNIEUR-PHYSICIEN ou PHYSICO-CHIMISTE (1 poste)

pour activités d'études et de développement sur détecteurs de rayonnements.
Des connaissances en physique du vide et des surfaces sont exigées.
Débutants acceptés, mais une préférence sera donnée à un ingénieur ayant une expérience dans ce domaine.

INGÉNIEURS MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES

ayant de solides compétences dans l'un au moins des domaines suivants :

- traitement du signal,
- traitement des images,
- analyse numérique,
- simulations mathématiques,
- théories des architectures de processeurs parallèles,
- programmation en Fortran ou Pascal indispensable.

Selon leur profil les ingénieurs s'intégreront ou animeront l'une des équipes de développements algorythmiques liés aux produits d'imagerie numérique tels que scanner, R.M.N., radiologie numérique.

Pour tous ces postes, envoyer votre dossier (CV, photo et prétent.) à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CSF-EDIN, 48, rue Camille-Desmoulins - 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. 554.92.22



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



Consultant en logistique — 200.000 F +

PA CONSEILLER DE DIRECTION, filiale française de PA INTERNATIONAL (1.100 consultants dans 23 pays), recherche plusieurs consultants. Au sein de la division logistique, ils mèneront des études et des actions d'amélioration de productivité des systèmes de distribution physique de nos clients. Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'au moins 30 ans, diplômés d'enseignement supérieur, ayant quelques années d'expérience d'entreprises ou en cabinet d'organisation. Une connaissance réelle des techniques informatiques et de bonnes bases en mathématiques appliquées sont nécessaires pour appréhender les problèmes de nos clients et les modéliser. Ces postes requièrent une grande mobilité géographique et la connaissance de la langue anglaise est indispensable. Ecrire à J.L. CRUBEZY qui traitera confidentiellement les candidatures. Réf. A/062LM

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur développement microprocesseur — 180.000 F

Saône-et-Loire - Une importante société française, très réputée dans son secteur, et spécialisée dans la fabrication et la vente de biens de grande consommation, recherche un ingénieur développement microprocesseur. Directement rattaché au responsable du département recherche et développement de matériels nouveaux, il sera dans un premier temps chargé de la conception et de la réalisation d'applications industrielles dans un contexte d'automatisation organisée autour d'un microprocesseur 16 bits, puis investi de la responsabilité globale du développement de ce microprocesseur. Il animera alors une petite équipe d'ingénieurs et techniciens et sera l'interlocuteur privilégié des divers responsables des projets en cours. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 27 ans minimum, de formation ingénieur (ESE, ENSEEIHT, INSA...) justifiant de 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel et présentant une bonne maîtrise d'un assembleur micro (Z 8000 - M 6800 - INTEL 8085) et du langage C. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 180.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT. Réf. A/R9009M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

A.T.M. PESTY

Filiale française d'un Groupe International fabriquant et distribuant du matériel d'assistance médicale
recherche

CHEF SERVICE CONTRÔLE QUALITÉ

(création de poste)

en tant qu'ADJOINT au DIRECTEUR CONTRÔLE

Ce poste peut convenir à un jeune Ingénieur ou B.T.S. - D.U.T. Mécanique ayant une expérience du contrôle qualité dans les domaines mécanique pneumatique électronique.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Ambiance active dans une affaire en nette progression.

Lieu de travail : Maurepas (78).

Cabinet Leconte — *Adr. lettre manus. avec CV 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris. S/Réf. 62366*



LEADER DE L'INFORMATIQUE PERSONNELLE

recherche un

ANALYSTE-PROGRAMMEUR Informatique interne

Il assistera le directeur de ce département dans sa fonction de support aux utilisateurs.

Il possède au moins 3 ans d'expérience dans ce domaine dont 2 sur IBM 34 ou 38 ou DEC PDP 11/70.

Une parfaite maîtrise du BASIC est requise et la connaissance d'un autre langage (RPG ou COBOL) vivement souhaitée.

La responsabilité de ce poste implique une très bonne connaissance de l'anglais.

La rémunération offerte tiendra largement compte des compétences du candidat retenu.

Faites parvenir vos CV et lettre manuscrite à Marie-Noëlle FÉRAUD, SEEDRIN, filiale d'**APPLE COMPUTER, INC.** - Avenue de l'Océanie, Z.A. de Courtabœuf - B.P. 131 - 91944 LES ULIS CEDEX, sous la référence 841. LM.



HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

à vocation internationale
recherche pour son Siège Social à PARIS

UN FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

ayant une dizaine d'année d'expérience.
Pratique de l'anglais nécessaire.
Connaissance de l'allemand appréciée.

Adresser candidature à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS, sous référence 32270.

HAVAS CONTACT

Venez participer à la croissance informatique

d'une importante société d'ELECTRONIQUE
(C.A. + 25 % l'an)

Nous recherchons pour son Centre Paris/Sud de «Traitement de l'information» (3 MIPS IBM actuellement et 6 MIPS attendus dans 2 ans).

I. INGENIEURS SYSTEMES

De formation supérieure, les candidats auront plusieurs années d'expérience sur les produits suivants : OS ou MVS, CICS, DL1

II. INGENIEURS INFORMATICIENS

Ayant quelques années d'experience en développement d'applications de gestion sous CICS, DL1, TSO.

Pour ces 2 fonctions, postes à pourvoir à différents niveaux.

III. PREPARATEUR DE TRAVAUX

Le candidat retenu se verra confier la gestion d'applications en exploitation.

Il est demandé une bonne maîtrise du JCL/OS ou MVS ainsi que le goût de la méthode et de la rigueur.

Adresser C.V. détaillé sous No 62641, Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Des études financières à la gestion des comptes gros investisseurs

La direction des Investisseurs Institutionnels de ce groupe bancaire de premier plan souhaite compléter son équipe par un nouveau Chargé de clientèle. Celui-ci se verra confier un «fond de commerce» composé de caisses de retraite, compagnies d'assurances, organismes publics, fondations, etc... dont il sera l'interlocuteur privilégié au sein de la banque. Ce fond représente une masse qui sera au moins d'un milliard de francs.

S'adaptant aux besoins de chaque client, tantôt il fournira des informations économiques, monétaires, boursières, tantôt il conseillera des arbitrages... il résoudra avec l'un un problème de trésorerie, il proposera à l'autre un nouveau produit d'investissement... Un travail d'excellent généraliste et de fin relationnel. Un certain savoir-faire commercial s'impose pour s'imprégner de la mentalité de chaque institution, négocier les conditions de rémunération des dépôts, doser le rythme de ses interventions... Mais aussi une évidente compétence technique pour utiliser les sources d'information internes -analystes, conjoncturistes, services bourses, spécialistes des marchés obligataires -, les synthétiser et en tirer des plans d'actions.

Les consultants du cabinet SIRCA, à qui cette recherche a été confiée, étudieront deux types de candidatures. Profil junior : 3 à 4 ans d'études financières dans une banque ou chez un agent de change. Ou, plus confirmé, celui qui pratique déjà le conseil en gestion depuis 2 ou 3 ans. Tous auront une formation supérieure (HEC, Sciences Po., Sciences Eco.,...), une excellente qualité de contacts, une éthique rigoureuse. Merci d'écrire sous référence 815 878M en joignant CV, photo et en précisant le niveau actuel de votre rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

TRINDEL

La division «ELECTRICITE ET NUCLEAIRE» (16.000 personnes - plus de 5 milliards de F. de C.A., dont 50% à l'étranger) du Groupe SPIE BATIGNOLLES recherche pour TRINDEL, INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET AUTOMATISMES INDUSTRIELS des

INGENIEURS D'AFFAIRES ELECTROTECHNICIENS EXPORT Réf A.83/6

Nous désirons renforcer notre département (Equipements électriques courants forts, courants faibles, BATIMENT ET TERTIAIRE EXPORT) en intégrant plusieurs ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, IEG, ENSEEIHT, ENSEM, SUDRIA ou équivalent) pour superviser, coordonner et gérer d'importants contrats relatifs à la réalisation de chantiers à l'ETRANGER.
Pour tous ces postes basés à PARIS, la pratique de l'ANGLAIS est bien sûr indispensable.

INGENIEURS D'AFFAIRES ELECTROTECHNICIENS ILE DE FRANCE

Réf. A.83/7

De formation Grandes Ecoles d'Electricité, ils se verront confier la responsabilité de chantiers importants d'équipements électriques intérieurs et extérieurs pour le BATIMENT et le TERTIAIRE (téléphonie, bureautique, courants faibles et forts, éclairage public, VRD).
Tous les postes sont basés à PARIS. La connaissance de l'ANGLAIS constituera un atout supplémentaire pour une évolution optimum au sein de notre Groupe.

Fort d'une première expérience analogue (2 à 10 ans), les fonctions proposées vous permettront de développer votre personnalité dans la liberté d'action, la responsabilité des decisions. Mobilité, initiative, autonomie, sens de l'approche commerciale mais aussi de la gestion feront de vous «L'HOMME ORCHESTRE» d'une realisation.

Vous êtes invité à écrire (C.V. détaillé, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Société TRINDEL, DP/PS - 44, Rue de Lisbonne - 75383 PARIS CEDEX 08.

DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE



Entreprise domaine mécanique de précision à vocation exportatrice, région parisienne, filiale groupe important, recherche :

Responsable comptabilité et finances

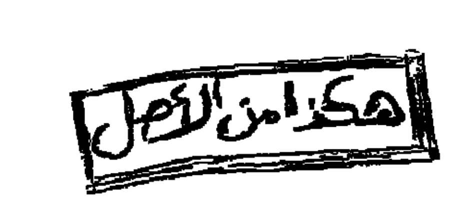
275 - 300.000 Frs

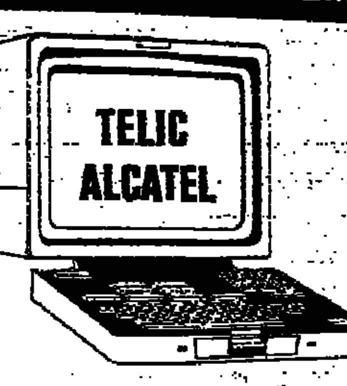
Expert comptable, HEC ou ESSEC, rompu aux problèmes de prévisions de trésorerie, pouvant justifier d'une expérience de 5-10 ans au sein d'une entreprise travaillant de préférence pour l'exportation, employant environ 1000 personnes et réalisant un C.A. voisin de 200 M.F. dans le domaine des biens d'équipement.

Connaissances en informatique et langue anglaise ou allemande appréciées.

Travailleur, méthodique, dynamique, disposant de l'autorité naturelle lui permettant d'animer son équipe.

Prière adresser lettre manuscrite, CV, photo à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. s/réf. 61968. Discrétion absolue formellement assurée.





Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée.
Une croissance rapide nous permet d'approcher aujourd'hui le milliard de Francs de chiffre d'affaires.
Pour bénéficier du fort développement de nos marchés (bureautique, télématique, électronique grand public...), accroître la diversification de nos produits, poursuivre notre expansion internationale, nous franchissons une étape supplémentaire vers une dimension nouvelle. La qualité des hommes de TÉLIC est le moteur de son développement. Nous recherchons pour les rejoindre au sein de notre établissement de Fresnes, des hommes ayant des compétences aussi sûres, et le même goût d'entreprendre.



DIRECTION DU MARKETING

Le développement de nos marchés et la diversification de nos produits impliquent une maîtrise parfaite des grandes orientations marketing.
L'efficacité et la justesse de la communication et de la promotion seront des éléments décisifs pour réussir.
C'est pour cela que nous recherchons, pour nous renforcer, de vrais professionnels du marketing.

LE CHEF DE GROUPE SYSTÈMES

Rattaché au Directeur du Marketing, il aura la responsabilité en France et à l'Export du développement de la gamme de centraux de moyenne et grande capacités, des terminaux et applications de communication associées, il devra notamment:
— élaborer la stratégie «produits nouveaux» et participer à l'élaboration de ces produits;
— gérer les produits existants;
— concevoir et mettre en œuvre le plan marketing et les actions opérationnelles correspondantes.
Diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs (X, SUPELEC, SUPTÉLÉCOM...), il aura déjà fait ses preuves dans le domaine du marketing et/ou de la vente au sein d'une entreprise leader sur le marché de l'informatique ou des télécommunications.

CHEF DE PRODUITS GRANDE DIFFUSION

Rattaché au Chef de Groupe Grande Diffusion, il aura la responsabilité de développer en France et à l'Export, certains produits de grande diffusion (centraux de petite capacité, systèmes d'intercommunication) destinés au marché des P.M.E. et distribués à travers des réseaux d'installateurs indépendants.
Pour ces produits, ses fonctions couvriront tous les éléments du marketing-mix et l'amèneront à s'impliquer largement dans les actions opérationnelles.
Diplômé d'une Grande École Commerciale ou d'Ingénieurs, il aura fait preuve de son dynamisme et de sa créativité dans les domaines de la communication publicitaire et de la promotion sur des marchés professionnels comparables ou sur des marchés de grande consommation.

LE CRÉATEUR DE L'ÉCOLE DES VENTES

Convaincu par ses succès de vendeur de l'importance de la formation commerciale pour vendre des produits professionnels de technologie avancée, le candidat recherché aura prouvé ses capacités pédagogiques comme animateur dans une fonction similaire.

Au sein de TÉLIC ALCATEL, il sera chargé de créer et de développer «l'École des Ventes» destinée à former les forces commerciales de la Société et de ses Distributeurs, au total 500 personnes.

Il sera chargé plus particulièrement:
— d'élaborer les argumentaires de vente;
— de préparer les programmes pédagogiques;
— d'animer les séminaires de formation.

Des réalisations probantes constitueront le meilleur atout pour le candidat retenu.

DIRECTION DES VENTES RÉSEAUX

Nous sommes les premiers en France grâce aux deux réseaux d'Installateurs CIT ALCATEL et TÉLIC ALCATEL.
Avec 5000 personnes implantées dans plus de 250 villes, ils assurent dans toute la France, une proximité et un service inégalés.
Pour conforter notre position de leader, nous devons relever avec eux les nouveaux défis liés à l'évolution de notre métier vers les services bureautiques et télématiques.
Pour gagner avec eux, nous devons renforcer notre présence et notre animation, et nous recherchons:

ADJOINT AU RESPONSABLE ANIMATION DES VENTES

Rattaché au responsable de l'animation de l'un des Réseaux, il sera plus particulièrement chargé:
— d'assurer le suivi commercial des Installateurs et leur information sur les nouveaux produits;
— d'apporter une assistance technico-commerciale dans certaines négociations;
— de mettre en place les actions promotionnelles à la définition desquelles il participera;
— d'animer le retour d'information sur les besoins de la distribution et des clients finaux.
De formation supérieure, commerciale ou technique, le candidat retenu possédera de réelles qualités d'animateur confortées par une expérience réussie de la vente de biens d'équipement à dominante technique.

DIRECTION DES VENTES INTERNATIONALES

Tripler notre chiffre d'affaires export en trois ans: tel est l'objectif que les résultats déjà acquis nous permettent d'envisager raisonnablement en renforçant une équipe qui a déjà fait ses preuves.

LE DIRECTEUR DES VENTES INSTITUTIONNELLES INTERNATIONALES

La qualité de nos produits et la référence de l'Administration Française des P.T.T. dont nous sommes le principal fournisseur pour les terminaux télématiques et les nouveaux postes électroniques, constituent une base exceptionnelle pour développer le marché des Grands Organismes Internationaux Publics et Privés.
Pour tirer le meilleur parti de ce potentiel, nous créons le poste de Directeur des Ventes Institutionnelles Internationales, directement rattaché au Directeur des Ventes Internationales.
Négociateur de haut niveau, en liaison avec la Direction du Marketing, il participe à l'identification des marchés prioritaires et à l'élaboration de la stratégie de développement. Ses responsabilités commerciales iront de la définition des besoins clients, notamment dans les nouveaux domaines de la communication, à la mise en œuvre opérationnelle des contrats.
L'homme que nous recherchons se reconnaîtra dans cette définition pour l'avoir déjà pratiquée avec un succès dont il apportera les preuves tangibles.

LE CHEF DE ZONE EUROPE DU NORD — LE CHEF DE ZONE EUROPE DU SUD

Rattachés au Chef de Groupe Europe, les candidats retenus auront la responsabilité d'une zone géographique en forte expansion, représentant chacune un C.A. actuel d'environ 50 millions de francs.
Ils continueront à développer nos activités dans les pays où nous bénéficions déjà d'une forte implantation, notamment en réussissant le lancement de nos nouveaux produits.
Ils identifieront les marchés nouveaux de fort potentiel, définiront et mettront en œuvre notre stratégie de pénétration.
Les hommes que nous recherchons sont des «Développeurs». Ils s'appuieront sur une formation supérieure confortée par une expérience réussie au niveau international dans la vente de produits de technologie avancée.
La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable. Une seconde langue, selon la zone sera appréciée.

DEUX ASSISTANTS DE ZONE EXPORT — AMÉRIQUE DU SUD - MOYEN-ORIENT

Gérer de façon rigoureuse et dynamique notre portefeuille actuel, assurer une assistance technico-commerciale efficace aux Chefs de Zones et Distributeurs Locaux constituent des conditions fondamentales de succès durable à l'Exportation. Ce sera la responsabilité des deux assistants de Zone Export qui devront, en particulier, participer à l'élaboration des offres et assurer la gestion complète des commandes.
Titulaires d'un BTS de Commerce International ou d'une formation équivalente, les candidats retenus seront avant tout des gestionnaires possédant une expérience de l'exportation dans une industrie de biens d'équipement. De réelles perspectives d'évolution de carrière pourront être proposées à des candidats possédant en outre des motivations et des talents commerciaux.
Ils posséderont une bonne pratique de la langue dominante de la zone où ils seront amenés à effectuer des déplacements de courte durée.

DIRECTION DES VENTES CLIENTS NATIONAUX

La Direction des Ventes Clients Nationaux assure deux missions essentielles pour l'entreprise: la vente aux Grandes Administrations et la promotion de la Société et de ses produits auprès des prescripteurs et des Grands Clients Nationaux ayant des besoins bureautiques et télématiques importants nécessitant des système de communication complets axés autour des centraux et terminaux de communication.
Dans ce cadre, nous recherchons:

RESPONSABLE DE MARCHÉ

Rattaché au Directeur des Ventes Clients Nationaux, il aura pour responsabilité de développer les activités de la Société sur un segment de marché, directement ou en association avec la Direction des Ventes reseaux, et en particulier:
— d'améliorer la connaissance du marché et de ses Grands Clients;
— d'adapter et de promouvoir notamment auprès des prescripteurs, les offres spécifiques au segment de marché concerné;
— de participer à la définition de plans d'action sectoriels et à la recherche de nouveaux produits et services,
— de gérer directement certains comptes.
La connaissance de l'un des segments de marchés suivants: Banques et Assurances, Administrations, Hôtellerie et Hôpitaux, une formation d'ingénieur ainsi qu'une expérience réussie de la vente de matériels ou de services informatiques ou similaires, sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Pour tous ces postes basés à Fresnes, veuillez faire parvenir votre C.V. + prétentions accompagné d'une lettre manuscrite en précisant le poste choisi à:
B. CAMMAS Directeur du Personnel TÉLIC-ALCATEL 4, rue de Chevilly B.P. 31
94267 FRESNES CEDEX.

TELIC
Alcatel

COURTESSE



UNICREDIT
GROUPE CREDIT AGRICOLE
recherche

ORGANISATEUR BANCAIRE
de bon niveau (classe VI ou VII)

PROFIL SOUHAITE :
- maîtrise des relations avec l'informatique pour la conception et le suivi opérationnel de systèmes de gestion automatisés
- sens de l'organisation et de la mise en oeuvre des procédures et méthodes
- connaissance approfondie des techniques bancaires notamment des services aux Grandes Entreprises
- niveau d'études supérieures
- éventuellement expérience de l'audit bancaire.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. CC/2 à CNCA - Recrutement Carrières 75710 Paris Brune

---

Société multinationale américaine, leader en micro-informatique, cherche pour sa filiale française, banlieue sud, siège de la région sud-Europe

L'ADJOINT du Directeur du Personnel

Position formatrice pour un cadre avec une première expérience de la fonction.
Il assistera le Directeur du Personnel dans le recrutement, la formation, la gestion des effectifs (150 personnes), les statistiques sociales.
Les contacts avec l'étranger nécessitent un anglais courant.
Bonnes possibilités d'évolution en France ou dans le Groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 2941, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra ou téléphoner pour R.V. 687.22.21. poste 358.

média-system

AEG-TELEFUNKEN (France) S.A.

(1 milliard de C.A. - 500 employés)
recherche

1 formateur spécialiste vidéo et/ou microprocesseurs, technicien

de haut niveau,

il aura la responsabilité de la formation Technique de notre équipe technico-commerciale ainsi que celle de la rédaction technique.
Ce poste est basé en Seine et Marne.

2 techniciens télé

Au sein de nos ateliers de Marne la Vallée, ils participeront aux réparations des téléviseurs défectueux.

Veuillez envoyer CV, photo et prétentions - AEG TELEFUNKEN 6 bld du Général Leclerc 92115 CLICHY.

Société de distribution C.A. 3 milliards 500 millions
900 points de vente
Quincaillerie, Bricolage
Equipement de la maison et du jardin

Audit interne

L'Audit interne définit, met en place les procédures comptables et administratives il s'assure que dans ces domaines les outils existent et fonctionnent. Il assure le contrôle de gestion et le contrôle budgétaire.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure : Ecole de Commerce, D.E.C.S. ou équivalent ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans en Entreprise ou en Cabinet d'Audit.
Le goût des contacts humains, une forte personnalité, sont des qualités indispensables pour réussir dans cette fonction.
Ce poste est à pourvoir dans la région Nord de Paris.
Pour informations complémentaires et envoi dossier de candidature, écrire sous référence 683 C à Marc Galopin

78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cédex 15

claude debray conseil



La Défense

Ingénieur mécanicien

Ingénieur diplômé, vous avez déjà acquis une première expérience de l'étude et de la réalisation d'installations de grands ensembles industriels (pétrochimie par exemple).

Nous sommes une **importante société** française d'ingénierie faisant appel à des développements technologiques avancés.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe d'ingénieurs et techniciens qui, en liaison avec l'organisme officiel de contrôle, est chargée d'animer le rassemblement des informations techniques justifiant les fabrications et leur contrôle.

Le poste comporte, à terme, des responsabilités d'encadrement.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 2366 à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA





COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, péritéléphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de la CGCT est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux de télécommunication dans le monde entier. Pour participer à son expansion, CGCT recrute

ingénieurs confirmés

- Pour sélection et expertise des composants destinés aux systèmes électroniques de pointe. Expérience en technologie semi-conducteur indispensable. Réf. ISE
- Pour études des techniques d'équipement d'ensemble électroniques (ossature, climatisation, raccordement...). Réf. EET

ingénieurs électroniciens débutants ou confirmés

- Pour études et développements produits téléphonie, péritéléphonie et télématique. Réf. IED

ingénieurs débutants ou confirmés

- Pour qualification technique de produits électroniques. Réf. IDC

ingénieur formateur

- Pour développement et animation de cours dans un centre de formation technique. Une expérience de la formation est nécessaire. Réf. IF

Nous vous remercions d'adresser (CV et souhaits de rémunération) en précisant la référence à CGCT, Direction du Personnel - 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

CGCT: une longue tradition d'innovation technique

GROUPE SLIGOS

Division des Services de Gestion

SLIGOS domine en France le marché des services de gestion pour les petites et moyennes entreprises et les professions libérales... L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis de mettre à la disposition de ses clients des outils de gestion performants, très adaptés à leurs besoins.

Sa réussite repose sur l'industrialisation de ces services grâce à l'utilisation des méthodes et techniques les plus avancées : télématique, micro-informatique, génie logiciel...

Le développement rapide de ces activités la conduit à renforcer ses équipes et à rechercher :

1 - Ingénieurs grandes écoles Réf. 73666/M

spécialisation informatique appréciée, ayant 2 ans d'expérience en informatique de gestion.

2 - SUP de CO. (option : finances-comptabilité) et/ou DECS Réf. 73667/M

ayant au minimum 2 ans de pratique de la comptabilité dans un cabinet comptable ou un service comptable d'entreprise.

Ils participeront dans un premier temps à la conception, à la réalisation et à la mise en place de nouvelles applications ainsi qu'au développement des produits existants. Ils seront destinés à prendre rapidement des responsabilités. Une formation complémentaire à nos techniques et méthodes est assurée par la société.
Lieu de travail : PUTEAUX.
Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence choisie à Mme CLERE, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publival

Ingénieur en organisation de haut niveau



LE CREDIT AGRICOLE DE L'ILE DE FRANCE recherche pour son département organisation (25 personnes) un

Ingénieur en organisation très confirmé, maîtrisant l'informatique

Il aura pour mission de participer à l'actualisation du schéma directeur en relation avec différentes directions de la banque. En liaison avec une équipe informatique il aura la responsabilité de la conduite de grands projets depuis leur conception (étude d'opportunité, dossier de choix, analyse fonctionnelle) jusqu'à leur lancement. Environnement IBM haut de gamme, avec Télé-informatique, Bureautique, Info-Centre...

Agé de 32 ans environ, de formation supérieure (HEC, Centrale, DEA ou équivalent), de personnalité affirmée, il aura acquis son expérience dans un cabinet d'organisation ou dans une grande entreprise et aura la maîtrise de l'informatique. La connaissance du milieu bancaire est un atout supplémentaire.

Envoyez CV et prétentions sous référence 61. 39 / 01 / 517 à Madame JACOB - Conseil en Recrutement - ADEQUATION 62-64, avenue Emile Zola - 75015 PARIS.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Contrôleur de gestion

300 000 F +

Un très important groupe français d'ingéniérie, d'envergure internationale, restructure sa Direction Financière et cherche à pourvoir le poste de Contrôleur de Gestion. Sous l'autorité immédiate du Directeur Financier du Groupe et en liaison directe avec la Direction Générale, il participe à la définition de la stratégie financière à moyen terme, élabore les budgets des unités opérationnelles et fonctionnelles, prévoit les résultats et analyse les écarts; il consolide les prévisions en chaîne, les bilans et les comptes d'exploitation du Groupe. S'appuyant sur un service (environ 8 personnes) qu'il anime, il contrôle les réalisations budgétaires et préconise des recommandations auprès des utilisateurs en matière de gestion (tableaux de bord, ratios, procédures reporting, ...). Ce poste, situé en très proche banlieue ouest, conviendrait à un cadre supérieur âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce possédant une formation complémentaire en comptabilité ou contrôle de gestion. Le candidat aura acquis une expérience professionnelle de 5 ans minimum au sein d'une Direction Financière de grandes organisations industrielles habituées à des opérations complexes de consolidation sur des chantiers à l'étranger. Les perspectives offertes par cette situation sont prometteuses. La rémunération annuelle brute est de l'ordre de 300 000 F et peut-être supérieure si l'expérience le justifie. Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à C. FERRY CLEMENT sous réf. 3041/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Publival — Membre de SYNTEC



recherche

chef de section installations

Chargé, sous la direction du Chef de Service, des études d'installations de magasins ou points de vente du réseau de distribution.

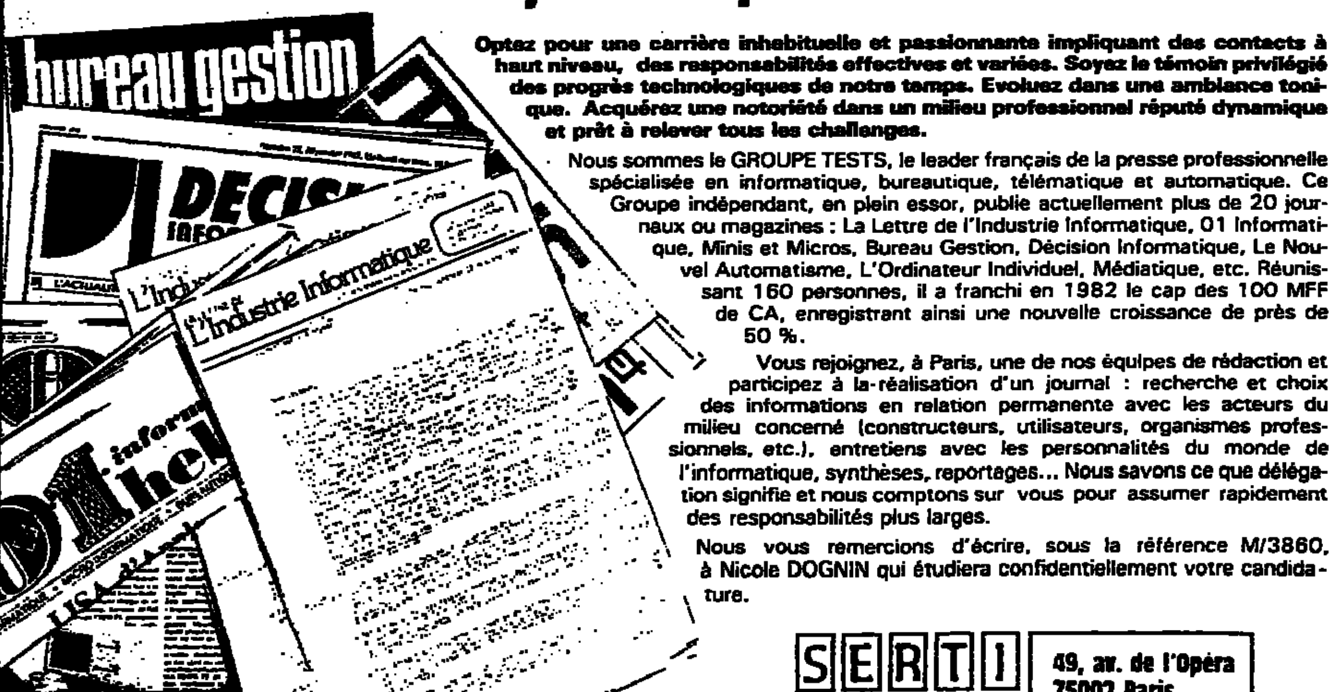
Les candidats doivent avoir de bonnes connaissances techniques et administratives des travaux d'aménagement intérieurs et être capables d'en suivre et contrôler l'exécution.

Une formation ESTB, EBTP ou une formation artistique (type architecture intérieure) + une expérience professionnelle de 5 à 10 ans constituent le meilleur profil pour ce poste.

Statut technicien supérieur – Appointements : 100/120.000 F.
Nombreux avantages sociaux
Lieu de travail : SAINT DENIS (Métro Porte de Paris)

Adresser C.V. à Catherine LORSON, CHRISTOFLE 112, rue Ambroise Croizat 93206 St Denis Cedex 01.

Jeunes diplômés grandes écoles
ou équivalent
Laissez s'exprimer votre personnalité, n'empruntez pas les sentiers battus !



Optez pour une carrière inhabituelle et passionnante impliquant des contacts à haut niveau, des responsabilités effectives et variées. Soyez le témoin privilégié des progrès technologiques de notre temps. Evoluez dans une ambiance tonique. Acquérez une notoriété dans un milieu professionnel réputé dynamique et prêt à relever tous les challenges.

Nous sommes le GROUPE TESTS, le leader français de la presse professionnelle spécialisée en informatique, bureautique, télématique et automatique. Ce Groupe indépendant, en plein essor, publie actuellement plus de 20 journaux ou magazines : La Lettre de l'Industrie Informatique, 01 Informatique, Minis et Micros, Bureau Gestion, Décision Informatique, Le Nouvel Automatisme, L'Ordinateur Individuel, Médiatique, etc. Réunissant 160 personnes, il a franchi en 1982 le cap des 100 MFF de CA, enregistrant ainsi une nouvelle croissance de près de 50 %.

Vous rejoignez, à Paris, une de nos équipes de rédaction et participez à la réalisation d'un journal : recherche et choix des informations en relation permanente avec les acteurs du milieu concerné (constructeurs, utilisateurs, organismes professionnels, etc.), entretiens avec les personnalités du monde de l'informatique, synthèses, reportages... Nous savons ce que délégation signifie et nous comptons sur vous pour assumer rapidement des responsabilités plus larges.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/3860, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Ingénieurs Commerciaux Export

- DE FORMATION TECHNIQUE
- DE FORMATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Si vous voulez démontrer avec nous que les français aussi savent réussir à l'exportation, nous vous proposons de rejoindre notre équipe pour prendre la responsabilité, sous l'égide du Directeur Export, mais dans une large autonomie, d'un secteur défini géographiquement et/ou par type de produit, selon votre formation et votre expérience -négociations commerciales, animation et contrôle des réseaux, recherche de débouchés. Notre société, l'un des tout premiers constructeurs dans son secteur d'activité, commercialise en France et dans le monde une large gamme de biens d'équipement hydrauliques, fabriqués en série, demi-série ou à l'unité. Une expérience de 3 ans dans la vente de produits industriels, une connaissance parfaite de l'anglais et, si possible d'une seconde langue, sont des atouts de base essentiels pour réussir. Poste basé dans la proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 302217 B à ORION - 35, rue du Rocher 75008 Paris



Vendre de l'instrumentation électronique ou comment associer la précision de la mesure à la puissance de l'informatique

Une **synergie** dont profitent nos clients et qui permet à nos INGENIEURS COMMERCIAUX de proposer à chacun une solution appropriée intégrant l'électronique et l'informatique.

Une synergie rendue possible par l'évolution technologique de nos appareils de tests et de mesures.

Un service mieux adapté, des produits plus performants, un rôle de **conseil** encore accru ... Autant de «plus» pour motiver le spécialiste que vous êtes.

Ingénieur ou **Technicien Supérieur en électronique,** vous avez une expérience de 3/4 ans et des connaissances en informatique. Votre place est parmi nous. Nous vous proposons d'intégrer le **N°1 mondial de l'instrumentation électronique** et le **3ème fabricant mondial de mini-informatique.**

Après une période de **formation en France** et **aux U.S.A.,** vous commercialiserez nos matériels à Paris ou en Province. Sur le terrain, vous serez accueilli par des équipes jeunes et sympathiques et bien que très autonome, vous découvrirez une ambiance de travail propice à votre épanouissement personnel et professionnel.

De quoi vous donner envie de poursuivre une longue carrière avec nous et d'évoluer vers des responsabilités plus larges. Le taux de croissance de notre société (40% en moyenne au cours des cinq dernières années) vous en offre les possibilités.

A votre rémunération attractive s'ajouteront une voiture de fonction et d'autres avantages.

Hélène Duconge vous remercie de lui adresser votre dossier complet de candidature sous réf. M 28.02 à HEWLETT PACKARD France - Service du Recrutement - 91947 LES ULIS CEDEX.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche pour sa **Direction Informatique à Paris**

INGÉNIEUR
(option informatique)

ou

UNIVERSITAIRE DEA
informatique (Orsay, Grenoble)

Ayant quelques années d'expérience en : DOS/VSE - CICS - DL/1 - VTAM et TSO/SPF

Connaissances souhaitées de méthodologies de développement d'applications.

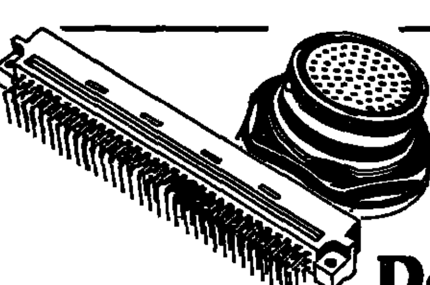
Pour prendre la responsabilité d'un groupe de support de systèmes décentralisés et de conseil aux applications.

ANGLAIS IMPÉRATIF

Possibilités d'évolution :

- Soit dans le cadre de la Direction vers d'autres responsabilités techniques nouvelles ou d'animation de gros projets.
- Soit vers les autres Directions de l'Entreprise à Paris ou en Province.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 55647 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra



SOCAPEX

recherche pour son activité "CONNECTEURS"

Deux INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Formation généraliste type Arts et Métiers, ICAM, ECAM, intéressés par des activités faisant appel à des connaissances dans le domaine de la petite mécanique de précision.

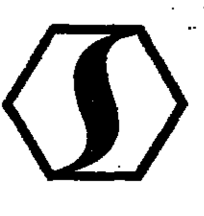
– L'un pour son Service **"Études Générales"** sera plus particulièrement chargé des études de nouvelles architectures d'interconnexion et de composants électromécaniques qui s'y rattachent.
La fonction peut convenir à un ingénieur débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines de la connexion et de la thermique associés à la circuiterie électronique.

– L'autre, pour son Service **"Études et Développement"** de connecteurs et composants pour fibres optiques. Une première expérience de 5 ans maximum dans le développement de sous-ensembles opto-mécaniques serait appréciée pour tenir ce poste.

Envoyer curr. vit. à SOCAPEX, Service du Personnel - 10 bis, quai Léon Blum 92151 SURESNES.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT



L. E. R. S.

Société de Recherche Pharmaceutique du Groupe SYNTHELABO, recrute pour son Département de Recherches Chimiques, un

INGENIEUR CHIMISTE OU DOCTEUR 3e CYCLE EN CHIMIE

qui sera affecté au Groupe Cardiovasculaire, pour y effectuer des travaux de Synthèse en Chimie Organique, nécessitant des connaissances approfondies en Synthèse Organique.
Plusieurs années d'expérience souhaitées.

Lieu de travail : banlieue Sud de PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées au :

L.E.R.S., Direction Administrative et Technique,
58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.

média-system

Renforcer l'une des équipes du secrétariat général de notre groupe...

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Ponts, Centrale, Mines), HEC, ESSEC ou de formation supérieure (économique ou juridique) + DECS, votre expérience d'au moins 5 ans d'**auditeur** au sein d'une grande entreprise, vous amène aujourd'hui à rejoindre un groupe performant et innovateur.
Rattaché à la Présidence et à la Direction Générale, notre Secrétariat Général formé de trois équipes souhaite y accueillir un

AUDIT INTERNE FINANCIER

parfaitement bilingue anglais, capable d'établir et d'entretenir des relations à très haut niveau.
Des notions d'espagnol et de portugais, une première approche du monde des assurances seraient souhaitées.
Notre groupe, évoluant dans un contexte national et international (présence dans plus de 50 pays) vous destine à une présence régulière dans nos filiales françaises et étrangères.
Merci d'écrire aux Assurances Générales de France, Département Recrutement, 33 rue La Fayette 75426 Paris Cédex 09.

AGF
ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

média system

JEUNES INGENIEURS

TOUT DE SUITE, UN JOB COMPLET, VARIÉ, AUTONOME...

Vous avez acquis une formation d'ingénieur généraliste, parce que vous vouliez que l'avenir vous permette de découvrir et de réaliser votre véritable potentiel.
Voilà un point qui déjà nous rapproche : nous sommes en France le premier concepteur et producteur de roulements industriels. Notre potentiel est pratiquement illimité, car il nous met en contact avec tous les types d'industrie, avec des aspects techniques toujours nouveaux. Notre taille (1,2 milliards de CA) nous place parmi les premiers, notre volonté est de mieux utiliser encore notre image de qualité et de rigueur pour conquérir de nouveaux marchés.
Nous sommes prêts à vous confier après formation - que vous soyez débutants ou que vous ayez un à deux ans d'expérience - la responsabilité technique et économique d'une région :

à Paris, à Nancy, à Lyon ou à Bordeaux.

Nous répondons à trois de vos objectifs :

- L'ouverture : vous rencontrerez tous les types d'industries et tous les types d'interlocuteurs (Bureau d'étude, achats, production, entretien...). Vous traiterez tous les aspects de la vie de nos produits : leur conception, leur adaptation, leur efficacité dans des applications toujours différentes, souvent nouvelles.
- L'équilibre : votre rôle sera à la fois celui d'un expert technique, d'un négociateur, d'un gestionnaire et d'un animateur.
- Le développement : une telle expérience vous ouvre tous les horizons dans notre groupe - le passé l'a prouvé : dans nos départements techniques, de production, de logistique ou comme responsables de centres de profit en France ou à l'étranger.

Rencontrez les responsables de notre entreprise dès le 1er contact. Ecrivez (photo + salaire actuel) à Philippe Gombeaud, Copers, 1 rue Moncey 75009 Paris, sous réf. LM 890.

COPERS

média-system

BANLIEUE OUEST

MODERNISER UN SYSTEME DE GESTION... UN BEL ENJEU POUR CONTROLEUR DE GESTION

LE CONTEXTE :
— Une entreprise industrielle de 1500 personnes. 4000 (au niveau groupe) leader dans sa branche, réalisant les 2/3 de son C.A. à l'exportation.
— Une activité impliquant des réalisations longues qui comportent des facteurs aléatoires.
— Un développement qui nécessite une approche nouvelle en terme de système de gestion.
— Une équipe de direction générale très impliquée dans la réalisation de cet objectif.

LA MISSION :
— Rattaché au directeur financier, analyser, concevoir et mettre en place un système de contrôle de gestion, en un mot créer le poste de contrôleur de gestion.

LE PROFIL RECHERCHE :
— Agé d'au moins 35 ans, vous êtes diplômé d'une école de gestion (HEC - ESSEC - ESCP...) ou d'une école d'ingénieur avec un complément de formation en gestion (ICG - ISSEC) ou bien encore expert comptable.

Après 5 ans minimum d'expérience en comptabilité analytique ou budgétaire dans une entreprise d'ingénierie, de bâtiment ou de TP, vous souhaitez dépasser la « technique » pour concevoir, créer et faire vos preuves dans un contexte motivant.

Vous parlez bien entendu couramment l'anglais et peut être l'espagnol ou l'allemand.

Vous avez alors toutes les chances de faire une belle percée dans notre groupe si vous avez en outre, du potentiel.

Adresser votre C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à notre conseil :
STANDARDATA : 128 Bd Haussmann 75008 PARIS.

PRENEZ LES COMMANDES DE NOTRE SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION INDUSTRIELLE

Le CHEF DE PROJET que nous recherchons, directement rattaché au Chef du Département Système d'Information de la division produits alimentaires, concevra et organisera en collaboration avec les usines, l'outil informatique industriel nécessaire à la gestion optimale de notre production.

A la tête d'une équipe d'analystes, il est chargé de la coordination des projets et de leur réalisation.

De formation supérieure, commerciale ou scientifique, il a bien sûr de très bonnes bases informatiques et a déjà prouvé ses capacités de mener à bien des projets de production si possible dans notre secteur.

Des qualités personnelles de contact, d'ouverture et d'animation sont indispensables pour réussir dans ce poste et évoluer ensuite au sein du groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à LESIEUR Recrutement Cadres,
122 avenue du Général Leclerc -
92103 BOULOGNE.

GROUPE LESIEUR



Groupe industriel réalisant plus de 10 milliards de chiffre d'affaires et ayant une activité internationale recherche un

Adjoint au Directeur des Achats

Dans un contexte largement décentralisé il aura pour mission :
- de participer à la définition des politiques d'achats et d'en assurer leur mise en oeuvre,
- de définir les méthodes et procédures d'achats,
- d'apporter conseil et assistance aux acheteurs des unités opérationnelles,
- de coordonner les actions des différents services achats,
- de réaliser les études de marchés et participer à des négociations centralisées.

Si vous avez une formation supérieure de type ingénieur, 5 à 10 ans d'expérience dans les achats industriels, la pratique de la langue anglaise, la capacité de concevoir une politique et le sens de la négociation nous vous proposons de venir nous rejoindre.
Nous sommes installés dans le quartier de La Défense et de réelles possibilités d'évolution sont offertes au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 2882 à Média- System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média-system

ORGANISME PUBLIC Région Ile de France recherche

Chargé d'Etudes Economiques
HF

Il aura pour mission de réaliser des études conjoncturelles et structurelles sur l'économie régionale.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure disposant si possible d'une première expérience dans un poste similaire.
Niveau rémunération : 91.000 F et plus suivant expérience.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle sous référence 718 M à

APRODI 87-89 avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16



Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche

Jeunes Ingénieurs

ESE, ECP, ENSEEIHT, ENSTA, ENSAM...

Nous leur proposons de s'intégrer à nos équipes dans les domaines suivants :

ECHANGEURS DE CHALEUR, POMPES, CIRCUITS, ELECTROTECHNIQUE, MECANIQUE, METALLURGIE ET CALCUL DE STRUCTURE

Leur mission : mettre en oeuvre les acquis technologiques les plus récents pour la conception et la réalisation des différents composants d'une chaudière nucléaire.

Ils bénéficient pour cela d'un environnement scientifique de tout premier plan et de nombreuses possibilités de formation complémentaire.

Les carrières sont évolutives au sein de la société (800 personnes) et de sa maison mère (5000 personnes).

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. À terme, des postes en Province ou à l'Étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

NOVATOME, aujourd'hui les techniques de demain.

média-system

Juriste de haut niveau pour important groupe financier

Vous avez 30 ans environ et vous êtes agrégatif de droit privé.

Après cette expérience universitaire, vous souhaitez prendre des responsabilités dans une entreprise.

Un important groupe bancaire privé vous propose de devenir dans les cinq ans RESPONSABLE DES SERVICES JURIDIQUES.

C'est un poste de Direction rattaché étroitement à la Direction Générale, impliquant une grande compétence des mécanismes juridiques, une aptitude intellectuelle à les adapter aux évolutions du contexte économique et à rechercher des innovations.

Il nécessite également la capacité de participer à des négociations dans ce domaine, tant avec les milieux professionnels qu'avec les organismes officiels.

Il s'agit d'une excellente opportunité pour un candidat ayant une activité universitaire qui pourra d'ailleurs être poursuivie dans le cadre de cette fonction.

Si vous êtes intéressé, écrivez sous référence 1456M.

Les candidatures seront traitées avec la plus absolue discrétion.

SOURCES 16, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING SPÉCIALISÉE DANS UNE TECHNOLOGIE AVANCÉE recherche le

CHEF DE SON BUREAU D'ÉTUDES

Vous êtes **INGÉNIEUR MÉCANICIEN** diplomé et avez acquis une expérience d'environ dix ans dans un poste comportant la direction d'un BE d'installations d'unités industrielles équipées de réseaux de tuyauteries.

Dans le cadre de ce poste, vous aurez la responsabilité complète tant administrative que technique, d'un bureau d'études de 60 personnes, ainsi que celle de l'assurance qualité des travaux effectués.

Procédant actuellement à l'introduction des méthodes **CAO** à l'intérieur de ce bureau, une expérience antérieure dans ce domaine serait apréciée.

Ce poste requiert un excellent niveau de qualification professionnelle et un tempérament d'animateur.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-LA DÉFENSE

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 50150 à HAVAS CONTACT. 1, place du Palais Royal. 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Revenez aux constructeurs pour réaliser les outils de demain

Chercheurs et Ingénieurs de haut niveau

MINES, TELECOM, SUPELEC, INSHEIT, ENSIMAG, UNIVERSITAIRES
— débutants à 5 ans d'expérience —

Votre mission portera sur les domaines suivants ;
- Systèmes d'exploitation,
- Bases de données et réseaux de télécommunication,
- Outils d'intégration et de qualification,
- Modèles de fiabilité.

La connaissance des micro ordinateurs 16 bits (Motorola 68000 - 8086 Intel) est un atout majeur.
Nous vous offrons une évolution de carrière basée sur une autorité de compétences dans une ambiance jeune.

LA SOCIETE NOUVELLE LOGABAX, (CA 445MF, 1 000 personnes dont 200 cadres) vous propose de participer à son expansion.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 2137 à SOCIETE NOUVELLE LOGABAX, Direction du Personnel, 79, avenue Aristide Briand, 94115 ARCUEIL

JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT PRODUITS

Région Parisienne

Nous cherchons un jeune INGENIEUR de formation mécanique (AM, ENSI...) pour prendre la responsabilité des études et du développement de produits destinés au secteur Armement.

Il assurera une présence technique auprès des clients et travaillera en équipe avec les cadres commerciaux.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Si vous êtes intéressés par une carrière évolutive dans notre groupe, adressez votre CV sous réf. 101 M



hutchinson
Direction des Relations Sociales
2 rue, Balzac 75008 PARIS.

Jeunes diplomés d'études supérieures

Important GROUPE FINANCIER privé, nous sommes au tout premier rang dans le domaine du Financement en France. Nos résultats témoignent de nos capacités d'adaptation aux variations du marché et de l'attention que nous portons au développement de carrière de nos collaborateurs. Nous recherchons pour notre siège à Paris plusieurs jeunes diplomés

Futurs cadres d'état major

Nous leur proposons un parcours de généraliste (Direction des Etudes Financières, Inspection Générale, Secrétariat Général...) qui les amènera après quelques années à maîtriser le savoir-faire et la culture technique et humaine de notre Groupe. Ils seront alors à même, dans une deuxième étape, de prendre en charge un poste de responsabilité dans l'une de nos Grandes Directions.

Nous souhaitons accueillir et former de jeunes collaborateurs de formation supérieure débutants ou ayant une brève expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 3027 aux consultants de Cinoren qui nous assistent dans cette recherche.

cinoren 69 rue Lafayette - 75009 Paris.

La maintenance technique au plus haut niveau

Filiale d'un Puissant Groupe International, notre Société est spécialisée dans une activité de maintenance technique répondant aux besoins de confort, d'économie d'énergie et d'efficacité adaptée à une nouvelle génération d'immeubles. Pour faire face à son tres fort développement elle recherche :

un directeur exploitation et sécurité

(ECP, AM, ETP, etc...)

Ayant une expérience de 6 à 8 ans de responsabilité d'entretien en milieu industriel pétrochimique ou sidérurgique, électricite industrielle et climatisation. Réf. 257

L'activité se situant dans un contexte de grandes variétés techniques informatisées un esprit mobile et polyvalent, allié à des qualités de manager est donc indispensable.

Ce poste doit évoluer vers des fonctions plus importantes dans le Groupe.

un responsable climatisation

(BT, BTS, DUT Thermique)

Ayant une expérience de 5 ans environ dans le secteur tertiaire. Réf. 258

un responsable électricité

(BT, BTS, DUT avec agrément)

Ayant une expérience de 5 ans environ MT - BT en maintenance industrielle. Réf. 259

Dépendant du Directeur d'Exploitation et Sécurité ces deux contremaîtres animeront des équipes de 5/6 personnes pour intervenir sur des installations existantes en actions systématiques ou ponctuelles.

Les 2 postes requièrent donc de réelles capacités d'adaptation et de relations humaines.
Evolution vers des responsabilités plus importantes.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE

Merci d'adresser votre dossier en précisant la référence à Soderhu 2?, rue St Augustin 75002 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu

Un dirigeant homme de marketing dans les T.P.

L'on pense rarement que les techniques modernes de marketing peuvent trouver une application dans ce vieux métier des Travaux-Publics. Le marché ne paraît pas s'y prêter, administration de l'Équipement, collectivités locales, services techniques des villes, ...

Pourtant c'est l'ambition de cette P.M.I. née il y a une trentaine d'années de renforcer son team de direction et qui compte bien, grâce à la mise en place d'une véritable action marketing basée sur une sérieuse réflexion stratégique, doubler rapidement son C.A. (150 M.F. actuellement). Forte d'une progression régulière de 20% l'an, disposant d'une solide capacité d'investissement comme de la confiance de ses banquiers.

Découvrir, rechercher de nouveaux produits et services pour des créneaux spécifiques en s'appuyant sur une force de vente des plus performantes ; également accélérer le développement à l'export, faible jusqu'ici, en menant les accords qu'il faudra, en créant les unités de fabrication nécessaires. Ceci dans une société vivante qui a su conserver un état d'esprit rare, fortement marquée par la personnalité de son fondateur, que voilà une opportunité séduisante !

Elle vous intéressera parce que vous êtes déjà un dirigeant, homme de développement et habile négociateur, attentif aussi à soutenir l'action des équipes sur le terrain, sans briser leur élan. Prenez alors contact rapidement sous réf. 8314 LM avec les consultants du cabinet de recrutement CLEAS. Ils vous présenteront avec soin ce poste basé à Paris.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

INGÉNIERIE INFORMATIQUE

Le Département INFORMATIQUE TECHNIQUE ET TÉLÉMATIQUE développe rapidement ses activités d'ingénierie et doit renforcer ses équipes.

Vous êtes

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ ou INGÉNIEUR DÉBUTANT

Grande École, option informatique

Vous souhaitez généralement aborder les problèmes dans leur globalité. Vous préférez la diversité à l'ultra-spécialisation, la technique à la gestion.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et motivée pour conduire et développer des projets originaux touchant à des domaines variés,

Télécommunications
Système Temps Réel
Télécontrôle Industriel
Génie Logiciel

Le niveau d'expertise que vous pourrez acquérir vous permettra d'assumer par la suite d'importantes responsabilités dans le Département ou le Groupe SLIGOS.

Les candidatures sont à adresser sous référence DITT 283. à

SLIGOS

DIVISION CONSEIL ET RÉALISATION - 26, RUE DES PAVILLONS - 92800 PUTEAUX.

HAVAS CONTACT

NOTRE OBJECTIF 83-85 : FAVORISER L'INNOVATION SOCIALE... étampes

responsable des relations humaines

FILIALE D'UN DES «GRANDS» DE L'ÉLECTRONIQUE AUX ÉTATS-UNIS, notre groupe (1500 personnes, 450 millions de chiffre d'affaires) est bien placé sur le marché français de la batterie.

Nous cherchons le Responsable du Personnel d'une de nos usines (700 personnes) située près d'Étampes.

Sous l'autorité du Directeur des Relations Humaines du groupe, il assume l'ensemble des missions classiques d'un homme du Personnel en dirigeant un service d'une trentaine de personnes. C'est un manager et l'animateur des relations sociales. Il joue pleinement la carte de l'innovation sociale (cercles de qualité, groupes de progrès, etc.).

Ce poste est destiné à un diplômé de l'enseignement supérieur de 32 ans minimum, qui a une expérience de trois à cinq ans de la fonction Personnel acquise en usine, dans un milieu ouvert à l'expérimentation sociale.

Nous vous prions d'adresser votre dossier de candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 295 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

csee

5300 personnes dont 620 ingenieurs et cadres

CHEF DU SERVICE PRODUCTION/INGÉNIERIE

RESPONSABLE DE LA COORDINATION ET DE LA GESTION DES TRAVAUX

Relevant du Directeur du Département Systèmes et Ingénierie civils et militaires, il coordonne l'ensemble des travaux du Département (ordonnancement PERT, choix techniques des sous-traitants, suivi de la réalisation et des coûts).
Formation Grande Ecole, type ENSAM ou assimile avec 5 ans d'expérience dans une fonction de responsable de fabrication, ordonnancement en sous-traitance.
Nationalité française exigée.
Lieu de travail : Plessis Robinson (92)

CHEF DU SERVICE COORDINATION DES ACHATS

POLITIQUES et MARKETING DES ACHATS, NEGOCIATIONS CENTRALISEES.

Fonctionnel au niveau de la Société, relevant du Directeur Technique, il anime les politiques d'achat des composants et des produits, définit les procédures générales (normalisation, codification, standardisation), négocie les grandes contrats, les importations et les commandes annuelles.
Responsable de 35-45 ans, de formation superieure (de préférence issu d'une école d'ingénieurs), ayant développé ses qualités de négociateur, de diplomate et de gestionnaire dans une fonction commerciale en milieu technique durant un minimum de 5 années.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES - Direction du Personnel
Service Emploi et Developpement des Cadres - 17, place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

SITA

SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES

recherche :

2 INGENIEURS débutants

GRANDES ECOLES SUP-ELEC ou TELECOM

Dans le cadre de son réseau mondial de transmission de données, la SITA recherche :

- un ingénieur qui assurera l'expertise technique dans le domaine des ordinateurs et microprocesseurs. (Réf. OT)
- un ingénieur qui assurera l'expertise technique dans le domaine des équipements de télécommunications. (Réf. OM)

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés ou équivalents possédant une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé et une disponibilité réelle pour des déplacements à l'étranger.

1 INFORMATICIEN débutant

Il assurera la gestion des configurations des composants du reseau grâce à l'utilisation de moyens informatiques.

Ce poste s'adresse à des informaticiens avec une formation MIAGE ou équivalent possédant une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
SITA - Direction du Personnel - 112, avenue Charles de Gaulle
92522 - NEUILLY SUR SEINE Cedex.

LA SOCIÉTÉ D'AGENCES ET DE DIFFUSION

recherche

4 CADRES A TRÈS FORT POTENTIEL

Vous possédez une formation bac + 2 ou bac + 3 (école supérieure de commerce, IUT ou équivalent).
Vous justifiez d'une première expérience d'environ 3 ans qui a permis de mettre en évidence votre dynamisme, votre aptitude aux contacts, ainsi que votre esprit d'initiative et vos qualités de rigueur.
Vous désirez accéder à des responsabilités plus importantes.
Vous êtes totalement mobile et disponible rapidement.

Nous vous proposons :
La responsabilité d'un service dans l'un des 20 établissements de la Société, après un stage d'intégration au cours duquel vous vous familiariserez avec nos activités (distribution de la presse et commercialisation d'articles de papeterie).
Un salaire de départ motivant et évolutif.
La pleine réussite dans cette fonction vous permettra de vous intégrer, à court terme, à l'équipe de Direction d'un de nos établissements situés, pour la plupart, dans des villes universitaires de province.

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite (avec photo) en indiquant le niveau de salaire souhaité à :

SOCIÉTÉ D'AGENCES ET DE DIFFUSION
Direction du Personnel
115, rue Réaumur
75002 PARIS.

Pour renforcer sa Direction Juridique, la filiale française d'un Groupe Pétrolier international, recherche pour son Siège Social à PARIS

JURISTE DE HAUT NIVEAU

prêt à assumer des responsabilités importantes et du commandement dans les domaines les plus variés : contrats commerciaux, activités internationales, contentieux, opérations immobilières, droit du travail, droit des sociétés, etc...

AUSSI EST-IL DEMANDE :

- au moins 10 ans d'expérience dans des fonctions juridiques importantes
- de larges compétences tant en législation française qu'en droit américain
- la pratique de négociations à un niveau élevé (en France et à l'étranger)
- une parfaite connaissance de l'anglais (écrit, lu et parlé).

Prière d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 62.331, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

GROUPE FINANCIER DIVERSIFIE
(notamment Tourisme et Loisirs)
recherche son

chef comptable

200.000 F +

Il aura pour mission d'encadrer le Service Comptable (composé de 14 personnes), et de superviser les Services Comptables de 5 sociétés extérieures rattachées au Groupe.
Le candidat, de formation supérieure, est un professionnel de haut niveau. Une véritable expérience de la comptabilité et de la direction d'un service comptable est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :
ENTREPRISE ET SOLUTIONS
5, rue de Chartres - 92522 NEUILLY,
qui traitera votre candidature confidentiellement.

Organisation et Publicité



DORET/ORDEX S.A.
Groupe DENNISON

ENTREPRISE FRANÇAISE DE PREMIER PLAN SUR LE MARCHÉ DES FOURNITURES DE BUREAU ET DU MATÉRIEL DE CLASSEMENT

recherche

EMPLOYÉ (E) DE BANQUE CLASSE IV

pour un poste de

TRÉSORIER

SA MISSION :

- gérer la trésorerie de quatre sociétés ;
- établir les budgets prévisionnels de trésorerie ;
- participer au reporting mensuel du groupe.

Position cadre offerte. Rémunération en fonction de l'expérience du candidat.
Lieu de travail : ROSNY-SOUS-BOIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions n° 02.054 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

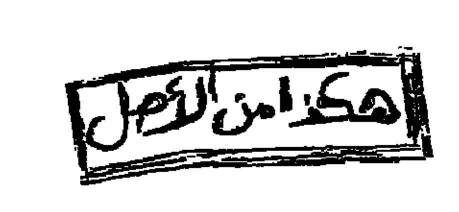
LA SOCIETE NOUVELLE LOGABAX

recherche pour sa Direction Industrielle (ARCUEIL)

Responsable ordonnancement

Le candidat retenu aura une expérience de cette fonction de l'ordre de **cinq années** en milieu électronique ou informatique.
Sa mission sera d'assurer **l'ordonnancement/lancement** du programme de fabrication en liaison étroite avec nos ateliers et plateformes d'intégration ainsi que la **gestion des ordres commerciaux.**
La formation ingénieur + IAE si possible, la connaissance du matériel informatique sont souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 2144 à
SOCIETE NOUVELLE LOGABAX, Direction du Personnel
79, avenue Aristide-Briand, 94115 ARCUEIL



Grande entreprise industrielle française située à la Défense recherche pour son département

ÉVALUATION D'AFFAIRES

Ingénieur

ENSAM, ICAM, INSA..., vous possédez une expérience professionnelle technico-commerciale ou aux achats, dans des entreprises fournissant des usines clés en main (pétrole, chimie, nucléaire de préférence).

Nous vous confierons, au sein de projets France ou export, l'analyse et l'évaluation des coûts d'achat de matériel pour de très importants marchés de travaux.
Ce poste de coordination-estimation implique de nombreux contacts avec divers secteurs de l'entreprise (commercial, projets, études...), et avec ses fournisseurs.

Il suppose une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous référence 50151 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Ingénieur débutant ou 1ère expérience

Ingénierie

De formation Mines, Arts & Métiers ou équivalent, vous **possédez ou non** une première expérience de 1 à 2 ans mais vous souhaitez faire vos preuves rapidement.

Notre jeune société (65 personnes, CA 82 : 100 millions de francs) est la filiale française d'un important groupe allemand d'ingénierie (1 200 personnes).

Spécialisés dans les biens d'équipement (cimenteries, plâtreries, pétrochimie...), nous connaissons sur nos marchés **un développement constant grâce à la qualité de nos interventions.**

Nous vous proposons l'opportunité de vous **intégrer à de petites équipes en prenant rapidement des responsabilités** : suivi, développement et réalisation de contrats importants (de 5 à 10 millions de francs) sur les aspects technique, gestion et commercial.

Vouloir apprendre, avoir la faculté de s'investir suffisamment dans son travail, être autonome sans toutefois négliger le travail en groupe, maîtriser convenablement la langue allemande ou anglaise font partie des exigences de ce poste.

Pour une prise de fonction rapide, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence M/01 à



CLAUDIUS PETERS S.A.
24, rue de Paradis 75010 PARIS

MEDIA PA

Analystes programmeurs

Important groupe cimentier français, nous renforçons notre département informatique et recrutons pour notre siège social à Paris 8e deux analystes programmeurs.

Ils devront conduire la réalisation de projets, notamment en gestion, depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'au démarrage des applications.

Une formation supérieure est souhaitée : DEST ou MIAGE ou Ingénieur. Une expérience de 3 à 4 ans en conception, analyse fonctionnelle et programmation COBOL transactionnelle est indispensable. Connaissance OS 1100 et base de données (DMS) appréciée.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4751M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Assistant contrôleur

Santé 3M recherche pour ses bureaux de MALAKOFF un assistant dépendant du contrôleur de gestion du Groupe.

Dans le cadre d'une comptabilité anglo-saxonne, il sera chargé de l'élaboration de plusieurs budgets administratifs et commerciaux, de leur suivi et de leur contrôle.

Le candidat recherché aura une **expérience de 2 à 5 ans** dans un poste similaire.

Formation souhaitée : **DUT, Maîtrise de gestion** ou **équivalent.**

Anglais lu et parlé.

Poste à pourvoir rapidement.

Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Intérieures

LABORATOIRE DES PROFESSIONS MEDICALES
40, rue Gabriel-Crié
92245 MALAKOFF CEDEX



MEDIA PA



Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recherche pour son Siège :

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

ou équivalent.

Adjoint au chef du service « interventions sous-marines profondes » il sera chargé de la définition et de la gestion des programmes technologiques concernant particulièrement les véhicules sous-marins, la plongée industrielle...

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à CNEXO
Service du Personnel - 66 avenue d'Iéna 75116 PARIS.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(630 personnes, C.A. 170 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

(formation supérieure Écoles de Commerce ou d'Ingénieurs) pour la vente de prestations intellectuelles et de produits informatiques concernant les :
SYSTEMES D'INFORMATIONS.

Justifiant d'une solide expérience, ils se verront confier à terme la responsabilité d'un secteur commercial.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2014 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

PUBLICITÉS RÉUNIES

chef de projet

H/F

METHODOLOGIE - ASSISTANCE CONSEIL

Importante Banque Parisienne, nous recherchons, pour notre Service "Méthodologie - Assistance-Conseil", un jeune cadre, 30 ans environ, pour assurer les missions suivantes :

- Participer à des études de méthodes (MERISE, CORIG,...) de standards et d'outils d'aide à l'analyse et programmation.
- Conseiller et assurer la formation du personnel Etudes Informatiques.
- Accroître la productivité des Analystes et Programmeurs.

Le poste exige une expérience du développement de projets dans un environnement Base de Données - Temps Réel (si possible CICS), une forte motivation pour l'aspect méthodologie, le sens des contacts et de grandes qualités de pédagogue.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 61.41/MA/524 à ADEQUATION
62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes)
filiale d'un groupe industriel de taille internationale

recherche

INGENIEURS-ANALYSTES

et

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience de l'utilisation des outils standard CII-HB série 64, 66 (DM4) et plus particulièrement la pratique d'IDS II et TDS dans le domaine de la gestion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2822 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

Société d'études et de réalisations d'équipements lourds
dans le domaine Pétrole-Pétrochimie, filiale d'un groupe international,
recherche

un Ingénieur Estimateur

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé ayant une expérience d'au moins 10 ans dans la fonction d'une part, et dans le domaine d'activité de la Société d'autre part. Son expérience doit lui permettre de mener à bien l'estimation complète d'un projet donné, soit seul, soit en tant que respon-sable d'une équipe.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ce poste à pourvoir à Paris la Défense.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence **8801 à L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Lévi Tournay

1er ASSISTANT ANALYSTE

PARIS
Expertise Comptable
Commissariat aux Comptes

140 - 160 000 F

Un cabinet d'expertise comptable d'importance moyenne (30 personnes - C.A. 10 millions) recherche un PREMIER ASSISTANT ANALYSTE. Après une période d'adaptation au cours de laquelle il sera chargé de missions de supervision de comptabilité, incluant l'organisation comptable, l'établissement de bilans, et les déclarations fiscales, il participera à des équipes de révisions en matière de Commissariat aux Comptes et il pourra assumer la responsabilité de missions de révisions légales de petites sociétés. Il aura à participer à des recherches de nature juridique ou fiscale. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure grande école de commerce ou université + DECS, possèdera une première expérience professionnelle acquise durant 1 à 3 ans en entreprise et en cabinet. La pratique des techniques d'audit, de consolidation internationale et de la langue allemande serait appréciée.
Ecrire sous référence 563/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Nous sommes le second constructeur mondial de l'industrie informatique et le troisième en France. Pour renforcer nos services administratifs. Nous recherchons :

UN DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS

Agé de 35 à 40 ans. Réf. 83.10

Il aura une formation supérieure et une dizaine d'années d'expérience dans la fonction approvisionnement.

Outre les fonctions de gestion et d'organisation du service, il aura comme mission l'analyse des offres et des marchés, le choix des fournisseurs, le contrôle de la qualité, et la négociation des prix.

UN ACHETEUR - COORDINATEUR

Réf. 83.11

Agé de 25 à 30 ans, il aura quelques années d'expérience de la fonction. Il aura pour mission de consulter les fournisseurs, de coordonner les appels d'offres, de suivre les commandes, les livraisons, les facturations, et de gérer le stock de fournitures de bureau.

Lieu de travail : CERGY PONTOISE.

Envoyer C.V. et prétentions à J.F. LUCET, Société BURROUGHS, Boulevard de l'Oise, La Palette Orange - 95015 CERGY PONTOISE CEDEX.

Burroughs



La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la visualisation.

Elle recherche, un

RESPONSABLE DE CONTRATS

Rattaché à la Direction Commerciale, il aura pour mission d'animer notre équipe de Gestionnaires de Contrats. Le champ de son action couvrira l'ensemble des contrats de vente de la Société, en métropole et avec l'étranger, de leur élaboration à leur exécution complète.

De formation supérieure, le candidat a plusieurs années d'expérience de l'entreprise au cours desquelles il a mis en pratique son goût pour la négociation commerciale et son sens des contacts à haut niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel, SODERN,
1, av. Descartes - 94450 Limeil Brévannes.

EUROSOFT-SYSTEMES

recherche plusieurs

INGENIEURS INFORMATICIENS

- DEBUTANTS de formation grande école ou universitaire ayant suivi une option informatique, électronique ou automatique,
- CONFIRMES dans un ou plusieurs domaines d'applications de l'informatique,

pour participer, avec des niveaux de responsabilité fonction de leur expérience, à la conception et au développement de projets concernant les :

AUTOMATISMES INDUSTRIELS,
SYSTEMES TEMPS REEL, SIMULATION,
TELEMATIQUE,
RESEAUX, BASES DE DONNEES.

Entreprise de taille humaine, en pleine expansion, nous offrons de réelles opportunités de carrière dans des domaines d'applications très diversifiés, centrés sur les techniques de pointe.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et prétentions à
Madame A. CHARTIER-EUROSOFT SYSTEMES
B.P. 145 - 92154 SURESNES.



FIDORGA Département organisation et conseil de la Fiduciaire de France recrute un

Jeune Ingénieur Conseil

EN DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET MARKETING

- Formation supérieure
- Expérience en entreprise ou cabinet conseil - formation.

Poste situé en Région Parisienne

Adresser lettre manuscrite, CV, photo en précisant vos prétentions à:
P. EVANGELISTA, sous référence 83 M
FIDORGA - 18 Bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS PERRET.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE DU TERTIAIRE
recherche pour sa direction du Personnel à PARIS

un chargé d'études statistiques

Au sein d'une petite équipe «Etudes et Relations Sociales», sa mission sera :

- de collecter et de faire la synthèse des statistiques sociales en liaison avec les services du Personnel de nos différents établissements et d'Informatique.
- de réaliser différents tableaux de bord,
- de participer à l'élaboration du bilan social,
- de conduire des études ponctuelles et enquêtes diverses.

Pour ce poste, aux responsabilités évolutives, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé titulaire d'un DUT ou d'une LICENCE en SCIENCES-ECO ou STATISTIQUES et ayant de préférence une première expérience de ce type d'activité.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à No 62803 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Important Groupe du Tertiaire
recherche

auditeur interne

CHARGE :

- d'effectuer dans nos établissements de Province des missions de contrôle portant sur l'ensemble de leurs domaines d'activités aussi bien sur l'aspect technique que sur les procédures.
- d'évoluer les incidences comptables et financières d'anomalies et procédés à des recommandations.
- de suivre l'évolution du plan informatique, et de sa mise en oeuvre. afin d'adapter les contrôles aux nouvelles procédures.

A terme il doit être capable d'assurer l'animation et la responsabilité d'une petite équipe.

Pour ce poste, aux larges perspectives d'évolution, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école de commerce. Une première expérience réussie d'environ 2 ans et la pratique de l'Audit de procédures administratives, seront appréciées.

Ce poste basé à PARIS implique de fréquents déplacements en Province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite C.V., photo et rémunération actuelle sous No 62491 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

La filiale française d'un groupe de renommée mondiale (26.000 personnes) spécialisée dans le traitement de l'information, la production de systèmes et de matériel de communication à technologie de pointe, recherche pour l'une de ses divisions, de jeunes ingénieurs à fort potentiel. Ils seront chargés de lancer et suivre des études - amélioration, mise au point et développement de tout ou partie d'un ensemble - mettant en œuvre des techniques variées (mécanique, électronique, automatisme). En relation avec les responsables de fabrication et les ingénieurs produits, ils auront à définir des programmes d'essais et à en exploiter les résultats. Ils auront le goût de l'autonomie et allieront rigueur et imagination. Les candidats auront une formation ingénieurs grandes écoles (A.M., E.N.S.I., I.N.S.A. ou équivalent) avec si possible option automatisme, acoustique, ou électricité. Une première expérience de 2, 3 ans dans des techniques avancées serait appréciée. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. La formation assurée dès les premières missions permettra à des candidats performants d'envisager de devenir, soit des spécialistes de haut niveau, soit des ingénieurs capables d'évoluer vers des fonctions commerciales, de gestion ou de fabrication.

Lieu de travail : au siège social, grande banlieue Nord de Paris.

Adresser : lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 632 M à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

La filiale française d'un groupe international

recherche pour Paris

INGÉNIEUR DE VENTE SPÉCIALISTE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Télégraphie, transmissions de données, petits systèmes informatiques

Il animera une équipe de vente et sera responsable de la gestion de son budget.

ANGLAIS LU ET PARLÉ

Adresser lettre manuscrite, C.V. à :
M. Philippe JAY, Conseiller en Recrutement.

apec Association Pour l'Emploi des Cadres

8, rue Duret, B.P. 803-16,
75783 Paris Cedex 16.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche

SOUS-DIRECTEUR
administratif et financier responsable du personnel

Le titulaire de ce poste de haut niveau est étroitement associé aux décisions prises par la direction de l'I.N.C.

SA FONCTION EST TRIPLE :

Sur le plan administratif, il assure la bonne marche des services généraux et règle l'organisation et le fonctionnement internes et matériels de l'établissement. Il est responsable du service d'accueil du public.

Sur le plan financier, il prépare le budget et les décisions modificatives prises en matière budgétaire. Il exerce, par délégation du directeur la fonction d'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement. Il est responsable de la gestion des abonnements aux revues éditées par l'I.N.C.

Enfin il a la responsabilité de la gestion du personnel de l'Institut et participe étroitement aux décisions de la direction dans ce domaine. Il organise et entretient les relations de la direction avec les syndicats et les représentants du personnel.

Le candidat retenu issu de l'administration ou diplômé d'une grande école, doit être âgé d'au moins 35 ans et jusifier d'une sérieuse expérience en matière financière, administrative et de gestion du personnel soit dans la fonction publique soit dans une grande entreprise privée. Une bonne connaissance du droit administratif et des finances publiques sera particulièrement appréciée.

Adresser C.V. et photo
Institut National de la Consommation
Service du Personnel
80, rue Lecourbe, 75732 PARIS CEDEX 15.

LA MONDIALE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES SUR LA VIE et de CAPITALISATION

32, avenue Emile-Zola, 59370 MONS-EN-BARŒUL

recherche pour PARIS

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

pour son

DÉPARTEMENT FINANCIER MOBILIER

Formation souhaitée :
Licence ès Sciences Eco.
ou Maîtrise de Gestion
ou Diplômé de la Sté Française des Analystes Financiers
ou Diplômé Grandes Ecoles.
Anglais Commercial indispensable.

Mission :
Analyses Financières sur Sociétés Françaises et Etrangères,
Etudes de dossiers d'investissements Mobiliers.
Suivi des Dossiers,
Maintenance de Fichiers.

Profil :
25 à 35 ans environ, dynamique.
Aptitude à la rédaction.
Expérience professionnelle souhaitée.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à la Sous-Direction du Personnel - LA MONDIALE - 32, avenue Emile-Zola, 59370 - MONS-EN-BARŒUL.

CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE PARISIEN

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME GCOS 3

Une expérience en MINIS — RÉSEAU — B.D. serait appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à RÉGIE-PRESSE n° 256.304 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Dans le cadre du contrat de solidarité

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
BANLIEUE SUD
recherche

2 PROGRAMMEURS-ANALYSTES

DE FORMATION SUPERIEURE - D.U.T. OU EQUIVALENT, MIAGE APPRECIE.

Ayant une expérience de trois ans.

Ils participeront au développement du Service Informatique matériel IBM 3031 - 4331 - 8100 - ICCF CICS - DL1.

Adresser C.V. manuscrit, photo (retournée) ss No 62526, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

PARIS ETOILE
Association sans but lucratif à vocation internationale en expansion
recherche

UN (E) RESPONSABLE

pour son service adhérents, connaissant l'informatique, ayant le sens du travail bien organisé, capable de négocier, expérience marketing direct fortement souhaitée, anglais nécessaire.

Adresser candidature avec C.V. et lettre manuscrite à :
Mme BALSEUR, 128, bd de la Marne, 94121 La Varenne.

M.I.O.

42, av. de la Grande-Armée
75017 PARIS
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL

formation métallurgie
expérience vente :
MÉTAUX SPÉCIAUX
Anglais indispensable

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
recherche

JURISTES
(DROIT SOCIAL)

Sachant dactylographier pour correction et rédaction de textes sur écrans
Période à durée déterminée (environ 5 mois)

Envoyer C.V. et prétentions à
SODER MÉNARD
112, rue de Richelieu
75002 PARIS.

Pour probl. juridiques d'un sect. I.A.A. (fiscal, droit sociétés, successions, rédaction d'actes, expertise, ...)

JURISTE

DROIT PRIVÉ
Diplôme maîtrise droit

Facilité relations humaines
Sér. connaiss. Droit Sociétés
Lieu de travail : PARIS

Adr. C.V., lettre manuscr., prét. à A.N.M.F., 66, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Sté d'expertise comptable Paris (6e)
recherche
pour missions de révision et de commissariat aux comptes

1 EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ

AUDITEURS EXTERNES

- expérimentés,
- niveau certificats supérieurs E.C.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prét. à Yves LÉPINAY ET ASSOCIÉS, 128, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

RADIALL

recherche
pour son département composants hyperfréquences

AGENT TECHNICO-CCIAL

- B.T.S. électronique,
- 3 ou 4 années d'expérience ds un labo hyperfréquence.

Envoyer curriculum vitae au :
101, rue Ph.-Hoffmann,
93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

URGENT
ÉTABLISSEMENT PUBLIC IMPORTANT
AU NORD DE PARIS
recherche

LE (LA) RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABLE

FONCTIONS :
Assurer la responsabilité de :
- la comptabilité générale ;
- la gestion de trésorerie ;
- l'établissement des paies ;
- la poursuite de la mise en informatique de la comptabilité ;
- la mise en place d'une comptabilité analytique.

APTITUDES REQUISES :
Age : 30-40 ans.
Etudes : D.E.C.S. ou équivalent (E.S.C.).
Expérience : 5 ans au moins, notamment en comptabilité analytique et gestion budgétaire. Connaissances fiscales et sociales.

Adresser lettre manuscrite, prétentions et C.V.
Ecrire s/n° 7.794 *le Monde* Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BANQUE PRIVÉE PARIS

cherche à renforcer sa structure commerciale en recrutant des

EXPLOITANTS

Confirmés et motivés par la recherche de clientèle, secteur
MOYENNES ENTREPRISES

Diplôme enseignement supérieur, expérience bancaire et goût des contacts exigés.

Adresser C.V., photo et prétentions à O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. 4.080 M.

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ÉRIA - ÉCA AUTOMATION)

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité SYSTEMES DE COMMUNICATION

recherche des :

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant quelques années d'expérience,

Postes à pourvoir : développement de logiciel, avant vente, suivi d'affaires, conduite de projets

Domaines : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2012 à
GROUPE SYSÉCA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

Publicités Réunies

---

secrétaires

Notre Société (1200 personnes) a son Siège Social près de L'ETOILE
Nous recherchons

UNE SECRETAIRE ASSISTANTE POUR LE SECRETARIAT GENERAL

Un BTS de secrétariat et plusieurs années d'expérience de la fonction sont souhaités.

Le cadre est agréable et il existe de nombreux avantages sociaux.

Si vous êtes intéressée, adressez CV, photo et prétentions sous la référence S.A. à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne — 75008 PARIS - qui transmettra

PARFRANCE



SECRETAIRE de DIRECTION
Bilingue ANGLAIS

Le Président d'un important groupe français, d'un rayonnement international, recherche SA secrétaire.

Exigences du poste :
- expérience réussie dans des fonctions similaires
- maîtrise de l'Anglais et des techniques de secrétariat
- sens et habitude des contacts à haut niveau
- savoir-faire dans les relations avec les services fonctionnels du groupe.

Lieu de travail : proximité métro Pont de Levallois.

Merci d'adresser C.V. + rémunération actuelle + photo sous réfèr. 213/M à :

Monique BEUCLER DICA SELECTION
69, rue Lecourbe - 75015 PARIS

dica

COFAP

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recrute
pour son département clientèle privée une

SECRÉTAIRE BILINGUE

chargée d'assister les clients dans leurs opérations bancaires

La candidate devra avoir :
- une formation BTS,
- une excellente connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Denise Thuilier, Service Recrutement, 41, rue Cambon, 75001 Paris.

U.R.S.S.A.F. DE PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE
recherche
pour son service contentieux

DES RÉDACTEURS JURIDIQUES

Les candidats de nationalité française devront être obligatoirement titulaires d'une Maîtrise en Droit Privé (option Droit des Affaires), et être disponibles pour le 28 MARS 1983.

- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.
- Salaire mensuel brut de début : 4.338,43 F porté à la titularisation intervenant après six mois à 5.031,37 F sur 13,66 mois.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé devront être adressées d'urgence à la
DIVISION DU PERSONNEL,
3, rue Franklin, B.P. 430, 93518 Montreuil.



OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(630 personnes, C.A. 170 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Hélène

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIEURS CONSEILS dans domaine pétrolier Ouest Paris recherche pour le lancement et l'animation de son département production,

UN INGENIEUR

ayant expérience internationale dans le domaine forage-production des gisements de pétrole et de gaz.

Un minimum de 10 ans d'expérience technique est indispensable et les principales qualités recherchées sont :
- le jugement,
- le sens de l'organisation,
- l'aisance dans les relations commerciales à niveau élevé.

Anglais courant indispensable, espagnol souhaité. Résidence dans région parisienne avec fréquents déplacements à l'étranger.

Prière envoyer C.V. avec prétentions et photo s/réf. 8101 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Etudiants, Etudiantes,

prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE (Paris/Province)

LEUR MISSION : Recruter, former et animer une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.

CONDITIONS : • Statut étudiant - 19-25 ans
• 20 heures/semaine • Voiture/téléphone
• Contrat 6 mois fixe + intéressement • Formation assurée
• Candidatures traitées par ordre d'arrivée

OFUP Adressez C.V. + lettre avant le 30 avril à Thierry PRUD'HOMME - OFUP 70, rue Mouffetard - 75255 PARIS Cedex 05

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE recherche

INGENIEURS ARTS ET METIERS

pour postes de bureau d'études ou d'entretien d'usine.

Adresser CV, photo et prétent. sous No 62400 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Etablissement Financier Paris 8è recherche

responsable comptabilité

assurant le suivi de la comptabilité générale et établissant les déclarations périodiques.

Expérience exigée de cette fonction dans un établissement financier ou une banque.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 9858 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Levi Tournay

Société d'équipements agricoles Filiale d'un GRAND GROUPE européen de dimension internationale recherche un

Adjoint à la Direction Générale

PROFIL :
- environ 40 ans
- diplôme grande école commerciale souhaité
- langues indispensables : très bonne connaissance de l'allemand écrit et parlé et pratique correcte de l'anglais
- sens des responsabilités, aptitude aux contacts humains, capacités d'initiative
- résidence à PARIS.

MISSION :
- assistance à la conduite générale de l'entreprise
- responsabilité de la gestion et de la direction financière
- élaboration de la politique commerciale.

INTERET :
Situation d'avenir pour élément de valeur.

REMUNERATION :
A discuter en rapport avec les qualifications et les responsabilités offertes.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 9855 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

Filiale MESURE et REGULATION du Groupe SCHLUMBERGER Nous recherchons pour Montrouge (92)

Chargé de projet informatique

Mission : mener à bien des développements d'applications dans des domaines divers tels que la gestion de stocks, des commandes clients, la facturation, la production, sur IBM 34.
Directement rattaché au Responsable Informatique, il pourra participer également à un projet de décentralisation informatique dans les agences régionales.

Formation : type IUT en informatique ou MIAGE. Connaissances en GAP II et IBM 34 nécessaires. Expérience indispensable : 2 à 5 ans en entreprise ou SSCI.

Adressez votre dossier de candidature sous la référence S 269 à SVP Assistance Recrutement Schlumberger, 12, place des Etats-Unis, 92123 Montrouge Cedex.

Schlumberger

DÉPARTEMENT NÉGOCE INTERNATIONAL D'UNE BANQUE INTERNATIONALE recherche un

RÉDACTEUR

pour le montage technique des dossiers.

Le candidat devra **impérativement :**
- avoir une bonne expérience des opérations de négoce international et connaître la pratique du crédit documentaire ;
- parler et rédiger couramment en anglais.
- Ce poste administratif basé à Paris pourrait évoluer à terme vers des fonctions commerciales. Il sera confié de préférence à une personne jeune (30 ans minimum) ayant le goût du travail en équipe et ayant un bon contact avec la clientèle.
- Les connaissances suivantes seront particulièrement appréciées :
  - langues étrangères ;
  - pratique des opérations de change en devises.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 75.746 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Société matériel médico-chirurgical (Métro Pont de Neuilly), recherche

chef comptabilité générale et paie

Placé sous la responsabilité du Directeur Financier, outre la comptabilité générale (4 personnes) et la paie (3 personnes), il sera principalement chargé de l'établissement des situations mensuelles et des déclarations fiscales et sociales.

DECS minimum, 2 ans expérience dans poste similaire et la maîtrise de l'anglais lui seront indispensables.

Une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne serait appréciée.

Merci d'adresser votre CV + photo et prétentions s/réf. 41936 à *projets publicité* 12, rue des Pyramides 75001 Paris

---

URSSAF de Paris

recherche son

RESPONSABLE DE CENTRE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

Directement responsable du système et de l'exploitation, il aura à animer une équipe de 80 personnes autour d'un DPS 8, redondant dans un environnement temps réel (270 terminaux). Bases de données (TOTAL/DM IV) informatique répartie (MINI 6).

Envoyer C.V. et prétentions à : l'URSSAF de PARIS Sous-Direction du Personnel, Pièce 1420 3, rue du Franklin, B.P. 430 93518 MONTREUIL CEDEX.

Bureau Veritas

Service du Contrôle des Constructions et de la Sécurité recherche

un ingénieur électricien de haut niveau

(Sup Elec. ou similaire)

Connaissances exigées en électricité de Bâtiment et de Génie Industriel.
5 à 7 ans d'expérience dont une partie hors de France.
Bilingue français-anglais pour missions de courte et moyenne durée de contrôle technique sur d'importants chantiers à l'étranger.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions sous référence n° 7 à Direction CCS 35, rue Paul-Vaillant-Couturier - BP 248 92307 LEVALLOIS-PERRET à l'attention de Madame OSCAR

Emplois et Entreprises

DIVISION D'UN GROUPE FRANÇAIS PERFORMANT 60 KM NORD PARIS
Proximité ville universitaire

recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION ING. AM OU ÉQUIVALENT

expérimenté, 35 ans environ

Compétent tôlerie et si possible perforation, offensif et efficace, sens de l'organisation, de la qualité et des rapports sociaux.

C.V. et prétentions, sous n° 7.807 *le Monde* Pub, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIETE DE FORMATION PERMANENTE ET DE CONSEIL D'ENTREPRISES recherche

ANIMATEUR CONSULTANT

pour animation de séminaires intra-entreprises, études et conseils auprès de Directions sur :
- aspects organisationnels et gestionnaires du management,
- gestion des ressources humaines et du Personnel,
- contexte juridique et social du travail (Lois Auroux, etc.).

CONDITIONS REQUISES :
- libre immédiatement ou dans un délai court,
- études supérieures,
- 5 ans minimum d'expérience en formation permanente,
- connaissance approfondie de 2 au moins parmi les 3 thèmes indiqués,
- acceptation de déplacements de courte durée, mais très fréquents.

Envoyer CV., photo et prétentions s/réf. 8100 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220. 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche, recherche

CREDITMAN

- Etude de la solvabilité des entreprises
- Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.
Aimant les responsabilités.

Disponibles pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et Métropoles Régionales.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous no 62715 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.



recherche

UNE INFIRMIERE D.E.

25 ans environ

1ère expérience souhaitée en milieu industriel.

Adresser CV, photo et prét. à Mlle JEANNIN



JEUMONT SCHNEIDER 194, Av. du Pdt Wilson 93212 PLAINE ST DENIS Tél. 820.63.73

BANQUE AMERICAINE CHAMPS ELYSEES
cherche pour son service crédit

analyste financier

Parfaite connaissance anglais
Libre de suite
Cadre agréable - avantages sociaux

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 62386 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Niveau DUT Informatique.
- 1 an d'expérience minimum souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à Axial Pub., sa réf. 1700, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Important groupe pharmaceutique et chimique recherche pour son unité de production proche banlieue Est de Paris

CHIMISTES ou AIDES-CHIMISTES

Contrat à durée déterminée
Pour des contrôles matières premières spécialités pharmaceutiques, chimiques et cosmétiques
Expérience en contrôle de routine exigée
Proximité R.E.R.
Restaurant d'entreprise
Avantages sociaux

Adr. C.V., photo et prétentions, sous le n° M.56.176, à BLEU, 17, r. Lebel, 94307 Vincennes cedex, qui transmettra.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE-MALADIE des Travailleurs non salariés, recrute pour son service juridique

UN CADRE

Chargé notamment des dossiers de conventions internationales.

Les candidats devront être titulaires d'une maîtrise en droit ou équivalent. Une première expérience dans un service juridique ou contentieux est demandée.
Rémunération annuelle : 90.000 F.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous la réf. 8.799 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 Paris cedex 02, qui transmettra.

CONSULTANTS

Nous sommes une société de service et de CONSEIL solidement implantée auprès des gdes administrations et entreprises para-publiques. Nos études d'ORGANISATION, très centrées sur la gestion, l'entretien et l'adéquation des ressources humaines aux solutions à mettre en place, soutenues par notre service informatique, entraînent le fort développement de notre entreprise.

C'est dans ce secteur très porteur que nous offrons une opportunité de développement de carrière à des cadres de fort potentiel.

Après une période d'intégration et de formation, les candidats assureront notamment, sur plusieurs années, la mise en place de la gestion organisationnelle de l'entretien du patrimoine immobilier de grandes entreprises.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des DIPLOMÉS DE GDE ÉCOLE d'ingénieurs ou commerciale, débutant ou expérimenté, ayant le goût pour la réflexion stratégique et des qualités relationnelles.

Adresser curric. vitae, photo et date de disponibilité en mentionnant la référence P.M. à SYNTHÈSE & DÉVELOPPEMENT 4, r. de Marignan, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (13e) recherche pour Service Etudes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour conception et développement d'équipements de télécontrôle industriel.

Expérience 2 à 5 ans de logiciel (microcalculateur en temps réel) et/ou de matériel (analogique, digital).
Plusieurs postes à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. et prétent. sous la réf. 62.381 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris cedex 01, qui transm.

SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DE GESTION

Pour exploitation et développement de programmes sur H.P. 250.

Connaissances BASIC HP image appréciées.

Env. C.V. + photo à : SECMAT 49, rue de Bagneux, 92120 MONTROUGE à l'attention service A.M.L.

URGENT

La Ville de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) recrute pour son service culturel

ANIMATEUR(TRICE)

permanent 2e classe

Salaire net mensuel au recrutement : 4.327 F

Adresser candidature avec C.V. détaillé à M. le Maire de Villeneuve-le-Roi (94290).

LA VILLE DE TREMBLAY-LES-GONESSE recrute d'URGENCE

UN ATTACHÉ COMMUNAL EXPÉRIMENTÉ

Pour le secrétariat général, possédant une bonne formation juridique du niveau licence

Adresser curriculum vitae au Secrétaire général de la Mairie

Large construction Company (Paris - région) needs

PROFESSIONAL ENGLISH TEACHER

ESP

English mother tongue
He or she must be a « travailleur indépendant » and be duly registered (URSSAF, etc.)

Possible heavy work load.

Write to Media System, under ref 2988, including photo, C.V. and giving references.

SOCIÉTÉ GDE PARFUMERIE FILIALE GROUPE AMÉRICAIN recherche

COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou B.T.S.
Anglais souhaité
Si possible rompu à la comptabilité anglo-saxonne et au direct costing

Envoyer C.V. et photo à : HOUBIGANT, 7, pl. Vendôme, 75001 Paris.

MUTUALITÉ AGRICOLE recherche

DACTYLO

EXPÉRIMENTÉE
Bonnes notions secrétariat
Niveau Bac. Ecrire avec C.V. au 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

LES ÉDITIONS NATHAN

recherchent pour filiales

COMPTABLES HAUT NIVEAU

pour tenue comptabilité, bilan, déclarations fiscales et sociales.
Connaissances informatique appréciées.
Plusieurs années d'expérience indispensables.
Libres rapidement.

Adresser lettre manuscr., C.V., prétentions à M. BOUTRY 9, rue Méchain, PARIS 14e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS 17e recrute pour son service informatique en cours de migration DOS vers MVS :

PUPITREURS MVS CONFIRMÉ

Connaissant DOS/VSE.
Travail en 3 équipes.
Joindre C.V., photo et prétentions à MEDIA P.A., sous réf. 2.401, 9, bd des Italiens, 75002 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE EN GÉNIE CIVIL

Porte de Versailles recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour analyse minéralogique des matériaux utilisés en génie civil, recherches physico-chimiques dans le domaine de ces matériaux

Notion de programmation informatique.
Expérience professionnelle en laboratoire ou industrie souhaitée.

Horaire : 39 heures
Continu. Avantages sociaux.

Ecr. C.V., prét. ss n° 62.423, à CONTESSE Publ., 20, avenue Opéra, 75040 Paris cedex 01.

Vous avez dit BTS ? nous préparons au BTS INFORMATIQUE écrivez-nous

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, rue Crimée, 75019 Paris.

Importante agence de voyages quartier Saint-Lazare recherche

CHEF COMPTABLE

Niveau DECS pour tenue et surveillance comptabilité générale. Notions informatique. Libre rapidement. Envoyez C.V. et prét. à G.E.C., 153, bd Haussmann, 75008 Paris.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

CIBA-GEIGY
DEPARTEMENT PIGMENTS
recherche deux
INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
PARIS ou LYON

Ils auront à promouvoir plusieurs lignes de produits à usage industriel auprès d'une clientèle des secteurs encres, peintures, matières plastiques.
Ils devront effectuer de courts mais fréquents déplacements à l'intérieur du territoire national.

Le profil souhaité est celui d'ingénieur chimiste avec une formation complémentaire du type IAE, ICG...
Une expérience de la vente en milieu industriel serait appréciée mais nous recherchons avant tout des personnalités dynamiques et entreprenantes, capables de mener des négociations de long terme, et dotées d'un bon équilibre général.

Nous vous remercions d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à
Mme MONTEIL Département du Personnel
2 et 4 rue Lionel Terray — 92506 RUEIL MALMAISON

RUN POUR LA VIE ACTIVE DEVENEZ
FORMATEUR EN INFORMATIQUE
CREAR ILE-DE-FRANCE propose stage gratuit rémunéré de formation pédagogique de 18 semaines à partir du 18 avril pour diplômés en informatique (DUT, DEUG ou équiv.) homme, femme, 23 ans minimum.
Renseignements, inscription, PSYCHOREC, 88, rue François-Rolland, 94130 Nogent-sur-Marne. Téléphonez au 873-61-50.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL EN ORGANISATION D'ENTREPRISES
recherche plusieurs
JEUNES CONSULTANTS (M/F)
Paris-Lyon-Mulhouse-Nantes
Le training assuré par la société exige outre une bonne formation générale, la connaissance usuelle de l'anglais
Env. C.V. + photo ou téléph. à CONSTANT & PARTNERS, rue Copernic 6 A 5-1180 Bruxelles, BELGIQUE.
Tél. : 19/32/2/374.59.60.

BOUTIQUE PRÊT-A-PORTER FÉMININ LUXE
recherche
VENDEUSE QUALIFIÉE
30 ans environ, excellente présentation (10 ans de métier). Libre de suite
Salaire + intéressement (Chèque-restaurant).
Lieu : Mº Croix-de-Chavaux. Tél. 858-86-70 pr rendez-vous.

INTERDATA est une jeune société en pleine expansion, très bien implantée sur le marché français, spécialisée dans le domaine des testeurs et équipements pour réseaux de télématique.

Nous recherchons

pour notre support technique et notre service après-vente :

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN POSITION II
ayant des connaissances en transmission de données. Anglais parlé et écrit souhaité.

1 TECHNICIEN DÉBUTANT
ou quelques années d'expérience. Niveau BTS électronique ou équivalent.
La formation complémentaire en télématique est assurée.

Rémunération très motivante pour candidats de valeur.

Lieu de travail : Gif-sur-Yvette (Essonne). Déplacements fréquents en France métropolitaine.

Envoyer photo et curriculum vitae à :
INTERDATA
B.P. 47, 91190 GIF-SUR-YVETTE.

Institut de formation télé - vidéo - cinéma cherche
RESPONSABLE TECHNIQUE EXPÉRIMENTÉ
Recherche de clientèle, programmation et suivi pédagogique, relations publiques, connaissance de la profession souhaitable.
Envoyer curriculum vitae à REGIE-PRESSE sous nº T 038.615 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COMPAGNIE D'ASSURANCE ch.
COMPTABLE TITULAIRE B.P.
NIVEAU D.E.C.S. Débutant accepté.
Env. C.V. et prét. s/réf. 7.681 A PUBLISCOPE JUNIOR 13, rue Royale, Paris 8e (qui transmettra).

capitaux propositions commerciales

Présente cabinet comptable ou étudie toutes propositions M. MARQUE 31, av. de Paris 94300 VINCENNES

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue de Montyon 75429 PARIS CEDEX 09

travail à domicile

Étudiante en Droit anglais + dactylo rapide, très scrupuleuse, cherche travaux à domicile. Tél. 554-04-11.

formation professionnelle

EXPORT, CADRE COMMERCIAL

- Vous avez une expérience de plusieurs années sur le terrain
- Un bon niveau d'anglais, peut-être même une autre langue...
- Habitant les Hauts-de-Seine, vous êtes à la recherche d'un emploi

Dans le cadre des actions du Conseil général des Hauts-de-Seine et de l'A.N.P.E. 92,

le C.T.I., CENTRE DE TECHNIQUES INTERNATIONALES propose une formation spécialisée :

TECHNIQUES INTERNATIONALES
« Orientation commerciale »

Stage : 1.200 heures + 160 heures en entreprise, gratuit

RECRUTEMENT IMMÉDIAT.
Contactez le C.T.I., 781-94-65 pour Rendez-vous.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Fiat 127 S 1983 neuve, bleue 3000 km, radio, 30 000 F. Particulier 343-64-53.

de 12 à 16 C.V.

Cadre Citroën vend CX 2500 Diesel Pallas, modèle 83 (juillet 82) gris clair, peinture vernis isotherm. 6000 km - 80 000 F. B. 537-37-81. D. 460-60-31

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H., 25 ans, 5 ans d'expér. vendeur, responsable photo, son, vidéo, ciné, cherche place similaire ou autre. Téléphone : 888-65-41.

Homme, 36 ans, ch. place agent de surveillance nuit, disponible week-end et jours fériés. Connaissances sécurité, incendie, compagnies de gardiennage s'abstenir, parfaitement sobre et non fumeur. Téléphone : 271-66-08.

Convaincue qu'à 45 a. on peut encore être utile de une entreprise, SECR. DIRECTION propose : angl. courant. Compétence. Discrétion. Autonomie. Exc. présent. 654-51-31, ou Ecr. s/nº 888 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme 27 ans, B.T.S. assurance. 5 ans expérience sinistre en compagnie. Rech. poste respons au sein d'un service juridique pr département assurance de entrep. A vocat. industrielle. Ecr. s/nº 5.468 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. possède MAITRISE DROIT privé ch. empl. stable Paris. Écr. s/nº 0.878 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 34 ans, cadre dans une très importante entreprise industrielle,
10 ANS D'EXPÉRIENCE EN FORMAT. DU PERSONNEL
Conseil, gestion, conception et animation de stages.
ET CERCLES DE QUALITÉ
mise en place, préparation du terrain, formations et suivi. Etudierait toutes propositions en région parisienne. Ecr. s/nº 0.885 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VERITABLE
DIRECTEUR GÉNÉRAL
recherche
BON PRÉSIDENT
Ecrire s/nº 7.791 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PSYCHOLOGUE - D.E.S.S. Psycho. pratique clinique, 24 ans, expér. Etudie toutes prop. de poste, dans tous secteurs. Ecrire Corinne Faure, 217, r. Vendôme, 69003 Lyon.

Cadre financier et comptable (ESCAE, DECS, IAE) 14 ans expérience résidant Afrique du Nord depuis 5 ans, étudierait toutes propositions. Libre de suite. Ecr. s/nº 0.896 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Journaliste professionnel (formation : HEC, Sciences Po : langues : anglais, allemand, italien.) cherche travaux de rewriting/traduction. Ecr. s/nº 879 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire de Direction 48 ans, littéraire. Niveau études supérieures 15 ans d'expérience très bonne sténodactylo cherche poste Paris Tél. : 354-81-32.

JH 25 ans Sciences-Po Paris Anglais courant passion média, communication ch. emploi débutant TM Iribarren 4, rue du Pot de Fer 75005 Paris Tél. 707-37-00.

Agent administratif, 34 ans ordonné et méthodique, expérience saisie écran, ouverture de dossiers, classement, étudie toutes propositions sur Paris ou région Parisienne. Libre rapidement. Tél. 729-12-21 — M. SIMON.

CADRE SUPÉRIEUR 47 a. dynamique Directeur usine souhait. Poste équivalent région Sud-Ouest. Tél. (16-59) 30-36-00 heures repas ou écrire HAVAS-PAU D 232 394 qui transm.

JF. 40 ans Italien, Espagnol, Français, cherche place sérieuse à mi-temps aimant contacts Mad. Jacqueline Levi. Poste restante 119 97, Bd Richard Lenoir Paris 75011.

J.F. 28 a. secrétaire dactylo 3 a. exp. bac A5 angl. esp. ita. disp. imm. T. soir 788-26-31.

J.H. 26 a. franco-finlandais parlant 7 langues couramment HEC, ch. emp. dans le tourisme Tél. 797-30-38.

J.F. 28 ans secrétaire 9 ans expérience export études supérieures rech. poste stable. Ecr. s/nº 0888 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GÉOMÈTRE TOPOGRAPHE 5 ans expér. dont 1 an Algérie responsable sect. topographique. Entr. travx publics, implantation études routes, ch. place étranger. Deschamps Christian 57, r. Magenta 69100 Villeurbanne.

Psychologue 32 a. + format. juridique L.D.A. étudier. ttes proposit. Ecr. Nº 53.993 PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS qui tr.

DIRECTEUR COMMERCIAL ESSEC
Professionnel BTP Anglais-espagnol
solide expérience organisation, animation équipe, ventes directes et réseau négoce
recherche
création/direction équipe commerciale ou bras droit du responsable.
Ecr. ou tél. : Jacques Marchand 30, av. de Vaucresson - 78150 LE CHESNAY - 954-51-95

J.F. 30 ans, maîtrise droit. DESS gestion (I.A.E.) exper. 5 ans assurances transport, ch. poste motivant et évolutif, étudie ttes propos. Ecrire sous le nº T038.590 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Assistante import-export J.F. 28 a. 4 langues : fr., angl., all., esp. Formation universitaire. Exp. prof. 5 a. assist. ociale et importation. Actuellement dispon. rech. poste évolutif. Ecrire sous le nº T 038.653 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 35 ans études supér. trilingue angl./esp. 10 ans de résidence en CALIFORNIE (L.A.) cherche en vue retour en France emploi à Paris de Sté production, distribution, cinéma, vidéo, publicité, relation publiques, import-export etc... Ferait bénéficier de nbreux contacts U.S. de très haut niveau (T.V. cinéma). Ecrire sous le nº 10.155 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATIF : Secrét. de rédaction, journaliste, critique (maîtrise en Sc. de la communication). libre de suite.
INCITATIF : avis d'appel d'offre, mise à prix 8.500 F net. Ecrire sous le nº T 038.621 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt

HALLES
Dern. étage 100 m² + grenier, soleil, à rénover, 272-40-19.

RUE SAINT-HONORÉ
(DÉBUT) Immeuble 18e. LUXUEUSE GARÇONNIERE EMBASSY — 562-16-40.

Forum Halles bel imm. pierre studio 150.000 F. 2 P. 400.000 F. 3/4 P. tout confort 800.000 F. 508.41.35.

3e arrdt

MARAIS BEAUBOURG
Beaux 2 pièces 48 m² tout confort, refaits neuf, cuis. équipée, soleil, calme, bel immeuble classé, depuis 495.000 F. Téléphone : 280-06-94.

4e arrdt

AT. ARTISTE 100 m²
Prox. Vosges 354-42-70.

5e arrdt

NEUF JARDIN des PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 2-3-4-5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts jours 14/19 h, sauf mercredi et dimanche.

RUE DES LYONNAIS studio cft caractère, immeuble restauré 190.000 COGEFIM 347-57-07.

6e arrdt

30, RUE MAZARINE
LUXUEUSE RÉNOVATION de l'HOTEL DES POMPES asc., jard., terrasse, STUDIOS, 2 Pces et 3 Pces de 25 à 70 m². Vis. mardi, mercredi 14-18 h.

ODÉON r. Dauphine, stud. cuis., bns, w.-c., bel imm. 3e, cour. 192.000 F. SDG. 634-06-20.

HAUTES FEUILLES
« CARACTÈRE » IMMEUBLE XVIIe, CLASSE
EXCEPTIONNEL, 90 m²
env. Superbe récept. 2 chbres. SAINT-PIERRE : 563-11-88.

RUE DE L'ABBAYE 55 m² à RÉNOVER TÉL. 326-73-14.

7e arrdt

St-Guillaume Lux 354-95-10
210 m² 6 P. CALME

CHAMP-DE-MARS BEAU 5 PIÈCES, 3e ét., soleil. Prix 1.400.000 F. 734-16-99.

BAC 6e asc., plein soleil, récept. 65 m² + 3/4 chbres, 2 bains Studio serv. 190 m², parfait état. Téléphone 742-26-68.

8e arrdt

AVENUE MARCEAU, 4/5 P. PROFESSIONNEL + 1 service. 1.600.000 F. Téléphone : 720-15-18.

9e arrdt

TRINITÉ agréable dble living, 2 chambres, S/jardin calme, soleil, 4e ét., asc. 680.000 F. Téléphone : 526-73-14.

11e arrdt

RÉSIDENCE
LES COURTILLES
MÉNILMONTANT
Imm. nf. gd stand., tt cft, 2 à 5 p. Livraison immédiate. PRÊT CONVENTIONNÉ. PRIMM. Tél. : 788-11-23.

12e arrdt

DAUMESNIL, bel immeuble ravalé, studio, cuisine, tt cft. Prix 185.000 F. 345-88-83.

STUDIO 240.000 F
Récent sur jardin. 734-16-99.

PRÈS BOIS VINCENNES
Bel immeuble rénové, ascenseur. Appt et chbre de service occupés. Pour rens. complémentaires Tél. 280-64-74 P. 406 matin

13e arrdt

GOBELINS 685 000 F. 4 Pces, cuis., tout confort LEMASSON CONSEIL, 535-24-96.

AV. D'ITALIE près place, beau 2 pièces, cft, bel imm., 170.000 COGEFIM 347-57-07.

14e arrdt

MONTPARNASSE
Duplex, poutres soleil, rénové 425 000 F. Tél. 783-72-42.

15e arrdt

SÉGUR 4 PIÈCES, SOLEIL Bel immeuble récent 90 m² + balcon, APPT RAFFINE 633-29-17 — 577-38-38.

Mº Pte VERSAILLES ou BALARD ISSY, pt 4 P., confort, 5e ét., asc. Sud. 530.000 F. 577-96-85.

Mº DUPLEIX
Beaux studios et 2 pièces tout confort, refaits neuf, bel imm. réhabilité, depuis 185.000 F. Téléphone : 280-06-94.

PTE DE VERSAILLES
3/4 Pces 90 m², conf., bonne exposition. Tél. : 566-52-00.

CAMBRONNE
Chambre, coin cuisine, ascens., chf. central. Tél. : 566-52-00.

8, rue FRANÇOIS-MOUTHON GRAND et BEAU STUDIO Tout cft. Mardi de 14 h à 17 h.

16e arrdt

AUTEUIL ETAGE ELEVE Belle récept., loggia + 3 ch., 2 bains, APPARTEM. RAFFINE 633-29-17 — 577-38-38.

RAYNOUARD CHARMANT DUPLEX S/VERD. LIVING, 2 CHBRES. Prix 780.000 F. 605-10-08.

Mº PORTE SAINT-CLOUD STUDIO récent 28 m², balcon SUD. 275.000 F. 734-16-99.

AV. RODIN
250 m², calme, plein sud, belle réception, 4 chambres, box. Téléphone : 225-43-53.

17e arrdt

PLACE WAGRAM, très joli atelier, gd cft, dble-vitrage. Inondé soleil, gar. 930.000 F. 5e ét. sans asc. 577-96-85.

45, AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION. Visites lundi/mardi 13/18 h.

MÉTRO ROME
— 2 p., kitchenet., sal. d'eau, w.-c., r.-de-ch., 161.000 F.
— 4 p., cuis., sal. bains, w.-c., chf. central gaz, 680.000 F. M.G.N., 387-71-55.

18e arrdt

RUE BACHELET, Studio tout confort 160.000 F, 2 p., cft, 200.000 F. — 286-00-10.

MÉTRO SIMPLON (68 m²), 3 pces cuis., salle bns, w.-c., asc., ch. cd. 490.000 F. M.G.N. 387-71-55.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT. Mairie Imm. stand., tt cft, 3 pièces. 540.000 F — Tél. 233-58-45.

BUTTES-CHAUMONT 3 P. + balcon, cave, parking.
PRÊTS : 100.000 F À 2 % SUR 10 ANS + PRÊT CONVENTIONNÉ + PRÊT 1 % CONSTRUCTION
de 11 à 70.000 F à 2,2 % s/15 ans sel. rev. et sit. famil. MIL. 362-09-37, sauf samedi.

20e arrdt

Mº GAMBETTA
Studios à 4 pièces, neufs
PRÊT CONVENTIONNÉ
+ 1 % construction
PRIMM 788-11-23/636-70-58.

91 - Essonne

35 km Sud Paris, Coudray-Monceaux, récent, vue imprenable, parc + golf, séj. + 3 chbres, 105 m², 475.000 F. Tél. 783-89-86 - 548-54-99.

92 Hauts-de-Seine

COURBEVOIE CENTRE CHARRAS charm. liv. + chbre 50 m², balc., park. 375.000 F. 605-10-08.

UNIQUE A SURESNES
2, 3 et 4 P. en
PRÊT CONVENTIONNÉ
+ PRÊT 1 % CONSTRUCTION de 11 à 70.000 F, 2,2 % sur 15 ans sel. reven. et situat. familiale. Bur. de vente s/pl. ts les jrs 14/19 h, sauf merc. et samedi 3-9, rue de Saint-Cloud à Suresnes PRIMM 788-11-23/506-42-63.

NEUILLY Ave CHARLES DE GAULLE 50 m² A RÉNOVER PRIX INTÉRESSANT TÉLÉPHONE 720-43-51.

94 Val-de-Marne

PARC SAINT-MAUR
AVENUE DES ARTS
1' R.E.R., 3' commerces, mairie. Superbe appt 122 m², avec terrasse et grand balcon, 3 chambres, cuisine équipée, parfait état, box + park. Prix 1.100.000 F.
DEJUST, 883-15-50.

CHARENTON ÉCOLES, imm. récent, gd séjour, 2 chbres, cuis., tt confort, 7e ét., asc. Prix 435.000 F 345-88-83.

Province

MONTPELLIER (Hérault) Résidence de prestige avec piscine dans très grand parc, arbres centenaires. Part. vend r.-de-ch., très beau 3/4 P. 100 m² + 12 m² loggia + balc. + cave + parking personnel. Prix 650.000 F. Tél. : (67) 66-32-40 - 72-40-91.

CANNES
A saisir : promoteur vend 2 p. vue sur mer. Documentation : BEL'AUBE 7, rue des Michels 06110 LE CANNET.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris rech. URGENT APPART.
180 à 220 m²
ACHAT ou LOCATION 16e, 8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

DORESSAY 624-93-33
recherche URGENT
150 à 450 m²
Du 1er au 8e, 16e NEUILLY DISCRÉTION ASSURÉE.

Recherche 1 à 2 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-picquet (15e). 566-00-75. Rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt ttes surf. et imm. Paiement comptant.

locations non meublées offres

Paris

GEORGE-V Beau 4 P. 110 m². Pierre de T. standing, soleil. 10.000 F. ch. comp. + reprise justifiée. 357-79-67.

MARAIS superbe appt 70 m² gd séj. mezzanine cft, park. 5000 + ch. 763-44-30.

BEAUBOURG libre 1er-4 5 pièces 150 m², 4e asc. 8.600 ch. et chf. comp. 296-00-45.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates APPTS. HOTELS PARTIC. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ns. 283-57-02.

locations meublées offres

Etranger

Part. loue, de quartier résidentiel ALGER CENTRE, à société, beau 2 pces, cuis., s-de-b., meublé, tél., usage d'habitation ou bureau. T. Paris 805-75-00.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE. Pour Cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 281-10-20.

hôtels particuliers

ST-CLOUD CENTRE
12 F. jardin — Tél. 566-52-00.

villas

MAISON BOURGEOISE à COURBEVOIE, 7/8 PCES CHARME ANGLAIS. Téléphone : 503-03-18.

maisons de campagne

VDS PORT GRIMAUD (VAR) maison + anneau. Baudisson 4, Lamothe Guérin 83000 TOULON.

propriétés

LE HAVRE RÉSIDENTIEL
près mer Belle Prop. de caractère, 20 P. bon état, parc arborisé 3000 m² + maison annexe (6 p.) près commerces. PRIX INTÉRESSANT EXCLUSIVITÉ SOFICOP Téléphone : 766-02-74.

viagers

Etude LODEL 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ 266-19-00
8, R. LA BOETIE-8e
Px. rentes indexées garanties étude gratuite discrète.

bureaux

Achats

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L.-R.C.-R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique
335-17-58.

Locations

AMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 à 200 m²
Bureaux quartier affaires.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS 1 DOMICILIATION + SERVICES S.A.R.L. Artisans 286-36-74.

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

8e, Mº MIROMESNIL
BUREAUX ÉQUIPÉS
9 à 50 m² - indépendants. Loc. courte ou longue durée av. secrétariat-tél.-télex télécopie-traitement/textes standard/hôtesse trilingue. Salles de réunions équipées. DES CENTRES D'AFFAIRES également en province et R.F.A.
ACTE 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique
355-17-50.

locaux commerciaux

Locations

Société recherche BUREAUX environ 500 m², 6 parkings OUEST-PARISIEN Location ou Achat. Prendre contact 267-34-77/78.

locaux industriels

Locations

MALESHERBES 73
P. DUFFOUX 522-05-96
ROMAINVILLE A.3 4 000 m²
SURVILLIERS S/N. 17 - 1 200 m²
NANTERRE USINE 1 450 m²
THIAIS Terrain 2 500 m²
ROISSY Terrain Z.I. 250 F
RECHERCHE DÉPOTS USINES.

fonds de commerce

Ventes

A VENDRE Région PAU (64). Fonds Ambulances Agréées. Taxi-Transport de corps-Pompes funèbres. Très bon rapport. Tél. : (59) 40-63-55.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

Qui est responsable de la dérive des coûts du nucléaire ?

La mission de l'inspection des finances chargée d'examiner l'efficacité de la gestion d'E.D.F. – sous la présidence de M. Bertrand Eveno – a terminé son enquête après trois mois de travail. Plusieurs rapports ont déjà été soumis à E.D.F. pour un examen contradictoire qui devrait être achevé d'ici une quinzaine de jours. Les 8 milliards de déficit d'E.D.F. en 1982 et ses 140 milliards d'endettement ont des causes connues : renchérissement des frais financiers et accroissement de l'endettement, du fait d'emprunts considérables en devises, politique de l'indice des pouvoirs publics, qui a entraîné un retard préjudiciable à l'entreprise dans l'évolution des tarifs. Plus controversée est la dérive des coûts du nucléaire. Mise en cause par un rapport de la commission de la concurrence (le *Monde* du 14 janvier) et surtout par un rapport plus ancien de M. de la Genière sur *« les coûts et les délais du programme nucléaire »*, la société Framatome se défend d'être responsable – ne serait-ce que pour partie – de cette dérive.

La dérive des coûts du nucléaire entre les réacteurs de 900 mégawatts et ceux de 1 300 mégawatts, *« de l'ordre de 10 % semble être, pour une partie substantielle, due à la disparition de la concurrence dans le domaine des principaux équipements des centrales nucléaires »*, écrivait M. Jenny au nom de la commission de la concurrence, dans un rapport remis récemment aux membres de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale.

Resté dans les tiroirs de l'administration depuis trois ans, le rapport de M. de la Genière, devenu depuis lors gouverneur de la Banque de France, allait beaucoup plus loin. La comparaison des coûts du kilowatt installé pour Fessenheim et pour Paluel, en francs constants de 1979, à partir des coûts probables finals prévus par E.D.F. pour chaque opération, donnait alors une différence de 47,7 % (de 1 904 à 2 813 F). Selon ce rapport, l'ensemble des modifications techniques et technologiques (effets de site, sûreté et sécurité) représentaient 578,50 F, soit 63,6 % de l'accroissement total du prix du kilowatt. Les dérives contractuelles (qualité, révision de prix) intervenant pour 145,50 F ou 16 % du surcoût total, les autres dérives s'élevaient bien à 20,4 % de l'accroissement ou 9,7 % du prix du kilowatt de Fessenheim. M. de la Genière notait alors avec *« intérêt »* que *« la hausse de l'indice du coût de la construction calculé par l'INSEE de 1971 à 1979 marque une dérive analogue puisqu'elle dépasse l'évolution du PIB de 1,14 point par an »*.

Pour une « thérapeutique cohérente »

Il n'en concluait pas moins : *« Dix ans après les débuts du programme nucléaire dans la filière à eau pressurisée, cinq ans après son accélération, l'effet de série que l'on doit attendre d'un programme considérable, régulier et de longue durée ne s'est pas encore manifesté. Bien plus, de nombreuses causes se sont rencontrées pour qu'en francs constants le kilowatt installé ait vu, de palier en palier, de marché en marché, d'avenant en avenant, son coût de construction s'élever. Il faut en conclure que les industriels eux-mêmes ont vu leur productivité globale décroître ou que le partage des gains de productivité, s'il y en a eu, a été de plus en plus défavorable à E.D.F. »*.

Très conscient de l'évolution à venir, M. de la Genière mettait le gouvernement en garde contre *« les besoins de financement croissant du programme nucléaire »* et recommandait que l'autofinancement d'E.D.F. soit relevé progressivement au-dessus de 50 % ajoutant que, faute d'une telle politique, *« d'autres projets devraient s'incliner devant la priorité nationale du programme nucléaire »*. Ce gouvernement, pas plus que les précédents, n'a eu le courage de relever les tarifs pour faire partiellement supporter par le consommateur le financement des investissements d'E.D.F. C'est d'abord cela que paye aujourd'hui l'entreprise publique. Le rapporteur ne se faisait guère d'illusion d'ailleurs, puisqu'il écrivait : *« Le diagnostic est en définitive assez clair. A condition d'une thérapeutique cohérente, le pronostic peut ne pas être sombre. »*

La dérive imputable aux industriels n'est pas pour autant négligeable. M. de la Genière recommandait pour les relations entre E.D.F. et les industriels *« pour la part où cela peut se faire, la mise en concurrence, y compris internationale, des fournisseurs »*. Il préconisait surtout qu'une *« expetise financière et industrielle »* chez Framatome et Alsthom-Atlantique soit effectuée par E.D.F. ou par un audit externe, en vue de déterminer le niveau actuel et la structure de leurs prix de revient.

La défense de Framatome

La mission de l'inspection des finances réclamée par M. Hervé (huit personnes y ont travaillé pendant trois mois) n'a certes pas fait cet audit. Elle n'en a pas moins posé des questions aux industriels.

Framatome s'est donc efforcé de convaincre ces inspecteurs des finances qu'elle n'était pour rien dans la dérive des coûts du nucléaire. Se gardant bien de donner ses coûts intermédiaires et ses prix de revient, la filiale de Creusot-Loire s'est appuyée sur les chiffres rendus publics par son client E.D.F. La part de Framatome dans le coût du kilowatt installé à Fessenheim était de 33 à 34 % (pour un réacteur mis en service en 1977). Pour les réacteurs livrés en 1980, cette part n'est plus que de 30 à 32 %. En 1985, elle ne sera plus que de 27 % et en 1992 de 24 %. Mais, dans le même temps, le coût du kilowatt installé sera passé en francs constants de 2 921 à 5 877 F.

Alors qu'on constate une dérive de 4,15 % par an des coûts d'investissement d'E.D.F. de 1977 à 1980, le glissement du prix de Framatome n'a été, selon la société, que de 2 % environ. De 1980 à 1985, la dérive E.D.F. est de 5,5 % par an, et celle de la filiale de Creusot-Loire de 2,7 %. Une manière de dire que la responsabilité de cette évolution des prix entre les premiers réacteurs de 900 mégawatts et ceux de 1 300 mégawatts doit être principalement cherchée ailleurs, chez Alsthom-Atlantique peut-être, et surtout chez les entrepreneurs de génie civil. Encore pourrait-on ajouter, comme le soulignait le rapport de M. de la Genière, que *« les dérives de coût dans le programme nucléaire français* [ont] *été plus faibles que celles qui ont été relevées aux Etats-Unis et en Allemagne »*, bien qu'il soit difficile de comparer *« des expériences portant sur des produits différents construits dans des milieux différents, à des rythmes différents et dans des conditions de programmation différentes »*.

On comprend l'embarras de Framatome devant la publicité donnée à la dérive des coût du nucléaire. Ce débat intervient au moment où jamais la société n'a été aussi riche, après la mise en service de très nombreux réacteurs ces trois dernières années. Seule filiale très rentable de Creusot-Loire, Framatome a même profité de son énorme trésorerie pour aider E.D.F. en allongeant les délais de paiement (à hauteur de 3,2 milliards de francs).

Mais Framatome sait aussi que ce zénith ne durera guère. Avec l'inévitable ralentissement du programme nucléaire français – qui ne semble pas pouvoir être compensé par des expratations, – le déclin est proche. Et avec lui le renchérissement des coûts. Ne serait-ce que parce que les contrats qui lient E.D.F. et Framatome accentuent le prix de base si les commandes sont trop faibles et que l'entreprise publique est censée prendre à sa charge – sous forme d'une indemnité forfaitaire de 100 millions de francs, – les frais de sous-emploi. Certes, le programme nucléaire sera, dans les mois à venir, établi pour cinq, voire pour sept ans, pour amoindrir les effets de ce déclin. Mais Framatome n'ignore pas que ses plus belles années sont passées. Une raison sans doute pour chercher à se diversifier.

BRUNO DETHOMAS.

UN RÉACTEUR FRANÇAIS POUR LE PAKISTAN ?

Framatome a été autorisée par les pouvoirs publics à soumissionner à l'appel d'offres lancé par le Pakistan pour la construction d'un réacteur de 900 mégawatts à Chasma, à 250 kilomètres au sud d'Islamabad. Le dossier doit être déposé ce 28 février.

Les milieux nucléaires internationaux sont particulièrement vigilants à l'égard de ce pays, qui cherche visiblement à se doter de la puissance atomique civile et militaire, depuis que son puissant voisin indien a fait éclater sa bombe. La France, sous la pression des Etats-Unis, avait d'ailleurs renoncé à livrer au Pakistan une usine de retraitement. Cela n'a pas empêché Islamabad de se doter d'une unité pilote de retraitement, qui fonctionne près de Rawalpindi. Les Pakistanais ont aussi réussi à se doter d'une usine de centrifugation par des commandes séparées à la Grande-Bretagne, la Suisse et la R.F.A. Au regard de cette situation de fait, la construction d'un réacteur soumis aux contrôles de l'Agence de Vienne apparaît donc comme dépourvu de risques. Cela dit, les facilités de financement prenant le pas – pour ces grands contrats – sur la qualité des équipements, on n'est guère optimiste pour l'instant à Paris sur les possibilités d'emporter ce marché.

Framatome devrait aussi répondre, dans le courant de mars, à la demande chinoise de construction de deux réacteurs de 900 mégawatts, près de Canton.

LA CRISE PÉTROLIÈRE

Les pays non membres de l'OPEP doivent se mettre d'accord avec nous sur les niveaux de production et les prix

déclare le ministre des Emirats arabes unis

Les contacts entre les pays producteurs de pétrole se multiplient. Les ministres du pétrole du Venezuela, d'Algérie et du Koweït devaient se rencontrer lundi 28 février, en fin d'après-midi, à Paris. Chacun d'entre eux avait eu, pendant le week-end, des entretiens avec les responsables d'autres pays producteurs. Ainsi, M. Calderon Berti a rencontré, dans le Golfe, Cheikh Yamani avec le ministre libyen, puis le ministre des Emirats arabes unis. Ce dernier a mis en garde samedi l'ensemble des pays producteurs – y compris le Mexique, la Grande-Bretagne et la Norvège – contre une guerre des prix, dont *« les pays du Golfe ne seront pas les perdants »*. En fait, les pays pétroliers sont à la recherche d'un accord minimal sur la production et les prix qui engloberait à la fois les Etats membres de l'OPEP et ceux qui n'en font pas partie.

De notre envoyée spéciale

Abu-Dhabi. – *« En cas de guerre des prix, les pays du Golfe ne seront pas perdants. Ils ont des capacités financières et pétrolières* [non utilisées] *leur permettant de tenir. De plus, le coût de la production* [pétrolière] *dans la région du Golfe persique est beaucoup plus bas que dans les autres pays. »* Le Dr Mana Saeed Al Oteïba, ministre des ressources minérales des Emirats arabes unis, a franchi un nouveau pas dans l'escalade verbale qui précède la prochaine réunion de l'OPEP, au cours d'une conférence sur la crise pétrolière qui se tenait à Abu-Dhabi samedi 26 février.

L'avertissement était adressé cette fois non seulement aux partenaires des pays du Golfe au sein de l'OPEP, mais aussi, explicitement, aux pays producteurs de pétrole non membres de l'organisation. *« J'espère que nous n'arriverons pas à une guerre des prix, et que tous les pays concernés, membres ou non de l'OPEP, comprennent que les sacrifices que nous avons consentis ne sont pas de la faiblesse de notre part, et que nous saurons défendre notre part du marché*, a-t-il ajouté. *Les pays non membres de l'OPEP sont conscients de ce danger. Ils doivent se mettre d'accord avec nous sur les niveaux de production et les prix. »*

Relativement optimiste sur les possibilités d'accord avec les pays non membres – *« il y a des réponses encourageantes »*, – M. Al Oteïba a précisé que *« les décisions* [de ces pays] *se traduiront dans la pratique dans les tous prochains jours »*.

Analysant les causes de la crises que traverse l'OPEP, le ministre des Émirats a dénoncé le rôle des compagnies et des Etats occidentaux, responsables d'un déstockage qui a atteint, selon lui, en février, 6 à 7 millions de barils par jour (contre 2 à 2,5 millions de barils par jour en moyenne en 1982).

Cette *« manipulation des stocks »* a fait tomber la production de l'OPEP en février à 13,4 millions de barils par jour, alors que le niveau de la demande effective est de 18,5 à 19 millions de barils. *« Les compagnies et les pays occidentaux peuvent déstocker jusqu'à 5 millions de barils par jour pendant six mois encore »*, a ajouté le ministre, soulignant comme un facteur positif le fait que cette situation ne pouvait éternellement durer.

Le même jour, M. Humberto Calderon Berti, ministre vénézuélien des mines et de l'énergie, est arrivé à Abu-Dhabi, après une visite en Arabie Saoudite. La rumeur courait dans les Emirats que le ministre britannique de l'énergie se rendrait également à Ryad, afin de rencontrer Cheikh Yamani.

VÉRONIQUE MAURUS.

Le Mexique diffère sa décision de baisser le prix de son pétrole

Le gouvernement mexicain, qui devait annoncer le vendredi 25 février une réduction du prix de vente de son pétrole, a reporté sa décision de quelques jours. Ce report ne modifiera pas pour autant le principe de la rétroactivité de la baisse à la date du 1er février, laquelle a été confirmée aux clients de Pemex, le jeudi 24.

De notre correspondant

Mexico. – Rien ne serait plus dangereux pour le Mexique qu'une « guerre des prix », dont il aurait tout à perdre, vu son manque de réserves financières, la qualité de son pétrole et les coûts de son exploitation.

Le Mexique est le premier pays exportateur de pétrole non membre de l'OPEP. Il a cependant toujours suivi les grandes tendances du marché, à la hausse comme à la baisse, telles que les imposait l'Organisation. Des consultations plus ou moins fréquentes avec les pays membres ont toujours été maintenues, notamment avec le Venezuela.

Une telle attitude correspond à la tendance générale des gouvernements successifs qui consiste à participer activement à des entreprises visant à regrouper, sur des problèmes concrets, un grand nombre de pays tout en évitant, dans la mesure du possible, de devenir formellement membre des organisations internationales. Ainsi, le Mexique, qui milite en faveur du dialogue Nord-Sud ou du nouvel ordre économique international, n'est-il membre ni du GATT ni des non-alignés.

Les récentes consultations effectuées par M. Labastida, ministre de l'énergie et des mines auprès de l'OPEP, et l'attente d'un éventuel accord global ne sont pas présentées, ici, comme devant conduire à une intégration à l'OPEP, mais comme une mesure d'élémentaire sagesse face à la gravité de la crise. Même les partis de la gauche qui ont souvent demandé une telle adhésion sont relativement discrets sur ce sujet. Le mauvais fonctionnement de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, que la droite, qui demande sa disparition, souligne à plaisir, joue un rôle trop évident dans la crise pour que l'on reparle d'y entrer aujourd'hui.

L'essentiel des devises provenant du pétrole, toute baisse met en danger la solvabilité du pays sur le plan extérieur, mais aussi sa capacité d'importer, c'est-à-dire, en dernière analyse, de produire et d'exporter. Les industriels ont déjà fait savoir qu'un nouveau resserrement des importations (11 milliards de dollars prévus pour 1983 contre 15 milliards de dollars en 1982) serait susceptible de mettre en danger la capacité productrice du pays.

Or un dollar de moins sur le prix de vente du baril de pétrole coûte au Mexique entre 550 et 620 millions de dollars par an, selon que ses exportations se situent entre 1 500 000 et 1 700 000 barils par jour, comme cela a été le cas au cours des derniers mois. Le plan de redressement du gouvernement de M. de La Madrid prévoyait une certaine marge de manœuvre, mais toute baisse supérieure à 3 dollars obligerait à des réajustements dramatiques, au moment même où le gouvernement négocie avec les milieux financiers internationaux.

Un prêt de 5 milliards de dollars

Ainsi, on a appris, le 24 février, qu'un consortium de près de mille trois cents banques avait pu réunir 5 milliards de dollars afin de les prêter au Mexique. Le crédit devrait être signé dans les jours qui viennent et le premier versement de 1 700 millions de dollars effectué dans la première quinzaine de mars.

Pour le reste, Mexico espère une baisse des taux d'intérêt, ce qui allégerait le poids de sa dette, et une plus grande entrée de devises que prévu du fait du tourisme, qui bénéficie des multiples dévaluations du peso. Ces éléments positifs risquent de n'être que de plus de poids au vu des réductions envisagées sur les prix du baril. Aussi peut-on penser que le gouvernement mexicain, qui ne pourra échapper au mouvement d'ensemble, s'efforcera de baisser ses tarifs pétroliers, un peu moins que ceux de ses concurrents dans le cas où ces derniers ne se mettraient pas d'accord. Ceci afin d'éviter une débandade.

FRANCIS PISANI.

AFFAIRES

En Espagne

Le président de Rumasa pourrait attaquer en justice la décision de nationaliser son groupe

De notre correspondant

Le président de Rumasa, M. Ruiz Mateos, a rompu le silence qu'il maintenait depuis la nationalisation, le 23 février, de son puissant holding avec trois entretiens publiés le dimanche 27 par les quotidiens de Madrid *El País*, *Ya* et *A.B.C.*

M. Gonzalez, président du gouvernement, a reçu en fin de semaine le président de l'Association des banques privées, M. Rafael Termes. M. Gonzalez lui aurait déclaré que *« la mesure était destinée à introduire plus de rigueur dans les opérations des banques de Rumasa avant de remettre leur capital au secteur privé »*. « Lire *le Monde de l'économie* page 19.)

Madrid. — M. Ruiz Mateos se montre sûr de lui. *« Je n'ai jamais pensé que pouvait se produire l'expropriation du groupe Rumasa,* affirme-t-il. *Il n'y avait aucune raison pour le craindre. Je suis à même d'affirmer que, sans cette mesure, nous aurions pu poursuivre notre travail tout à fait normalement. Je n'ai aucun doute à ce sujet. Pour moi, ce fut une grande surprise. Si c'est là la volonté de Dieu, amen. Mais, sur le plan des hommes, je n'y comprends rien. »*

L'ancien président de Rumasa reconnaît, certes, ne pas savoir s'il a observé *« les contraintes de la législation au sens strict des virgules et des points »*. Mais, précise-t-il, *« si Rumasa s'est laissé guider par d'autres principes que les autres banques, nous n'en avons pas moins toujours respecté nos engagements, payé notre dû et versé nos salaires, et tout cela sans l'appui de ceux qui auraient dû nous l'apporter et sans être dépendants de l'argent de l'Etat ou de la Banque d'Espagne »*.

Loin de rejeter l'accusation d'« hétérodoxie » lancée par le ministre de l'économie, M. Boyer, et par les milieux d'affaires, il l'assume en affirmant qu'il y a en Espagne trois types d'établissements financiers, *« les banques commerciales, les banques industrielles, et Rumasa »*.

M. Ruiz Mateos se montre moins précis au moment d'aborder le chapitre des chiffres. Bien que l'entretien accordé à *El Pais* ait duré près de trois heures, il n'a pas suffi à fournir des réponses concrètes aux accusations formulées par M. Boyer pour justifier la nationalisation. C'est le cas notamment de l'extrême concentration de risques des banques du groupe (62 %), pourcentage nettement supérieur aux normes légales. Pour le justifier, M. Mateos affirme que *« les risques correspondaient à des entreprises très importantes, d'une activité très significative »*.

Concernant le bilan de l'exercice 1981 (négatif selon M. Boyer, de 9 milliards de pesetas face au solde positif de 6 milliards présenté par le holding, l'ancien président de Rumasa rétorque : *« Le groupe ne va pas inventer des bénéfices qui n'existent pas, d'autant qu'il les réinvestit totalement chaque année. »* Il conteste le chiffre de 20 milliards de pesetas réclamés par le fisc, en soulignant qu'une telle quantité étalée sur les cinq dernières années (les antérieures sont couvertes par la prescription fiscale)... apparaît peu importante face aux quinze milliards d'impôts payés par Rumasa pour la seule année 1981. Enfin, concernant les difficultés mises à la réalisation d'une étude comptable sur certains secteurs du holding réclamée depuis 1980 par les gouvernements successifs, il souligne que quatre-vingt-dix-neuf entreprises du groupe (sur quatre cents) l'ont déjà réalisée. La demande concernait toutefois les banques, dont une sur dix-huit seulement a fait l'objet de l'étude demandée.

M. Ruiz Mateos a répété à plusieurs reprises qu'il avait *« confiance en la justice »*, ce qui confirme son intention de porter l'affaire devant les juges. Deux voies lui sont ouvertes : un recours auprès du Tribunal constitutionnel ou devant les tribunaux de contentieux administratif. « L'affaire Rumasa » ne fait que commencer.

THIERRY MALINIAK.

LA SITUATION DU GROUPE OUEST-ALLEMAND A.E.G. S'EST AMÉLIORÉE

L'avenir du groupe ouest-allemand A.E.G. paraît moins sombre qu'il y a quelques mois. Les vingt-deux établissements, membres du consortium bancaire qui est le principal actionnaire et créancier du groupe, ont accepté le 28 février d'abandonner 60 % de leurs dettes.

Le président de A.E.G. et l'administrateur judiciaire ont estimé, de leur côté, que la situation du groupe s'était améliorée. Depuis le début de l'année, les ventes ont augmenté de 10 % dans le secteur des biens d'équipement et de 4 % dans celui des biens de consommation. Le groupe n'a utilisé que 890 millions de deutschemarks de la ligne de crédit de 2,8 milliards de deutschemarks mis à sa disposition avant l'ouverture de la procédure de règlement judiciaire (1,1 milliard par les banques, 1,1 milliard par les pouvoirs publics et 600 millions en subventions aux exportations) dont 450 millions pour sa filiale Telefunken.

Une assemblée générale des créanciers de A.E.G. doit se réunir le 9 mars. On s'attend en R.F.A., après la décision du consortium bancaire, que cette assemblée accorde sa confiance au plan de redressement de A.E.G.

SOCIAL

L'INCULPATION D'UN DÉLÉGUÉ CÉGÉTISTE DE CITROEN-AULNAY

« C'est la suite logique de la procédure judiciaire »

souligne un responsable de la C.G.T.

L'usine Citroën d'Aulnay fonctionnait normalement, lundi 28 février au matin. Les huit ouvriers licenciés ont pénétré de nouveau dans l'établissement mais en sont ressortis après un court instant. La direction a fait constater par huissier la présence de M. Lahoussine Rachi, un des quatre délégués C.G.T. contre lesquels elle a intenté une procédure de licenciement. M. Rachi a été inculpé, le 25 février, par le juge d'instruction de Baynast, qui instruit l'information judiciaire ouverte par le parquet de Seine-Saint-Denis, de coups et blessures volontaires portés à l'encontre de non-grévistes le 2 février. Il a été laissé en liberté. Convoqué lui aussi par le juge d'instruction vendredi, M. Akka Ghazzi, secrétaire général du syndicat C.G.T. d'Aulnay, ne s'est pas présenté et s'est fait excuser par son avocat. Convoqué de nouveau pour lundi, M. Ghazzi ne pourra s'y rendre : victime d'un malaise cardiaque dimanche, il est hospitalisé.

Pour M. Georges Gutteriez, responsable de l'automobile à la fédération de la métallurgie C.G.T., l'inculpation de M. Rachi *« est la suite logique de la procédure judiciaire et lui permettra d'avoir connaissance du dossier »*. S'exprimant le 27 février, à l'issue d'une assemblée de salariés de Citroën-Aulnay, M. Gutteriez a ajouté : *« Nous souhaitons que l'esprit de responsabilité l'emporte : les négociations peuvent s'engager dès cette nuit. »* Le tribunal de Bobigny doit se prononcer, mardi, sur la demande de référé déposée par la direction. A Renault-Flins, l'usine tournait normalement lundi.

APRÈS L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE A LA MINE DE CARMAUX

La direction des Houillères se déclare prête à reprendre les négociations

L'émotion est vive à Carmaux (Tarn) après l'intervention, dimanche 27 février à 5 heures, des forces de l'ordre, pour libérer les trois représentants de la direction des Houillères d'Aquitaine « retenus » par les mineurs, en grève depuis samedi. Le 26 février, au dix-septième jour de grève, le président des Charbonnages de France, M. Georges Valbon, avait souhaité que, *« sans perdre de temps, la concertation indispensable se déroule à tous les niveaux des Charbonnages, avec le souci d'écouter et de comprendre les préoccupations qui s'expriment. (...) Si une issue rapide et positive pour toutes les parties intéressées n'était pas trouvée, des conditions plus difficiles seraient crées pour assurer l'avenir de progrès de la politique charbonnière pour la région et aussi pour le pays »*.

Devant l'absence de progrès dans les négociations, la direction des Charbonnages avait suspendu provisoirement, samedi, le mandat de ses négociateurs, que les mineurs devaient alors « retenir » en attendant la désignation de nouveaux délégués. Les mineurs demandent l'exploitation de la nouvelle découverte à ciel ouvert — acquise, selon M. Valbon, qui a rappelé sur ce point les engagements du chef de l'Etat, — la revalorisation des salaires et surtout l'embauche de jeunes. Après l'intervention des C.R.S., les maires de trois localités du bassin minier — Carmaux, Blaye-les-Mines et Saint-Benoît-de-Carmaux — ont décidé de fermer leurs mairies en signe de protestation, jusqu'à la fin du conflit. Une manifestation de deux mille cinq cents personnes a eu lieu dimanche après-midi.

L'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. — qui dément avoir séquestré les négociateurs — a affirmé que la grève se poursuivrait jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. La direction des Houillères des bassins du Centre et du Midi s'est déclarée prête à reprendre la négociation lundi *« sur l'ensemble des problèmes posés par le conflit »*.

La C.F.T.C. en conflit avec sa fédération du bâtiment

Pour la première fois depuis la scission de 1964, la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.) se trouve en conflit ouvert avec l'une de ses fédérations, en l'occurrence la Fédération française des syndicats chrétiens des industries du bâtiment, des travaux publics et assimilés. *Désaccord de fond, conflit de personnes, contentieux statutaire ?*

Le 19 février, le conseil confédéral de la C.F.T.C., par 18 voix contre 4, a déclaré non valable l'élection du conseil fédéral de la fédération du bâtiment pour *« non-respect des statuts »* (un certain nombre de candidatures ayant été refusées). La fédération, qui avait élu son conseil lors de son congrès de Digne-les-Bains du 25 au 28 novembre 1982, a ainsi été invitée par M. Bornard à procéder à une nouvelle élection dans les formes statutaires, au besoin en recourant au vote par correspondance.

Ce conflit risque est-il un nouvel épisode du différend qui, depuis près de deux ans, oppose Mlle Marie-Noëlle Juniot, élue secrétaire générale de la fédération du bâtiment au congrès de Digne, à la direction confédérale ? Au sein de la confédération, la « montée » de Mlle Juniot est apparue aussi rapide que son apparent « déclin ». Élue secrétaire général adjoint au quarantième congrès confédéral de 1979, elle s'était opposée à la direction confédérale à propos de la signature de l'accord du 17 juillet 1981 sur la réduction du temps de travail, à laquelle elle n'était pas favorable, estimant que les contreparties demandées en matière d'« assouplissements » n'étaient pas acceptables. Plus fondamentalement, Mlle Juniot, comme d'autres militants de secteurs professionnels différents, estime que la C.F.T.C. doit affirmer davantage sa spécificité et son originalité (sur la défense de l'enseignement libre, par exemple), en se référant plus fermement et plus explicitement aux « fondements premiers » de la morale sociale chrétienne de l'Eglise, ce qui, pour elle, devrait permettre de recruter davantage chez les jeunes.

Au quarante et unième congrès confédéral de novembre 1981, à Lyon, Mlle Juniot, tout en restant membre du bureau, avait donc été déchargée de ses fonctions de secrétaire général adjoint, ce qui devait l'amener à retrouver un rôle plus actif dans sa fédération. Celle-ci était déjà affrontée à des difficultés puisque son président, M. Etienne Gérold, avait démissionné en avril 1981 (1). Dans cette perspective, le congrès de Digne, en renouvelant profondément son équipe dirigeante s'était voulu celui de la « remise en route » et de la « revitalisation » de la fédération.

Comment se dénouera ce conflit ? *« Nous nageons dans l'absurde,* dit-on à la direction de la fédération, *puisque le congrès lui-même a été reconnu valable. » « Un tel conflit ne pourrait exister,* ajoute-t-on, *que s'il y avait un désaccord de fond sur les orientations de la C.F.T.C. Il faudrait que l'on fasse la preuve qu'on n'a pas respecté les idéaux de la C.F.T.C., auxquels nous sommes extrêmement attachés. »*

Pour l'heure, la fédération n'a pas l'intention d'obtempérer et de procéder à une nouvelle élection de son conseil...

M. N.

(1) *M. Gérold avait alors été remplacé* par M. Armand Huet, vice-président.

En Belgique

Importante manifestation des syndicats chrétiens et socialistes

De notre correspondant

Bruxelles. — Etaient-ils plus de cent mille, comme l'affirment les dirigeants des syndicats socialistes ? Quatre-vingt mille, comme le prétendent ceux des syndicats chrétiens ? On seulement trente-deux mille, comme l'indique la police de Bruxelles ? En fait, les chiffres précis importent peu : pour la première fois, le cœur de la capitale belge a vu, le 26 février, une grande manifestation de « front commun », où les drapeaux verts du syndicalisme chrétien se sont mêlés aux drapeaux rouges des socialistes pour demander *« plus d'emplois et moins d'austérité »*. Action qui n'a rien de surprenant, alors que les chiffres du chômage viennent de franchir *« la barre psychologique »* du demi-million, ce qui représente 12,2 % de la population active.

Dans l'ensemble, cette impressionnante manifestation s'est déroulée calmement. Seul, un travailleur yougoslave, apparemment déséquilibré, a été victime d'un coup de feu de la part de policiers qu'il menaçait de son couteau. D'autre part, à l'issue du défilé, des incidents ont opposé une centaine d'« autonomes » aux forces de l'ordre. L'apparente unité des syndicats socialistes et chrétiens ne fait pas complètement illusion. Ils s'entendent, certes, pour demander non seulement que l'on offre des emplois aux jeunes, que l'on préserve le pouvoir d'achat des travailleurs, et que l'on arrête de rogner les avantages de la Sécurité sociale. Les nuances, sinon les divergences, ne sont pas moins apparues à cette occasion.

M. Van den Broucke, secrétaire de la F.G.T.B. (socialiste), proclamant *« la colère et la détresse »* de la classe ouvrière, s'en est pris de façon directe au gouvernement, rendu responsable de la situation. Pour M. Jef Houthuys, en revanche, qui est à la tête des syndicats chrétiens, il s'agit plutôt de faire appel à ce gouvernement, pour qu'il impose au patronat une plus juste répartition du travail.

Si la manifestation est donc un avertissement pour le premier ministre, M. Martens, il ne paraît pas s'agir encore d'un affrontement décisif. Depuis l'automne, des négociations sont en cours, et les propositions du gouvernement — une réduction de 5 % du temps de travail compensée par une embauche supplémentaire de 3 % — restent toujours sur le tapis.

Le ministre du travail et de l'emploi, M. Dehenne, a réaffirmé qu'en aucun cas les fruits de la modération salariale ne resteraient dans les caisses des entrepreneurs. Là où aucun accord paritaire n'interviendrait, les bénéfices de cette modération devront être versés *« dans leur intégralité »* à un fonds de l'emploi dont la tâche sera de faciliter la relance économique dans tous les domaines. Cette assurance a paru satisfaire les dirigeants syndicalistes, tant socialistes que chrétiens, même si elle n'a pas dissipé totalement leur scepticisme.

JEAN WETZ.

RÉGIONS

LE BUDGET DE LA LORRAINE

Décentralisation à l'essai

De notre correspondant

Metz. — *La Lorraine est entrée de plain-pied dans l'ère de la décentralisation. Elle vient d'adopter son budget (237,6 millions de francs), élaboré pour la première fois par l'exécutif régional. Mais au-delà d'un vote sans surprise acquis à l'unanimité moins sept voix (celles du groupe socialiste), c'est toute une mécanique qui se met en marche, avec les difficultés et les incertitudes qu'une telle innovation suppose.*

Le pari est pris, la Lorraine ne veut pas le perdre. Cependant, pour y parvenir, il est désormais nécessaire que le rôle de chacun des partenaires (État, région, département, communes) soit clairement établi. L'ancien premier ministre, M. Pierre Messmer, député R.P.R. de la Moselle, défend cette option avec vigueur : « Il faut savoir qui fait quoi pour éviter le piège de la complexité des procédures administratives. »

La préparation du budget a montré combien l'entreprise était malaisée et l'harmonisation, pourtant, indispensable. Dix mois après son investiture, l'exécutif régional se devait d'être opérationnel, malgré l'incertitude qui entoure la position de l'État quant au transfert des compétences et des ressources.

M. Henri Gevrey, commissaire de la République de la région Lorraine, soucieux de développer la coopération entre les services de la région et ceux de l'État, n'en a pas moins fait appel à « l'indulgence, face aux imperfections que l'on peut constater ici et là dans l'action d'ensemble des pouvoirs publics », *soulignant néanmoins qu'il ne serait pas* « admissible qu'elles se pérennisent ».

M. Jean-Marie Rausch, président (U.D.F.) du conseil régional de Lorraine, maire de Metz, affichant « une volonté de faire face intégralement à nos nouveaux engagements », *insiste sur la nécessité de situer la région par rapport aux autres collectivités et à l'État* « en respectant l'intégrité et l'autonomie des attributions respectives ». *La Lorraine ne doit pas se substituer à l'État, et il rappelle la loi :* « L'État a la responsabilité de la conduite de la politique économique et sociale, ainsi que de la défense de l'emploi. »

La position adoptée par l'assemblée lorraine sur le dossier de la Cellulose de Strasbourg en est l'illustration. Le conseil régional ne veut pas éponger une partie du déficit d'exploitation de cette entreprise sans connaître, au préalable, le plan de redressement prévu et surtout sans avoir des moyens financiers supplémentaires. « Pas question de remplir le tonneau des Danaïdes », *s'est exclamé M. Messmer. Après son premier budget, la Lorraine prépare son premier plan régional. Un comité de planification vient d'être mis en place. Fini le temps où le budget de la région venait seulement en complément des actions communales, départementales ou nationales. Aujourd'hui, la Lorraine doit mener sa propre politique.*

JEAN-LOUIS THIS.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. −	Rep. +ou	Dép. −	Rep. +ou	Dép. −
$ E.-U.	6,8600	6,8650	+ 240	+ 275	+ 485	+ 510	+1360	+1460
$ can.	5,5930	5,5990	+ 145	+ 185	+ 300	+ 350	+ 945	+1070
Yen (100)	2,9060	2,9110	+ 145	+ 175	+ 290	+ 330	+ 925	+1000
DM	2,8340	2,8375	+ 185	+ 205	+ 350	+ 380	+1050	+1115
Florin	2,5645	2,5670	+ 185	+ 205	+ 350	+ 375	+1055	+1105
F.B. (100)	14,3910	14,4080	− 155	− 35	− 330	− 130	− 745	− 335
F.S.	3,3595	3,3645	+ 290	+ 320	+ 555	+ 585	+1585	+1675
L (1 000)	4,9060	4,9125	− 440	− 355	− 825	− 725	−2070	−1890
£	10,4580	10,4620	+ 105	+ 185	+ 255	+ 365	+ 930	+1155

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 3/8	8 7/8	8 1/2	8 7/8	8 9/16	8 15/16	8 7/8	9 1/8
DM	5 5/16	5 11/16	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 5/8	6
Florin	4 3/8	5 1/8	4 5/16	4 15/16	4 5/16	4 15/16	4 3/8	5
F.B. (100)	11 1/4	12 3/4	12 3/4	14 1/4	13 1/4	14 3/4	13 1/4	14 3/4
F.S.	3/4	1 3/4	2 5/8	3 1/4	2 3/4	3 1/4	3 3/16	3 15/16
L (1 000)	15 1/2	18	20 5/8	22 1/2	21	23 1/2	21 1/2	22 5/8
£	11	11 5/8	11 1/8	11 3/4	11 1/16	11 13/16	10 15/16	11 9/16
F. franç.	12 1/2	13 1/2	21	22 1/2	23	24	21 1/4	22

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.

CONVENTION DE PRÊT
23 DÉCEMBRE 1982



RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

(BANQUE COMMERCIALE CONGOLAISE – UNION CONGOLAISE DE BANQUES)

F.R.F. 340 000 000

CRÉDIT MOYEN TERME

CHEFS DE FILE

BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

CREDIT AGRICOLE — SOCIETE GENERALE

CONSENTI PAR

BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE	AL SAUDI BANQUE
CREDIT AGRICOLE	BANQUE INDOSUEZ
SOCIETE GENERALE	CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
BANQUE NATIONALE DE PARIS	BANQUE WORMS
CREDIT LYONNAIS	L'EUROPEENNE DE BANQUE
BANQUE PARIBAS	BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE	

MANDATAIRE BIAO AFRIBANK

GROUPE SCREG

La Société chimique routière et d'entreprise générale (SCREG) et la Société parisienne Raveau-Cartier (S.P.R.C.) ont, le 19 janvier 1983, annoncé que SCREG se proposait d'acquérir la participation majoritaire de 65 % que S.P.R.C. détenait dans la Société d'investissement de travaux publics (S.I.T.P.), holding des groupes Colas et SACER, Shell française conservant la participation de 35 % qu'elle détenait déjà dans S.I.T.P.

L'agrément des pouvoirs publics, auxquels cette opération a été soumise, constitue une condition suspensive devant être levée au plus tard le 25 avril 1983, faute de quoi chacune des parties pourrait reprendre sa liberté.

Conformément à la réglementation boursière applicable, SCREG et S.I.T.P. prendraient l'engagement, dans le cas de réalisation de l'opération avant le 25 avril 1983, de ne pas laisser les cours, pendant une durée de quinze bourses, s'établir au-dessous de :

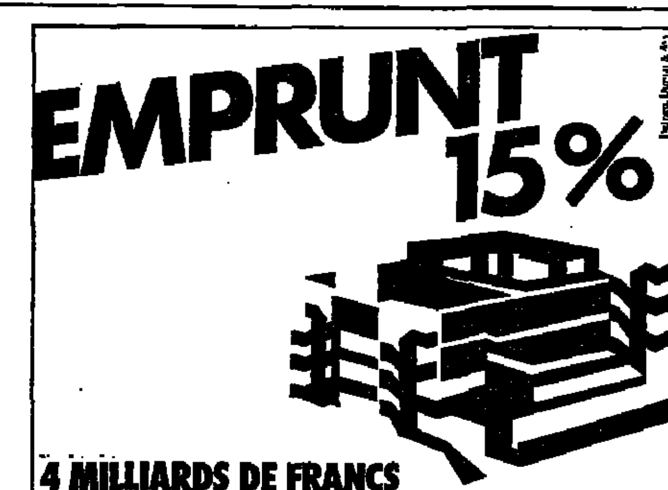
– 225 F pour l'action Colas ;
– 56 F pour l'action SACER.

Ces cours ont été fixés en tenant compte du prix d'acquisition global des actions S.I.T.P. par SCREG, des actifs S.I.T.P. autres que les participations Colas et SACER, des éléments incorporels – notamment la marque, sur laquelle le groupe Royal Dutch Shell a des droits – ainsi que du paiement différé.

Les résultats des sociétés concernées seront publiés préalablement à la mise en œuvre du maintien de cours.

Le nouveau groupe issu de ce rapprochement renforcera, notamment à l'exportation, l'impact de chacune des sociétés le constituant.

Le chiffre d'affaires réalisé par cet ensemble, au cours de l'exercice 1982, devrait être supérieur à 20 milliards de francs, dont 40 % environ hors de France.



4 MILLIARDS DE FRANCS

TAUX ACTUARIEL BRUT 15,11 % au 14 mars 1983 (date de règlement des souscriptions)

OBLIGATIONS DE 5.000 F
PRIX D'ÉMISSION 4.975 F
DURÉE 12 ANS

On souscrit partout.

Bala du 28 février 1983

Une note d'information (VISA COB n° 83-38 du 1er février 1983) est disponible sur demande.
S.A. au capital de 304.143.800 F - Siège social : 19, rue des Capucines 75001 Paris

crédit foncier de france
Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.

CPR

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

Société anonyme au capital de 200 131 200 F

Le conseil d'administration de la Compagnie Parisienne de Réescompte s'est réuni le 23 février 1983, sous la présidence de M. René CASSOU, pour examiner les comptes de l'exercice 1982.

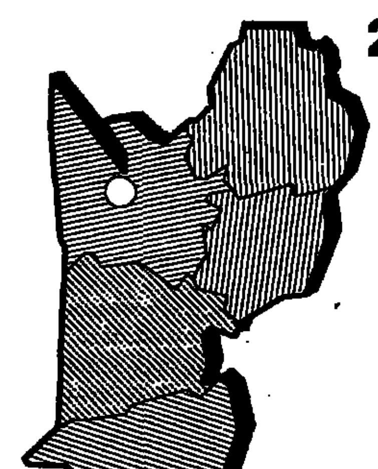
Le total du bilan s'élève cette année à 24 177 199 529 F. Les efforts poursuivis dans les divers secteurs d'activités de la Société ont permis de dégager pour l'exercice 1982 un bénéfice net de plus de 80 millions.

Ces résultats permettront au conseil de proposer à l'assemblée générale du 27 avril 1983, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire exigée par la Loi du 30 juillet 1982, la distribution d'un dividende de 15 F ; en tenant compte des avoirs fiscaux, le revenu de l'action serait donc de 22,50 F pour l'année 1982.

Les fonds propres de la C.P.R. atteignant 435 millions, le conseil demandera à l'assemblée générale l'autorisation de porter progressivement son capital de 200 à 300 millions, soit par incorporation de réserves, soit par émission en numéraire, soit par la mise en œuvre simultanée des deux procédés.

Le conseil a enfin coopté M. Jean-François Lepetit, directeur de la banque Indosuez au poste d'administrateur laissé vacant par le départ de M. Claude Toussaint.

EMPRUNT GROUPÉ DES COLLECTIVITES LOCALES DE LA REGION AQUITAINE



28 Février 1983 - 300 millions de F.

15,40 %

Emission de 60.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : 4.980 F. Jouissance : 14 Mars 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).
Taux de rendement actuariel brut:

15,48 %

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (visa C.O.B. n° 83.42 du 15.02.83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.

La Caisse d'Aide à l'Equipement des Collectivités Locales est chargée du service financier de l'emprunt. CAECL

Etablissement public régional	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Communauté urbaine de Bordeaux	Ville de Bordeaux








crédit foncier de france

EMPRUNT FÉVRIER 1983

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION

MONTANT : 4 milliards de francs, divisé en 800 000 obligations foncières de 5 000 francs nominal.

PRIX D'ÉMISSION : 99,50 %, soit 4 975 francs par obligation.

DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 14 mars 1983.

TAUX D'INTÉRÊT : 15 %.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 15,11 % (au 14 mars 1983).

DURÉE TOTALE : 12 ans.

VIE MOYENNE : 8,1 ans pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement.

AMORTISSEMENT NORMAL : *En 12 années au maximum à* partir du 14 mars 1984 sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement :
- soit au pair par voie de tirage au sort annuel (moitié au moins des titres à amortir dans l'année)
- *soit par rachats en Bourse.*

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Exclu *sauf par rachats en* Bourse.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Date de l'échéance	Nombre de titres à amortir	Date de l'échéance	Nombre de titres à amortir
14 mars 1984	27 585	14 mars 1991	73 376
14 mars 1985	31 722	14 mars 1992	84 382
14 mars 1986	36 481	14 mars 1993	97 039
14 mars 1987	41 952	14 mars 1994	111 596
14 mars 1988	48 246	14 mars 1995	128 334
14 mars 1989	55 483		
14 mars 1990	63 804	*Total*	*800 000*

RÉGIME FISCAL

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons, diminué, à leur choix :
- soit d'une retenue à la source de 10 % qui ouvre droit à un crédit d'impôt d'égal montant
- soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu.

En outre, ces intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 francs par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

La retenue à la source de 12 % sur les primes de remboursement sera prise en charge par le Crédit Foncier.

GARANTIES DES OBLIGATIONS

Le capital réalisé par l'émission d'obligations foncières, d'obligations communales ou d'obligations pour prêts à la navigation, ainsi que les autres ressources que la Société se procure *spécialement aux mêmes fins ne peuvent dépasser respectivement* le montant des prêts fonciers, des prêts communaux ou des prêts à la navigation consentis par la Société : il est procédé, le cas échéant, au remboursement des obligations ou des autres ressources dans une proportion telle *qu'elles n'excèdent jamais les capitaux restants dus sur les* prêts.

Les créances provenant de ces prêts sont affectées, par privilège, au paiement des obligations et au remboursement des autres ressources ayant servi au financement des opéra*tions considérées.*

En application de ces dispositions, chacune des obligations de la présente émission, créées en représentation de prêts fonciers, sera gagée par les prêts de cette catégorie consentis par la Société.

COTATION : L'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée.

SERVICE FINANCIER : Pendant toute la durée de l'emprunt, la Société tiendra à la disposition de toute personne qui en fera *la demande la liste à jour des établissements chargés du ser*vice financier.

SOUSCRIPTION : *Au Siège, dans les Directions et Agences du* Crédit Foncier, auprès des Banques, des Agents de change, du Crédit Agricole, des Comptables du Trésor, des P.T.T. et des Caisses d'Epargne.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX *SUR LA SOCIÉTÉ*

Le Crédit Foncier de France est une société anonyme française autorisée par décret du 28 mars 1852, dotée d'un statut légal spécial.

Son capital, d'un montant de 304 143 800 F, est réparti entre 53 000 actionnaires parmi lesquels seul le personnel de la Société, à travers le fonds commun de placement, détient plus de 5 % du capital.

Il a pour objet principal :
- de consentir :
  - des prêts fonciers, soit avec une garantie hypothécaire, *soit avec la garantie totale de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou* d'une Chambre de Commerce et d'Industrie ;
  - des prêts aux collectivités publiques ;
  - des prêts à la navigation.
- et d'émettre, en représentation de ces prêts, des obligations foncières, communales, pour prêts à la navigation, et de se procurer toutes autres ressources spécialement affectées à leur objet.

Le Crédit Foncier de France intervient également comme auxiliaire des pouvoirs publics, notamment pour la distribution de primes et le contrôle du respect de la réglementation des prêts conventionnés et du marché hypothécaire.

Depuis 1950, son activité a surtout été orientée vers la distribu*tion des prêts à la construction aidés par l'Etat, principalement en* faveur de l'accession à la propriété — actuellement les PAP.

∴

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS D'ACTIVITÉ DEPUIS 3 ANS
(en millions de francs)

Autorisations de prêts	1980	1981	1982
– fonciers	18 344	24 993	31 896
(dont à la construction)	(15 962)	(22 915)	(30 969)
– aux collectivités publiques ...	22	24	16
– à la navigation	2	–	14
Total	18 368	25 017	31 926

Capitaux collectés (en millions de F)	1980	1981	1982
Emissions obligataires en France	9 000	7 500	7 000
Emprunts directs à long terme ...	5 455	1 515	11 919
Bons à moyen terme	1 643	5 584	8 106
Emprunts extérieurs	–	3 282	7 181
Total	16 098	17 881	34 206

Ces capitaux ont servi à hauteur de plus de 85 % à financer les réalisations et les consolidations de prêts à la construction.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES
(en millions de francs)

	1979	1980	1981
• Total du bilan au 31 décembre	85 595	98 812	115 869
• Fonds propres (situation nette après réévaluation) au 31 décembre ..	1 320	1 324	1 345
• Encours total des prêts au 31 décembre	74 659	86 143	99 524
• Encours des emprunts obligataires émis en France au 31 décembre ..	29 558	35 991	42 631
• *Endettement total à long terme au 31 décembre*	73 758	85 276	98 598
• Produit brut d'exploitation	1 135	1 262	1 620
• Bénéfice avant impôt, amortissements, provisions	428,6	471,9	711,9
• Résultat net	94,6	104,5	119,1
• Résultat net par action (en F)	31,5	34,8	39,2

BILANS RÉSUMÉS AU 30 JUIN
(en millions de francs)

ACTIF	1981	1982	PASSIF	1981	1982
• Immobilisations nettes	653	655	• Situation nette après réévaluation	1 345	1 368
• Prêts	93 545	107 690	• Provisions et fonds de garantie des prêts spéciaux	2 807	2 999
• Effets non mobilisables et *titres de participation*	3 530	3 494	• Emprunts à long terme	92 100	109 253
• Valeurs à court terme et stock	9 111	15 884	• Dettes à court terme	10 366	13 725
			• Bénéfice semestriel avant amortissements provisions et impôt	221	378
Total	106 839	127 723	Total	106 839	127 723

HORS BILAN

	1981	1982
• Engagements de prêts	41 045	53 070
• Effets circulant sous l'endos du Crédit Foncier	15	80
• Engagements de mobilisation de crédits à court et moyen terme	13 656	10 657
• Effets remis en pension	12	12
• Cautions accordées	237	404

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 1982
(en millions de francs)

	Total	1983	1984	1985	1986	1987	1988 et suivantes
• Emprunts obligataires en France	45 625	1 964	2 830	2 617	2 904	3 114	32 196
• Autres emprunts domestiques :							
– long terme	29 607	1 011	1 244	1 458	1 519	1 513	22 862
– moyen terme	23 438	1 483	2 421	3 585	3 753	3 684	8 512
• Emprunts extérieurs (1)	10 997	–	–	–	84	742	10 171
Total	*109 667*	*4 458*	*6 495*	*7 660*	*8 260*	*9 053*	*73 741*

(1) Convertis sur la base des parités au 31 décembre 1982.

La notice légale a été publiée au *BALO* du 28 février 1983

∴

PERSPECTIVES D'AVENIR ET BUT DE L'ÉMISSION

La loi de finances pour 1983 prévoit le financement de 170 000 PAP, dont environ 140 000 sous la responsabilité du Crédit Foncier, chiffre équivalant à celui de 1982, lui-même en forte hausse sur la loi de finances initiale pour 1981.

La conjonction d'un accroissement sensible des objectifs budgétaires par rapport aux années antérieures et d'une réforme des méthodes de financement, introduite en 1982, conduit à une augmentation notable des besoins du Crédit Foncier en capitaux à long terme. Le marché obligataire constitue traditionnellement une des sources majeures de son financement.

Les réalisations prévisibles de nouveaux prêts sur ressources à long terme et les consolidations *de crédits à moyen terme précédemment distri*bués maintiendront ces besoins à un niveau élevé en 1983 et 1984.

Il n'existe pas d'éléments exceptionnels ni d'affaires contentieuses connues susceptibles d'avoir une *incidence négative majeure sur l'acti*vité, le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'exercice.

∴

PERSONNES QUI ASSURENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Gouverneur,
G. BONIN

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la Société. Les situations semestrielles aux 30 juin 1981 et 1982 n'ont pas fait l'objet de certification, mais les procédures suivies pour leur établissement ont été vérifiées.

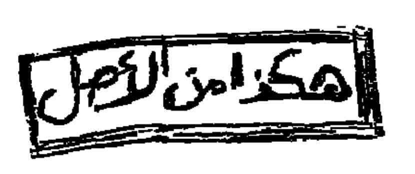
Les Commissaires aux Comptes,
J.-C. CAILLIAU, M. ANGELI.

∴

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance nº 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission *des opérations de Bourse* a apposé, sur la présente note, le visa nº 83-38 en date du 1er février 1983.

Le rapport annuel de l'exercice 1981 sera fourni sur demande aux souscripteurs, adressée au siège de la Société, 19, rue des Capucines, 75001 Paris.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 17-2-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	335 137
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	10 324
ECU	65 294
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 480
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 897
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	219 232
dont :	
Effets escomptés	85 115
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	69 425
5) DIVERS	6 147
Total	635 839

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	174 040
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 322
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	14 544
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	69 541
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	28 871
5) ECU A LIVRER AU FECOM	84 761
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	268 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 266
8) DIVERS	11 382
Total	635 839

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	18 fév.	25 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	873,2	899,5
Valeurs étrangères	2674,8	2681,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	126	129,8
Valeurs étrangères	381,9	382,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	108,8	112,1
Pétroles-Energie	84,1	86
Métallurgie	83,5	84
Chimie	102,1	108
Bâtim., mat. constr., trav. publics	100,8	100,7
Constructions mécaniques	97,9	100,7
Matériel électrique	129,6	133,9
Automobile et accessoires	98,3	111,7
Industr. de consom. non alim.	126	131,6
Agro-alimentaire	128,7	132,7
Distribution	87,4	91
Transports	117,8	121,9
Services	120,9	123,6
Assurances	100,6	98,8
Banques	136,2	138,4
Immobilier et foncier	116,6	117,1
Investissement et portefeuille	118	118,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	100,5	100,7
Emprunts d'Etat (*)	100,7	101,
Emprunts garantis et assimilés (*)	100,4	100,6
Sociétés (*)	101	101
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	88,3	88,4
Sociétés (*)	96,1	96,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	104,8
Produits de base	84,8
Construction	98,6
Biens d'équipement	105,2
Biens de consom. durables	110,3
Biens de consom. non durables	120,7
Biens de consom. alimentaires	125,8
Services	97,6
Sociétés financières	122,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91,1
Valeurs industrielles	103,2

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	102,3	102,4

(*) indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE BANCAIRE. – Les financements nouveaux des sociétés du groupe, qui avaient diminué de 8 % en 1981, ont augmenté de 21 % en 1982, atteignant 29,8 milliards de francs, le montant global des en-cours progressant de 9 % à 77,8 milliards de francs. Les résultats consolidés du groupe, non encore connus, devraient, en 1982, être supérieurs de 5 % à ceux de 1981. Le bénéfice net de la maison mère est de 128,9 millions de francs (+ 4 %), après dotation de 20 millions de francs aux provisions à caractère de réserves, non déductible du résultat imposable.

De ce bénéfice, 46,8 millions de francs seront distribués aux actionnaires, le dividende global étant, toutefois, ramené de 15 F à 10,26 F, en application de la loi du 30 juillet 1982, le montant global des dividendes versés ayant déjà été accru d'un tiers en 1982, du fait de la distribution d'une action gratuite pour trois anciennes en février 1981. Une nouvelle distribution d'actions gratuites a été décidée, à raison d'une pour quatre, jouissance au 1er janvier 1983.

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE. – Le bénéfice net dépassera 80 millions de francs en 1982, contre 72 millions de francs en 1981, et le dividende global, après avoir été porté de 15 F à 22,50 F pour 1981, sera maintenu à ce niveau, sous réserve de l'augmentation de capital en numéraire exigée par la loi du 30 juillet 1982.

GROUPE SCREG. – Sous réserve de l'agrément des pouvoirs publics, condition suspensive devant être levée au plus tard le 25 avril 1983, les cours de rachat de l'action Colas et de l'action Sacer ont été fixés, respectivement, à 225 F (dernier cours coté : 194 F) et 56 F (dernier cours coté : 35,50 F).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	24 fév.	25 fév.
Valeurs françaises	109,4	
Valeurs étrangères	109,8	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	24 fév.	25 fév.
Indice général	107,4	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 25 février .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 fév.	28 fév.
1 dollar (en yens)	235,10	235,45

BOURSE DE PARIS Comptant 25 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 60	1 216
5 %	36 50	0 342
3 % amort. 45-54	....	1 718
4 1/4 % 1963	102 60	1 928
Emp. N. Eq. 6 % 67	114	4 438
Emp. 7 % 1973	8650	..
Emp. 8,80 % 77	106 50	6 727
9,80 % 78/93	85 10	6 148
8,80 % 78/86	86	1 832
10,80 % 79/94	87 60	5 178
13,25 % 80/90	97	9 729
13,80 % 80/87	98 60	5 028
13,80 % 81/99	98 76	1 598
16,75 % 81/87	106 50	7 765
16,20 % 82/90	106 30	1 953
16 % juin 82	104 70	11 485
E.D.F. 7,8 % 61	....	1 359
E.D.F. 14,5 % 80-92	99 50	9 761
Ch. France 3 %	165 10	..
CNB Bques janv. 82	99 10	2 385
CNB Paribas	99 10	2 385
CNB Suez	99 30	2 385
CNI janv. 82	99 10	2 385

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Acribail (obl. conv.)	168	....
Aciers Peugeot	44 50	44 50
Actibail	170	171
A.G.F. (St Cent.)	342	344
A.G.P. Vie	3310	3310
Agr. Inc. Madag.	69	69
Air-Industrie	14 60	....
Alfred Herlicq	70	69 50
Allobroge	390	388
André Roudière	47 50	48 50
Applic. Hydraul.	234 80	232
Arbel	51 80	51
Artois	310	306
At. Ch. Loire	27	27 10
Aussedat-Rey	14	13 90
Bain C. Monaco	79	81 20
Banania	410	420
Banque Hypoth. Eur.	320	320
Blanzy-Ouest	320	327
B.N.P. Intercontin.	81	82
Bénédictine	947	947
Bon-Marché	75 10	76
Borie	354	354
Bras. Glac. Int.	400 10	412
Cambodge	134	139 30 d
C.A.M.E.	97	96 50
Campenon Bern.	170	176
Caout. Padang	193 30	190
Carbone-Lorraine	44 10	45
Carnaud S.A.	63	64
Caves Roquefort	590	592
C.E.G.Frig.	125	126
Centen. Blanzy	810	810
Centrest (Ny)	107	107
Cerabati	97 50	93 50
C.F.F. Ferrailles	132	132 20
C.F.S.	580	....
C.G.I.B.	....	....
C.G.Maritime	12	....
C.G.V.	85 30	88 70
Chambon (M.)	340	345
Chambourcy (M.)	1440	....
Champex (Ny)	120	119
Chim. Gde Paroisse	54	56 10
C.I. Maritime	293 90	302
Ciments Vicat	218	217
Citram (B)	134	132
Clause	285	285
Cl. MA (Fr.-Bail)	320	....
CMM-Mar Madag.	20	20
Cochery	58 10	59 10
Cofradel (Ly)	421	415
Cogil	175	173
Comindus	296	300
Comiphos	155	158 90
Comp. Lyon-Alem.	151	152
Concorde (La)	245 50	250
C.M.P.	6 40	6 20
Conte S.A. (Li)	17 80	17 50 o
Crédit (C.F.B.)	304 50	310
Créd. Gén. Ind.	316	302 40
Crédit Univers.	353	357
Crédinal	103	103
C. Sabl. Seine	115	....
Darblay S.A.	100 50	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Dietrich	285	285
Degremont	121	118 20
Delalande S.A.	150	151
Delmas-Vieljeux	510	490
Dév. Rég. P.d.C (Li)	120	118 60
Didot-Bottin	284	288
Dist. Indochine	330	328
Drag. Trav. Pub.	188	188
Duc-Lamothe	185 10	180
Dunlop	4 85	4 70
Eaux Bass. Vichy	925	930
Eaux Vittel	580	590
Ecco	1634	1652
Economats Centre	485	495
Electro-Banque	225	224 90
Electro-Financ.	335	335
Elf-Antargaz	157	161
E.L.M. Leblanc	520	520
Entrepôts Paris	177	178
Epargne (B)	1305	1305
Epargne de France	230 90	230
Epeda-BF	747	760
Escaut-Meuse	285	284
Eurocom	424	407
Europ. Accumul.	37	36 50
Eternit	218	227
Félix Potin	805	862 d
Ferm. Vichy (Ly)	169	....
Files-Fourmies	3 45	3 20 o
Finalens	77	78
FIPP	92	90
Fnac	232	234
Focep (Chât. eau)	1525	1525
Foncière (Cie)	145	142 10
Fonc. Agache-W.	76	79 d
Fonc. Lyonnaise	1220	1220
Foncina	107 50	107 50
Forges Gueugnon	13	....
Forges Strasbourg	126	124 80
Fougerolle	144	145
France I.A.R.D.	107 80	108 50
France (La)	426	425
Frankel	137 90	128 40
Fromageries Bel	402 50	401 70
From. P.-Renard	184 50	185
GAN	670	672
Gaumont	461	462
Gaz et Eaux	825	826
Genvrain	134 80	....
Gér. Arm. Hold.	37 10	38
Gerland (Ly)	557	557
Gévelot	54	54
Gr. Fin. Constr.	140	141
Gds Moul. Corbeil	104 50	102
Gds Moul. Paris	240 10	240
Groupe Victoire	338	336
G. Transp. Ind.	114 90	114 90
Huard-U.C.F.	44	42 90
Hutchinson	20 95	21
Hydro-Energie	71 65	71 65
Hydroc. St-Denis	63	....
Immindo S.A.	141 50	140 50
Imminvest	100 10	100 10
Immobail	212	212
Immobanque	380	385
Immob. Marseille	1187	1187
Immofice	271	280
Imp. G.-Lang	3 30	....
Industrielle Cie	670	660
Interbail	270	270
Jaeger	75 90	77 60
Jaz S.A.	69 60	70
Kinta S.A.	613	586
Lafitte-Bail	203 60	205 20
Lambert Frères	37	38
Lampes	105	101
La Brosse-Dupont	60 50	64 80 d
Lebon Cie	342	349
Lille-Bonnières	260	262 10
Locabail Immob.	400	400
Loca-Expansion	138 50	138 60
Locafinancière	165 10	166
Locatel	310 20	315
Lordex (Ny)	112	113
Louvre	240	245
Luchaire S.A.	90	90 10
Magasins Uniprix	61 20	61
Magnant S.A.	50	49
Maritimes Part.	90	90
Marocaine Cie	23 10	23 10
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	300	300
Mic	222	....
Mors	262	272
Nadella S.A.	....	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Naval Worms	109	108
Navig. (Nat. de)	64	63 10
Nicolas	349 50	355
Nodet-Gougis	74	71
OPB Paribas	93 10	93
Optorg	90	90 10
Origny-Desvroise	120 10	120 10
Palais Nouveauté	297	297
Paris-Orléans	97 80	98 20
Part. Fin. Gest. Im.	165 50	172 d
Pathé-Cinéma	152	153
Pathé-Marconi	72	....
Piles Wonder	110 40	98 80 o
Piper-Heidsieck	240 70	240 70
Porcher	177 90	180
Profils Tubes Est	7 95	7 40 o
Prouvost ex-Lain.R.	37	37
Providence S.A.	284	280
Publicis	648	648
Raff. Souf. R.	185	185
Ressorts Indust.	101 50	100
Ricqlès-Zan	130	....
Ripolin	42 50	....
Risla (Li)	10 70	....
Rochefortaise S.A.	67 50	65
Rochette-Cenpa	17 50	17 60
Rosario (Fin.)	95 50	96
Rougier et Fils	62 40	64 80 d
Rousselot S.A.	370	....
Sacer	35 50	....
SAFAA	43 45	47 50 d
Safic-Alcan	176 80	170
SAFT	132	132
Sainrapt et Brice	....	....
Saint-Raphaël	80 50	80 40
Salins du Midi	254 80	258
Santa-Fé	152	150
Saram	55	55 10
Savoisienne (M)	82	83
SCAC	192	192
Sellier-Leblanc	190	190
Senelle Maubeuge	136	135
S.E.P. (M)	80	79 50
Serv. Equip. Véh.	29 50	30
Sicli	51 30	51 10
Sicotel	168 50	167
Sintra-Alcatel	589	570
Sinvim	113	113 10
Siph (Plant. Hévéas)	145 10	151 d
Siminco	325	325 10
SMAC Acieroid	158 50	159
Sofal financière	327	329
Soffo	153 50	153
Soficomi	290	289
S.O.F.I.P. (M)	90 10	90 10
Sofragi	615	615
Sogepal	241 10	242
Soudure Autog.	107	110
S.P.E.G.	89	90
Speichim	173	173 20
S.P.I.	150 70	151
Spie Batignolles	155	153 10
Stemi	241	235
Synthelabo	178	175
Taittinger	385	397 50
Testut-Aequitas	62 40	60
Thann et Mulh.	48 50	47 60
Tissmétal	29 10	29 10
Tour Eiffel	280	280
Trailor S.A.	200	....
Ufiner S.M.D.	99 50	100
Ugimo	141 50	141 50
Unibail	385	383
Unidel	79	79
U.A.P.	557	557
Union Brasseries	34 50	34 50
Union Habit.	187	186
Un. Imm. France	194	195
Un. Ind. Crédit	324 50	327
Unipol	....	....
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....
Virax	42	....
Waterman S.A.	160	160
Brass. du Maroc	150	....
Brass. Ouest-Afr.	26 20	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	110	....
Akzo	147	148
Alcan Alum.	263 50	....
Algemeine Bank	1086	1060
Am. Petrofina	480	....
Arbed	174	....
Asturienne Mines	45	46
Bco Pop Espanol	74	76

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	42500	43000
Barlow Rand	96	98
Bell Canada	169	....
Blyvoor	130 10	134 50
Bowater	25	25
British Petroleum	38 20	38 60
Br. Lambert	283	299
Caland Holdings	90	89
Canadian-Pacific	292	305
Cockerill-Ougre	....	....
Cominco	370	370
Commerzbank	475	....
Courtaulds	11	....
Dart. and Kraft	630	630
De Beers (port.)	69	....
Dow Chemical	273	280
Dresdner Bank	535	540
Femmes d'Auj.	64	75 d
Finextremer	180	183
Finsider	0 27	....
Foseco	20 20	21
Gén. Belgique	240	241
Gevaert	315 10	315 10
Glaxo	90 20	....
Goodyear	270	276
Grace and Co	362	....
Grand Metropolitan	51	51
Gulf Oil Canada	95	95
Hartebeest	650	670
Honeywell Inc.	782	....
Hoogovens	53 50	....
I. C. Industries	360	387
Int. Min. Chem	336	....
Johannesburg	955	970 c
Kubota	12	11 20
Latonia	230	234 50
Mannesmann	535	....
Marks-Spencer	29	29
Midland Bank Ltd	46	45
Mineral-Ressourc.	97 50	97 50
Nat. Nederlanden	456	458
Noranda	169	170 10
Olivetti	15 45	15 30
Pakhoed Holding	169	160
Petrofina Canada	830	860
Pfizer Inc.	619	628
Phoenix Assuranc.	36 30	39 d
Pirelli	9 25	9 30
Procter Gamble	1040	1068
Ricoh Cy Ltd	25	25
Rolinco	816	830
Robeco	859	883
Shell fr. (port.)	55 60	....
S.K.F. Aktiebolag	190	193
Sperry Rand	319 50	320
Steel Cy of Can.	168	....
Stilfontein	149	157
Suéd. Allumettes	194	....
Tenneco	301	....
Thorn EMI	62 50	....
Thyssen c. 1 000	232	....
Toray indust. inc	13 60	13 75
Vieille Montagne	551	551
Wagons-Lits	289 50	290
West Rand	75	75

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	725	725
Far East Hotels	1 45	1 40
Merlin Immobilier	1608	1608
Métallurg. Minière	145	145
M.M.B	275	273
Novotel S.I.E.H.	810	810
Sarakreek N.V.	280	280
Softbus	216	216
Rodamco	423 40	425 50

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	177	177
Cellulose du Pin	15 40	15 30
Coparex	330	325
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Iena Industries	13	....
La Mure	61	....
Océanic	24 40	26 30
Petrofigaz	379	....
Pronuptia	133	131
Ratier Forest G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	613	613
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Sicomer	170	178
S.K.F.(Applic. méc.)	60	60
S.P.R.	94 80	100
Total C.F.N.	69 30	....
Ufinex	200	....
Voyer S.A.	1 35	....

SICAV

25/2	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	173 85	165 97
Actions-Investiss.	220 49	210 49
Actions sélectives	252 59	241 14
Aedificandi	296 19	282 76
A.G.F. 5000	209	199 52
Agfimo	306 12	292 24
Alfi	218 19	208 30
A.L.T.O.	189 99	181 37
Amérique Gestion	438 47	418 59
Bourse-Investiss.	233 67	223 07
Capital Plus	1112 77	1112 77
C.I.P.	717 49	684 95
Convertimmo	240 38	229 46
Cortexa	820 81	783 59
Credinter	316 05	301 72
Croiss. Immobil.	279 51	266 84
Démeter	58847 74	58478 31
Drouot-France	218 61	208 70
Drouot-Investiss.	545 73	520 98
Drouot-Sécurité	171 79	164
Energie	213 95	204 25
Epercourt Sicav	5459 72	5432 56
Epargne Associations	21008 17	20966 24
Epargne-Croiss.	1159 17	1108 61
Epargne-Industr.	370 27	353 48
Epargne-Inter	555 74	530 54
Epargne-Oblig.	170 10	162 39
Epargne-Unie	715 65	683 20
Epargne-Valeur	294 93	281 56
Eurocic	7157 21	6832 66
Euro-Croissance	324 83	310 10
Financière Privée	690 76	659 44
Foncier Investiss.	533 94	509 73
France-Garantie	272 11	266 77
France-Investiss.	327 25	312 41
Fr.-Obl. (nouv.)	382 92	365 56
Francic	197 79	188 82
Fructidor	204 56	195 27
Fructifrance	358 71	342 44
Fructivar	52944 22	52812 19
Gestion Mobilière	471 23	449 86
Gest. Rendement	466 02	444 89
Gest. Sél. France	307 06	293 14
Haussmann Oblig.	1099 91	1050 03
I.M.S.I.	303 62	289 85
Indo-Suez Valeurs	520 26	496 67
Ind. française	11080 17	11060 17
Interoblig.	8981 16	8573 90
Intersélect France	206 94	197 56
Intervaleurs Indust.	328 19	313 31
Invest. Obligataire	10908 32	10886 55
Invest. St-Honoré	553 56	528 45
Laffitte-crt-terme	104727 04	104727 04
Laffitte-Expansion	541 44	516 89
Laffitte-France	158 08	150 90
Laffitte-Oblig.	139 86	133 52
Laffitte-Rend.	191 20	182 53
Laffitte-Tokyo	626 27	597 87
Livret portefeuille	398 77	380 69
Mondial Investiss.	274 51	262 06
Monecic	58535 51	58535 51
Multi-Obligations	396 37	378 40
Natio.-Epargne	11971 17	11852 64
Natio.-Inter.	797 38	761 22
Natio.-Placements	108900 66	108900 66
Natio.-Valeurs	433 12	413 48
Oblisem	140 05	133 70
Pacifique St-Honoré	324 74	310 01
Paribas Epargne	10505 27	10463 42
Paribas Gestion	445 06	424 88
Phenix Placements	208 89	207 85
Pierre Investiss.	352 30	336 32
Province Investiss.	240 08	229 19
Rendem. St-Honoré	11150 20	11084 73
Sécur. Mobilière	352 44	336 46
Sél. court terme	11910 79	11822 12
Sélec. Mobil. Div.	265 66	253 61
Sélection-Rendem.	163 16	155 76
Sélect. Val. Franç.	167 68	160 08
S.F.I. fr. et étr.	368 31	351 61
Sicavimmo	401 85	383 63
Sicav 5000	171 31	163 54
S.I. Est	770 48	735 54
Sivafrance	265 20	253 17
Sivam	259 81	248 03
Sivarente	185 17	176 77
Sivinter	283 35	270 50
S.I.G.	629 94	600 69
S.N.I.	915 41	873 90
Sofinvest	369 73	352 96
Sogepargne	295 29	281 90
Sogevar	691 58	680 22
Sogeinter	871 58	832 06
Soleil Investiss.	398 55	380 48
U.A.P. Investiss.	282 11	289 32
Unifrance	211 32	201 74
Unifoncier	554 31	529 17
Unigestion	499 09	476 46
Uni-Japon	758 66	724 26
Unirente	1627 77	1574 25
Univar	11628 42	11628 42
Valorem	317 64	303 24
Valrex	116883 93	116867 06
Worms Investiss.	606 70	579 19

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	2033	2042	2042	2045
3030	C.N.E. 3 %	2980	2980	2995	2965
505	Agence Havas	520	525	525	517
415	Air Liquide	436 50	442 50	443 50	433 70
300	Als. Superm.	309	309	309	309
65	A.L.S.P.I.	88 50	67	67	65 70
139	Alsthom-Atl.	138 50	140 10	144 40	140 10
795	Amrep	776	750	750	750
187	Applic. gaz	243	236 50	235	232
166	Arjom. Prioux	165	166	166 10	165
900	Aux. Entrepr.	875	875	880	865
430	Av. Dass.-Br.	431	427	427	419
183	Bail-Equipem.	204	197	199	194
406	Bail-Investiss.	411	418	418	409 70
310	Cie Bancaire	311	311	309	310
110	Bazar H.-V.	108 50	108 50	108 50	108 40
152	B.C.T. Midi B.	152	152	151 50	155
245	Béghin-Say	251	252	253	248
410	Bic	428	438	435	438
192	B.I.S.	199	200	199 50	200
540	Biscuit (Géné.)	553	569	570	585
1210	Bongrain S.A.	1246	1250	1250	1270
730	Bouygues	740	740	739	726
1380	B.S.N.-G.D.	1440	1465	1451	1489
1490	– (obl.)	1555	1530	1530	1500
1300	Carrefour	1393	1420	1420	1395
285	– (obl.)	279 10	279 10	279 10	278
960	Casino	1005	1009	1005	1000
580	Cedis	615	621	621	610
27	CEM	27	27 10	27 10	27
235	Cetelem	258	270	270	265
445	C.F.A.O.	446	447 90	447 50	447 50
61	C.F.D.E.	61 50	61	61	60
190	Charg. Réunis	192 10	198 20	199 90	194 30
14	Chiers-Châtill.	13 80	13 85	13 85	13 60
150	Ciments franç.	164	167	171	167
830	C.I.T. Alcatel	845	840	837	840
510	Club Méditerr.	526	526	523	520
106	Codetel	105 30	105 10	105 10	103 50
139	Cofimeg	139 50	139 20	139	136 50
194	Colas	194	....	....	....
109	Compt. Entrepr.	111	111 50	111 50	113
280	Compt. Mod.	293	293	293	289 50
430	Créd. Foncier	437	426	426	418
215	Crédit F. Imm.	219 50	220	219	220
385	Crédit Nat.	364	365	364	359
56	Creusot-Loire	55 60	54 50	55 60	54 10
150	Crouzet	161	165 50	161	162 20
250	C.S. Saupiquet	250	252	252	252
710	Damart-Serviposte	750	752	752	738
730	Darty	736	738	738	735
550	Docks France	566	598	595	585
29	D.M.C.	33 80	34 20	34 20	33 55
685	Dumez	670	665	665	670
250	Eaux (Gén.)	256 50	261	261	258
114	Elf-Aquitaine	117 10	117 50	117 50	117 50
114	– (certific.)	115	115 10	115 10	114
696	Essilor	735	735	735	730
185	Esso S.A.F.	201	207 50	200	197 60
380	Eurafrance	383	390	389	390
840	Euromarché	847	865	876	882
670	Europe n° 1	670	650	664	650

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
560	Facom	572	588	588	577
735	Fichet-Bauche	746	730	730	730
151	Finextel	151 80	152	152	152
149	Fives-Lille	152	152 90	152 90	150
21	Fonderie (Gén.)	21	20 40	20 40	20 40
87	Fraissinet	82	82	82	82
285	Francarep	274	275 10	275 10	270
147	Gal. Lafayette	145	145	144 20	142 20
940	Gén. Géophys.	910	900	900	900
370	GTM-Entrepose	374	377	377	372 10
315	Guyenne-Gasc.	331	348	340	341
800	Hachette	816	813	813	813
335	Hénin (La)	338 50	340	340	339 80
52	Imétal	51 20	52	52 90	52
198	Imm. Plaine-M.	200	198	198	198
260	Ind. et Particip.	260 10	260	250	250
660	Inst. Mérieux	695	678	678	665
880	Intertechnique	925	960	960	945
129	J. Borel Int.	131	130	130	130
154	J. Lefebvre	153 80	154	154	154 90
134	Jeumont Ind.	130	130	130	132 60
285	Lab. Bellon	327	323	323 80	317
255	Lafarge-Coppée	267	257	258	253 10
300	– (obl.)	295	295	295	295
1680	Legrand	1735	1736	1740	1736
820	Lesieur	829	835	830	829
235	Locafrance	232	239 50	240	235
500	Locindus	505	513	510	502
465	Lyonn. Eaux	462	464 80	464 80	464 80
43	Machines Bull	43 50	43 50	43 50	43 50
380	Mais. Phénix	380	374	370	367
685	Majorette (Ly)	691	700	700	695
280	Manurhin	278	280	280	279
57	Mar. Wendel	57 20	56 70	56	57
675	Martell	670	648	660	660
685	– (obl.)	671	655	655	655
610	Merlin-Gerin	627	635	636	635
1130	Matra	1175	1200	1190	1183
10	Mét. Nav. D.-N.	8 80	9 30	9 30	9 30
730	Michelin	825	820	830	817
596	– (obl.)	596	595 50	595 50	595 50
680	Midi (Cie)	705	708	708	694
108	Mines Kali (Sté)	116 50	113	114	110 80
50	M.M. Penarroya	50	50	50 50	49
820	Moët-Hennessy	852	856	854	849
980	– (obl.)	1026	....	....	1030
510	Mot. Leroy-S.	525	530	530	530
75	Moulinex	79 50	78	76 60	78
320	Mumm	334	334	334	327 50
134	Navig. Mixtes	133	134	134	133
12	Nobel-Bozel	12 25	12 20	12 20	12
52	Nord-Est	58 70	59 05	58 50	58 50
225	Nordon (Ny)	230	230	230	227
72	Nouvelles Gal.	76 40	73 40	73 40	72 10
420	Occident. (Gén.)	437	440	446	440
180	Olida-Caby	183	182 50	180 20	180 20
665	Omn. F. Paris	686	689	689	677
111	Opfi-Paribas	112 80	112 30	112 30	111 10
1110	Oréal (L')	1179	1169	1169	1169
51	Papet. Gascogne	51 45	51 50	51 50	51 50
173	Paris-France	109	106	107	106
375	Paris-Réescomp.	391	388	392	388

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
89	Pechelbronn	94	91	91	90 30
305	Penhoët	320	320	320	314
425	Pernod-Ricard	439	443	442 10	436 10
138	Pétroles (Fse)	138 50	142 50	142 50	139 70
175	– (obl.)	178 50	179	179	175 50
32	– (certific.)	33 45	33	33	33
44	Pétroles B.P.	46 80	45	45 70	44 10
137	Peugeot S.A.	165	163 90	165 80	163 90
315	– (obl.)	316	316	316	316
95	P.L.M.	94 70	96	96	94 90
96	Poclain	95	96 50	100	97
280	Poliet	289	296	296	291
95	Pompey	97	97	97	95
200	P.M. Labinal	215 50	217 50	217 50	215
890	Presses Cité	887	899	900	891
635	Prétabail Sic.	642	640	640	630
226	Primagaz	258	253 50	245	248 50
113	Printemps	117 50	118	119	117
960	Promodès	990	1009	1030	1000
325	Radiotechn.	350	355 80	355	350
104	Raffin. (Fse)	112 80	115	114 50	114 90
860	Redoute (La)	900	900	910	882
505	Révillon	528	525	525	524
265	Roussel-Uclaf	270	280	278	275
855	Rue Impériale	859	859	859	860
13	Sacilor	12 90	12 95	12 95	13 20
128	Sade	128	128	128	128
1090	Sagem	1180	1150	1150	1130
153	St-Louis B.	154	159	158	155 80
285	Sanofi	311	313	312 90	308
360	– (obl.)	418	426	426	426
330	S.A.T.	345	345	343	338
16	Saulnes	15 90	15	15	15
31	Saunier-Duval	29 50	30 50	30	30 50
94	Schneider	96 20	96 10	96	94 30
25	S.C.O.A.	25 20	25 95	25 95	25 90
111	S.C.R.E.G.	111	111	111	112
128	– (obl.)	128 10	128 10	128 10	128 10
240	Seb	244 90	251	251	246
184	Sefimeg	178 70	178	178 80	176
700	S.F.I.M.	730	710	722	710
125	S.G.E.-S.B.	130 20	130 20	130 20	128
595	Sign. Ent. El.	605	605	605	617
310	Silic	310	308	308	306 10
200	Simco	199 60	200	200	198 10
101	Simnor	101	101 50	101 50	101 40
735	Skis Rossignol	720	737	738	730
290	Sogerap	288	290	292	286
180	Sommer-Allib.	202 30	200 30	193	200
255	Source Perrier	257	256 10	253 50	250 10
280	Talcs Luzenac	279	279	279	275 10
930	Tél. Elect.	960	958	956	948
130	– (obl.)	131 20	131 20	131 20	131 20
180	Thomson-C.S.F.	187	182	183 50	182
225	– (obl.)	225 10	225 20	225 20	222 10
1400	T.R.T.	1425	1423	1423	1419
169	U.F.B.	175	170	171	166 40
406	U.I.S.	419	410	410	402
146	U.C.B.	160	163	164	160
1 81	Usinor	1 80	1 79	1 80	1 80
185	U.T.A.	208	210	210	210
225	Valéo	249 50	247 90	247 90	244

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
92	Vallourec	95	95 80	95 80	94
1150	V. Clicquot-P.	1153	1160	1160	1180
640	Viniprix	633	665	665	652
910	Elf-Gabon	946	950	950	931
210	Amax Inc.	212	218	217 90	218
476	Amer. Express	495	522	522	523
595	Amer. Teleph.	613	618	619	618
170	Anglo Amer. C.	161	161	158 50	160 20
1110	Amgold	1020	1030	1030	1010
920	B. Ottomane	972	970	970	980
460	BASF (Akt)	479	479	479	470
450	Bayer	468	471	471	472
560	Buffelsfont.	520	513	506	510
33	Charter	32 60	31 90	32 10	32 45
415	Chase Manh.	420	429	429	421
205	Cie Pétr. Imp.	203	202 50	202	200
67	De Beers	64 20	64 90	64 20	64 20
980	Deutsche Bank	1010	1029	1029	1015
167	Dome Mines	157 50	155 80	153 80	154 50
315	Driefontein Cal	290	293	292	291 20
365	Du Pont-Nem.	352	384 80	384 80	384 80
760	Eastman Kodak	797	808	810	800
235	East Rand	209	202 50	201 50	198 60
445	Ericsson	439	430	430	430
260	Exxon Corp.	253 10	258	261	255
380	Ford Motors	353	360 50	360 60	362 50
480	Free State	420	425	426	421
265	Gencor	235	232	230 50	236 50
230	Gén. Belgique	240	241	241	241
900	Gén. Electr.	954	973	977	977
560	Gen. Motors	554	559	560	562
73	Goldfields	69 50	69	68 40	69
225	Harmony	199	193 10	192	190
30	Hitachi	29 60	29 95	30 10	30
460	Hoechst Akt.	489	486	486	486

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
51	Imp. Chemical	51 50	51 40	51 40	51 10
113	Inco. Limited	116 50	119 50	118 80	117 20
880	IBM	896	910	906	905
44	Ito-Yokado	44 50	45 50	47 20	45 80
285	ITT	292	293 30	292 10	293 50
44	Matsushita	44 80	45 60	45 50	45 60
735	Merck	742	752	752	740
670	Minnesota M.	678	712	712	698
240	Mobil Corp.	235	241 50	241 50	237 20
17620	Nestlé	17700	17560	17560	17700
380	Norsk Hydro	338	355	355	355
820	Petrofina	816	815	815	815
510	Philip Morris	549	549	548	552
118	Philips	119 20	118 90	118	119 60
470	Pres. Brand	412	422	420	414
515	Président Steyn	447	463	464	455 20
1320	Quilmès	1310	1300	1300	1296
1390	Randfontein	1295	1262	1260	1252
330	Royal Dutch	306 50	309	309	306 20
73	Rio Tinto Zinc	70 20	71 70	71 90	72 50
430	St Helena Co	386	395	382	387 10
380	Schlumberger	383	373 50	374 50	370 60
59	Shell transp.	53 50	54	54	53 20
980	Siemens A.G.	1028	1042	1040	1042
120	Sony	124	120	121 50	120
158	T.D.K.	161 50	165	165 40	165
650	Unilever	645	649	648	....
565	Unit. Techn.	615	618	615	606
1100	Vaal Reefs	1020	1025	1017	1005
580	West Deep	528	520	517	510
515	West Hold.	471	488 50	475	488 50
330	Xerox Corp.	345	349	348	345
3 49	Zambia Corp.	3 48	3 40	3 45	3 40

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 853	6 847	6 640	7
Allemagne (100 DM)	283 550	283 650	275	289
Belgique (100 F)	14 387	14 385	13 300	14 400
Pays Bas (100 fl.)	256 470	256 540	250	262
Danemark (100 krd)	79 710	79 610	76	82
Norvège (100 k)	95 910	96 270	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 424	10 453	10 100	10 800
Grèce (100 drachmes)	8 225	8 200	7	9
Italie (1 000 lires)	4 908	4 906	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	336 200	336 620	329	347
Suède (100 krs)	92 280	92 310	89	95
Autriche (100 sch)	40 330	40 390	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 253	5 252	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 410	7 410	6 700	7 900
Canada ($ can 1)	5 577	5 578	5 410	5 680
Japon (100 yens)	2 912	2 916	2 790	2 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/2
Or fin (kilo en barre)	104000	102500
Or fin (en lingot)	103600	102250
Pièce française (20 fr)	700	695
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	692	681
Pièce latine (20 fr)	651	650
Souverain	801	800
Pièce de 20 dollars	3910	3905
Pièce de 10 dollars	1872 50	1985
Pièce de 5 dollars	1002 50	.....
Pièce de 50 pesos	4240	4130
Pièce de 10 florins	666	668

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 27-28 février 1983 a été tiré à 479 485 exemplaires

L'industrie française n'est pas dans certains secteurs en mesure de supporter la concurrence

déclare le président de la République

A l'occasion de sa visite au centre mondial informatique et ressource humaine, le président de la République commentant la situation économique de la France a estimé que le déficit du commerce extérieur était dû au fait que l'industrie française n'était pas, dans certains secteurs, en mesure de supporter la concurrence en qualité et en prix. « *Le commerce extérieur, l'endettement de la France, on s'en plaint et on a raison* », a-t-il dit. « *Le principal obstacle dans la lutte contre la crise économique, face à la transformation des métiers, au développement du chômage et à la robotisation* » tient dans « *l'inadaptation des hommes appelés à produire* », a précisé le président. Il a ajouté que si nous n'avions pas « *la puissance de création humaine, nous reviendrions aux plus mauvaises années du dix-neuvième siècle où la machine fut un moyen d'asservissement* ». « On sera, a-t-il conclu, *dans cette situation trop souvent répandue dans un pays comme le nôtre, qui se trouve à égalité avec les plus grands sur le plan de l'invention, et qui se trouve derrière sur le plan de l'invention, et qui se trouve derrière sur le plan de l'utilisation jusqu'à son élément, apparemment modeste mais si nécessaire, de la commercialisation de ses produits.* »

Il n'est que temps

En affirmant que le déficit du commerce extérieur de la France était dû au fait que son industrie n'était pas, dans certains secteurs, en mesure de supporter la concurrence en qualité et en prix, le président de la République a mis le doigt sur l'essentiel. Certains y verront un aveu, d'autres une preuve de lucidité. Quel que soit le jugement *que l'on porte — et c'est tout* le débat sur l'héritage qui revient là à la surface, — il reste que chacun doit effectivement être convaincu *que les chances de redressement* de l'économie dépendent très largement de la capacité de la communauté nationale à se doter d'un outil industriel puissant... et compétitif.

Voilà bien longtemps que l'on entend ce discours. Avant même le *10 mai, l'accent avait été mis par* les voix les plus autorisées sur l'impératif industriel, et combien de fois n'a-t-on pas entendu la sempiternelle formule : *« Il faut réconcilier les Français avec leur industrie. »*

Les forces et les faiblesses de notre appareil de production sont connues. Ses forces lui ont permis d'occuper un temps la troisième place des exportateurs mondiaux. Ses faiblesses ont parallèlement conduit notre pays, du fait d'une politique de créneaux, à figurer parmi les plus gros importateurs et, surtout, à voir se creuser au fil des années notre déficit vis-à-vis des autres pays industriels, nos seuls vrais concurrents.

Il faut rendre cette grâce aux socialistes : l'industrie figurait au premier rang de leurs préoccupations. Au-delà de l'incontestable aspect politique qu'elles ont revêtu, c'est au nom de l'efficacité industrielle qu'ont été effectuées les nationali*sations, y commpris celle du crédit.* C'est au nom de cette même efficacité que, depuis des mois, fonctionnaires et spécialistes tentent d'élaborer une politique industrielle, dont il faut bien avouer que l'on distingue encore mal les contours.

La preuve est aujourd'hui faite qu'il ne suffisait pas de prendre le contrôle de quelques grands groupes et de manifester de la volonté politique pour réussir. Cela dit, il serait parfaitement injuste de porter aujourd'hui un jugement sur une expérience qui *n'en* est qu'à ses débuts.

Dans l'immédiat, que faire ? Assurer un énorme effort de formation, a déclaré M. Mitterrand. C'est effectivement prendre le problème par le bon bout, tant il est vrai que l'écart ne cesse de se creuser entre le niveau de connaissance des travailleurs et les besoins des firmes, elles-mêmes soumises à une non moins considérable mutation de leur production.

En toute hypothèse, ces efforts, pour autant qu'ils soient couronnés de succès, ne *« paieront »* que dans quelques années. Pour l'heure, il importe sans doute de remotiver les acteurs industriels. Les patrons, *d'abord*, soumis depuis mai 1981 au régime de la douche écossaise, adversaires et vache à lait d'hier, partenaires aujourd'hui. Les cadres, *ensuite, les uns déçus par les « audaces »* sociales du pouvoir, les autres — plus nombreux qu'on ne le croit — par son immobilisme en matière de rapport hiérarchique. Mobiliser les travailleurs, enfin, qui attendent toujours de la gauche, au-delà de l'amélioration financière du sort des plus démunis d'entre eux, cette citoyenneté de l'entreprise, qui ne font qu'esquisser les lois Auroux.

Voilà pour les hommes. Reste le nerf de la guerre : l'argent. Les entreprises françaises en manquent. Sur les causes de cette situation, il y aurait bien des choses à écrire ou à dire. Et notamment sur le comportement de certains patrons plus soucieux de mettre à l'abri leur profit *que de le réinvestir. Mais le fait* es là : insuffisance de fonds propres, marges faibles des firmes françaises font pâle figure.

Le gouvernement longtemps sceptique l'a admis, sans pour autant accepter de revenir à la liberté totale des prix industriels. En revan*che, il souhaite orienter l'épargne* vers l'outil de production. Quelques projets en ce sens ont été rendus publics. Ils ne sont pas à la hauteur *du problème.* A la vérité ce qu'il faut, c'est faire accepter aux Français, un partage du « gâteau » — hélas bien réduit — au profit des firmes. Au-delà il s'agit enfin pour le pouvoir — mais le plan n'est-il pas fait pour cela ? de définir une stratégie industrielle qui suppose des choix clairs et donc certains abandons mais qui permette enfin de constituer ces pôles de rentabilités indispensables au soutien du tissu insdustriel. Dans ce domaine trop de temps a été perdu. PH. L.

LA FORMATION DES JEUNES CHOMEURS A L'INFORMATIQUE EST UNE PRIORITÉ GOUVERNEMENTALE, indique M. Mitterrand

« Il faut doter la France de l'industrie indispensable qui lui permettra de dominer les mille et un problèmes auxquels elle doit faire face aujourd'hui », a déclaré, samedi 26 février, devant une centaine de responsables de grandes écoles et d'universités réunis à Paris, au Centre mondial informatique et ressource humaine, le président de la République, M. François Mitterrand. Un tel objectif passe, selon le président, par l'engagement d'un *« formidable effort de formation auquel on doit s'atteler, en regrettant que tant de retards aient été pris au cours des dernières décennies »*.

Une première action dans ce sens, proposée par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur du Centre mondial, a reçu l'aval du président de la République. Elle consiste à former aux techniques informatiques des jeunes chômeurs de seize à vingt-cinq ans avec l'aide d'élèves des grandes écoles (*le Monde* du 27 janvier). La rencontre du *26 février* a été l'occasion d'un échange de vues sur le contenu du projet que le gouvernement considère, à indiqué M. Mitterrand, comme prioritaire. L'objectif est de créer une vingtaine de centres de formation, dont une dizaine devraient être opérationnels à la fin de cette année, animés par des volontaires. Ces derniers, anciens élèves de l'enseignement supérieur, dont des appelés scientifiques du contingent, devraient recevoir une formation pédagogique de courte durée (un à deux mois).

Cette initiative a été accueillie avec *« enthousiasme »* par les universitaires, qui s'interrogent toutefois sur les moyens réels qui seront accordés à la réalisation de cette *opération.*

TRÈS FORTE BAISSE DE L'OR LE FRANC EN OBSERVATION

Le fait marquant de ce début de semaine a été l'accélération de la baisse de l'or sur tous les marchés. Le cours de l'once de 31,1 g, qui était encore de 465 dollars vendredi 25 février à midi en Europe, chutait à 443 dollars quelques heures plus tard à New-York, puis, lundi 28 février, tombait à moins de 400 dollars sur la place de Hongkong, pour remonter à 420 dollars environ en fin de matinée sur les places européennes. Cette chute de 10 % est due à diverses raisons : fermeté per*sistante du dollar*, qui se maintient à 2,42 DM à Francfort, et 6,86 F à Paris, craintes de voir les prix du pétrole baisser encore davantage, ra*lentissement de l'inflation partout* dans le monde, affaiblissement de la notion or-valeur refuge. Ajoutons-y les facteurs techniques, à savoir la *revente précipitée de métal acheté à* découvert les mois précédents, dans l'espoir d'une hausse.

A Paris, après l'annonce d'un *« mauvais » indice des prix en* janvier et d'un déficit important du commerce extérieur, le franc a dû être soutenu par la Banque centrale, qui a defendu le cours de 2,8360 F pour un deutschemark.

Un engin explosif est désamorcé à Marseille dans les locaux où se tenait une fête de la communauté juive

De notre correspondant

Marseille. — Un engin explosif composé de 300 grammes de dynamite, reliés à un mécanisme de mise à feu, a été découvert dans la soirée du samedi 26 février par les artificiers de la *sûreté urbaine* de Marseille lors d'une visite d'inspection dans les locaux de l'établissement Le Château des fleurs, boulevard Michelet, à Marseille, où devait avoir lieu, à l'occasion de la fête de Pourim (1), une réunion d'environ quatre cents personnes de la communauté juive de la ville.

C'est dans les toilettes de l'établissement que l'engin a été découvert vers 20 h 20, placé dans une cuvette en plastique elle-même posée sur un distributeur d'essuie-mains. Cette pièce n'est séparée que par une cloison de la grande salle où avaient été dressées les tables destinées à l'acceuil des participants. Le système de mise à feu laissait prévoir l'explosion pour 22 h 30. La réunion a pu se tenir sans incident après un contrôle opéré par les policiers de la sûreté et du S.R.P.J. de Marseille.

La présence de M. Gaston Defferre et de son épouse, *Mme Edmonde Charles-Roux,* qui participent traditionnellement depuis de nombreuses années à ces réjouissances, a pu faire penser que le maire de Marseille était particulièrement visé par cet attentat. Toutefois, M. Defferre a écarté cette hypothèse. Après avoir qualifié cette tentative d'*« odieuse, inadmissible et intolérable »*, en prenant la parole à son arrivée vers 23 h 30, le maire de Marseille a ajouté : *« Cela me paraît beaucoup plus grave. C'est un attentat organisé pour que la bombe éclate en pleine fête juive. C'est donc un attentat antisémite que j'attribue à une recrudescence de la violence. »*

Le ministre de l'intérieur a indiqué qu'il ne pouvait rien dire *« sur un lien éventuel entre cet acte et la tentative d'attentat perpétrée dans la salle des commissions de la mairie de Marseille »*, où, le 17 février, un autre engin, de même type mais de moindre puissance, avait été découvert et désamorcé.

De son côté, Mme Nicole Zemmour, présidente à Marseille du K.K.L. (organisme chargé de la valorisation des terres en Israël) et co-organisatrice avec Radio-Juive Marseille de ce rassemblement a affirmé que les attentats contre la communauté juive *« viennent du Proche-Orient »*, *« de Beyrouth »*. Elle a ajouté : *« La politique de la France ne sera claire et efficace que si elle cesse cette politique de la main tendue à l'O.L.P. »*.

Tête de la liste d'union de la gauche dans le 6e secteur, M. Guy Hermier (P.C.), député, interrogé dimanche 27 par R.M.C. a condamné cette tentative d'attentat survenue *« dans un contexte où la droite depuis des semaines, notamment à Marseille, entretient un climat de violence, de haine et de racisme »*.

Pour M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de l'opposition à Marseille, cette tentative *« s'inscrit dans le climat d'antisémitisme qui sévit en France depuis la guerre du Liban »*.

(1) *Cette fête juive, qui s'apparente* par certains aspects à celle du Mardi-gras, célèbre le geste d'Esther, juive de Babylone devenue princesse perse en épousant Assuérus, qui sauva les juifs de la ville promis au massacre. (2e siècle avant J.-C.)

Les élections régionales outre-mer

LA RÉUNION : le doyen des élus communistes devient président du conseil

En l'absence de l'un de leurs élus, hospitalisé à la suite d'un accident de la circulation, les nouveaux conseillers régionaux de l'opposition, disposant d'un siège de plus que ceux de la majorité, n'ont pu enlever la présidence de l'assemblée régionale de la Réunion, lors des scrutins de *lundi 28 février*. C'est le doyen des seize conseillers du P. C. réunionnais, M. Mario Hoarau, qui a été élu, avec le soutien des six élus socialistes.

Au premier tour, M. Hoarau avait obtenu 22 voix contre 17 à M. Auguste Legros, maire de Saint-*Denis-de-la-Réunion,* président du conseil général, leader du groupe R.P.R., et 5 à M. Pierre Lagourgue, ancien député U.D.F., chef de file des cinq conseillers *centristes*. Au deuxième tour, M. Legros ayant retiré sa candidature, M. Hoarau avait à nouveau recueilli 22 voix contre 21 à M. Lagourgue. Il y avait eu un bulletin blanc. Au troisième, M. Hoarau a été déclaré élu au bénéfice de l'âge après avoir obtenu 22 voix, comme le président de la fédération locale du R.P.R., M. Marc Gérard, qui avait fait acte de candidature après que M. Lagourgue eut retiré la sienne. Le principal allié local du gouvernement détient donc la présidence d'une assemblée régionale au sein de laquelle les partis gouvernementaux ne disposent que de vingt et un sièges contre vingt-deux à l'opposition.

[Né le 19 juillet 1914 à Rivière-Saint-Louis, M. *Mario Hoarau*, est membre du parti communiste réunionnais depuis sa fondation. Maire et conseiller général de Saint-Leu de 1945 à 1958, il s'était retiré, ces dernières années, de la vie politique. Il est propriétaire d'une chaîne de cinéma dont les salles, à Saint-Denis-de-la-Réunion et au Port, sont spécialisées dans les films pornographiques.]

